Bibliothèque de Philosophie scientifique

ROBERT MICHELS
Professeur à l'Université de Turin

LES
Partis Politiques

ESSAI SUR LES TENDANCES OLIGARCHIQUES DES DÉMOCRATIES

TRADUIT PAR
LE Dr S. JANKELEVITCH

PARIS
ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR
26, RUE RACINE, 26

Bibliothèque de Philosophie scientifique

ROBERT MICHELS
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE TURIN

LES
Partis Politiques

ESSAI SUR LES TENDANCES OLIGARCHIQUES DES DÉMOCRATIES

TRADUIT PAR

LE Dr S. JANKELEVITCH

PARIS
ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR
26, RUE RACINE, 26

Les Partis Politiques

PRÉFACE

Dans cette édition française de mon livre, j'utilise toutes les critiques et observations qu'il a suscitées dans son édition allemande, parue il y a deux ans à peine. L'accueil qu'il a trouvé alors dans le monde scientifique a vraiment dépassé toutes mes espérances. Bien qu'écrit en allemand, mon ouvrage a trouvé un premier écho en France, cette vieille terre de la démocratie et des critiques de la démocratie. Il a été ensuite discuté en Hollande, où Leeuwenburg, entre autres, lui consacra une série d'articles dans lesquels mes théories se trouvent corroborées par des arguments tirés de l'histoire du parti socialiste hollandais. Il fut enfin accueilli avec une très grande faveur en Allemagne, où la démocratie, vierge, pour ainsi dire, et peu connue, a cependant beaucoup d'admirateurs fervents et aveugles. Partout, mon ouvrage a eu la très rare fortune de provoquer des comptes rendus aussi remarquables par la quantité que par la qualité; comptes rendus inspirés par une méditation sérieuse sur les questions que j'agite et écrits par des personnalités dont quelques-unes occupent un rang éminent dans le monde de la science et de la politique.

A quelque école politique ou scientifique qu'ils appartinssent, tous mes critiques se sont montrés unanimes sur quelques points que je considère comme

essentiels. Tous se sont en effet montrés d'accord pour reconnaître que la lecture de mon ouvrage était indispensable à tous ceux qui s'occupent de sociologie, et surtout de la sociologie des partis; que mon livre, écrit avec une grande sérénité de jugement, avec une objectivité et une impartialité absolues, était conçu et conduit avec sincérité, voire avec hardiesse ; que son auteur possède une connaissance profonde de l'engrenage de la vie pratique et que de cette connaissance découle, en même temps qu'une pénétration analytique, une méthode synthétique offrant une base solide à la discussion du problème choisi par l'auteur ; que ce livre est enfin très personnel, écrit par « un esprit curieux et un observateur perspicace qui n'a pas oublié qu'une œuvre ne vaut et ne dure qu'à la condition de décrire la vie ».

Beaucoup ont qualifié mes études de science *pessimiste*. D'aucuns m'en ont fait un mérite, pensant que l'optimisme dans les sciences sociales n'est qu'un mensonge. Quelques-uns ont même admis que le pessimisme se dégage fatalement de la constatation des faits contenus dans mon livre. Mais, sur ce point, on m'a adressé aussi des critiques sérieuses, bien que souvent un peu naïves. Un socialiste français, tout en reconnaissant que les tendances oligarchiques sur lesquelles j'insiste sont « très vraies et très frappantes » en ce qui concerne la démocratie sociale allemande, prétend que pour le socialisme français l'oligarchie est un phénomène secondaire », parce que « du haut en bas, dans le parti et dans les syndicats, règne plutôt la suspicion ». Un illustre économiste américain, mon ami Brooks, me fit observer que mes critiques pouvaient très bien s'appliquer à la démocratie européenne, mais nullement à la démocratie américaine (celle des *bosses*, si minutieusement décrite par tant d'écrivains dignes de

foi). Je ne perdrai pas mon temps à répondre à une pareille assertion. Elle s'explique par ce phénomène psychologique, aussi fréquent chez les individus que chez les nations, qu'on voit facilement la paille dans l'œil d'autrui, alors qu'on n'aperçoit pas la poutre dans son propre œil.

Il est évident qu'un livre qui ébranle à ce point les fondements mêmes du parti socialiste, aurait dû y trouver de nombreux contradicteurs. Mais je dois à la vérité de reconnaître que, contrairement à mes prévisions, il a été accueilli par les socialistes avec beaucoup de faveur. Il est vrai que l'économiste Konrad Schmidt, tout en rendant hommage à l'abondance des matériaux que j'ai réunis et au « caractère intéressant et attrayant » de ma synthèse, déclare que les moyens de contrôle dont dispose dès aujourd'hui le parti socialiste en Allemagne, suffisent à maintenir les chefs dans la subordination à la volonté de la masse. Quelques autres, dont le marxiste Konrad Haenisch, déclarent comprendre parfaitement l'utilité de mon livre, même au point de vue spécial du parti socialiste, et admettent explicitement l'existence de l'oligarchie au sein de ce parti. Mais ils me reprochent d'avoir traité le problème de la démocratie d'une façon trop abstraite, de n'avoir pas montré suffisamment que les défauts et les lacunes du système démocratique dans la vie des partis socialistes contemporains s'expliquent, en dernière analyse, par les conditions générales du régime social moderne; régime fondé sur l'existence de diverses classes et de diverses conditions, à l'influence desquelles les socialistes eux-mêmes ne sauraient se soustraire complètement. Je crois avoir suffisamment répondu, dans mon livre, à ce reproche, qui voit dans l'oligarchie des partis une réalité d'hier et d'aujourd'hui, mais lui conteste le caractère de loi.

Un autre socialiste, le théoricien réformiste Paul Kampffmeyer, n'a pas cru pouvoir mieux défendre sa propre manière de voir qu'en méconnaissant les idées principales exposées dans mon livre, en disant notamment que ma conception de l'oligarchie implique une accusation de corruption contre tous les chefs politiques d'origine prolétarienne (alors que j'ai fait tous mes efforts pour n'aborder la question *morale* que le moins possible) et en m'accusant, en même temps, de juger la démocratie d'après un critère trop élevé. A cette accusation je répondrai que je n'ai mesuré la démocratie qu'avec le mètre de la démocratie elle-même, telle que la conçoivent nos socialistes *modernissimes* : tout en admettant l'incompétence des masses et la nécessité d'une direction forte et stable, ces derniers s'obstinent à qualifier un pareil ordre de choses, qui n'est séparé de l'aristocratie que par une nuance, du nom pompeux de « démocratie ». Question de terminologie, naturellement, où la logique est de notre côté, mais où il est impossible d'établir des règles valables pour la pratique. Personne en effet ne peut empêcher son prochain de parler, si tel est son plaisir, de pénombre par une journée ensoleillée d'août, ou d'appeler chien un chat, ou chat un chien...

Les Partis politiques

PREMIÈRE PARTIE

LES CHEFS DANS LES ORGANISATIONS DÉMOCRATIQUES

A. — CAUSES DÉTERMINANTES D'ORDRE TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF

CHAPITRE I

Introduction. — Nécessité de l'organisation.

La démocratie ne se conçoit pas sans organisation. La démonstration de cette thèse peut se faire en peu de mots.

Une classe qui arbore en face de la société le drapeau de revendications déterminées et aspire à réaliser un ensemble d'idéologies, ou d' « idéaux », découlant des fonctions économiques qu'elle exerce, a besoin d'une organisation. Qu'il s'agisse en effet de revendications économiques ou politiques, l'organisation apparaît comme le seul moyen de créer une volonté collective. Et en tant qu'elle repose sur le principe du moindre effort, c'est-à-dire de la plus grande économie de forces, l'organisation est, entre les mains des faibles, une arme de lutte contre les forts.

Une lutte ne peut avoir des chances de succès que dans la mesure où elle se déroule sur le terrain de la solidarité entre individus ayant des intérêts identiques. Les socialistes, ces partisans les plus fanatiques de l'idée d'organisation, énoncent donc un argument qui s'accorde bien avec les résultats de l'étude scientifique de la nature des partis, lorsqu'ils objectent aux théories anarchistes et individualistes que rien ne serait plus agréable aux patrons que de voir les forces ouvrières se disperser et se désagréger.

Nous vivons à une époque où l'idée de la coopération a poussé dans les esprits des racines tellement profondes que les millionnaires eux-mêmes aperçoivent la nécessité d'une action commune. Aussi conçoit-on que l'organisation, dont l'absence rend tout succès impossible *a priori*, soit devenue le principe vital de la classe ouvrière. Le refus de l'ouvrier de participer à la vie collective de sa classe ne peut avoir pour lui que des conséquences funestes. Par son degré de culture, par ses conditions économiques, physiques et physiologiques, le prolétaire est l'élément le plus faible de notre société. L'ouvrier isolé se trouve en fait livré sans défense à l'exploitation de ceux qui sont économiquement plus forts. C'est en s'agglomérant et en donnant à leur agglomération une structure que les prolétaires acquièrent la capacité de la résistance politique, en même temps qu'une dignité sociale. L'importance et l'influence de la classe ouvrière sont en raison directe de son nombre. Or, pour représenter un nombre, il faut s'organiser, se coordonner. Le principe de l'organisation doit être considéré comme la condition absolue de la lutte politique conduite par les masses.

Mais le principe, politiquement nécessaire, de l'organisation, s'il permet d'éviter la dispersion des forces propice aux adversaires, recèle d'autres périls. On

n'échappe à Scylla que pour s'échouer contre Charybde. C'est que l'organisation constitue précisément la source d'où les courants conservateurs se déversent sur la plaine de la démocratie et occasionnent des inondations dévastatrices qui rendent cette plaine méconnaissable.

CHAPITRE II

Impossibilité mécanique et technique du gouvernement direct des masses.

L'idéal pratique de la démocratie consiste dans le *self-government* des masses, conformément aux décisions des assemblées populaires. Mais s'il est vrai que ce système limite l'extension du principe de la délégation, il n'offre en revanche aucune garantie contre la formation d'un état-major oligarchique. Sans doute, il enlève aux chefs naturels toute qualité de fonctionnaires, puisque c'est la masse elle-même qui remplit toutes les fonctions. Mais, d'un côté, la masse se laisse facilement suggestionner par l'éloquence de puissants orateurs populaires ; et, d'un autre côté, le gouvernement direct du peuple, avec son système qui n'admet ni discussions sérieuses, ni délibérations réfléchies, facilite singulièrement les coups de main que pourraient tenter des hommes exceptionnellement audacieux, énergiques et habiles.

Il est plus facile de dominer la masse qu'un petit auditoire. L'adhésion de celle-là est en effet tumultueuse, sommaire, inconditionnée. Une fois suggestionnée, elle n'admet pas volontiers les contradictions, surtout de la part d'individus isolés. Une grande multitude réunie dans un petit espace est incontestablement plus accessible à la panique aveugle ou à l'enthousiasme irréfléchi qu'une petite réunion dont

les membres peuvent tranquillement discuter entre eux.

C'est un fait d'expérience journalière que de gigantesques réunions populaires approuvent généralement par acclamation ou par des votes en bloc des résolutions auxquelles ces mêmes assemblées, divisées en sections de cinquante personnes, par exemple, se garderaient bien de donner leur adhésion. Ainsi procèdent les grands partis dans leurs congrès où se trouve pourtant réunie l'élite de leurs adhérents. Actes et paroles sont moins pesés par la foule que par les individus ou les petits groupes dont elle se compose. C'est là un fait incontestable. Il est une des manifestations de la pathologie de la foule. La multitude annihile l'individu, et, avec lui, sa personnalité et son sentiment de responsabilité.

Mais l'argument le plus formidable contre la souveraineté de la masse est tiré de l'impossibilité mécanique et technique de sa réalisation. Rien qu'en voulant réunir régulièrement des assemblées délibérantes de mille membres, on se heurterait aux plus grosses difficultés de temps et d'espace. Et la chose deviendrait, au point de vue topographique, tout à fait impossible, si le nombre de membres atteignait, par exemple, dix mille. Même en imaginant des moyens de communication plus parfaits que ceux dont nous disposons, comment pourrait-on réunir de pareilles multitudes dans un endroit donné, à heure fixe et avec la fréquence qu'imposent les exigences de la vie d'un parti? Et nous ne parlons plus de l'impossibilité physiologique où se trouverait l'orateur même le plus puissant de se faire entendre par une foule de dix mille personnes.

Mais il est d'autres raisons encore, d'ordre technique et administratif, qui rendent le gouvernement direct de vastes groupes irréalisable. Si Jacques se rend coupable d'une injustice à l'égard de Pierre, il

est de toute impossibilité que tous les autres citoyens accourent pour se livrer à une enquête personnelle sur le cas et prendre, le cas échéant, parti pour Pierre et contre Jacques. C'est ce qui arrive d'ailleurs dans les partis démocratiques modernes, où la collectivité est hors d'état de résoudre directement les controverses qui surgissent dans son sein.

Ainsi s'impose le besoin de délégués, susceptibles de représenter la masse et d'assurer la réalisation de sa volonté. Même dans les groupes les plus sincèrement démocratiques, on confie nécessairement à des individus les affaires courantes, la préparation et l'accomplissement des actes les plus importants.

A l'origine, le chef n'est que le serviteur de la masse. L'organisation est fondée sur l'égalité absolue de tous ceux qui en font partie. Il s'agit primitivement d'une égalité générique entre hommes comme tels. Dans beaucoup de pays, par exemple dans l'Italie idéaliste (et dans quelques régions de l'Allemagne où le mouvement socialiste n'en est encore qu'à ses débuts) cette égalité se manifeste, entre autres, par l'usage commun à tous les membres du parti de se tutoyer mutuellement : le journalier le plus misérable interpelle comme son pair, en le tutoyant, tel intellectuel illustre.

Mais à la conception de l'égalité générique se substitue peu à peu celle de l'égalité entre camarades faisant partie de la même organisation. Tous les membres de celle-ci jouissent des mêmes droits. Le principe démocratique entend garantir à tous, dans la gestion des intérêts communs, une influence et une participation égales. Tous sont électeurs, tous éligibles. Le postulat fondamental de la *Déclaration des Droits de l'Homme* trouve ici son application théorique. Toutes les charges sont d'émanation électorale. Les fonctionnaires, en tant qu'organes exécutifs de la volonté générale, ne jouent qu'un rôle subordonné.

dépendent constamment de la collectivité et sont à tout instant révocables et amovibles. A l'égard de ses conducteurs, la masse du parti jouit d'un pouvoir illimité.

On cherche d'abord à s'écarter le moins possible de la démocratie pure en subordonnant complètement les délégués à la volonté de la masse. A l'origine du mouvement des ouvriers agricoles italiens, le chef de la ligue ne pouvait être élu qu'à la majorité d'au moins quatre cinquièmes des voix. En cas de divergences avec les patrons, divergences motivées par des questions de salaires, le représentant de l'organisation devait, avant d'entamer des pourparlers, se munir d'une procuration en règle. Par cette procuration, chaque membre de la corporation autorisait individuellement la démarche du représentant, en y apposant sa signature.

En même temps, toute la comptabilité était constamment à la disposition des associés, afin que chacun pût à tout instant en prendre connaissance. Cette mesure était dictée par deux raisons : en premier lieu, on ne voulait pas laisser se répandre dans la masse la méfiance, « ce poison qui ruine peu à peu même l'organisme le plus fort » ; en deuxième lieu, cet usage permettait à chacun des associés de se mettre au courant de la tenue de livres et d'acquérir sur le fonctionnement de la corporation des connaissances susceptibles de le rendre apte à assumer à son tour, le cas échéant, la direction de la ligue.

Il est évident que des mesures démocratiques de ce genre ne sont applicables que sur une très petite échelle. A l'aurore du mouvement corporatif anglais, les délégués d'un grand nombre de *trades-unions* étaient, soit désignés à tour de rôle par leurs coassociés, soit tirés au sort. Mais peu à peu la tâche des délégués se complique ; elle exige une certaine habileté indi-

viduelle, le don oratoire et un grand nombre de connaissances objectives. Aussi ne pouvait-on plus confier à l'aveugle hasard de la succession alphabétique ou de l'ancienneté le choix d'une délégation dont les membres, pour s'acquitter utilement de leur mission, doivent posséder des aptitudes personnelles spéciales.

Telles étaient les méthodes à l'aide desquelles on cherchait, à l'origine du mouvement ouvrier, à faire participer les masses à l'administration du parti et des syndicats. De nos jours, ces méthodes sont en train de tomber en désuétude. Dans les partis politiques modernes, on réclame pour les chefs une sorte de consécration officielle et on insiste sur la nécessité de former une classe de politiciens professionnels, de techniciens de la politique, éprouvés et patentés.

Parmi les socialistes, les uns préconisent l'institution, sous le contrôle du parti, d'examens réguliers, en vue de la nomination aussi bien des candidats du parti aux élections que des secrétaires du parti. D'autres vont plus loin encore et prétendent que les grandes associations professionnelles ne pourront se maintenir longtemps, si elles persistent à confier la direction de leurs affaires à des individus sortis des rangs mêmes de la profession. On cite, à ce propos, l'exemple des unions patronales qui fonctionnent en grande partie avec un personnel de provenance universitaire. Et on prévoit que dans un avenir très rapproché les organisations ouvrières seront obligées de renoncer, à leur tour, à l'exclusivisme prolétarien et de donner la préférence à des individus munis d'une instruction supérieure : économique, juridique, technique, commerciale.

De nos jours déjà les candidats au poste de secrétaire de syndicat sont soumis à un examen destiné à établir leurs connaissances juridiques et leurs capacités de correspondants. Les organisations socialistes

aux tendances politiques s'occupent, elles aussi, activement de la formation directe de leurs fonctionnaires.

On voit surgir un peu partout des sortes de « pépinières », destinées à fournir rapidement aux organisations des fonctionnaires pourvus de quelque « culture scientifique ». Il existe à Berlin, depuis 1906, une « Parteischule » où se font des cours spéciaux à l'usage de ceux qui veulent devenir employés du parti ou des syndicats ouvriers. Le personnel enseignant de l'école est rétribué par la caisse centrale du parti socialiste auquel l'école doit sa fondation. Quant à l'entretien des élèves et aux autres frais qu'entraîne le fonctionnement de l'école, ils sont supportés en commun par le parti et les fédérations ouvrières intéressées. En outre, les familles des élèves reçoivent, tant qu'elles restent sans soutien, une subvention pécuniaire qui leur est versée par les organisations provinciales ou les unions locales auxquelles les élèves appartiennent.

Le troisième cours de cette école, du 1er octobre 1908 au 3 avril 1909, a été fréquenté par 26 élèves (contre 31 au premier cours et 33 au deuxième). On y admet, de préférence, les camarades qui occupent déjà un emploi dans le parti ou dans une association professionnelle quelconque. Les élèves qui, au moment de leur admission à l'école, n'appartenaient pas encore à la bureaucratie ouvrière, se proposaient donc d'y entrer et caressaient le secret espoir qu'en fréquentant l'école, ils pourraient réaliser plus facilement leur intention. Ceux qui n'y réussirent pas ont conçu un certain mécontentement contre le parti qui, après leur avoir facilité les études, les a renvoyés au travail manuel. Les 141 étudiants de l'année 1910-1911 se répartissent en trois catégories : anciens employés éprouvés appartenant aux différentes branches du mouvement

ouvrier (52 personnes); ceux qui, au sortir de l'école, ont été engagés au service du parti ou des syndicats (49 personnes); ceux qui n'ont pas encore trouvé d'emploi intellectuel (40 personnes).

En Italie, la société philanthropique *L'Umanitaria*, qui se trouve entre les mains des socialistes, a fondé, à Milan, en 1905, une « Ecole pratique de législation sociale ». Le but de cette école consiste à donner à un certain nombre d'ouvriers les connaissances qui les rendent aptes à exercer les fonctions d'inspecteur du travail, à gérer les fédérations et les bourses du travail, les sociétés de secours mutuels et les offices de placement.

Les cours ont une durée de deux années, et les élèves qui les suivent reçoivent, à la sortie, un diplôme donnant droit au titre d' « expert du travail ». L'école a été fréquentée en 1908 par 202 élèves, dont 37 employés d'organisations ouvrières et de coopératives, 4 secrétaires d'offices de placement ouvriers, 45 employés appartenant à des professions libres et 112 ouvriers.

Au début, la plupart des élèves fréquentaient l'Ecole par goût personnel ou avec l'intention de se procurer plus tard, avec le diplôme, des emplois privés plus lucratifs. Mais, tout récemment, la direction avait décidé de supprimer le diplôme et le titre auquel il donnait droit et d'instituer un cours complémentaire à l'usage exclusif de ceux qui occupent déjà des emplois dans des organisations ouvrières ou se destinent à ces emplois. Pour ce cours spécial seraient créées des bourses d'études de 200 francs chacune, supportées en partie par *L'Umanitaria*, en partie par les organisations qui voudraient y envoyer quelques-uns de leurs employés.

Sur le même modèle et dans le même but a été fondée, à Turin, en 1909, par les soins de la Bourse du Travail de cette ville, une école analogue (« Ecole

pratique de culture et de législation sociales ») qui n'eut d'ailleurs qu'une existence éphémère.

En Angleterre, les associations professionnelles et les coopératives se servent de l'institution du « Ruskin College », de l'Université d'Oxford, pour y envoyer leurs adhérents, choisis parmi les plus capables, qui aspirent à des fonctions de direction dans les organisations ouvrières.

En Autriche, enfin, on projette la fondation d'une école du parti sur le modèle allemand.

Il est cependant indéniable que tous ces Instituts d'éducation destinés à fournir des fonctionnaires au parti et aux organisations ouvrières contribuent, avant tout, à créer artificiellement une élite ouvrière, une véritable caste de cadets, d'aspirants au commandement des troupes prolétariennes. Sans le vouloir, on élargit ainsi de plus en plus le fossé qui sépare les dirigeants des masses.

La spécialisation technique, cette conséquence inévitable de toute organisation plus ou moins étendue, rend nécessaire ce qu'on appelle la direction des affaires. Il en résulte que le pouvoir de décision, qui est considéré comme un des attributs spécifiques de la direction, est à peu près retiré aux masses et concentré entre les mains des chefs seuls. Et ceux-ci, qui n'étaient au début que les organes exécutifs de la volonté collective, ne tardent pas à devenir indépendants de la masse, en se soustrayant à son contrôle.

Qui dit organisation, dit tendance à l'oligarchie. Dans chaque organisation, qu'il s'agisse d'un parti, d'une union de métiers, etc., le penchant aristocratique se manifeste d'une façon très prononcée. Le mécanisme de l'organisation, en même temps qu'il donne à celle-ci une structure solide, provoque dans la masse organisée de graves changements. Il intervertit complètement les positions respectives des

chefs et de la masse. L'organisation a pour effet de diviser tout parti ou tout syndicat professionnel en une minorité dirigeante et une majorité dirigée.

Toute organisation solidement constituée, qu'il s'agisse d'un Etat démocratique, d'un parti politique ou d'une ligue de résistance prolétarienne, présente un terrain éminemment favorable à la différenciation des organes et des fonctions. Plus l'appareil d'une organisation se complique, c'est-à-dire plus elle voit le nombre de ses adhérents augmenter, ses caisses se remplir et sa presse se répandre, et plus le gouvernement direct de la masse perd du terrain et est supplanté par le pouvoir croissant des comités. Chaque parti laisse s'insinuer dans son sein le système électoral indirect qu'il combat avec la plus grande véhémence dans la vie publique. Et, pourtant, ce système doit exercer une influence plus néfaste dans le cercle étroit de la vie d'un parti que dans la sphère infiniment plus étendue de l'Etat. Jusque dans les Congrès, qui représentent cependant la quintessence du parti passée à travers sept cribles, nous voyons de plus en plus s'établir l'usage de renvoyer les questions importantes aux commissions qui délibèrent à huis clos.

La croissance de l'organisation a pour effet de rendre la tâche de l'administration plus difficile et plus compliquée : ses devoirs s'élargissent et se spécialisent en effet au point qu'il devient impossible de les embrasser d'un coup d'œil d'ensemble. Dans un mouvement qui est en voie de progrès rapide, ce n'est pas seulement la quantité croissante de nouveaux adhérents qui favorise et hâte la différenciation des fonctions : c'est aussi leur qualité. Nominalement, et d'après la lettre des statuts, tous les actes des chefs sont soumis à la surveillance incessante des administrés. Théoriquement, le chef n'est qu'un employé lié par les instructions qu'il tient de la

masse. Sa fonction consiste à recevoir et à exécuter les ordres de celle-ci, dont il n'est qu'un simple organe d'exécution.

Mais, en réalité, à mesure que l'organisation grandit, le droit de contrôle reconnu à la masse devient de plus en plus illusoire. Les adhérents doivent renoncer à diriger ou même à surveiller toutes les affaires administratives. Ils se voient obligés de confier cette charge à des personnes sûres, spécialement nommées à cet effet, à des fonctionnaires rétribués par l'organisation. La masse en est réduite à se contenter de comptes rendus plus que sommaires ou à avoir recours à des commissions de contrôle.

Cette métamorphose ne découle ni de conventions spéciales, ni de changements des statuts. C'est par la force des choses qu'un simple employé réussit à s'élever à la qualité de chef et à acquérir une liberté d'action qu'il ne devrait pas posséder. Le chef prend alors l'habitude d'expédier la plupart des affaires importantes et de résoudre un nombre de plus en plus grand de questions se rattachant à la vie du parti : et cela de sa propre initiative, sans prendre l'avis ni demander le concours de la masse.

C'est ainsi que la sphère du contrôle démocratique se rétrécit progressivement, pour se trouver finalement réduite à un minimum insignifiant. Dans tous les partis socialistes, le nombre de fonctions retirées aux assemblées électorales et transférées aux conseils de direction augmente sans cesse. Il s'élève de la sorte un puissant édifice, d'une structure compliquée. Le principe de la division du travail s'imposant de plus en plus, les juridictions se divisent et se subdivisent. Il se forme une bureaucratie rigoureusement délimitée et hiérarchisée. L'observation rigoureuse des règles hiérarchiques devient le premier article du catéchisme qui précise et définit les devoirs

du parti. Cette hiérarchie est l'effet de besoins techniques et la condition la plus essentielle du fonctionnement régulier de la machine du parti.

Les chefs ont existé à toutes les époques, à toutes les phases de développement, dans toutes les branches de l'activité humaine. Il est vrai que certains militants, surtout parmi les marxistes orthodoxes du socialisme allemand, cherchent à nous persuader aujourd'hui que le socialisme n'a pas de chefs, mais tout au plus des employés, parce qu'il est un parti démocratique et que l'existence de chefs est incompatible avec la démocratie. Mais une pareille assertion, contraire à la vérité, ne peut rien contre une loi sociologique. Elle a, au contraire, pour effet de fortifier la domination des chefs, en dissimulant aux masses un péril qui menace réellement la démocratie.

Une organisation forte exige, pour des raisons aussi bien de technique administrative que de tactique, une direction également forte. Tant qu'une organisation est lâche et vague, elle est impuissante à faire naître une direction professionnelle. Les anarchistes, qui ont en horreur toute organisation fixe, de quelque nature qu'elle soit, n'ont pas de chefs revêtus de fonctions régulières.

Aux débuts du socialisme allemand, l'homme de confiance, le *Vertrauensmann*, continuait d'exercer sa profession ordinaire. Lorsqu'il recevait une rétribution, elle était des plus modestes et ne lui était accordée qu'à titre temporaire. Sa fonction n'était pas, pour lui, une source de revenus. L'employé de l'organisation était encore le simple compagnon de travail de ses coassociés dont il partageait et le genre de vie et la condition sociale. Aujourd'hui, il est remplacé le plus souvent par le politicien professionnel, le *Bezirksleiter*, etc.

A mesure que le parti moderne évolue vers une

forme d'organisation plus solide, on voit s'accuser davantage la tendance à remplacer les chefs occasionnels par des chefs professionnels. Toute organisation de parti tant soit peu compliquée exige un certain nombre de personnes qui lui consacrent toute leur activité. La masse délègue alors le contingent nécessaire; et ces délégués, munis d'une procuration régulière, représentent la masse d'une façon permanente et vaquent à ses affaires.

Mais la première éclosion d'une direction professionnelle marque pour la démocratie le commencement de la fin. Et cela tout particulièrement à cause de l'impossibilité logique du système représentatif lui-même, qu'il s'agisse du parlementarisme ou de la délégation de parti.

Les théoriciens de la démocratie ne se lassaient pas de répéter que si, en votant, le peuple fait acte de souverain, il renonce en même temps à sa souveraineté. Le père du suffrage universel et égal en France, le grand démocrate Ledru-Rollin lui-même, en vint à exiger qu'on supprime président et parlement et qu'on reconnaisse dans le comice populaire le seul organe législatif. Il motivait sa proposition en disant que le peuple, qui perd tous les ans tant de temps en fêtes, vacances et désœuvrement, pourrait bien en faire un emploi plus utile, en le consacrant à « cimenter son indépendance, sa grandeur et sa prospérité ».

Victor Considérant avait combattu radicalement et à outrance la théorie de la souveraineté populaire soi-disant garantie par le système représentatif. Même en admettant, disait-il, en théorie et d'une façon abstraite, que le parlementarisme incarne vraiment le gouvernement des masses, il n'en est pas moins vrai qu'en pratique il ne saurait être autre chose qu'une fraude continuelle exercée par les hommes au pouvoir. Il ne subsisterait plus alors, entre la démo-

cratie et la monarchie, qui toutes deux ont leur racine dans le système représentatif, qu'une différence des plus insignifiantes; et cette différence porterait non sur la nature des deux régimes, mais uniquement sur leur rythme. Au lieu d'un seul roi, le peuple se donnerait une foule de roitelets; et n'ayant pas la liberté et l'indépendance nécessaires pour diriger la vie de l'Etat, il se laisserait dépouiller docilement de son droit fondamental. Il ne se réserverait que le droit « climatérique et dérisoire » de se donner de temps à autre de nouveaux maîtres.

On peut compléter cette critique du système représentatif par cette observation politique de Proudhon: Les représentants du peuple, disait-il, n'ont pas plus tôt conquis le pouvoir, qu'il se mettent à consolider et à renforcer leur puissance. Ils entourent sans cesse leurs positions de nouvelles tranchées défensives, jusqu'à ce qu'ils réussissent à s'affranchir complètement du contrôle populaire. C'est un cycle naturel et que parcourt tout pouvoir : issu du peuple, il finit par s'élever au-dessus du peuple.

Aux environs de 1840, ces idées étaient très répandues et à peu près universellement admises. En France tout particulièrement, ceux qui s'occupaient de sciences sociales et les politiciens aux idées démocratiques étaient profondément convaincus de leur vérité. Les cléricaux eux-mêmes mêlaient leurs voix à celles qui condamnaient le système représentatif. Le catholique Louis Veuillot disait : « Quand j'ai voté, mon égalité tombe dans la boîte avec mon bulletin; ils disparaissent ensemble ».

De nos jours, cette théorie est professée par les diverses écoles anarchistes qui la défendent avec beaucoup de force et d'éloquence. Les périls qui découlent de la représentation, alors même que celle-ci est issue du suffrage universel, sont enfin reconnus par Marx et Engels. Ce qui n'empêche pas les

marxistes de se servir largement du parlementarisme dans lequel leur théorie voit une arme entre tant d'autres, mais qui constitue en réalité leur seul et unique moyen d'action. Il est bon de noter toutefois que tout en signalant les périls de la représentation, les marxistes s'empressent d'ajouter que le parti socialiste n'a pas à les craindre.

De nos jours, le fait de la souveraineté populaire a été soumis à une critique approfondie par un groupe de savants italiens aux tendances conservatrices. Gaetano Mosca parle de la « fausseté de la légende parlementaire. » Il dit que cette façon de concevoir la représentation du peuple comme un transfert libre et spontané de la souveraineté des électeurs (collectivité) à un certain nombre d'élus (minorité) repose sur une prémisse absurde : elle suppose en effet que la minorité peut être rattachée à la volonté de la collectivité par des liens indissolubles. Rien n'est plus faux : une fois le geste électoral accompli, le pouvoir des électeurs sur leurs élus prend fin. Le délégué se considère comme l'arbitre autorisé de la situation. Et il l'est en effet. S'il se trouve encore dans la masse des individus capables d'exercer quelque influence sur le représentant du peuple, ils ne sont jamais bien nombreux : ce sont ceux qu'on appelle les grands électeurs, les gros bonnets de la circonscription et du parti local. Ce sont, en d'autres termes, des individus qui, tout en faisant partie, par leur situation sociale, de la masse souveraine, n'en savent pas moins se glisser dans les groupes oligarchiques qui tiennent cette masse souveraine sous leur joug.

Cette critique du système représentatif vaut tout spécialement pour la vie moderne qui revêt tous les jours des formes plus complexes. Et à mesure que ces formes se compliquent, il devient de plus en plus absurde de vouloir « représenter » une masse hété-

rogène, dans tous les innombrables problèmes que fait naître la différenciation croissante de notre vie politique et économique. Représenter signifie faire accepter, comme étant la volonté de la masse, ce qui n'est que volonté individuelle. Il est possible de représenter, dans certains cas isolés, lorsqu'il s'agit par exemple de questions ayant des contours nets et souples et lorsque, par surcroît, la délégation est de brève durée. Mais une représentation permanente équivaudra toujours à une hégémonie des représentants sur les représentés.

CHAPITRE III

Le parti démocratique moderne comme parti militant. — Le « militantisme ».

Le parti moderne est une organisation de combat au sens politique du mot et, comme telle, il doit se conformer aux lois de la tactique. Celle-ci exige avant tout la facilité de la mobilisation. C'est ce qu'avait déjà reconnu le grand Ferdinand Lassalle qui a fondé un parti ouvrier d'action révolutionnaire. Il soutenait notamment que la dictature qui existait, de fait, dans la société soumise à sa direction, devait être considérée comme justifiée en théorie et comme indispensable au point de vue pratique. Les milices, disait-il, doivent suivre docilement leur chef, et toute l'association doit être comme un marteau entre les mains de celui-ci.

Cette manière de voir répondait à une nécessité politique, surtout si l'on songe que le mouvement ouvrier, à cette époque, n'en était encore qu'à ses débuts et d'une inexpérience enfantine. Une rigoureuse discipline était alors, pour le parti ouvrier, le seul moyen de s'imposer à l'estime et à la considération des partis bourgeois. La centralisation garantissait, et garantit toujours, la rapidité des résolutions. Une vaste organisation est déjà par elle-même un mécanisme lourd et difficile à mettre en marche. Et lorsqu'il s'agit d'une masse disséminée sur une étendue considérable, ce serait perdre un temps énorme, que de vouloir la consulter sur chaque question, l'in-

viter à émettre un avis qui, vu les circonstances, ne peut être que sommaire et incertain.

Seul un certain degré de césarisme assure la rapide transmission et la précise exécution des ordres dans la lutte de tous les jours. Le socialiste hollandais Van Kol déclare franchement que l'instauration de la vraie démocratie ne sera possible qu'une fois la lutte terminée. Mais tant que la lutte dure, une direction, même socialiste, a besoin d'autorité et de force suffisantes pour s'imposer. Un despotisme provisoire est donc nécessaire. La liberté elle-même doit s'incliner devant la nécessité d'une action prompte ou immédiate. La soumission des masses à la volonté de quelques individus serait ainsi une des plus hautes vertus démocratiques. « A ceux qui sont appelés à nous conduire, nous promettons fidélité et soumission. Nous leur disons : Hommes ennoblis par le choix du peuple, montrez-nous le chemin et nous vous suivrons. »

Ce sont des réflexions de ce genre qui nous révèlent la véritable nature du parti moderne. Dans un parti, et plus particulièrement dans un parti politique de combat, la démocratie ne se prête pas à l'usage domestique : elle est plutôt un article d'exportation. C'est que toute organisation politique a besoin d'un « équipement léger qui ne gène pas inutilement les mouvements ». La démocratie est tout à fait incompatible avec la promptitude stratégique, et ses forces ne se prêtent pas à une rapide entrée en campagne. D'où l'hostilité du parti politique, même démocratique, à l'égard du referendum et de toutes les autres mesures de prévention démocratique ; d'où aussi la nécessité d'une constitution qui, sans être césarienne au sens absolu du mot, n'en est pas moins fortement centralisée et oligarchique.

M. Lagardelle complète le tableau en y ajoutant les traits suivants : « Et ils ont reproduit à l'usage des

prolétaires les moyens de domination des capitalistes; ils ont constitué un gouvernement ouvrier aussi dur que le gouvernement bourgeois, une bureaucratie ouvrière aussi lourde que la bureaucratie bourgeoise, un pouvoir central qui dit aux ouvriers ce qu'ils peuvent et ce qu'ils ne peuvent pas faire, qui brise dans les syndicats et chez les syndiqués toute indépendance et toute initiative et qui doit parfois inspirer à ses victimes le regret des modes capitalistes de l'autorité. »

L'étroite ressemblance qui existe entre le parti démocratique de combat et l'organisation militaire trouve son écho jusque dans la terminologie socialiste qui, en Allemagne surtout, est empruntée en grande partie à la science militaire. Il n'est peut-être pas une seule expression de tactique militaire, de stratégie et de caserne, bref du jargon militaire, qui ne se retrouve dans les articles de fond de la presse socialiste.

Le lien intime qui existe entre le parti et l'armée est attesté par l'intérêt passionné avec lequel quelques-uns des chefs les plus notoires du socialisme allemand se sont occupés de questions militaires. Pendant qu'il séjournait en Angleterre, le négociant allemand Frédéric Engels, qui avait déjà servi dans la garde en qualité de volontaire d'un an, se plaisait, dans ses heures de loisir, à être à la fois théoricien du socialisme et de la science militaire. On doit à Bebel, fils de sous-officier prussien, un grand nombre de projets de réforme d'ordre technique et qui n'ont rien de commun avec l'antimilitarisme théorique du socialisme. Bebel et Engels, ce dernier surtout, peuvent même être considérés comme des écrivains essentiellement militaires. Ce penchant pour l'étude des questions relatives à l'armée est loin d'être accidentel chez les chefs socialistes. Ils découle d'un instinct d'affinité élective.

B. — CAUSES DÉTERMINANTES D'ORDRE PSYCHOLOGIQUE

CHAPITRE I

Le droit moral à la délégation.

De la délégation de fait naît le droit moral à la délégation. Les délégués une fois élus restent en charge sans interruption, à moins d'observance exceptionnellement scrupuleuse des dispositions statutaires ou à moins d'événements tout à fait extraordinaires. L'élection faite en vue d'un but déterminé devient une charge à vie. L'habitude se transforme en droit. L'individu régulièrement délégué pour une certaine durée finit par prétendre que la délégation constitue sa propriété. Si on lui en refuse le renouvellement, il menace aussitôt de représailles, dont la démission est encore la moins grave, qui auront pour effet de semer la confusion parmi ses camarades. Et cette confusion se terminera presque toujours (nous verrons tout à l'heure pour quelles raisons) par sa victoire.

Même dans les organisations politiques plus vastes qu'un parti, les dirigeants usent souvent de ce strata-

gème, par lequel ils désarment les adversaires plus forts ou supposés tels et les obligent de répondre à une politesse par une politesse plus grande. Et c'est ce qui arrive surtout dans les cas où le chef qui se sert de ce moyen est réellement indispensable ou est seulement considéré comme tel par la masse.

Le fait de donner sa démission, lorsqu'il n'est pas une manifestation de découragement ou de protestation (comme le serait par exemple le renoncement à la candidature dans un collège électoral n'offrant aucune chance de réussite), est le plus souvent, pour le délégué, un moyen de conserver, d'assurer, de consolider son pouvoir. Au premier obstacle auquel ils se heurtent, la plupart des chefs ne manquent pas d'offrir leur démission, en alléguant leur grande fatigue, mais tout en faisant valoir leurs mérites.

Lorsque Vahlteich eut proposé de modifier les statuts de l'Association générale des Ouvriers allemands, dans le sens d'une décentralisation (1864), le président Lassalle en conçut une grande colère, et, orgueilleusement conscient de sa valeur, proposa à l'Association l'alternative suivante : Ou vous me garantirez contre de pareils affronts, ou je m'en vais. Rien ne lui fut plus facile que d'obtenir de la sorte l'exclusion immédiate du critique importun du parti.

Le Lassalle hollandais, Trœlstra, a également réussi à faire taire ses adversaires et camarades socialistes, en les menaçant pathétiquement de se retirer dans la vie privée : Si on ne cessait, dit-il, de l'assaillir par une critique inopportune de ses actes, son idéalisme ne résisterait pas aux luttes intestines quotidiennes.

Le même fait s'est reproduit plus d'une fois dans l'histoire du parti socialiste italien. Il arrive souvent que la conduite des députés socialistes à la Chambre se trouve, sur une question plus ou moins importante (opportunité de la grève générale, par exemple), en désaccord avec la majorité du parti ; de même que

leurs votes dans les Congrès peuvent se trouver en opposition avec les idées de la section locale. Le moyen de rétablir l'accord et de faire taire les adversaires est alors tout indiqué : les députés menacent de donner leur démission ou la donnent effectivement, afin de provoquer un nouveau plébiscite du corps électoral auquel ils font appel comme à la seule autorité compétente. Leur réélection dans ces conditions est presque toujours assurée, et ils se trouvent de ce fait investis d'une immunité vraie et incontestable.

Au Congrès socialiste italien, tenu à Bologne en 1904, quelques députés ont, en opposition avec la majorité des camarades qu'ils représentaient, voté en faveur de l'ordre du jour réformiste. Invités à justifier leur conduite, ils ont résilié leur mandat parlementaire entre les mains de leurs électeurs; et ceux-ci, pour éviter les frais et les ennuis d'une nouvelle campagne électorale et ne pas s'exposer à perdre la circonscription, se sont empressés de leur accorder une amnistie rétrospective.

Ce sont là de beaux gestes démocratiques, mais qui dissimulent mal l'esprit autoritaire qui les dicte. Quiconque pose la question de confiance semble s'en remettre au jugement de ses partisans ; mais, en réalité, il jette dans la balance tout le poids de son autorité, vraie ou supposée, et exerce le plus souvent une pression à laquelle les autres n'ont qu'à se soumettre.

Les chefs se gardent bien de convenir que leurs menaces de démission ne visent qu'à renforcer leur pouvoir sur les masses. Ils déclarent au contraire que leur conduite leur est dictée par le plus pur esprit démocratique, qu'elle est une preuve éclatante de leur sensibilité et de leur délicatesse, de leur sentiment de dignité personnelle et de leur déférence envers les masses. Mais si l'on va au fond des choses, on s'aperçoit que leur façon d'agir est, qu'ils le veuil-

lent ou non, une démonstration oligarchique, la manifestation d'une tendance à s'affranchir de la volonté des masses. Qu'elles soient données avec arrière-pensée ou seulement dans le but d'empêcher des divergences d'opinions entre les chefs et la masse et de maintenir entre ceux-là et celle-ci le contac nécessaire, les démissions ont toujours pour effet pratique d'imposer à la masse l'autorité des chefs.

CHAPITRE II

Le besoin de chefs chez les masses.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que parmi les citoyens jouissant des droits politiques, le nombre de ceux qui s'intéressent vraiment aux affaires publiques est insignifiant. Chez la majorité, le sens des rapports intimes qui existent entre le bien individuel et le bien collectif est très peu développé. La plupart n'ont pas le moindre soupçon des influences et des contrecoups que les affaires de cet organisme qu'on appelle Etat peuvent exercer sur leurs intérêts privés, sur leur prospérité et sur leur vie.

Dans la vie des partis démocratiques on peut observer les signes d'une indifférence politique analogue. Seule une minorité, et parfois une minorité dérisoire, prend part aux décisions du parti. Les résolutions les plus importantes, prises au nom du parti le plus rigoureusement démocratique, c'est-à-dire du parti socialiste, émanent le plus souvent d'une poignée d'adhérents.

Il est vrai que le renoncement à l'exercice des droits démocratiques est un renoncement volontaire, sauf dans les cas, assez fréquents cependant, où la masse organisée est empêchée de prendre une part active à la vie du parti par des conditions géographiques ou topographiques. Il est certain en tout cas que, d'une

façon générale, c'est l'organisation urbaine qui seule décide. Quant aux membres habitant la campagne ou les villes de province éloignées des grands centres, leur rôle se borne à l'accomplissement des devoirs sociaux : paiement des cotisations et votation, pendant les élections, en faveur des candidats désignés par l'organisation de la grande ville.

Nous avons ici une preuve de l'influence qu'exercent, en plus des conditions locales, les considérations d'ordre tactique. La prépondérance des masses urbaines de l'organisation sur les masses rurales disséminées est un phénomène qui répond à la nécessité de la promptitude dans la résolution et de la rapidité dans l'exécution, nécessité à laquelle nous avons déjà fait allusion dans le chapitre sur l'importance tactique de l'organisation.

Dans les grandes cités elles-mêmes, il se produit souvent une sélection spontanée, à la suite de laquelle il se dégage de la masse organisée un certain nombre d'individus qui assistent plus assidûment que les autres aux séances de l'organisation. Ce groupe se compose d'ailleurs, comme celui des dévots qui fréquentent les églises, de deux catégories bien différentes : la catégorie de ceux qui sont animés du noble sentiment du devoir et la catégorie de ceux qui ne viennent aux séances que par habitude. Dans tous les pays, ce groupe ne compte qu'un nombre restreint d'individus. La majorité des organisés a pour l'organisation la même indifférence que la majorité des électeurs pour le Parlement.

Même dans les pays où, comme en France, l'éducation politique collective est plus ancienne, la majorité renonce à s'occuper activement de questions d'administration et de tactique et s'en remet volontiers sur ce point aux décisions du petit groupe qui a l'habitude d'assister aux réunions. Les grandes luttes que se livrent les chefs pour faire prévaloir telle tac-

tique de préférence à telle autre, c'est-à-dire pour s'assurer la suprématie dans le parti, ces luttes au nom du marxisme, du réformisme ou du syndicalisme, ne restent pas seulement incomprises de la masse, mais la laissent tout à fait froide.

Dans presque tous les pays on peut observer ce fait, que les réunions où se discutent les actualités politiques, sensationnelles ou sentimentales (impôt sur le blé, accusation contre des ministres, révolution russe, etc.), voire celles où sont traités des sujets d'intérêt général (exploration du pôle Nord, hygiène physique, spiritisme) attirent beaucoup plus de monde, alors même qu'elles sont réservées aux seuls membres du parti, que les réunions consacrées aux questions de tactique ou de théorie. Ces dernières questions sont pourtant d'une importance vitale pour la doctrine ou l'organisation.

Nous avons eu nous-même l'occasion de faire cette observation *de visu* dans trois grandes villes typiques : Paris, Francfort-sur-Mein et Milan. Nous avons pu constater que, malgré les différences politiques et ethniques, il existe dans ces trois centres la même indifférence pour les affaires du parti et le même manque d'assiduité à ses réunions ordinaires.

Les grandes masses ne répondent à l'appel que si on leur promet l'intervention d'un orateur de marque ou si on a soin de leur lancer un mot d'ordre particulièrement violent, comme, par exemple, en France : « A bas la vie chère! » ou en Allemagne : « A bas le gouvernement personnel! » La masse se montre encore assez empressée, lorsqu'on la convoque à une représentation cinématographique ou à une conférence de vulgarisation scientifique, accompagnée de projections ou de lanterne magique. Bref, elle a un faible pour tout ce qui frappe les yeux et pour les spectacles devant lesquels les passants se rassemblent bouche bée jusque sur la voie publique.

Ce qui aggrave encore la situation, c'est que ce ne sont pas toujours les prolétaires qui constituent, tout particulièrement dans les petits centres, le public habituel des réunions et comices. Le soir, le travail terminé, le prolétaire n'aspire qu'au repos et se couche de bonne heure. Le vide qui résulte de son absence aux réunions est comblé par des individus de condition moyenne, petits bourgeois, vendeurs de journaux et de cartes postales illustrées, commis, jeunes intellectuels encore sans position, tous gens heureux de s'entendre apostropher comme prolétaires authentiques et glorifier comme la classe de l'avenir.

Il en est de la vie du parti comme de celle de l'Etat. Dans l'un et dans l'autre, le système contributif est fondé sur la coercition, tandis que le système électoral est dépourvu de toute sanction. Il existe un droit, mais non un devoir électoral. Tant que celui-ci ne sera pas substitué à celui-là, il est probable que seule une petite minorité continuera à faire usage d'un droit auquel la majorité renonce volontairement et à dicter des lois à la masse indifférente et apathique.

Tout en murmurant quelquefois, la majorité est enchantée au fond de trouver des individus qui veuillent bien s'occuper de ses affaires. Le besoin d'être dirigées et guidées est très fort chez les masses, même chez les masses organisées du parti ouvrier. Et ce besoin s'accompagne d'un véritable culte pour les chefs qui sont considérés comme des héros. Le misonéisme, qui a de tout temps fait échouer tant de réformes sérieuses est de nos jours en augmentation plutôt qu'en diminution. Et cela s'explique par la plus grande division du travail dans nos sociétés civilisées modernes : n'en résulte-t-il pas en effet une difficulté croissante d'embrasser d'un coup d'œil d'ensemble toute l'organisation politique de l'Etat et son mécanisme de plus en plus compliqué ? A ce misonéisme

s'ajoutent, plus spécialement chez les partis populaires, les profondes différences de culture et d'éducation qui existent entre ses membres et impriment au besoin de direction éprouvé par les masses une tendance dynamique croissante.

Cette tendance se manifeste dans les partis politiques de tous les pays. Certes, l'intensité avec laquelle elle agit présente, d'une nation à l'autre, des différences notables, déterminées par des contingences historiques ou par des raisons de psychologie ethnique. C'est le peuple allemand qui éprouve avec le plus d'intensité le besoin d'avoir quelqu'un qui lui montre le chemin et lui passe le mot d'ordre. Cette qualité, commune à toutes les classes, y compris le prolétariat, constitue un terrain psychologique des plus favorables à l'éclosion d'une puissante hégémonie directrice.

Nous trouvons en effet réunies, chez les Allemands, toutes les conditions nécessaires à cet effet : prédisposition psychique à la subordination, sentiment profond de la discipline, bref toute l'hérédité non encore liquidée du caporalisme prussien, avec toutes ses qualités et tous ses défauts; en outre, une confiance dans l'autorité qui confine à l'absence de tout sens critique. Seuls les originaires de provinces rhénanes, doués d'une individualité plus prononcée, forment, jusqu'à un certain point, une exception sous ce rapport.

Le péril que cette particularité du caractère allemand fait courir à l'esprit démocratique a déjà été signalé par Karl Marx. Malgré qu'il fût lui-même, dans toute la force du terme, un chef de parti, et qu'il possédât au plus haut degré les qualités qu'exige cette fonction, il n'en a pas moins cru devoir mettre en garde les ouvriers allemands contre une conception trop rigide de l'organisation. Dans une lettre qu'il écrivit à ce propos à Schweizer, il disait qu'on

devait s'appliquer avant tout à développer chez l'ouvrier allemand le goût de l'indépendance. Et il justifiait son opinion par cette raison que l'ouvrier allemand, soumis pour ainsi dire dès sa naissance à la tutelle de la bureaucratie, a une foi aveugle dans l'autorité et les pouvoirs constitués.

L'indifférence que la masse manifeste pour la vie publique en temps normal devient, dans certains cas particulièrement importants, un obstacle à l'extension de la puissance du parti. Il arrive que la foule abandonne ses chefs au moment même où ils se disposent à passer à l'action. Ce fait se produit alors même qu'il s'agit d'organiser ce qu'on appelle des manifestations de protestation.

Lorsqu'il a été question en 1895 de restreindre en Saxe le droit électoral, c'est-à-dire de léser des centaines de milliers d'ouvriers, ce fut en vain que les chefs socialistes ont tenté de susciter un mouvement en faveur du suffrage. Les efforts des dirigeants se sont brisés contre l'apathie des masses. La presse se mit à parler un langage enflammé. Des millions de feuilles volantes ont été répandus dans le peuple. En l'espace de quelques jours, 150 meetings de protestation ont été tenus. Tout fut inutile. Il a été impossible de créer un mouvement véritable. Les réunions, surtout dans les petits pays, ont eu lieu devant des banquettes à moitié vides. Les chefs, c'est-à-dire le comité central et les agitateurs envoyés sur les lieux, étaient indignés par le calme et l'indifférence des masses qui rendaient toute action sérieuse impossible.

C'est aux chefs eux-mêmes qu'on doit d'ailleurs attribuer en grande partie l'insuccès du mouvement. Les masses ne se rendaient pas compte de l'importance de la perte qu'elles allaient subir, parce que les chefs ont négligé de leur en montrer toutes les conséquences. Habituées à être dirigées, les masses

ont besoin, pour se mettre en mouvement, d'une préparation préalable. Mais lorsque les chefs leur font des signes qu'elles ne comprennent pas, parce qu'elles n'y étaient pas préparées, elles restent indifférentes.

La meilleure preuve de l'impuissance organique de la masse est fournie par ce fait que dès que la lutte la prive de ses chefs, elle abandonne dans une fuite désordonnée le champ de bataille, comme une fourmilière envahie par la terreur. Elle se révèle alors dépourvue de tout instinct de réorganisation, à moins que de nouveaux capitaines, capables de remplacer les chefs perdus, surgissent dans son sein spontanément et immédiatement. Que de grèves manquées et de mouvements politiques échoués, parce que les gouvernements ont su en temps opportun mettre les chefs en sûreté !

De cette constatation est née l'opinion qui attribue tous les mouvements populaires aux menées artificielles d'individus isolés, appelés *meneurs*, et d'après laquelle il suffirait de supprimer ceux-ci pour avoir toujours raison de ceux-là. Cette opinion est surtout en faveur auprès de certains conservateurs à l'esprit étroit. Mais elle témoigne, de la part de ceux qui la professent, d'une incapacité de comprendre la nature intime de la masse. Dans les mouvements collectifs, à quelques rares exceptions près, tout procède naturellement, et non « artificiellement ». Est avant tout naturel le mouvement lui-même, à la tête duquel se trouve le chef. Et le plus souvent celui-ci descend dans l'arène, non de son propre gré, mais poussé par les circonstances. Non moins naturel est l'écroulement rapide de l'agitation, dès que l'armée se trouve dépourvue de ses chefs.

Mais le besoin que la masse éprouve d'être dirigée et son incapacité d'agir autrement que sur l'initiative venant du dehors et d'en haut, imposent aux chefs

des charges extrêmement lourdes. Les chefs des partis politiques modernes ne mènent certainement pas une vie de fainéants. Leurs postes ne sont rien moins que des sinécures. Ils doivent acquérir leur suprématie au prix d'un labeur écrasant. Toute leur vie est un effort incessant. Le travail d'agitation tenace, persévérant, inlassable du parti socialiste, et plus particulièrement du socialisme allemand, a suscité à juste titre l'admiration de ses critiques et adversaires bourgeois eux-mêmes.

L'activité déployée par le chef de parti professionnel dans les organisations démocratiques est fatigante au plus haut degré, ruineuse pour la santé et, d'une façon générale, malgré la division du travail, d'une extrême complexité.

Il doit payer continuellement de sa personne, et lorsque des raisons de santé lui imposent une retraite relative, il n'est pas libre de se l'accorder. Les exigences dont on l'accable ne lui laissent pas le moindre répit. Les masses ont la manie incurable des orateurs de parade, des grands noms et, à défaut de ceux-ci, elles réclament tout au moins des « honorables ». A l'occasion de fêtes et d'anniversaires, dont les foules démocratiques sont si friandes, ainsi qu'à l'occasion de réunions électorales et d'inaugurations, la direction est assaillie de toutes parts de demandes qui finissent toujours par le même refrain : » Envoyez-nous des députés ! »

En Italie, il suffit d'une simple grève locale pour qu'on sollicite aussitôt de la direction du parti l'envoi sur place d'un député socialiste. Il est même arrivé qu'une organisation rurale du parti socialiste italien a fait venir un député pour le charger d'étudier les conditions locales du travail agricole, de trouver des moyens d'amélioration, de présenter un mémoire aux propriétaires, et ainsi de suite, ce qui l'a immobilisé pendant quatorze jours.

Les chefs sont chargés, en outre, de toutes sortes de travaux littéraires et, s'ils sont avocats, ils doivent encore s'occuper des nombreux procès intéressant le parti. Quant aux chefs supérieurs, ils étouffent littéralement sous le poids des fonctions honorifiques dont on les gratifie.

Le cumul des fonctions est, en effet, une des caractéristiques des partis démocratiques modernes. Dans le parti socialiste allemand, il n'est pas rare de voir la même personne siéger à la fois au conseil communal de la ville, au Landtag et au Reichstag, et diriger, par-dessus le marché, une fédération de syndicats ou une coopérative. Il en est de même en Belgique, en Hollande, en Italie. Tout cela procure au chef honneur et gloire, puissance et influence sur la masse, à laquelle sa présence devient de plus en plus nécessaire ; mais cela signifie aussi pour lui excès de travail et de fatigue, de soucis et de préoccupations ; et ceux qui sont doués d'une constitution nerveuse peu solide sont souvent emportés par une mort prématurée.

CHAPITRE III

La gratitude politique des masses.

En plus de l'indifférence politique des masses et de leur besoin d'être dirigées et guidées, un autre facteur, d'une qualité morale plus relevée, contribue à assurer la suprématie des chefs : c'est la reconnaissance des foules pour les personnalités qui parlent et écrivent en leur nom. Ces personnalités se sont fait la réputation de défenseurs et de conseillers du peuple et ont souvent supporté, par dévouement à sa cause, des persécutions, la prison et l'exil, alors que la masse elle-même pouvait, en toute tranquillité et sans être troublée, se livrer au labeur quotidien. « Les chefs, disait Bebel, ont le privilège de marcher à l'avant-garde du parti et d'être les premiers à recevoir les coups que nos adversaires dirigent contre le parti. »

Ces hommes, qui se sont acquis souvent une sorte d'auréole de sainteté et de martyre, ne demandent, en échange des services rendus, qu'une seule récompense : la reconnaissance. Cette exigence se fait jour quelquefois jusque dans l'historiographie officielle du parti. La foule, elle-même, ressent la gratitude avec une très grande intensité.

Il n'est pas vrai, ainsi que l'affirment souvent les chefs, que les masses soient portées à l'ingratitude.

Tandis que l'ingratitude de la monarchie et de l'aristocratie est consciente et voulue, celle de la démocratie n'est, tout au plus, que l'effet d'un oubli involontaire, résultant de la rapide succession au pouvoir de différents chefs. Il est évident que dans la vie intérieure d'un parti, où la succession au pouvoir de différentes tendances est beaucoup moins fréquente que dans la vie publique, la démocratie se trouve bien moins exposée que l'Etat à faire preuve d'ingratitude.

Si l'histoire présente çà et là des exceptions à cette règle et nous montre les masses coupables, en apparence, de la plus noire ingratitude envers les chefs qu'elle s'est donnés elle-même, on peut être certain qu'il y a là-dessous un drame de jalousie. Il s'agit d'une lutte démagogique, âpre, sourde, opiniâtre entre plusieurs chefs, lutte dans laquelle la masse est obligée d'intervenir, parce qu'elle est mise en demeure de se prononcer pour l'un ou l'autre des adversaires en présence. Et, en se prononçant, elle manifeste nécessairement de l'ingratitude envers l'un des compétiteurs.

Mais, si l'on fait abstraction de ces cas exceptionnels, on peut dire que la masse paie ses chefs d'une sincère reconnaissance, laquelle est même considérée comme un devoir sacré. C'est ainsi, par exemple, que les masses organisées du parti socialiste allemand ont, avec beaucoup de noblesse et un grand esprit de sacrifice, manifesté leur gratitude au vieux Liebknecht, en lui confiant, alors que ses facultés intellectuelles commençaient déjà à décliner, la direction du *Vorwärts* et en lui allouant, non sans une certaine opposition, un traitement de 7.200 marks. Et lorsqu'on s'aperçut, après sa mort, que sa famille se trouvait, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, dans une situation matérielle difficile, le parti prit à sa charge l'instruction de ses fils.

Le plus souvent, ce sentiment de reconnaissance se

traduit par le renouvellement indéfini de leur mandat aux chefs qui ont bien mérité du parti. Lorsque le bruit se fut répandu. au Congrès de Dresde (1903), qu'un certain nombre d'éléments révolutionnaires avaient décidé de ne plus réélire comme membre de la direction du parti le réformiste Ignaz Auer, une véritable indignation s'empara de la majorité des délégués. C'est que les camarades se sentaient liés envers Auer par une éternelle reconnaissance, parce qu'il a été un des fondateurs du parti et qu'il personnifiait à leurs yeux une des époques les plus intéressantes de l'histoire de la démocratie socialiste.

CHAPITRE IV

Le besoin de vénération chez les masses.

Les partis socialistes s'identifient souvent avec leurs chefs au point d'adopter leur nom comme s'ils étaient des choses qui leur appartiennent. On a alors, comme en Allemagne entre 1863 et 1875, des lassalliens et des marxistes ou, comme dans la France socialiste jusqu'à une époque très récente, les broussistes, les allemanistes, les guesdistes, les jauressistes.

Le fait que ces désignations personnelles tendent à disparaître dans des pays tels que l'Allemagne, peut être attribué à deux ordres de causes : d'une part, l'augmentation numérique et les progrès électoraux du parti ont rendu nécessaire une organisation adaptée à de grandes masses ; d'autre part, à la dictature d'un seul a succédé, au sein du parti, une oligarchie dont les chefs se jalousent réciproquement.

A ces deux causes, on peut ajouter le manque total de personnalités éminentes et possédant une autorité absolue et incontestable.

L'adoration des militants pour leurs chefs demeure généralement latente. Elle se révèle par des symptômes à peine perceptibles, tels que l'accent de vénération avec lequel on prononce le nom du chef, l'absolue docilité avec laquelle on obéit au moindre

de ses signes, l'indignation avec laquelle on accueille toute critique dirigée contre sa personne. Mais, lorsqu'il s'agit de personnalités réellement exceptionnelles ou dans des moments d'excitation particulièrement vive, la ferveur latente se manifeste au dehors avec la violence d'un paroxysme aigu.

En 1864. les habitants exaltés de la région rhénane ont accueilli Lassalle comme un dieu. Des guirlandes étaient tendues à travers les rues. Des demoiselles d'honneur. choisies exprès pour cette occasion par les comités qui se sont formés dans différentes localités, faisaient tomber sur lui une pluie de fleurs. Des files interminables de voitures suivaient le carrosse du « président ». Un enthousiasme débordant et irrésistible et des applaudissements frénétiques accueillaient les allocutions souvent extravagantes et orgueilleuses. d'un charlatanisme outré, avec lesquelles le triomphateur avait l'air de vouloir défier la critique plutôt que de provoquer des applaudissements.

Ce fut là une marche vraiment triomphale. Rien n'y manquait : ni les arcs de triomphe, ni les hymmes de salut. ni les réceptions solennelles de députations venues des pays voisins. Lassalle était un ambitieux de grande envergure et, ainsi que Bismark le disait de lui plus tard. il n'était pas loin de se demander si le futur Empire Allemand, qui était l'objet de ses préoccupations. devait aboutir à une dynastie Hohenzollern ou à une dynastie Lassalle.

Rien d'étonnant si les événements que nous venons de décrire ont excité l'imagination de Lassalle à un point tel qu'il crut pouvoir promettre à sa fiancée de faire un jour. en qualité de président de la République Allemande, son entrée dans la capitale, assis dans un carrosse traîné par six chevaux blancs.

Lorsque les *Fasci*, ces premières organisations des ouvriers agricoles, se furent formées en Italie (1892), hommes et femmes avaient dans les chefs du

mouvement une foi presque surnaturelle. Confondant, dans leur naïveté, la question sociale avec les coutumes religieuses, ils portaient souvent dans leurs cortèges le crucifix à côté du drapeau rouge et de pancartes sur lesquelles étaient inscrites des sentences empruntées aux ouvrages de Marx. Paysannes et paysans faisaient escorte aux chefs, se rendant aux réunions, avec musique, flambeaux et lampions. Pour saluer les chefs, beaucoup se prosternaient devant eux, ivres d'adoration, comme ils se prosternaient jadis devant leurs évêques.

Un journaliste bourgeois demanda un jour à un vieux paysan, membre d'une organisation socialiste, si les prolétaires ne croyaient pas que Giuseppe De Felice Giuffrida, Garibaldi Bosco et tant d'autres, jeunes étudiants ou avocats qui, tout en étant d'origine bourgeoise, travaillaient pour les *Fasci*, ne visaient pas, au fond, uniquement à se faire élire conseillers communaux et députés. « De Felice et Bosco sont des anges descendus du Ciel! » telle fut la réponse brève et éloquente du paysan.

On peut convenir que tous les ouvriers n'auraient pas donné à cette question la même réponse et que le peuple sicilien s'était toujours particulièrement distingué par son culte des héros. C'est ainsi que dans l'Italie méridionale et en partie aussi dans l'Italie centrale les chefs sont, de nos jours encore, entourés de mythes d'un caractère religieux.

Enrico Ferri a été pendant un certain temps adoré en Calabre comme un saint protecteur contre la corruption gouvernementale. A Rome, où la tradition des formes classiques du paganisme se maintient toujours, le même Ferri a été salué dans la salle d'une grande brasserie, au nom de tous les « quirites populaires », comme « le plus grand parmi les grands » : et tout cela pour avoir brisé une vitre en signe de protestation contre la peine de la censure

qui lui a été infligée par le président de la Chambre (1901).

En Hollande, l'honorable Domela Nieuwenhuis, en sortant de prison, reçut du peuple, d'après ce qu'il raconte lui-même, des honneurs comme jamais souverain n'en a reçu de pareils, et les salles où il donnait des réunions étaient transformées en véritables serres fleuries, tant on y apportait de bouquets (1886).

Et une pareille attitude de la masse ne s'observe pas seulement dans les pays dits « arriérés » : elle est une survivance atavique de la psychologie primitive. Nous n'en voulons pour preuve que l'idolâtrie dont la personne du prophète marxiste Jules Guesde est l'objet dans le Nord, c'est-à-dire dans la région la plus industrielle de la France. Même dans les districts ouvriers de l'Angleterre, il arrive encore de nos jours que les masses font à leurs chefs un accueil qui rappelle le temps de Lassalle.

La vénération des chefs persiste après leur mort. Les plus grands d'entre eux sont tout simplement sanctifiés. Après la mort de Lassalle, l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, dont il avait fini par devenir le roi absolu, n'a pas tardé à se scinder en deux branches : la « fraction de la comtesse Hatzfeld » ou « ligne féminine », ainsi que l'appelaient ironiquement les adversaires marxistes, du nom de la comtesse Hatzfeld, qui la dirigeait, et la « ligne masculine » ayant pour chef J. B. von Schweizer. Tout en se combattant âprement, ces deux groupes avaient en commun non seulement le culte de la mémoire de Lassalle, mais encore la fidélité jusqu'à la dernière lettre de son programme : c'est là un fait des mieux connus de l'histoire du mouvement ouvrier moderne. Karl Marx lui-même n'a pas échappé à cette sorte de canonisation socialiste, et le zèle fanatique avec lequel certains marxistes le défendent encore aujour-

d'hui se rapproche beaucoup de l'idolâtrie dont Lassalle a été l'objet dans le passé.

De même que les chrétiens d'autrefois donnaient à leurs nouveau-nés les noms des grands fondateurs de la nouvelle religion, saint Pierre et saint Paul, de même les parents socialistes d'aujourd'hui donnent à leurs bambins, dans certaines parties de l'Italie centrale, où le parti a réussi à s'implanter, les noms de Lassalo et de Marxina. C'est là, pour ainsi dire, un emblème de la nouvelle foi. Et on ne fait souvent prévaloir cet emblème qu'au prix de souffrances, de brouilles avec des parents rancuniers ou avec des officiers de l'état civil récalcitrants, quelquefois aussi au prix de graves dommages matériels : perte d'emploi, etc.

L'usage dont il s'agit, s'il est parfois une manifestation de ce snobisme fanfaron qui infeste jusqu'aux milieux ouvriers, n'est pas moins souvent l'expression extérieure d'un idéalisme profond et sincère. Mais il est, dans tous les cas, une preuve de l'adoration des masses pour les chefs, cette adoration dépassant les limites du simple dévouement qu'on doit éprouver à l'égard de personnes ayant rendu au parti des services inoubliables.

Les masses éprouvent un besoin profond de s'incliner non seulement devant les grandes idéalités, mais aussi devant les individus qui, à leurs yeux, représentent celles-ci. Leur idéalisme les pousse à s'agenouiller devant des divinités temporelles auxquelles elles s'attachent avec un amour d'autant plus aveugle que la vie qu'elles mènent est plus rude. Il y a quelque chose de vrai dans le paradoxe par lequel Bernard Shaw oppose la démocratie à l'aristocratie comme un agrégat d'idolâtres à un agrégat d'idoles.

Le besoin d'adoration est souvent l'unique « rocher de bronze » qui survit à tous les changements sur-

venant dans la façon de penser des masses. De protestants fervents, les ouvriers industriels du royaume de Saxe sont devenus, au cours de ces dernières années, des socialistes ardents. Il est possible que cette évolution ait été accompagnée chez eux d'un renversement complet de toutes les valeurs. Mais il est certain que s'ils ont exilé du meilleur coin de leur mansarde l'image traditionnelle de Luther, ce ne fut que pour la remplacer par celle de Bebel.

Dans l'Emilie, où les paysans ont accompli une évolution analogue, l'oléographie de la très sainte Vierge a tout simplement cédé la place à celle de l'honorable M. Prampolini; et dans l'Italie méridionale la foi dans le miracle annuel de la liquéfaction du sang de saint Janvier s'est effacée devant la foi dans le miracle de la force surhumaine de M. Enrico Ferri, le « flagellatore della Camorra » (le justicier de la Camorra).

Au milieu des ruines du vieux monde moral des masses, reste seule intacte la colonne triomphale du besoin religieux. Les masses se comportent souvent à l'égard de leurs chefs comme ce statuaire de la Grèce antique qui, après avoir modelé un Jupiter tonnant, tombe à genoux, plein d'adoration devant sa propre œuvre.

L'adoration provoque facilement la mégalomanie chez celui qui en est l'objet. La présomption démesurée, non dépourvue souvent de traits comiques, que nous constatons chez les conducteurs des masses modernes, provient non seulement de ce que la plupart d'entre eux sont des *self made men*, mais aussi de cette atmosphère d'enthousiasme dans laquelle ils vivent et respirent. Mais de cette présomption émane une grande force de suggestion : réagissant à son tour sur les masses, elle exalte encore leur admiration pour les chefs et constitue ainsi, pour la suprématie de ceux-ci, un nouvel élément de stabilité.

CHAPITRE V

Caractères accessoires des chefs.

C'est principalement, sinon exclusivement, par le don oratoire que les chefs ont réussi, à l'origine du mouvement ouvrier, à gagner leur suprématie sur les masses. Il n'est pas de foule qui soit capable de se soustraire au pouvoir esthétique et émotif de la parole. La beauté du discours suggestionne la masse, et la suggestion la livre sans résistance à l'influence de l'orateur.

Or, ce qui caractérise essentiellement la démocratie, c'est précisément la facilité avec laquelle elle succombe à la magie du verbe. Dans le régime démocratique, les chefs nés sont orateurs et journalistes. Nous ne citerons que Gambetta et Clemenceau en France. Gladstone, Lloyd George en Angleterre, Crispi. Luzzatti en Italie. Dans les Etats démocratiques règne la conviction que seul le don de la parole rend apte à diriger les affaires publiques. On peut en dire autant, et d'une façon encore plus absolue, des grands partis démocratiques.

On sait l'influence qu'exerce la parole parlée dans le pays qui a connu avant tous les autres le régime démocratique. C'est ce qu'avait déjà noté, dès 1826, un auteur italien perspicace : « Le peuple anglais, si sensé, si avare de son temps, éprouve, à écouter un

homme qui parle en public, le même plaisir que lui procurent au théâtre les auteurs les plus célèbres ». Aussi Carlyle a-t-il pu dire de son peuple : « Pour devenir homme d'Etat ou chef d'ouvriers, un Anglais doit prouver, au préalable, qu'il est un maître orateur ».

En France, M. Ernest Charles a constaté, à propos d'une statistique professionnelle des députés, que, parmi les représentants des partis, les plus jeunes, les plus impétueux, les plus fougueux et les plus progressistes sont ou journalistes ou parleurs habiles.

Cette constatation s'applique aussi bien aux socialistes qu'aux nationalistes et aux antisémites. L'histoire moderne du mouvement politique ouvrier confirme cette observation. Jaurès, Guesde, Lagardelle, Hervé, Bebel, Ferri, Turati, Labriola, Ramsay-Macdonald, Trœlstra, Henriette Roland-Holst, Adler, Daszinski sont, chacun dans son genre, des orateurs puissants.

On peut dire aussi, d'un autre côté, que le manque de talent oratoire explique en grande partie pourquoi en Allemagne une personnalité comme celle d'Edouard Bernstein est restée dans l'ombre, malgré la valeur de sa doctrine et sa grande influence intellectuelle; pourquoi, en Hollande, un Domela Nieuwenhuis a fini par perdre sa situation prépondérante; pourquoi, en France. un homme de l'intelligence et de la culture de Paul Lafargue, malgré sa proche parenté avec Karl Marx, s'est vu préférer, dans la direction pratique et théorique du parti, un Guesde qui, loin d'être un savant, possède une mentalité plutôt simpliste, mais est, en revanche, un orateur de grande valeur.

Ceux qui aspirent au capitanat dans les organisations ouvrières sont d'ailleurs loin de méconnaître l'importance de l'art oratoire. Au mois de mars 1909, les étudiants socialistes du non moins socialiste « Ruskin College », de l'université d'Oxford, se sont

déclarés mécontents de ce que leurs professeurs accordaient à l'étude de la sociologie et de la logique pure une place plus importante qu'aux exercices oratoires. Politiciens en herbe, les élèves se rendaient bien compte du profit qu'ils pourraient tirer de l'art oratoire dans la carrière à laquelle ils se destinaient. Aussi résolurent-ils de donner à leur réclamation une sanction énergique et se mirent-ils en grève, jusqu'à ce que satisfaction pleine et entière leur fût donnée.

Le prestige que l'orateur s'acquiert auprès des masses est pour ainsi dire illimité. Mais ce que la masse apprécie surtout chez l'orateur, ce sont les dons oratoires comme tels, la beauté et la force de la voix, la souplesse de l'esprit, la finesse; tandis qu'elle n'accorde qu'une importance secondaire au contenu des discours. Un hurleur qui court, comme s'il avait été piqué par la tarentule, d'un endroit à l'autre, pour discourir devant le peuple, passe facilement pour un camarade zélé et « actif », pour un vrai militant; mais celui qui, assis devant sa table de travail, discourant peu, mais n'en travaillant que davantage, accomplit une œuvre vraiment utile pour le parti, est considéré avec dédain et tenu pour un socialiste incomplet.

Nombreuses et variées sont les qualités personnelles, grâce auxquelles certains individus réussissent à soumettre à leur pouvoir les masses. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire que ces qualités, qu'on peut considérer comme les qualités spécifiques des chefs, se trouvent toutes réunies chez la même personne. Parmi ces qualités, le premier rang revient à la force de la volonté qui réduit sous sa domination les volontés moins fortes. Viennent ensuite : la supériorité du savoir qui s'impose aux autres; une fermeté catonienne de convictions; une foi dans ses idées qui frise souvent le fanatisme et qui, par

son intensité, inspire le respect aux masses. A toutes ces qualités s'ajoutent enfin, dans certains cas plus sporadiques, la bonté d'âme et le désintéressement, qualités qui rappellent aux masses la figure de Jésus-Christ et réveillent chez elles les sentiments religieux assoupis, mais non éteints.

Mais ce que les masses subissent au plus haut degré. c'est le prestige de la célébrité. Il suffit que l'homme célèbre lève un doigt, pour se créer aussitôt une situation politique. Les masses tiennent d'ailleurs à honneur de confier à une célébrité la direction de leurs affaires. Les foules se courbent toujours, et de bon gré, sous le joug d'individus célèbres.

L'homme qui se présente à elles le front ceint d'une couronne de lauriers est considéré *a priori* comme un demi-dieu. S'il consent à se mettre à leur tête, il peut compter sur leurs applaudissements et leur enthousiasme, peu importe le champ où il a cueilli ses lauriers. Seul un poète, philosophe et avocat de la célébrité de Lassalle a pu réussir à éveiller les masses laborieuses, endormies ou traînées à la remorque de la démocratie bourgeoise, pour les grouper autour de sa personne. Lassalle lui-même se rendait si bien compte de l'effet que les grands noms produisent sur la multitude qu'il avait cherché toujours, et par tous les moyens, à gagner à son parti l'adhésion d'hommes illustres.

En Italie, Enrico Ferri qui, tout jeune encore, était non seulement professeur titulaire de l'Université, mais jouissait déjà d'une notoriété universelle comme fondateur de la nouvelle école italienne de criminologie, — Enrico Ferri, disons-nous, n'a eu qu'à se présenter devant le parti socialiste (au Congrès de Reggio Emilia, en 1893), pour en obtenir aussitôt la direction qu'il a conservée pendant quinze années.

De même, l'anthropologiste Lombroso et l'écrivain Edmondo de Amicis n'ont pas plus tôt donné leur

adhésion au parti socialiste, qu'ils ont été élevés au rang, l'un de conseiller intime, l'autre d'Homère officiel du prolétariat italien militant. Et pour obtenir ces honneurs, ils n'ont pas eu besoin de s'inscrire à titre de membres réguliers : on leur a tenu compte des quelques télégrammes de félicitations et des quelques témoignages épistolaires de sympathie qu'ils ont envoyés dans différentes occasions.

En France, Jean Jaurès, déjà connu comme philosophe universitaire et homme politique radical, et Anatole France, célèbre comme romancier, ont conquis d'emblée dans le mouvement ouvrier, sans avoir eu à subir un noviciat ou une quarantaine quelconque, des situations de premier ordre.

En Angleterre, lorsque le poète William Morris, déjà âgé de quarante-huit ans, eut adhéré au mouvement ouvrier, il s'est acquis rapidement une très grande popularité. Tel fut également le cas, en Hollande, de Herman Gorter, l'auteur de l'élégant poème lyrique *Mei* et de la poétesse Henriette Roland-Holst.

Dans l'Allemagne contemporaine, quelques grands hommes, au zénith de la gloire, tout en s'étant approchés du parti, ne se sont pas décidés à y entrer. Mais on peut tenir pour certain que si Gerhard Hauptmann, après le succès de ses *Tisserands*, et Werner Sombart, après ses premiers ouvrages si remarqués, avaient officiellement adhéré au parti, ils seraient aujourd'hui parmi les chefs les plus en vue des fameux trois millions de socialistes allemands.

Pour le peuple, le fait de porter un nom qui lui soit déjà familier à certains égards, constitue le meilleur titre pour obtenir le rang de chef. A ceux de leurs chefs qui, au prix de longues et âpres luttes, se sont acquis un nom dans le parti même, les

masses ont toujours préféré instinctivement les individus qui, déjà comblés d'honneurs et de gloire, sont venus à elles avec tout leur bagage de droits à l'immortalité.

Quelques faits concomitants, se rattachant au phénomène que nous décrivons, méritent d'être mentionnés. C'est ainsi que l'histoire nous enseigne qu'entre les chefs qui ont conquis leur grade dans le parti même et ceux qui sont entrés dans le parti avec le prestige d'une gloire acquise au dehors, un conflit ne tarde pas à s'élever et que ce conflit revêt souvent la forme d'une lutte régulière pour l'hégémonie entre deux factions. Cette lutte est provoquée par l'envie et la jalousie chez les uns, par la présomption et l'ambition chez les autres.

A ces facteurs subjectifs s'ajoutent encore des raisons objectives et de tactique. Le grand homme qui a conquis ses grades dans le parti a généralement sur l'*outsider* l'avantage de posséder le sens de l'immédiat, une connaissance plus profonde de la psychologie de la foule et de l'histoire du mouvement ouvrier et, dans beaucoup de cas, une idée plus précise du contenu dogmatique du programme.

Dans cette lutte entre les deux groupes de chefs, on peut presque toujours discerner deux phases. Les grands hommes, nouveaux venus, commencent par arracher les masses au pouvoir des vieux chefs et se mettent à prêcher leur nouvel évangile que les foules acceptent avec un enthousiasme délirant. Mais la lumière qui éclaire cet évangile émane, non plus du trésor d'idées dont l'ensemble constitue le socialisme proprement dit, mais de la science ou de l'art dans lesquels ces grands hommes ont précédemment acquis leur gloire et de l'admiration qu'ils avaient suscitée auprès du grand public amorphe.

A leur tour, les vieux chefs, pleins de rancune, après s'être organisés en sourdine, finissent par

prendre ouvertement l'offensive. Ils ont d'ailleurs, pour eux, l'avantage naturel de la prépondérance numérique. Il arrive alors très souvent que les nouveaux chefs perdent la tête, parce que, dans leur qualité de grands hommes, ils se berçaient de l'illusion d'être complètement à l'abri de toute surprise de ce genre : les vieux chefs ne sont-ils pas, en effet, des individus médiocres, n'ayant gagné la situation qu'ils occupent qu'après un long et pénible apprentissage? Cet apprentissage qui, à leur avis, n'exige pas de grandes qualités intellectuelles, les nouveaux grands hommes le considèrent du haut de leur supériorité, avec un mélange de dédain et de pitié.

Mais il est d'autres raisons pour lesquelles les hommes célèbres succombent presque toujours dans la lutte que nous décrivons. Poètes, esthètes ou savants, ils refusent de se soumettre à la discipline commune du parti et portent ainsi atteinte aux formes extérieures de la démocratie. C'est là, pour eux, une cause d'infériorité, car la masse tient à ces formes, alors même qu'elle est régie par une oligarchie. Aussi les adversaires, qui ne sont peut-être pas plus démocrates, mais sont en tout cas plus habiles, ne se font-ils pas faute de profiter de cette faiblesse, pour discréditer les grands hommes auprès des masses.

Qu'on ajoute à tout cela que les grands hommes ne sont pas habitués à faire face à une opposition systématique, leurs nerfs ne pouvant y résister à la longue, et on comprendra que, dégoûtés et déçus, ils finissent souvent par abandonner la lutte ou se décident à faire bande à part, à agir pour leur propre compte. Les quelques vaincus qui restent quand même dans le parti sont inévitablement refoulés à l'arrière-plan par les vieux chefs.

Déjà le glorieux Lassalle avait trouvé un compétiteur dangereux en la personne de l'humble

ex-ouvrier Julius Vahlteich. Il réussit, il est vrai, à s'en débarrasser; mais si Lassalle avait vécu plus longtemps, il aurait eu à soutenir une lutte sans merci contre Liebknecht et Bebel.

Après sa rupture avec les vieux chefs du mouvement professionnel, Willliam Morris s'est vu réduit à ne commander qu'à sa petite garde intellectuelle de Hammersmith.

Enrico Ferri, après s'être heurté, dès son entrée dans le parti, à la méfiance tenace des vieux chefs, a commis des fautes théoriques et pratiques qui ont mis fin, une fois pour toutes, à son rôle de chef officiel du parti socialiste.

Gorter et Henriette Roland-Holst, après avoir, pendant quelques années, suscité autour d'eux l'enthousiasme le plus vibrant, ont fini par être débordés par les vieilles notabilités du parti qui les ont réduits à l'impuissance absolue.

Le prestige qu'exerce sur les masses la gloire conquise hors des cadres officiels du mouvement est donc relativement éphémère.

Quant à l'âge des chefs, il est sans importance aucune. Les anciens Grecs disaient que les cheveux blancs sont la première couronne qui doit ceindre le front des chefs. Mais nous vivons à une époque qui a moins besoin de l'expérience accumulée de la vie, la science mettant à la portée de tous tant de moyens d'instruction que le plus jeune peut devenir, en peu de temps, un puits de science. Tout s'acquiert vite aujourd'hui, y compris l'expérience qui constituait autrefois l'unique et véritable supériorité des vieux sur les jeunes.

Aussi (et cela dépend non de la démocratie, mais du type technique de la civilisation moderne), la vieillesse a-t-elle perdu, de nos jours, beaucoup de sa valeur de jadis et, par conséquent, aussi du respect qu'elle inspirait et de l'influence qu'elle exerçait.

Le cas est certes différent en ce qui concerne les chefs qui ont vieilli au service du parti lui-même. La vieillesse, lorsqu'on l'a atteinte en combattant sous la bannière du parti, constitue certainement un élément de supériorité. Sans parler de la reconnaissance que les masses témoignent au vieux lutteur pour les services rendus à la cause, l'ancien est en outre supérieur au novice, parce qu'il possède une connaissance plus profonde des rapports des causes et des effets qui forment la trame de la politique et de la psychologie populaires. Il en résulte que sa conduite pratique sera guidée par une finesse de perception inaccessible aux jeunes.

C. — FACTEURS INTELLECTUELS

SUPÉRIORITÉ INTELLECTUELLE DES CHEFS PROFESSIONNELS INCOMPÉTENCE FORMELLE ET RÉELLE DES MASSES

Dans l'enfance du parti socialiste, alors que l'organisation, encore faible et aux rangs clairsemés, s'attache surtout à propager les principes élémentaires du socialisme, les dirigeants professionnels sont peu nombreux. La direction du parti est alors assurée par des personnes qui n'y voient qu'une occupation accessoire.

Mais les progrès de l'organisation font surgir sans cesse, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, des besoins toujours nouveaux. Et il arrive un moment où ni l'idéalisme et l'enthousiasme des intellectuels, ni la bonne volonté et le travail dont les prolétaires se chargent spontanément aux heures libres du dimanche ne suffisent plus à satisfaire aux exigences de la situation. C'est alors que le provisoire cède la place au permanent et le dilettantisme au travail professionnel, au métier.

Avec la naissance d'une direction professionnelle, s'accentue la différence qui existe entre les chefs et la masse au point de vue de l'instruction. Une longue expérience nous enseigne que parmi les facteurs qui assurent la domination de minorités sur des majorités : l'argent et ses équivalents (supériorité

économique), la tradition (supériorité historique), la première place revient à l'instruction formelle de ceux qui prétendent à la domination, c'est-à-dire à la supériorité intellectuelle. Or, l'observation la plus superficielle nous montre que dans les partis du prolétariat, les chefs sont, par l'instruction, supérieurs à la masse.

En outre, le mécanisme du parti socialiste offre aux ouvriers, grâce aux nombreux postes rétribués et honorifiques dont il dispose, une possibilité de faire carrière, ce qui exerce sur eux une force d'attraction considérable. Il en résulte qu'un certain nombre d'ouvriers, plus ou moins bien doués au point de vue intellectuel, se trouvent transformés en employés menant une existence de petits bourgeois, mis dans la nécessité et ayant l'occasion d'acquérir aux frais de la masse une instruction supérieure et une vision plus nette des rapports sociaux.

Tandis que le travail professionnel et les exigences de la vie quotidienne rendent inaccessible à la masse une connaissance approfondie de l'engrenage social, et surtout du mouvement et du fonctionnement de la machine politique, l'ouvrier devenu chef est, au contraire, à même, grâce à sa nouvelle situation, de s'initier à tous les détails de la vie publique et d'accroître ainsi sa supériorité sur ses mandants.

A mesure que le métier politique se complique et que les règles de la législation sociale se multiplient, il faut pour s'orienter dans la politique, posséder une expérience de plus en plus grande et des connaissances de plus en plus vastes. Aussi le fossé qui sépare les chefs du gros du parti s'élargit-il également de plus en plus, et il arrive un moment où les premiers perdent tout sentiment de solidarité avec la classe dont ils sont issus. Il se produit alors une véritable division en sous-classes : celle des capitaines ex-prolétaires et celle des soldats prolétaires. En se

donnant des chefs, les ouvriers se créent, de leurs propres mains, de nouveaux maîtres dont la principale arme de domination consiste dans leur instruction plus grande.

Ces maîtres ne font pas seulement sentir leur influence dans l'organisation syndicale, dans l'administration et la presse du parti : ex-ouvriers ou ex-bourgeois, ils monopolisent également la représentation parlementaire de celui-ci.

Tous les partis poursuivent de nos jours un objectif parlementaire. Leur activité évolue sur le terrain électoral et légalitaire, leur fin immédiate consistant dans l'acquisition d'une influence parlementaire, leur fin ultime dans ce qu'on appelle la « conquête des pouvoirs publics ».

C'est pour réaliser cette conquête que les représentants des partis révolutionnaires entrent dans les corps législatifs. Mais le travail parlementaire qu'ils y accomplissent, d'abord à contre-cœur, puis avec une satisfaction et un zèle professionnel croissants, les éloignent de plus en plus de leurs électeurs. Les questions qui se posent devant eux et qui exigent, pour être comprises, une préparation sérieuse, ont pour effet d'élargir et d'approfondir leur compétence technique et d'augmenter d'autant la distance qui les sépare des autres camarades. C'est ainsi que les chefs en arrivent à posséder, s'ils ne la possédaient déjà auparavant, une « instruction » réelle. Et instruction signifie possibilité d'exercer sur les masses un pouvoir de suggestion.

A mesure qu'ils s'initient aux détails de la vie politique, qu'ils se familiarisent avec les différents aspects des questions d'impôts et de douanes et avec les problèmes de la politique extérieure, les chefs acquièrent une importance qui les rendra indispensables, tant que les partis pratiqueront la tactique parlementaire et peut-être même après qu'ils l'auront abandonnée.

Rien de plus naturel, d'ailleurs, puisque ces chefs ne peuvent être remplacés séance tenante, tous les autres membres du parti étant étrangers au mécanisme bureaucratique, absorbés qu'ils sont par leurs occupations quotidiennes. Grâce à la compétence qu'elles procurent dans des métiers peu ou pas accessibles à la masse, les connaissances techniques des chefs leur assurent virtuellement une inamovibilité qui n'est pas sans porter atteinte aux principes de la démocratie.

La compétence technique qui, nous l'avons vu, élève définitivement les chefs au-dessus de la masse et assujettit celle-ci au commandement de ceux-là, se trouve renforcée plus tard par d'autres facteurs, tels que la routine, le savoir-faire social que les députés acquièrent à la Chambre, et leur spécialisation au sein des commissions. Ces chefs cherchent ensuite naturellement à appliquer à la vie normale des partis les manœuvres apprises dans le milieu parlementaire et grâce auxquelles ils réussissent souvent à endiguer facilement des courants qui leur sont contraires.

Les parlementaires sont passés maîtres dans l'art de diriger les assemblées, d'appliquer et d'interpréter les règlements, de proposer des motions en temps opportun, bref, d'user de toutes sortes d'artifices pour soustraire à la discussion des points controversés, pour arracher à une majorité hostile un vote qui leur soit favorable ou, tout au moins et dans le cas le plus défavorable, pour réduire cette majorité au silence. Et, pour atteindre ce but, les moyens ne manquent pas : depuis la façon habile et souvent ambiguë de poser la question au moment même du vote, jusqu'à l'action suggestive qu'on exerce sur la foule à l'aide d'insinuations qui, tout en n'ayant aucun rapport avec la question, ne laissent pas d'impressionner l'assistance.

En leur qualité de rapporteurs et d'hommes com-

pétents, connaissant les dédales les plus secrets des affaires qu'il s'agit de traiter, beaucoup de députés savent, à force de digressions, de périphrases et de subtilités terminologiques, faire de la question la plus simple et la plus naturelle du monde un mystère sacré dont ils possèdent seuls la clef. Avec tout cela, qu'ils soient de bonne ou de mauvaise foi, ils réduisent les grandes masses, dont ils devraient être les « interprètes théoriques », à l'impossibilité de les suivre et de les comprendre, et à plus forte raison d'exercer sur eux un contrôle technique quelconque. Ils sont les vrais maîtres de la situation, au sens le plus complet du mot.

L'intangibilité des députés s'accroît encore et leur position privilégiée se consolide, grâce à la renommée que leur procurent, aussi bien auprès de leurs adversaires politiques que dans l'opinion publique de leurs partisans, leur talent d'orateur ou de spécialiste, ou le charme de leur personnalité intellectuelle et même physique.

Le renvoi par les masses organisées d'un *leader* universellement estimé jetterait sur le parti, même aux yeux du pays, un profond discrédit.

Si les masses composant le parti poussaient jusqu'à l'extrême de la séparation un désaccord avec les chefs, il en résulterait pour elles un dommage politique énorme. D'un côté, il s'agirait de remplacer immédiatement dans leurs fonctions les chefs démissionnaires qui ne sont parvenus à se familiariser avec la matière politique qu'après des dizaines d'années de travail pratique inlassable; or, quel est le parti qui puisse trouver du jour au lendemain des forces nouvelles en nombre suffisant et de qualité voulue pour opérer cette substitution? D'un autre côté, n'est-ce pas à l'influence personnelle de leurs vieux chefs parlementaires que les masses doivent une bonne part de leurs succès dans le domaine de la législation

sociale et dans la lutte pour la conquête de libertés politiques générales ?

Les masses démocratiques subissent ainsi, et là-dessus aucun doute n'est possible, une restriction de leur volonté, lorsqu'elles sont obligées de revêtir leurs chefs d'une autorité qui, à la longue, détruit le principe même de la démocratie. C'est dans leur indispensabilité que réside le titre le plus efficace des chefs. Quiconque est indispensable soumet à son pouvoir tous les puissants et seigneurs de la terre.

L'histoire des partis ouvriers nous offre tous les jours des cas où les chefs s'étant mis en contradiction flagrante avec les principes fondamentaux du mouvement, les militants ne se décident pas à tirer de cette situation toutes les conséquences qui en découlent logiquement.

Nombreux sont les orateurs parlementaires et les dirigeants d'organisations qui se trouvent, aussi bien dans leur conduite pratique que dans leur pensée théorique, en opposition avec les masses, ce qui ne les empêche pas de continuer à penser et à agir tranquillement au nom de ces masses. Et celles-ci assistent, déconcertées et mécontentes, aux agissements de leurs « grands hommes », sans oser généralement s'émanciper de leur autorité et les congédier.

L'incompétence des masses se vérifie dans tous les domaines de la vie politique et constitue le fondement le plus solide du pouvoir des chefs. Elle fournit à ceux-ci une justification pratique et, jusqu'à un certain point, morale. L'incapacité des masses de gérer leurs propres intérêts rend nécessaire l'existence d'hommes d'affaires qui s'en occupent pour elles. Si on se place à ce point de vue, on ne trouvera pas mauvais que les chefs imposent parfois aux masses leur direction. L'élection tout à fait libre de chefs par les masses supposerait que celles-ci possèdent la compétence nécessaire pour être à même de reconnaître

et d'apprécier la compétence des chefs. En d'autres termes, la désignation des capacités suppose la capacité de la désignation.

L'insuffisante maturité politique des masses et l'impossibilité de réaliser le postulat de la souveraineté populaire dans toute son ampleur ont été reconnues par quelques-uns des partisans les plus ardents de la démocratie, depuis Condorcet et les Jacobins de l'époque révolutionnaire jusqu'à Bernstein et Kautsky. Et c'est de l'incompétence incontestable des masses que les chefs tirent la justification théorique de leur domination effective.

Cela est tout particulièrement vrai de l'Angleterre où Thomas Carlyle a créé la théorie dite du *heroship*, c'est-à-dire la théorie des grands hommes.

En Allemagne, cette théorie a été répudiée par l'opinion des savants et remplacée par celle du matérialisme historique, cette théorie officielle du parti socialiste, qui s'est infiltrée jusque dans les sphères de la pensée scientifique.

Les socialistes anglais, à quelque tendance qu'ils appartiennent, ont au contraire toujours déclaré ouvertement que, pour être efficace, la démocratie doit nécessairement subir la pression d'une sorte de despotisme bénévole : « He (the leader) has a schema to which he works, and he has the power to make his will effective. »

Dans toutes les *affairs of management*, c'est-à-dire dans toutes les affaires d'administration et de tactique, où la décision exige des connaissances spéciales et l'exécution une certaine autorité, on est obligé d'admettre un certain degré de despotisme, et par conséquent une certaine déviation des principes de la démocratie pure. Au point de vue démocratique, c'est peut-être un mal, mais un mal nécessaire. Socialisme ne signifie pas : tout *par* le peuple, mais tout *pour* le peuple.

Le principe de la division du travail crée la spécialité. Ce n'est donc pas sans raison qu'on a voulu comparer la nécessité de l'institution des chefs avec celle qui a provoqué la spécialisation de la profession médicale et de celle de chimiste. Mais spécialité signifie autorité. De même qu'on obéit au médecin, parce que les longues études qu'il a faites le mettent à même de connaître le corps humain mieux que le patient lui-même, de même le patient politique doit s'en remettre de ses affaires au chef du parti, lequel possède la compétence qui lui fait défaut.

La démocratie finirait de la sorte par se transformer en une forme de gouvernement des meilleurs, en une aristocratie. Les chefs seraient, aussi bien au point de vue objectif qu'au point de vue moral, les plus capables et les plus mûrs; aussi n'auraient-ils pas seulement le droit, mais le devoir de se mettre à la tête de la masse, et cela non seulement comme représentants d'un parti, mais comme individus fièrement conscients de leur propre valeur personnelle.

DEUXIÈME PARTIE

LE CARACTÈRE DOMINATEUR DES CHEFS

CHAPITRE I

La stabilité des chefs.

Un des faits qui surprennent le plus, lorsqu'on étudie l'histoire du mouvement ouvrier socialiste en Allemagne, c'est la stabilité du personnel dirigeant du parti.

En 1870-1871, au lendemain même de la constitution de l'Empire, nous voyons deux grandes personnalités, Wilhelm Liebknecht et August Bebel, se détacher du petit groupe des fidèles de la nouvelle religion et se mettre, grâce à leur énergie et à leur intelligence, à la tête du mouvement qui se dessinait. Et trente ans après, au tournant du siècle, nous retrouvons encore Liebknecht et Bebel à la même place, investis de la même confiance et des mêmes fonctions.

Tant de stabilité dans la direction d'un parti frappe profondément l'historien, surtout lorsqu'il la compare à ce qui se passe dans les partis ouvriers du reste de l'Europe : à l'exception peut-être du seul parti socia-

liste italien, où des causes en partie identiques ont produit un effet analogue, des membres de l'ancienne Internationale, seules quelques personnalités secondaires sont arrivées jusqu'au nouveau siècle, gardant intacte leur foi dans le socialisme. On peut dire qu'en Allemagne les chefs du socialisme vivent dans le parti, vieillissent à son service et meurent comme ils ont vécu.

Les quelques rares transfuges qui ont tourné le dos au parti ont été des socialistes d'occasion qui croyaient trouver dans le socialisme autre chose que ce qu'il pouvait donner ou qui entendaient s'en servir pour réaliser toutes sortes d'idées baroques, vaguement et bizarrement humanitaires. Leur détachement du socialisme n'a pas été une perte bien grave pour le parti.

Bien autrement graves furent les pertes que le parti socialiste allemand eut à subir au cours de la première période agitée du régime d'exception, et surtout pendant l'ère bismarckienne.

Le parti a été alors littéralement décapité par une émigration temporaire forcée. Le nombre de ceux qui à cette époque ont été privés de leurs moyens d'existence et se sont vus obligés de chercher asile et travail à l'étranger, comprenait, affirme Bebel, plusieurs centaines de personnes. Du seul groupe de ceux qui, avant le déchaînement de la tempête antisocialiste, militaient activement dans le parti, plus de quatre-vingts abandonnèrent l'Allemagne pendant les premières années de la fameuse loi (contre les socialistes), et la plupart n'y sont plus jamais revenus. « Ce fut là une grande saignée de forces. »

Dans les années les plus troubles, l'exode fut particulièrement intense. C'est ainsi qu'en 1881, un peu avant les élections qui ont démontré la vitalité indomptable du parti socialiste en Allemagne, traversèrent l'Océan Friedrich Wilhelm Fritzsch (mort en 1905)

et le critique de Lassalle, Julius Vahlteich, ce dernier encore vivant, tous deux anciens chefs du mouvement lassallien et députés socialistes au Reichstag.

Mais malgré la tempête qui avait sévi pendant plus de dix ans sur le parti socialiste, le nombre de ceux dont l'activité socialiste a survécu à cette époque de terreur, fut prodigieusement grand. Il va de soi qu'aux époques de calme politique relatif, la stabilité des chefs doit être plus grande encore.

L'auteur de ce livre s'est imposé la tâche de relever sur les listes de présence des Congrès tenus en 1893 par trois partis socialistes internationaux (« Socialdemocratie » allemande, « Parti ouvrier » guesdiste en France, « Partito Socialista Italiano » en Italie) les noms de ceux qui, en 1910, se trouvaient encore dans les premiers rangs des combattants. Il est ainsi arrivé au résultat suivant qui, en tant que fondé uniquement sur la connaissance directe des personnes, ne peut certes prétendre à une précision absolue, mais ne s'en rapproche pas moins sensiblement de la vérité : sur les 200 délégués au Congrès de Cologne, 60 étaient encore sur la brèche en 1910, sur les 93 délégués au Congrès de Paris 12, et sur 311 délégués au Congrès de Reggio Emilia, 102. Ce qui constitue, surtout pour les partis ouvriers d'Allemagne et d'Italie, une proportion trés élevée.

En fait, une application persévérante et logique des principes démocratiques devrait faire abstraction de toute considération personnelle et de tout attachement à la tradition. Et de même que dans les Etats constitutionnels, le ministère est pris au sein du parti qui possède la majorité parlementaire, de même les hautes charges dont dispose le parti socialiste devraient toujours être occupées par les partisans des tendances ayant prévalu dans les congrès (c'est ce que vient de décider le parti socialiste hollandais). Aussi, les vieux dignitaires du parti

devraient-ils toujours céder la place aux forces jeunes, à ceux qui ont conquis dans le parti la dernière prépondérance numérique dont le minimum comprend la moitié plus un. Il devrait en outre exister la tendance, somme toute naturelle, à ne pas laisser trop longtemps les charges de direction entre les mains des mêmes camarades, afin d'empêcher leurs titulaires de s'y immobiliser et de venir à se considérer comme les seuls « élus de Dieu ».

Rien de tout cela n'existe pourtant dans les partis socialistes ayant une solide base d'organisation; le sentiment de la tradition, joint au besoin instinctif d'un état de choses stable, fait, au contraire, que la direction supérieure y represente toujours le passé plus que le présent. Cette direction est maintenue indéfiniment, non parce qu'elle est l'expression tangible des rapports de forces existant dans le parti à un moment donné, mais tout simplement parce qu'elle est déjà constituée. C'est par paresse grégaire ou, pour nous servir d'un euphémisme, en vertu de la loi d'inertie, que les camarades renouvellent indéfiniment leur mandat aux mêmes chefs.

Ces tendances, qui constituent le nerf même de l'organisation, sont particulièrement manifestes dans le parti socialiste allemand, où les autorités supérieures jouissent d'une réelle inamovibilité.

L'usage de renouveler totalement tous les deux ans la direction du parti eût dû acquérir depuis longtemps droit de cité dans le parti socialiste, ce prototype des partis démocratiques. Et pourtant, non seulement les socialistes allemands méconnaissent cet usage, mais toute tentative de l'introduire provoquerait chez les camades un vif mécontentement.

Le statut fondamental du parti, voté au Congrès de Mayence en 1900, stipule bien qu'à chacun de ses congrès annuels le parti doit « renouveler » au vote secret et à la majorité absolue, tout le Comité de

direction, composé de sept personnes (2 présidents, 2 vice-présidents, 2 secrétaires et 1 trésorier). Mais cette résolution, qui s'inspire de la plus pure doctrine démocratique, est généralement observée de telle sorte qu'à chaque congrès on distribue aux délégués des bulletins imprimés portant les noms des membres de la direction sortante.

Ceci prouve non seulement qu'on compte sur la réélection de ces membres, mais encore qu'on exerce une pression pour l'obtenir. Il est vrai qu'*en principe*, chaque électeur est libre de rayer les noms imprimés et de les remplacer par d'autres, écrits à la main : chose d'autant plus facile que le vote est secret. Mais le bulletin imprimé n'en reste pas moins toujours un expédient que, par analogie avec l'expression française : *corriger la fortune*, on peut qualifier de moyen destiné à *corriger la démocratie*.

Une modification possible de la liste, qui constitue pourtant l'exercice d'un droit électoral reconnu par les statuts, est considéré, par la majorité des délégués eux-mêmes, comme une inconvenance, et lorsqu'elle se produit, comme un acte méritant un blâme public. Nous citerons, à ce propos, le cas caractéristique, que nous avons déjà cité, d'Ignaz Auer : lorsque le bruit se fut répandu, au Congrès de Dresde (1903), que les socialistes révolutionnaires de Berlin avaient l'intention (ils s'en sont d'ailleurs énergiquement défendus plus tard) de rayer le nom d'Auer de la liste des candidats à la direction, à cause de ses tendances revisionnistes, l'indignation contre ce sacrilège éventuel fut énorme et suffit à faire échouer le projet.

C'est ainsi que les chefs suprêmes d'un parti éminemment démocratique, nommés au suffrage indirect, prolongent jusqu'au terme de leur existence les pouvoirs dont ils ont été investis une fois. Leur reconfirmation, exigée par les statuts, devient une simple formalité, une chose qui va de soi. La mis-

sion temporaire se transforme en une charge, et la charge en un poste fixe. Les chefs démocratiques deviennent inamovibles et inviolables comme jamais dans l'histoire ne le furent les chefs d'un corps aristocratique. La durée de leurs fonctions dépasse de beaucoup la durée moyenne des fonctions des ministres dans les Etats monarchiques.

On a calculé que dans l'empire d'Allemagne les ministres restent en fonctions pendant une durée moyenne de quatre ans et quatre mois. Dans la direction, autant dire dans le ministère, du parti socialiste, nous voyons les mêmes personnes occuper les mêmes fonctions pendant quarante annés consécutives. « On parle beaucoup du caractère capricieux et mobile de la faveur des masses. Mais c'est un fait qu'un chef qui s'acquitte consciencieusement de ses devoirs est plus sûr de sa situation dans le mouvement ouvrier qu'un ministre n'est sûr de la sienne dans la monarchie prussienne fondée sur la grâce de Dieu. » (Bernstein.)

On observe le même phénomène, bien qu'à un degré moins prononcé, dans les organisations ouvrières de pays autres que l'Allemagne.

Nous pouvons citer, à cet égard, le règlement élaboré par la Confédération générale du Travail italienne (3 février 1910) en vue de la proclamation de grèves générales.

Le règlement commence par prescrire, en parfaite conformité avec les principes démocratiques, que le début d'une grève générale doit toujours être précédé d'un referendum parmi les sections particulières. Au questionnaire de ce referendum devra être joint le procès-verbal de la séance au cours de laquelle la Confédération s'est prononcée sur la question. Mais le règlement ajoute aussitôt qu'en cas de désaccord entre le Conseil de direction de la Confédération et le résultat du referendum, le premier ayant, par

exemple, repoussé la grève générale, le dernier lui étant, au contraire, favorable, le referendum ne doit pas impliquer un vote de blâme à l'égard des dirigeants.

Nous voyons, par cet exemple, que dans les affaires de l'organisation ouvrière italienne la responsabilité ministérielle est moindre que dans l'Etat italien, où le ministère se croit obligé de donner sa démission, lorsque la majorité de la Chambre vote contre un projet qu'il a proposé.

Pour ce qui est de l'Angleterre, les époux Webb nous apprennent que la stabilité des fonctionnaires dans les organisations ouvrières y est également supérieure à celle des fonctionnaires employés dans les services civils anglais. Dans l'*Amalgamated Association of Operative Cotton-Spinners*, il existe même une disposition statutaire d'après laquelle les *officials* doivent rester en service indéfiniment, si les membres de l'organisation n'ont rien à leur reprocher.

Pour bien comprendre ce phénomène, on doit sans doute invoquer la grande force de la tradition qui s'est transfusée dans le sang des masses révolutionnaires, les assimilant, sous ce rapport, aux masses conservatrices.

Ce qui y contribue encore, c'est le noble sentiment humain de la gratitude, dont nous avons déjà parlé : la non-réélection d'un camarade qui a pour ainsi dire assisté à la naissance du parti, qui a souffert mille adversités et rendu mille services, serait considérée comme une cruauté et une mauvaise action. Ce n'est pas tant le camarade méritant que le camarade éprouvé et expérimenté que la collectivité apprécie avant tout et à la collaboration duquel elle ne veut ni ne peut renoncer. Certains individus, du fait même qu'ils sont investis de fonctions déterminées, deviennent, pour ce parti, irremplaçables ou, plus exactement, difficilement remplaçables.

Tout organisme bureaucratique repose, par sa nature, sur une division du travail. Mais partout où règne la division du travail, il existe des fonctions de détail, des spécialisations. Cela est tout particulièrement vrai d'un Etat comme l'Allemagne, où règne l'esprit prussien, où, pour diriger avec sûreté le navire du parti à travers les écueils des vexations policières, administratives et judiciaires, il faut que les pilotes possèdent une expérience empirique très grande et où, par conséquent, on ne peut assurer au développement du parti une certaine continuité qu'en maintenant jalousement les mêmes chefs dans les mêmes fonctions.

Les rapports intervenant entres diverses organisations exigent, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, une certaine continuité, tant dans la tactique que dans la composition du personnel dirigeant, continuité sans laquelle l'autorité politique de l'organisation serait diminuée. Cela est vrai non seulement des Etats, mais aussi des partis politiques.

Dans la politique internationale européenne, l'Angleterre a toujours passé pour une mauvaise alliée, parce que son histoire montre que jamais un pays n'a pu se fier aux accords conclus avec elle. Et la raison doit en être cherchée dans ce fait que la politique extérieure du Royaume-Uni dépend, dans une large mesure, des partis qui se trouvent au pouvoir et que ces partis se succèdent fréquemment.

De même un parti qui change trop souvent ses chefs court le risque de ne pas pouvoir, au moment opportun, contracter des alliances utiles. Les deux plus graves défauts de la démocratie, son manque de stabilité, le *perpetuum mobile democraticum*, et sa difficulté de mobilisation découlent du droit reconnu aux masses souveraines de s'immiscer dans la gestion de leurs affaires.

Dans les partis démocratiques modernes existe

encore l'usage, plus ou moins répandu selon le degré de développement du parti, d'envoyer aux congrès des personnes munies de mandats impératifs et chargées d'empêcher les délégués de voter, sur une question décisive, dans un sens contraire à l'opinion de la majorité des mandants.

Cette précaution, bien qu'elle développe chez les individus la tendance à la démagogie, peut être efficace dans certains cas, alors qu'il s'agit de questions simples et claires. Mais en excluant la liberté de décision, elle a pour effet que le délégué, réduit au rôle de mannequin, ne peut plus subir, au cours du congrès, l'influence de nouveaux arguments ni de nouvelles circonstances de fait qui émergent des débats.

Il en résulte que non seulement toute discussion est rendue superflue d'avance, mais aussi que le vote même se trouve souvent faussé, puisqu'il ne répond pas à l'opinion réelle des délégués.

Depuis quelque temps, le mandat impératif reçoit une application de plus en plus rare : on a constaté, en effet, qu'il nuit à la cohésion, qui constitue pour un parti une nécessité impérieuse, et qu'il provoque des perturbations et une incertitude dans sa direction.

A mesure que les chefs se détachent de la masse, ils se montrent de plus en plus disposés à combler les vides qui se produisent dans leurs rangs, non par la voie de l'élection populaire, mais par cooptation, à augmenter leurs effectifs en créant, de leur propre initiative, toutes les fois que la chose est possible, des postes nouveaux. Les chefs tendent, pour ainsi dire, à s'isoler, à former une sorte de *cartell*, à s'entourer d'un mur que ne peuvent franchir que ceux qui leur agréent.

C'est ce qui se produit de nos jours dans toutes les organisations ouvrières solidement constituées.

Dans un rapport présenté au VII[e] Congrès des orga-

nisations ouvrières italiennes (Modène 1908), se trouve formulée cette affirmation que les chefs devraient connaître les hommes capables, les choisir eux-mêmes et remplir d'une façon générale les fonctions de gouvernement.

En Angleterre, ces desiderata ont déjà reçu une application pratique, en ce sens que les nouveaux employés dont l'organisation a besoin sont choisis directement par les vieux fonctionnaires.

Il en est de même en Allemagne, où un cinquième environ des employés syndicaux sont choisis par le pouvoir central. Et comme les congrès syndicalistes se composent, eux aussi, presque exclusivement d'employés, l'unique moyen dont les organisations disposent encore pour faire valoir leur opinion individuelle consiste dans la collaboration aux périodiques socialistes et syndicalistes.

Dans le mouvement ouvrier français, qui se vante pourtant d'être le plus révolutionnaire de tous, le secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail possède le droit de proposition, lorsqu'il s'agit de choisir de nouveaux représentants au conseil de direction de la *Confédération*. Et il exerce ce droit, en faisant parvenir aux Bourses du Travail qui ne sont pas représentées la liste des camarades qu'il considère comme aptes à remplir ces fonctions et dont il recommande l'élection.

Dans le parti socialiste allemand, ce qu'on appelle les « Landesvorstände », ou directions provinciales, et la direction centrale prétendent exercer le droit de *veto* sur la présentation des candidats dans les collèges électoraux : privilège essentiellement oligarchique, qui fait de ces directions un véritable gouvernement et porte une grave atteinte à un des droits fondamentaux de toute démocratie : au droit de disposer d'elle-même.

En Hollande, les candidatures socialistes au Parle-

ment doivent, en effet, être approuvées par la direction du parti, laquelle est, à son tour, aussi inamovible que la direction du parti allemand. Il est rare qu'un membre, dont les fonctions arrivent à expiration et qui désire rester en service, soit remplacé par un membre nouvellement élu. C'est également en Hollande que nous voyons un petit nombre de personnes cumuler toutes les charges du parti.

Dans la présentation des candidats politiques se manifeste encore un autre phénomène oligarchique grave : le népotisme. Le choix des candidats dépend presque toujours d'une petite coterie, formée des chefs et sous-chefs locaux, imposant au gros des camarades des candidats qui leur agréent. Dans beaucoup de cas, le collège électoral est considéré tout simplement comme une propriété de famille.

En Italie, où les principes démocratiques sont pourtant très respectés, il n'est pas rare de voir un collège électoral passer, sans contestation, à défaut du père ou du frère aîné morts ou empêchés de se présenter, au fils, au frère cadet, etc. Bref, il ne sort pas des mains de la famille.

Ceux qui aiment les paradoxes pourraient être tentés de saluer dans ce processus le premier symptôme qui marque le passage de la démocratie, du système du bonapartisme plébiscitaire à celui de la monarchie héréditaire.

CHAPITRE II

La puissance financière des chefs et du parti.

Les désertions et les trahisons des chefs sont rares dans le parti socialiste allemand. Elles sont, au contraire, très fréquentes dans le parti socialiste français, surtout dans sa fraction parlementaire. Les élections du 20 août 1893 ont porté au Palais-Bourbon six députés socialistes : Paulin Méry, Alphonse Humbert, A.-Abel Hovelacque, Alexandre Millerand, Pierre Richard et Ernest Roche. De ces six députés socialistes, seul, le linguiste et anthropologue bien connu, Abel Hovelacque, est resté jusqu'à sa mort fidèle au socialisme ; quant aux autres, ils figurent aujourd'hui, vingt ans après, parmi les adversaires déclarés du parti socialiste.

Le parti socialiste allemand partage avec le parti socialiste belge et le parti italien la chance d'avoir des chefs constants et fidèles. Tandis qu'en Allemagne, par exemple, le groupe des chefs socialistes a reçu de tout temps des autres partis de gauche un fort et précieux contingent de transfuges politiques, il n'a pour sa part, jamais vu une personnalité de quelque importance le trahir pour passer dans le camp bourgeois.

On ne peut, certes, pas considérer comme une

trahison, au vrai sens du mot, le simple passage du parti socialiste proprement dit à une autre forme de socialisme militant ; tel fut notamment le cas de socialistes aussi fervents et convaincus que Johann Most, le célèbre ex-relieur d'Augsbourg, et du chimiste Wilhelm Hasselmann, qui, après 1890, rompirent ouvertement avec le parti pour se rallier au socialisme antiparlementaire d'abord, à l'anarchisme ensuite.

Mais, même en comptant au nombre des déserteurs les néophytes de l'anarchie, on est obligé de convenir que, parmi les apostats du parti socialiste allemand, dont les noms resteront dans l'histoire, ne figure pas une seule personnalité qui ait occupé un poste important dans la direction suprême des forces socialistes.

Contrairement à ce qui se passe en France et en Angleterre, où des trahisons, comme celles d'un Briand ou d'un John Burns ont porté dans les rangs des militants la plus profonde démoralisation, le prolétariat allemand n'a pas encore eu la douleur de voir ses représentants venir s'asseoir sur les bancs du gouvernement, à côté de ses ennemis les plus acharnés. Et c'est là la principale, sinon l'unique raison de la confiance illimitée, souvent aveugle, que les membres du parti socialiste allemand témoignent, ainsi que peut le constater tout observateur impartial, à leurs chefs « fidèles » et « dévoués ».

On peut en dire autant des partis socialistes de plusieurs autres pays, tels que la Belgique, l'Italie, etc., où les chefs socialistes n'ont pas encore été contaminés par le virus gouvernemental.

Mais en Allemagne, en particulier, l'autorité que cette circonstance confère aux dirigeants du parti se trouve renforcée par l'esprit d'organisation, par le profond besoin d'être guidé qui caractérise le prolétariat allemand et par ce fait aussi que le parti est, en général, pauvre en intellectuels et en individus pos-

sédant une indépendance économique. Toutes ces circonstances mettent les chefs à l'abri de l'influence dissolvante des dissensions tactiques et leur épargnent des conflits violents avec la masse du parti, dans le genre de ceux qui se sont produits en Italie et en Hollande où la stabilité des chefs n'est pourtant pas moindre.

On peut dire des chefs socialistes allemands qu'ils ne perdent jamais contact avec les masses.

A quelques rares exceptions près, la communion d'idées entre chefs et soldats n'est pas encore entamée; et la direction du parti, de même que, à un degré peut-être moindre, sa fraction parlementaire, incarnent encore d'une façon satisfaisante l'opinion moyenne de la masse des camarades. La confiance que les travailleurs allemands organisés accordent à ceux qui les représentent dans le jeu complexe de la politique est fondée sur la sécurité que les chefs offrent, aussi bien au point de vue moral qu'au point de vue politique.

On a cherché à expliquer cette sécurité de plusieurs manières, en prétendant, entre autres, que toute la vertu des chefs ouvriers allemands tient à ce qu'ils n'ont jamais été exposés à des tentations sérieuses; leur vertu ne serait donc restée intacte que parce qu'elle ressemble à celle d'une jeune fille qui n'aurait jamais été courtisée. Cet essai d'explication repose sur un certain fond de vérité, dans la mesure où il s'agit de cette vertu politique spéciale qui consiste à défendre fidèlement la bannière de son parti.

Dans un Etat où il n'existe pas de gouvernement parlementaire ni, par conséquent, de voie directe qui conduise les représentants du peuple aux chancelleries ministérielles (les ministres étant choisis par le souverain parmi les hauts fonctionnaires de l'administration et sans tenir compte de la majorité parlementaire), la possibilité d'une corruption intel-

lectuelle, c'est-à-dire d'une volte-face plus ou moins complète de la part des chefs socialistes, se trouve exclue *ipso facto* ; de même que se trouve exclue une adhésion des représentants du socialisme révolutionnaire au réformisme social bourgeois.

Mais, d'un autre côté, Arturo Labriola, qui a suivi le mouvement allemand avec beaucoup d'intérêt et une vive sympathie, est tout à fait dans le vrai, lorsqu'il prédit ironiquement que le jour où le gouvernement allemand voudra s'offrir le luxe d'un simple ministère libéralisant (les socialistes étant, en effet, faciles à contenter), l' « infection réformiste » prendra en Allemagne une vaste extension. Et les germes de cette infection, ajoute-t-il, existent d'ores et déjà en grande abondance.

Mais tout en admettant que la structure féodale de l'Empire allemand, qui se reflète encore dans le droit public et dans la mentalité collective, oppose des limites pour ainsi dire autochtones aux ambitions éventuelles des chefs ouvriers, on doit reconnaître que le seul manque de tentations ne suffit pas à expliquer le fait qui nous occupe. Cette explication apparaît d'autant plus insuffisante que les tentations, au sens vulgaire et matériel du mot, n'ont pas plus manqué en Allemagne qu'ailleurs.

Aucun gouvernement, si autoritaire soit-il, n'a jamais négligé l'occasion d'atténuer la vertu trop austère des chefs suspects d'un mouvement défavorable, en leur faisant distribuer une partie de ces fonds secrets que les représentants du peuple ont eux-mêmes approuvés par leurs votes. Et, malgré cela, on peut affirmer que les chefs du mouvement ouvrier allemand, sans posséder peut-être cette morale évangélique dont nous trouvons de si nombreux exemples pendant la première période du mouvement ouvrier italien, ont toujours su résister victorieusement à l'attrait de l'argent.

Il arrive parfois que des hommes de confiance du parti, voire de simples membres, n'occupant aucune fonction, acceptent l'argent avec lequel la police cherche à les corrompre. Mais ils le font avec l'intention maligne de le transmettre aussitôt au *Vorwærts* ou à d'autres journaux socialistes; et ceux-ci publient ensuite un avis invitant le propriétaire de cet argent à venir le retirer personnellement dans un délai déterminé, passé lequel la somme sera versée au trésor de guerre du parti.

La constante fidélité des chefs socialistes allemands à la cause qu'ils représentent repose sur des raisons puissantes. dont quelques-unes ont un caractère idéal. L'amour caractéristique de l'Allemand pour la vocation qu'il a choisie, le dévouement au devoir, les années de proscription et de persécutions vécues ensemble, l'isolement à l'égard du monde bourgeois dans lequel vivent encore de nos jours la classe ouvrière et ses représentants, la conviction inébranlable que seul un parti ayant une structure compacte et solide sera capable de traduire en actes les hautes idéalités du socialisme, l'aversion enfin qui en résulte pour toute lutte socialiste conduite par des francs-tireurs, en dehors de l'ambiance du parti proprement dit : telles sont quelques-unes des nombreuses causes qui ont concouru à faire naître chez les membres du parti socialiste allemand l'amour pour l'organisation comme telle, amour capable de résister aux plus violentes tempêtes.

Cet attachement au parti, qui se manifeste souvent par des gestes beaux et émouvants, représente certainement une des assises les plus solides sur lesquelles repose l'édifice du socialisme allemand. Il nous aide à comprendre la conduite tenue par des chefs socialistes au cours et à la suite de nombreuses crises qui, d'après les profanes, ne pouvaient avoir d'autre solution logique que l'abandon bruyant de l'organisa-

tion par une ou plusieurs personnalités dirigeantes.

L'amour pour le parti avec lequel la grande majorité des camarades se sentent identifiés, n'a pas peu contribué à ce que des hommes de la valeur d'Edouard Bernstein, de Kurt Eisner et autres n'ont pas hésité un seul instant à y rester, alors que d'âpres conflits les ont presque refoulés jusqu'au seuil du parti. Mais il est juste d'ajouter qu'au cours de ces conflits ils ont su conserver intacte cette dignité sans laquelle un honnête homme ne peut rester parmi ses compagnons de lutte.

Ces raisons idéales sont renforcées par des raisons, non moins importantes, d'ordre matériel. L'habitude de rémunérer, d'une façon suffisante tout au moins, les services rendus au parti par ses employés crée un lien que nombre de compagnons se gardent de rompre, et cela pour mille raisons. Le principe de la rémunération pécuniaire des services rendus au parti, en vigueur dans la démocratie socialiste allemande, immunise ses employés contre des tentations plus grossières.

Tandis qu'en France, en Angleterre, en Hollande, en Italie et dans d'autres pays, la propagande socialiste, écrite et orale, est faite surtout de contributions volontaires, le parti socialiste allemand n'admet pas le principe d'une propagande gratuite. Dans les pays autres que l'Allemagne, l'action socialiste a pour mobiles l'empressement individuel, l'esprit de sacrifice individuel, l'initiative et l'enthousiasme individuels; en Allemagne, elle s'appuie sur la fidélité, sur la discipline et sur le sentiment du devoir encouragés par la rétribution pécuniaire.

Dans l'histoire des partis socialistes non allemands nous trouvons, par exemple, des périodiques très importants, tel que l'*Avanguardia Socialista*, de Milan, et *Nieuwe Tijd*, d'Amsterdam, fondés par l'initiative individuelle et maintenus par l'idéalisme poli-

tique de quelques personnalités. Celles-ci poursuivent leur œuvre, malgré les dépenses considérables qui dépassent souvent le produit de la vente, et n'ayant pour tout appoint qu'une collaboration gratuite, ou à peu près.

En Allemagne, au contraire, les périodiques tels que *Vorwærts*, de Berlin, *Leipziger Volkszeitung*, *Neue Zeit*, ont été fondés et sont soutenus par l'ensemble du parti, avec tout un état-major de rédacteurs et de collaborateurs rétribués.

On se tromperait toutefois en croyant que la rétribution des propagandistes et des fonctionnaires socialistes est assez élevée pour leur permettre de mener, avec les sous péniblement gagnés des ouvriers, cette existence d'oisifs que la presse bien pensante et les gens fréquentant les salons de la bonne société se plaisent à leur attribuer, avec une ignorance qui touche à l'impudence.

La vie d'un rédacteur socialiste n'est rien moins que dispendieuse et déréglée. Sa journée est loin d'être agréable et oisive, et la récompense que le parti lui accorde pour un travail fait d'abnégation et de sacrifice, épuisant pour son système nerveux, est des plus modestes, si l'on songe à la gravité et à la difficulté de la tâche.

C'est ce que nous accorderont tous ceux qui connaissent, même de loin, les conditions de travail et de rémunération de la presse socialiste et le genre de vie que mènent les employés du parti. Des hommes possédant la culture d'un Karl Kautsky, d'un Max Quarck et cent autres pourraient disposer, s'ils n'avaient mis leurs facultés au service de la cause ouvrière, de moyens, de puissance matériels bien supérieurs à ceux que leur procure leur qualité d'humbles serviteurs du parti socialiste.

Ce système, qui consiste à rémunérer tout service rendu au parti, depuis la plus petite notice de journal

jusqu'au plus long discours prononcé en public, permet au parti de ne pas trop compter sur l'héroïsme et le dévouement des camarades et lui confère, en même temps qu'une cohésion extrêmement forte, une autorité sur le personnel qui, tout en diminuant l'initiative de celui-ci, n'en constitue pas moins une des conditions les plus importantes et les plus indispensables de l'organisation.

On a dit que :

> Staatserhaltend sind nur jene,
> Die vom Staate viel erhalten[1].

Ces vers expriment, avec une certaine exagération, une vérité incontestable. Et rien n'y serait changé, si nous remplaçions le mot « Etat » par le mot « parti ». Le principe de rémunérer tous les services rendus est un facteur qui contribue dans une mesure appréciable à renforcer la bureaucratie du parti et favorise puissamment le centralisme. La dépendance financière vis-à-vis du parti, c'est-à-dire vis-à-vis des chefs qui y représentent la minorité, enserre l'organisation comme d'un cercle de fer. Les conservateurs les plus tenaces d'un parti sont en effet ceux qui en dépendent le plus.

Quand la dépendance a atteint un certain degré, elle exerce également une action décisive sur la psychologie. On a observé que dans les pays où l'indemnité parlementaire n'existe pas, mais où les organisations appointent elles-mêmes leurs députés, ceux-ci ont un sentiment très vif de leur dépendance vis-à-vis de leurs mandants. Dans les pays, au contraire, où existe une indemnité parlementaire plus ou moins élevée, les députés, alors même qu'ils doivent

1. Jeu de mots intraduisible. La traduction littérale serait : « Sont seuls conservateurs (de l'Etat) ceux qui reçoivent beaucoup de l'Etat. » Le mot allemand *erhalten* a deux sens : celui de *conserver* et celui de *recevoir*.

leur élection uniquement au parti socialiste, se sentent avant tout parlementaires.

On sait que les succès numériques des syndicats doivent être attribués pour une bonne part au principe de la mutualité, c'est-à-dire aux avantages économiques que les syndicats offrent à leurs adhérents. Or, ces succès ont suggéré à la démocratie socialiste allemande l'idée d'assurer, à son tour, à la totalité de ses membres les avantages dont la bureaucratie du parti était seule à bénéficier jusqu'ici.

Otto Gerisch, trésorier du parti et membre du comité de direction, a fait allusion à cette éventualité dans le discours qu'il a prononcé sur le problème de l'organisation au Congrès de Dresde, en 1904. Après avoir cité des faits qui prouvent la supériorité de l'organisation des syndicats sur celle du parti, il déclara qu'à son avis la raison profonde de cette supériorité doit être cherchée dans le « cumul des bénéfices » que les organisations économiques procurent à leurs membres. Et il ajouta que les ouvriers ne sont devenus fidèles à leurs syndicats, lesquels ont subi de ce fait un rapide accroissement, qu'à partir du jour où les institutions d'assistance mutuelle y ont pris un grand développement.

Et se maintenant dans le même ordre d'idées, il continua : « Il est, par exemple, tout à fait caractéristique que les camarades de Könisberg, lesquels étant donnée la position avancée qu'ils occupent dans le mouvement socialiste allemand, possèdent certainement, en ce qui concerne l'organisation et la propagande, une riche moisson d'expériences, — il est caractéristique, dis-je, qu'ils accordent aux membres du parti des subsides pour frais funéraires. Ils savent très bien pourquoi ils ont introduit cet usage. Ils ont compris que nous étions dans une situation d'infériorité par rapport aux organisations professionnelles, précisément parce que nous n'assurions à nos membres

aucun avantage direct. Mais cela ne pourra pas durer toujours. »

Il est évident qu'une évolution de ce genre ne tarderait pas à amener à la démocratie socialiste des centaines de milliers de nouveaux membres, ce qui augmenterait considérablement sa force extérieure. Son appareil bureaucratique en subirait également un rapide essor. Quant à savoir si cette évolution aurait également pour effet un accroissement de la force intérieure du parti en présence de l'Etat, ainsi que de son élan, de son unité intérieure et de sa cohérence tactique, c'est là une autre question que nous ne pouvons traiter ici. Qu'il nous suffise d'indiquer les effets qui, au point de vue du maintien et du renforcement de l'organisation, dérivent pour le parti de l'usage de rétribuer le travail et les services rendus.

Dans les régimes aristocratiques, qui ont toujours un caractère ploutocratique prononcé, le fonctionnaire, même élu, n'est le plus souvent pas rétribué. Ses fonctions sont purement honorifiques, alors même qu'elles absorbent toute sa capacité de travail. Dès l'instant où il appartient à la classe dominante, on suppose qu'il est riche et qu'il doit tenir à honneur de se dépenser pour le bien public et d'occuper, même à ses frais, une situation éminente dans l'Etat.

On retrouve souvent une conception analogue jusque dans les démocraties modernes. Le lord-maire de Londres et ses collègues des autres grandes villes d'Angleterre, de même que les syndics italiens, ne sont pas rétribués. Et comme les frais de représentation inscrits dans les budgets sont généralement insuffisants, il faut, pour remplir ces charges, posséder une fortune considérable, ce qui ne peut être que le cas de parvenus enrichis ou d'aristocrates riches de naissance.

En Italie, le gouvernement s'oppose à l'indemnité parlementaire, en donnant cette raison qu'il ne serait

pas convenable que les élus de la nation reçussent, en échange de leur activité, un vil salaire en monnaie sonnante; il en résulte que, vu la pauvreté du parti socialiste italien, les ouvriers se trouvent exclus *a priori* du Parlement. Sur les trente-six députés socialistes de la Chambre italienne (1909), on ne trouve en effet que deux anciens ouvriers (chefs d'organisations syndicales). Ajoutons qu'en France, où les députés touchent pourtant une indemnité assez élevée, on a pu constater, d'après M. Fournière, que les collèges les plus pauvres sont représentés par des députés riches.

Dans les organisations ouvrières qui disposent de ressources financières insuffisantes, les charges sociales sont souvent conférées à titre purement honorifique. Il n'est pas rare de voir alors naître au sein du parti une forme spéciale de puissance financière, puissance que des camarades plus fortunés retirent des services pécuniaires qu'ils rendent au parti. Nous trouvons un cas typique de ce genre en France, où le journal *l'Humanité* a été soutenu pendant un certain temps par un consortium de capitalistes juifs.

Même en confiant des mandats pour les congrès du parti, on donne souvent la préférence aux candidats qui se déclarent prêts à subvenir eux-mêmes aux frais du voyage et dont les camarades savent qu'ils sont à même de le faire. Et c'est ainsi que les congrès, qui constituent pourtant le « tribunal suprême » du parti, se trouvent souvent composés, de même que les groupes parlementaires socialistes dans certains pays, d'individus riches pour la plupart.

En Allemagne, toutefois, un pareil fait est rendu plus difficile, d'un côté, par la composition même du parti socialiste, qui comprend très peu de personnes riches et, d'un autre côté, par la grande richesse collective dont disposent ses caisses.

La supériorité financière du camarade riche sur

le camarade pauvre est souvent remplacée ici par la supériorité de la section riche sur la section pauvre. Il est naturellement très difficile aux organisations à court d'argent d'envoyer leur propre délégué au congrès du parti, surtout lorsque ce congrès se tient dans une localité très éloignée. Il en résulte souvent que, lorsqu'elles ne peuvent pas confier un mandat à un camarade riche ayant le temps, les moyens et le désir de faire face, avec ses propres deniers, aux frais, souvent considérables, du voyage, elles sont obligées de renoncer à être représentées au congrès.

Mais nous devons ajouter que l'opinion publique s'est souvent élevée avec la plus grande énergie contre cet usage qui consiste à conférer des mandats; sans subvenir aux frais de voyage du délégué; et elle stigmatise les mandats de ce genre, en les qualifiant de « mandats de complaisance ». Le fait de conférer et d'accepter ces mandats est considéré par la majorité des camarades comme une trahison envers le parti et comme une tentative de corruption. Au Congrès de Brême, en 1904, ce fait a même été dénoncé comme un véritable crime (cas Fehndrich). Ces accusations sont quelquefois injustes, car il faut souvent plus de dévouement et d'esprit de sacrifice pour se rendre à un congrès à ses propres frais, que pour aller passer une semaine de vacances aux frais des camarades de la section locale.

Il n'en reste pas moins acquis que, en ce qui concerne la réprésentation aux congrès du parti, les petites sections se trouvent, par rapport aux grandes, dans un état de grave infériorité.

Plusieurs propositions ont été faites dans le but de remédier à cet état de choses.

C'est ainsi que pour réaliser le postulat démocratique de l'égalité de tous les collèges, quant au droit de se faire représenter aux congrès, la section de Marbourg avait émis le vœu, en 1903 et en 1904, que

les frais de toutes les délégations fussent couverts par la caisse centrale du parti.

Cette initiative n'eut pas de suite. Il a donc fallu chercher un autre remède au mal, et celui qu'on a trouvé, bien qu'insuffisant, consiste à réunir plusieurs organisations locales en fédérations provinciales. C'est ainsi que les statuts de la fédération provinciale de Hessen-Nassau renferment la disposition suivante : « Celles des sections locales faisant partie de la fédération, qui sont trop pauvres pour subvenir aux frais d'une délégation, participeraient tous les ans à un tirage au sort, lequel désignerait celles d'entre elles qui auraient le droit d'envoyer au congrès un délégué aux frais de la fédération. » Et notons, en passant, que cinq « collèges », sur les dix dont se compose la fédération, sont dans ce cas.

Un parti qui dispose d'une caisse bien garnie peut, non seulement renoncer à l'appui matériel de ses membres les plus fortunés et éliminer ainsi leur prépondérance dans les affaires intérieures, mais aussi se donner un corps de fonctionnaires fidèles et dévoués, parce que tirant du parti leurs seuls moyens d'existence.

Avant que l'Etat eût concédé l'indemnité parlementaire (1906), le parti socialiste allemand indemnisait lui-même ses députés au Parlement. Cette mesure permettait à ses chefs, généralement peu fortunés, de prendre part aux travaux parlementaires, tout en les empêchant de s'émanciper du parti ou de se détacher, sous le nom de « socialistes indépendants » ou « autonomes », de la majorité du groupe socialiste parlementaire, ainsi que cela s'est produit en France.

Le parti socialiste français lui-même a été obligé de reconnaître le péril qu'implique l'existence de chefs qui ne sont pas rattachés au parti par des liens de dépendance économique.

On sait, en effet, que les députés français tou-

chent une indemnité parlementaire assez élevée (15.000 francs). Aussi le parti socialiste français a-t-il eu l'idée de diminuer la suprématie financière de ses représentants au Palais-Bourbon et de profiter en même temps d'une facile occasion de s'enrichir lui-même ; il a donc décidé que tout député, qui veut avoir l'appui moral du parti, doit verser tous les ans à la caisse centrale de celui-ci la somme de 3.000 francs, prélevée sur le traitement. Beaucoup de députés, pour se soustraire à cette obligation, ont tout simplement donné leur démission du parti. Et parmi les causes qui ont provoqué, en 1905, la formation d'un nouveau groupe socialiste parlementaire, soi-disant indépendant, le désir d'échapper au lourd impôt et de conserver intacte la belle somme ronde allouée par l'Etat, a certainement joué le principal rôle.

Quant aux députés qui, pour conserver leur siège, ont accepté cet impôt en principe, la plupart d'entre eux ont toujours montré peu d'empressement à s'en acquitter. Aussi les congrès du parti socialiste français ont-ils traîné derrière eux, pendant de longues années, le lourd fardeau de la discussion interminable sur les moyens de contraindre les parlementaires récalcitrants à verser leur cotisation à la caisse centrale.

Mais (et c'est là une amère ironie de l'histoire), on n'a pas tardé à s'apercevoir que le fait de dépouiller les députés d'une partie de leur traitement au profit du parti ne constituait pas le moyen le plus efficace d'empêcher la formation d'une oligarchie ploutocratique. Il ressort, en effet, du rapport de la direction du parti socialiste français au Congrès de Nîmes (1910), que sur les 128.000 francs de revenu dont dispose le parti, 67.250 francs, c'est-à-dire plus de la moitié, sont constitués par les versements des parlementaires socialistes. Un pareil état de choses est fait

pour favoriser la prédominance des députés qui deviennent ainsi les colonnes financières du parti-administration et, par conséquent, des personnages importants que les masses affiliées doivent traiter avec tous les égards possibles.

Il est certain que les ouvriers, lorsqu'ils deviennent employeurs, ne sont pas des patrons commodes et complaisants. Portés à la méfiance, ils sont très exigeants envers ceux qu'ils emploient. A l'égard de tout dirigeant rétribué, chaque membre de l'organisation se considère comme un capitaliste et se comporte en conséquence. En outre, les ouvriers manquent souvent d'un critère pour apprécier le travail intellectuel.

A Rome, de nombreuses coopératives de production ont pour principe de payer à leurs directeurs commerciaux et techniques des traitements qui ne soient pas supérieurs à ceux de leurs ouvriers.

Il en fut de même pendant longtemps en Allemagne.

A l'assemblée des mineurs chrétiens, tenue à Gelsenkirchen en 1898, le vœu a été émis que le chef des mineurs, Brust, continue le rude métier de mineur, sous peine de perdre l'estime de ses camarades. Au Congrès de la démocratie socialiste, tenu à Berlin en 1892, on a discuté pendant des heures une proposition d'après laquelle le traitement annuel maximum de tout employé du parti ne devait pas dépasser la somme de 2.500 marks. Et au Congrès de Francfort (1894), la proposition d'élever à 300 marks le traitement mensuel des deux secrétaires du parti a dû être retirée, le résultat du vote étant resté incertain, malgré le grand nombre de votants.

Dans le parti socialiste allemand avait longtemps prévalu la mauvaise habitude de considérer, aussi bien les traitements alloués aux employés que les indemnités payées aux propagandistes pour leurs frais

de déplacement, comme une sorte de pourboire ou, si l'on préfère, comme une gratification. Dans les journaux, le rédacteur était souvent moins bien rétribué que le gérant, voire que le comptable.

Les choses ont changé depuis, mais il existe toujours un courant ouvrier qui tend à fixer le traitement du fonctionnaire du parti, de façon à ce qu'il ne dépasse pas le salaire touché dans les usines.

Il y a quelques années, un syndicat ouvrier a même voté une motion d'après laquelle l'employé devait être rétribué à l'heure et au tarif en vigueur dans la branche d'industrie à laquelle il appartenait comme syndiqué.

Beaucoup de camarades adoptent encore, pour la fixation du traitement de leurs employés, ce principe que le montant de la rémunération doit être inférieur à celui que leurs collègues respectifs reçoivent chez des employeurs bourgeois.

On doit dire toutefois que, d'une façon générale, la classe ouvrière allemande est aujourd'hui habituée à bien payer ses employés. Cela s'explique en partie par la richesse accrue des syndicats et du parti socialiste. Mais il y a à cela une autre cause encore : les employés eux-mêmes ont réussi à soustraire la question des traitements à la publicité des congrès, en la faisant discuter à huis clos dans les commissions de la presse.

En France, au contraire, la tendance des ouvriers à maintenir leurs employés à la portion congrue a reconquis du terrain, depuis le vote de l'indemnité parlementaire de 15.000 francs.

L'indignation contre les « quinze mille » a été telle, d'une façon générale, que les ouvriers ne voulaient plus accorder aux fonctionnaires de leurs organisations de traitement dépassant le dixième de l'indemnité parlementaire : ils leur allouaient, en conséquence, les modestes appointements de 1.500 francs

par an. En 1900-1901, les trois employés de la Confédération générale du Travail (secrétaire, trésorier et « permanent ») n'ont touché à eux tous que 3.173 francs. Les deux employés supérieurs de la Fédération du Livre touchent chacun 300 francs et le trésorier 100 francs de traitement mensuel. Les métallurgistes croyaient faire preuve d'une générosité extraordinaire en engageant trois employés au traitement mensuel de 234 francs chacun et (en 1905) sept « secrétaires régionaux » au traitement mensuel de 180 francs chacun.

En Italie, il n'a pas pu se former, jusqu'à nos jours, un nombreux état-major d'employés rétribués par le parti et par les organisations.

Cela s'explique avant tout par le manque de fonds. Pendant de nombreuses années, il a fallu improviser au jour le jour administrateurs, secrétaires et trésoriers de syndicats et de sections locales, en faisant appel à la bonne volonté et au dévouement des camarades. Avant 1905, la Fédération des Typographes était la seule qui eût un personnel spécial pour la tenue des livres et l'administration du patrimoine fédéral. Et même aujourd'hui la vie des organisations est encore rudimentaire et exposée aux plus grandes vicissitudes.

Certes, le nombre des employés fixes attachés aux fédérations et aux Bourses du Travail a été, au cours de ces dernières années, en augmentation continue, mais les rémunérations sont encore insignifiantes. L'indemnité a bien été élevée, d'après Rigola, de 100 à 200 lire, et « nulle organisation qui se respecte n'offre aujourd'hui moins ». Mais une pareille élévation n'est pas encore considérée comme un remède au mal. Il ne suffit pas, en effet, de l'appât de 200 lire, pour que l'ouvrier intelligent et instruit abandonne son métier et embrasse la carrière de chef de syndicat. Mais, malgré cela, et à en croire les

syndicalistes, certains dirigeants de syndicats manifestent déjà, même en Italie, cette tendance à l'obésité et à la paresse qu'on a parfois reprochée aux chefs des riches organisations similaires d'Angleterre.

L'insignifiance des traitements alloués à leurs employés, aussi bien par le parti socialiste que par les organisations syndicales, ne s'explique pas seulement par l'arrogance patronale et par l'arbitraire dont la classe ouvrière n'est pas exempte dans ses rapports avec ses subordonnés. Et, en ce qui concerne les organisations jeunes, elle ne s'explique pas davantage par la seule pénurie des moyens financiers.

En maintenant les traitements à un taux bas, on poursuivait encore un but pratique : on voulait notamment que les employés servissent la cause pour l'amour de la cause, et non pour les avantages matériels que pouvaient leur procurer leurs fonctions. On voyait dans cette mesure un moyen de cultiver et de tenir toujours en éveil chez les chefs une sorte d'idéalisme et de les empêcher de s'élever au-dessus du niveau moyen de leurs camarades prolétariens.

Pendant la première période du mouvement ouvrier, aussi bien économique que politique, qui fut sa période révolutionnaire, des tentatives de ce genre ont été faites dans tous les pays du monde. Il arrivait qu'on ne se contentait pas de lésiner sur les rémunérations accordées aux employés par le parti ou par le syndicat : on leur interdisait encore d'accepter l'argent que l'Etat leur accordait à titre d'indemnité parlementaire. Parmi les raisons qui, en 1885, ont décidé les socialistes de Berlin à s'abstenir de participer aux élections du Landtag prussien, figurait au premier rang la préoccupation de l'indemnité journalière de 15 marks que devaient toucher les élus : on voyait dans cette indemnité un péril d'embourgeoisement.

Mais on a fini par s'apercevoir que la rétribution mesquine des chefs constituait une soupape de sûreté aussi injuste que peu efficace.

Injuste, parce que, d'après la morale socialiste elle-même, on doit au travail exécuté un salaire proportionné. Un travail qui n'est pas payé en raison de sa valeur sociale, s'appelle, dans la terminologie marxiste, exploitation.

Et la mesure est inefficace, parce que l'insuffisante rétribution peut devenir facilement une source de corruption et de démoralisation. Elle empêche, en outre, le renouvellement fréquent du personnel dirigeant et favorise ainsi indirectement la formation d'une oligarchie. La France, où la basse rétribution des chefs socialistes est encore la règle, on a pu constater qu'il manque une nouvelle génération de dirigeants prête à prendre la place de l'ancienne : aussi, les syndicats sont-ils toujours représentés aux congrès par les mêmes délégués.

Il est pourtant incontestable que la prospérité économique du parti, qui seule permet de bien rétribuer les chefs, contribue dans une grande mesure à entretenir les appétits dictatoriaux de ceux qui, placés à la tête de l'organisation, sont chargés d'administrer le patrimoine collectif et de dispenser les emplois.

En Allemagne, un pareil état de choses peut avoir des conséquences plus graves que dans tout autre pays. La concentration du pouvoir dans le parti qui prêche les doctrines marxistes est plus évidente que la concentration marxiste des capitaux dans la vie économique. Depuis quelques années, les dirigeants du parti socialiste allemand ont recours à de nombreuses mesures de répression comme, par exemple, la menace de ne donner ni un homme ni un sou pour la propagande électorale en faveur du candidat qui ne leur agrée pas, alors même que les camarades

accordent à ce candidat toute leur confiance. Inutile de dire qu'un pareil procédé s'accorde mal avec les principes de la « liberté » et de la « fraternité ». C'est ainsi que naissent des rapports étroits de dépendance, de supériorité et d'infériorité hiérarchiques, rapports engendrés par la force invisible du dieu Argent, et cela au sein d'un parti de travailleurs qui se vante de n'avoir « ni Dieu ni maître ».

CHAPITRE III

Les chefs et la presse.

La presse constitue un puissant facteur de conquête, de conservation et de consolidation du pouvoir des chefs sur les masses.

La façon dont les chefs utilisent la presse en vue de leur domination varie naturellement d'un pays à l'autre, selon les habitudes nationales. Là où l'organisation et la force du parti sont encore faibles, l'influence des chefs est directe et personnelle. Il en résulte, par exemple, que dans des pays comme la France, l'Angleterre et l'Italie, où le caractère populaire présente encore une empreinte fortement individualiste, le chef démocratique se considère comme l'auteur personnellement responsable de son article de fond, qu'il signe de ses nom et prénom. L'article qui paraît dans le *Socialiste*, de Paris, attire l'attention non par lui-même, mais parce qu'il porte, en grosses lettres, la signature de Jules Guesde. Le chef fait peser son influence sur les masses d'une façon directe, en manifestant son avis ouvertement, en lui donnant souvent la forme d'un décret, à la place la plus en vue du journal.

C'est là, d'ailleurs, au point de vue esthétique et moral, la meilleure forme de journalisme, puisque le lecteur a le droit de savoir d'où provient la mar-

chandise qu'on lui offre; sans parler qu'à tout acte public devrait s'appliquer ce principe fondamental de la morale que chacun est responsable devant tous de sa conduite.

Pour les chefs-aspirants, l'usage de signer les articles a encore l'avantage incontestable de faire connaître leurs noms aux masses et de les aider à s'élever peu à peu, en suivant la filière des emplois représentatifs, jusqu'aux plus grands honneurs.

Dans d'autres pays, en Allemagne, par exemple, la foi des masses en l'autorité est tellement robuste qu'elle n'a pas besoin d'être soutenue par le prestige de quelques individualités supérieures; aussi, les journalistes sont-ils dispensés de signer leurs articles qui paraissent presque toujours anonymes. Le rédacteur disparaît derrière la rédaction. Le journaliste n'a pas la possibilité de faire connaître son nom au loin, et, bien souvent, l'abonné qui lit la feuille ignore jusqu'à son existence. C'est ce qui explique le peu d'importance du rôle personnel que joue le publiciste allemand et le peu de considération sociale dont il semble jouir.

Mais, malgré son anonymat la presse constitue, pour les chefs, en Allemagne aussi bien qu'ailleurs, un puissant moyen de domination. Puisque le journaliste allemand s'identifie avec toute la rédaction, voire avec le parti tout entier, il en résulte que sa voix parvient au public renforcée par toute cette autorité collective. Les idées personnelles acquièrent, de la sorte, un relief et, par conséquent, une force de répercussion qu'elles n'auraient pas autrement.

Ce que le rédacteur individuel perd, du fait de l'anonymat, en influence directe sur les masses, est acquis par les journalistes chefs, en tant que groupe. Le *nous* prononcé au nom d'un parti gigantesque pèse infiniment plus que le nom le plus illustre. Le « parti », c'est-à-dire l'ensemble des chefs, en acquiert

une auréole spéciale, parce que la foule oublie que derrière l'article qui se présente sous un aspect collectif se cache 80 fois sur 100 le travail d'un seul. On peut constater qu'en Allemagne les polémiques et les articles (anonymes) de l'organe central, le *Vorwærts*, sont considérés, par les masses du parti, surtout dans les provinces prussiennes, comme une sorte d'Evangile périodique, comme une Bible découpée en tranches.

C'est surtout pour la publication d'attaques haineuses ou violentes que la presse anonyme offre une occasion commode et presque tentante, en garantissant à leur auteur l'impunité aussi bien morale que légale; elle devient souvent un abri derrière lequel se dissimulent les lâches et les poltrons pour lancer leurs flèches empoisonnées sur leurs adversaires personnels ou politiques.

La victime de l'agression se trouve alors, pour ainsi dire, dans un quadruple état d'infériorité.

La grande masse considère le blâme qui a été infligé comme ayant été émis au nom d'un principe ou d'une classe, comme émanant, en somme, d'une sphère supérieure et impersonnelle; ce blâme apparaît, de ce fait, comme d'autant plus grave et presque indélébile.

D'un autre côté, toute la rédaction se sent responsable de la publication qui, en tant qu'anonyme, a été faite avec le consentement unanime de la collectivité; elle se solidarise donc avec l'agresseur, ce qui rend presque impossible la réparation éventuelle du tort qui a pu être commis.

Quant à l'attaqué, il ignore quel est son agresseur, alors que s'il savait son nom, il pourrait deviner les raisons qui ont inspiré l'attaque, au lieu d'en être réduit à se défendre contre des ombres vaines et fuyantes. Que si par hasard il lui arrive plus tard de découvrir son agresseur, il ne lui est pas permis,

sous peine de perdre son honneur de journaliste, de se défendre contre lui seul, individuellement, et cette interdiction ôte à la défense un de ses éléments les plus précieux et les plus efficaces.

L'effacement de la personnalité dans le journalisme allemand a favorisé, dans la presse socialiste de ce pays, l'institution de « bureaux de correspondance ». Ces bureaux, dirigés par quelques écrivains du parti, envoient tous les jours à la presse socialiste des renseignements se rapportant à une branche spéciale : politique extérieure, questions coopératives, problèmes législatifs, etc.

Ces institutions doivent leur existence principalement à l'extrême esprit d'économie qui règne dans la presse du parti. Elles confèrent à cette presse une grande uniformité, des douzaines de feuilles recevant par abonnement leur inspiration de la même source. Elles assurent la suprématie d'un petit groupe fermé de journalistes officiels sur les écrivains libres, suprématie qui se manifeste surtout, il est vrai, dans le domaine économique, puisque les titulaires des « bureaux de correspondance » ne jouent dans le parti aucun rôle politique notable.

La presse reste toujours entre les mains des chefs, jamais entre celles des masses.

Il s'intercale souvent, entre les uns et les autres, une catégorie intermédiaire de commissaires de la presse élus par les adhérents qui fréquentent les réunions. Ces commissaires sont chargés de surveiller les rédactions. Mais, dans le cas le plus favorable, ces fonctionnaires n'ambitionnent qu'une petite parcelle du pouvoir, une sorte de gouvernement *ad latere* inopportun et antitechnique.

En somme, c'est aux chefs rétribués qu'incombe surtout la charge de résoudre les questions politiques qui se rapportent à la presse.

CHAPITRE IV

L'attitude des chefs à l'égard des masses.

Dans les organisations politiques du prolétariat international, le groupe supérieur formé par les chefs se compose pour la plus grande part de parlementaires. Bebel, Jaurès, Guesde, Andler, Vandervelde, Trœlstra, Ferri, Turati, Keir Hardie, Mac Donald, Pablo Iglesias sont tous réputés dans leurs Parlements respectifs.

Ce fait est un indice du caractère essentiellement parlementaire des partis socialistes modernes. C'est à ceux de ses membres qui se distinguent le plus par leur compétence et leurs capacités que chaque parti confie les charges les plus éminentes, les charges qui comportent, à son avis, le travail le plus utile et le plus efficace.

Mais en dehors de cette supériorité, reconnue et consacrée par le parti lui-même, il existe deux autres ordres de raisons qui contribuent à accroître l'autorité des parlementaires. En premier lieu, ceux-ci échappent jusqu'à un certain point à la surveillance des masses du parti et même au contrôle de son comité de direction. Et ils doivent cette indépendance relative au fait que le député occupe une charge d'une durée assez longue et qui, tant qu'il la tient de ses électeurs, ne peut lui être retirée par personne. En

deuxième lieu, et même au moment des élections, il ne dépend du parti qu'indirectement, car c'est des masses électorales, c'est-à-dire, en dernière analyse, d'un corps non organisé, qu'il sollicite son mandat.

Il est vrai que dans certains pays et dans certaines régions, selon le degré d'organisation et de cohésion du parti, le pouvoir et l'indépendance des députés se trouvent enfermés dans des limites plus ou moins étroites. Mais même alors, la considération et le pouvoir dont jouissent les parlementaires ne se trouvent nullement diminués, attendu que ce sont eux qui, en Allemagne surtout, remplissent dans le parti les fonctions les plus importantes, celles notamment de membres du comité de direction.

Là où les dispositions statutaires interdisent le cumul des fonctions de député et de celles de membre du comité de direction (et c'est le cas de l'Italie, par exemple, où un seul député, désigné par la fraction parlementaire, peut siéger dans le comité de direction), il existe entre les deux groupes de chefs des froissements et des conflits qui nuisent souvent à l'autorité des uns et des autres. Mais c'est la fraction parlementaire qui, pour les raisons que nous venons d'exposer, l'emporte le plus souvent.

La force du parlementarisme est particulièrement grande dans la démocratie socialiste allemande. C'est ce que prouve l'attitude générale que les parlementaires socialistes observent à l'égard du parti. Il n'existe pas au monde d'autre parti socialiste où la conduite des parlementaires soit aussi peu discutée et critiquée. Les députés socialistes prononcent au Reichstag des douzaines de discours qui, tout en étant de nature à soulever les plus vives récriminations, n'ont cependant été ni critiqués ni désapprouvés, soit par la presse, soit par les congrès.

La presse socialiste n'a pas manifesté le moindre

mouvement de révolte lorsque, au cours des discussions parlementaires sur la grève des mineurs de la Ruhr (1905), le député Hué eut qualifié d'utopie le programme maximum.

Quand rompant pour la première fois avec le principe d'opposition irréductible à toute dépense militaire, les socialistes allemands se sont contentés de s'abstenir lors du vote des premiers crédits de 1.500.000 marks pour la guerre contre les Herreros, ce fait très grave et absolument nouveau n'a soulevé parmi les socialistes allemands que quelques rares et timides protestations. Et quand ces mêmes députés abstentionnistes eurent à rendre compte de leur conduite au Congrès de Brème, en 1904, il ne s'est trouvé, pour les désapprouver, que quelques voix isolées.

Il est, du reste, surprenant de voir à quel point la position du groupe parlementaire s'affermit à mesure que l'importance du parti augmente dans le pays.

De nos jours, les masses socialistes allemandes sont tellement convaincues que les décisives batailles de leur cause se combattent dans le Parlement, qu'ils évitent soigneusement de troubler en quoi que ce soit l'œuvre qu'y accomplissent leurs stratèges.

Il en résulte que la conduite suivie par la fraction parlementaire acquiert dans beaucoup de cas la valeur de *suprema lex*.

Toute critique un peu vive, lors même qu'elle serait faite au nom des principes fondamentaux du socialisme, est rigoureusement répudiée par les masses, dès l'instant où elle risque d'affaiblir la situation du groupe parlementaire. Et ceux qui, malgré tout, osent une critique de ce genre, se voient immédiatement imposer le silence et sont sévèrement stigmatisés par les chefs.

C'est ainsi que Bebel n'a pas hésité à désavouer en plein Parlement un article de la socialiste *Leipziger Volkszeitung* (1904) sur la politique douanière

des partis bourgeois, parce que cet article était conçu en termes trop grossiers.

C'est ainsi encore qu'au Congrès de Brème, en 1904, l'honorable Georg von Vollmar a pu, avec l'approbation de la plupart des délégués et sans soulever la moindre protestation de la part des autres, condamner les premières tentatives d'antimilitarisme faites en Allemagne par certains membres du parti. Il est pourtant difficile de nier que l'antimilitarisme ne soit une conséquence logique du socialisme et que la propagande des idées antimilitaristes ne soit pour le parti d'une importance capitale. Mais Vollmar expliqua son attitude en faisant observer que si le parti s'avisait d'approuver et d'encourager cette propagande, le ministre de la guerre aurait un prétexte tout trouvé pour rejeter toutes les protestations et plaintes contre les traitements trop rigoureux qui pourraient être infligés aux soldats soupçonnés de professer des opinions socialistes.

On sait les efforts faits par les fractions parlementaires du socialisme de tous les pays, pour conquérir à leurs membres comme tels le droit de vote dans les congrès du parti. En Allemagne, ce droit leur a été reconnu en 1890 par le Congrès de Berlin, avec cette restriction anodine que dans toutes les questions relatives à la conduite dans le Reichstag, les députés n'auraient qu'une voix purement consultative. Ces dispositions ont été confirmées, malgré quelques tentatives d'opposition, lors de la rédaction du nouveau statut, au Congrès d'Iéna, en 1905.

Dans d'autres pays, en France et en Hollande, par exemple, les députés ne peuvent prendre part aux congrès et n'y possèdent le droit de vote que s'ils sont munis d'un mandat régulier et spécial. En Italie, les membres de la direction du parti et ceux de la fraction parlementaire ne sont admis à prendre la parole aux congrès que s'ils sont chargés par la

direction elle-même de présenter un rapport quelconque. Quant au droit de vote, ils ne le possèdent que s'ils sont, comme en France et en Hollande, munis d'un mandat régulier.

D'un autre côté, en raison de la plus grande compétence qu'ils possèdent dans diverses questions, les députés socialistes se considèrent comme supérieurs aux congrès eux-mêmes, à ces cours suprêmes de leur parti. Aussi cherchent-ils à restreindre autant que possible la sphère des questions devant être soumises aux décisions des congrès et à devenir les seuls arbitres des destinées du parti.

En Allemagne, un grand nombre de députés socialistes ont émis, en 1903, la prétention de résoudre eux-mêmes, en dehors des congrès, la grosse question de savoir si le groupe parlementaire devait ou non accepter, le cas échéant, la vice-présidence du Reischtag et se conformer à l'usage obligatoire, inhérent à ces fonctions, de paraître à la Cour.

En Italie, le groupe socialiste parlementaire et le groupe républicain ont réussi à conquérir leur autonomie complète à l'égard de la direction de leurs partis respectifs. Le groupe socialiste a même été parfois jusqu'à accueillir dans son sein des députés qui, sous prétexte que leurs électeurs verraient d'un mauvais œil leur adhésion officielle à l'organisation socialiste locale, n'étaient même pas inscrits au parti.

Dans le mouvement ouvrier professionnel, l'autoritarisme des chefs et leur tendance à administrer les organisations démocratiques d'après des principes oligarchiques, se manifestent d'une façon encore plus prononcée que dans le parti politique proprement dit.

Des faits sans nombre, empruntés à l'histoire des organisations syndicales, montrent à quel point une bureaucratie centralisée peut faire dévier de la démocratie un mouvement ouvrier essentiellement démocratique à l'origine. A tout instant, on voit les

employés des syndicats professionnels user et abuser de procédés contraires à la volonté de ceux qu'ils représentent. Nous ne citerons, à titre d'exemples, que les deux fameuses délibérations prises au Congrès des ouvriers syndiqués qui a eu lieu à Cologne en 1905 : par une de ces délibérations les chefs se déclarèrent opposés (en désaccord sur ce point avec la majorité des syndiqués) au maintien de la fête du Premier Mai, tandis que par l'autre ils condamnaient la grève générale, au point d'interdire aux camarades de la mettre en discussion.

Depuis plusieurs années déjà les comités centraux des fédérations syndicales cherchent à s'arroger, aux dépens des masses syndiquées, le droit exclusif de déterminer le rythme de la lutte pour les salaires et, par conséquent, de décider si une grève est, oui ou non, « légitime ». Et comme les dirigeants des fédérations disposent de la caisse, souvent respectable, la controverse se réduit en pratique à la question de savoir à qui revient le droit de décider si une grève doit ou non être subventionnée.

En prétendant qu'ils ont seuls la faculté de se prononcer sur une éventualité aussi importante, et à plus forte raison s'ils possèdent déjà en grande partie ce privilège, les chefs portent une atteinte des plus graves au plus fondamental des principes démocratiques. Ils se constituent ouvertement en oligarchie et ne reconnaissent aux masses qui fournissent les fonds que le devoir de s'incliner devant leurs décisions.

Ces abus de pouvoir peuvent à la rigueur se justifier par des raisons de compétence et de tactique. « Si nous nous arrogeons le droit de juger et de décider la question, disent les chefs, c'est parce que nous connaissons mieux que les ouvriers les conditions du marché du travail dans le pays entier et sommes par conséquent mieux à même d'apprécier les chances de réussite de la lutte qu'on se propose d'engager. »

Et les dirigeants des fédérations ajoutent encore cet argument que la cessation du travail dans une ville donnée portant nécessairement atteinte aux moyens financiers et étant parfois de nature à troubler les conditions du travail de toute une catégorie d'ouvriers organisés, c'est à eux, dirigeants, et non aux ouvriers mêmes de la ville en question, qu'appartient le droit de décider si la grève projetée doit être proclamée ou non. Leur conduite se justifierait ainsi par le souci démocratique de sauvegarder les intérêts de la majorité contre les entraînements de la minorité.

Mais ce n'est pas l'étiologie de l'état oligarchique des syndicats qui nous intéresse ici. Qu'il nous suffise de constater combien peu les tendances des oligarchies prolétariennes diffèrent de celles des autres oligarchies. Et, cela fait, nous allons jeter un rapide coup d'œil sur les rapports qui existent entre les chefs et les masses dans une troisième forme du mouvement ouvrier : dans l'organisation coopérative. Nous considérerons plus particulièrement la coopérative de production qui, par sa nature, semble se prêter le moins à l'établissement d'un pouvoir oligarchique.

En ce qui touche les coopératives de consommation, on comprend aisément qu'elles ne puissent être administrées directement par la masse des associés. Il s'agit là, ainsi que l'a déjà montré Kautsky, d'une entreprise essentiellement commerciale et qui, comme telle, dépasse la compétence de la masse. C'est pourquoi les sociétés coopératives de consommation sont gérées, d'une façon générale, selon le principe monarchique.

Voici, par exemple, ce qu'un critique, pourtant bien intentionné, a pu écrire au sujet du « Vooruit », de Gand, à la tête duquel se trouve le socialiste Edouard Anseele et qui est une coopérative de consommation aux tendances nettement socialistes : « Cette

prospérité et cette bonne administration ne vont pas sans quelques atteintes à la sacro-sainte liberté ouvrière. Le « Vooruit » tout entier porte l'empreinte de la forte personnalité qui l'a créé »... « Une volonté puissante, prête à revendiquer des responsabilités, devant lesquelles d'autres reculent sans cesse, finit presque toujours par s'enivrer d'elle-même. M. Anseele, grand industriel de fait, a volontiers les manières impétueuses, impérieuses et brusques des capitaines d'industrie les plus bourgeois, et le « Vooruit » n'est rien moins qu'une république anarchique. Il repose plutôt sur le principe d'autorité. »

Les coopératives de production, celles de petite importance en particulier, sont dans un cas tout à fait différent. Elles comprennent des éléments homogènes appartenant à la même catégorie ouvrière, exerçant le même métier et habitués au même genre de vie.

Dans la mesure où une coopération de production a besoin d'une direction, celle-ci peut-être exercée par tous les associés, puisque tous possèdent la même compétence professionnelle.

Tout membre d'un parti politique ne peut faire de la haute politique; et c'est pourquoi il existe, au sein du parti politique, une si grande distance entre les chefs et les troupes. Mais dans une coopérative de production, dans une coopérative de cordonniers par exemple, tous les membres possèdent la même compétence, concernant la confection des chaussures, l'emploi des outils et la qualité des cuirs. Et, pourtant, malgré ces conditions éminemment favorables à la constitution d'un organisme purement démocratique, la coopérative de production ne peut pas, en règle générale, être citée comme un modèle d'auto-administration démocratique.

L'histoire des coopératives de production nous offre, en effet, les deux alternatives suivantes : ou elles sombrent rapidement dans la discorde et l'impuis-

sance, à cause du trop grand nombre d'individus ayant le droit de s'ingérer dans leur administration. ou elles finissent par se soumettre à la volonté d'une seule ou de plusieurs personnes et perdent ainsi leur véritable caractère de coopération. En tout cas, elles naissent toujours grâce à l'initiative d'un seul ou de quelques-uns. Ce sont parfois de véritables monarchies en miniature, soumises à la dictature d'un directeur qui les représente dans les relations extérieures et intérieures et à la volonté duquel elles sont liées à tel point que lorsqu'il meurt ou démissionne, elles courent le risque de disparaître.

En outre, les coopératives de production sont des associations d'individus dont les avantages diminuent à mesure que le nombre des associés augmente. Aussi obéissent-elles dans leur évolution aux mêmes lois psychologiques, pour ainsi dire immuables, qui avaient présidé à l'évolution des corporations du Moyen Age.

A mesure que leur prospérité augmente, elles deviennent plus exclusivistes et tendent à monopoliser au profit de quelques-uns les avantages qu'elles procurent. Elles s'opposent, par exemple, indirectement à l'entrée de nouveaux membres en élevant considérablement le droit d'admission. Parfois elles refusent purement et simplement les nouvelles adhésions ou fixent le nombre des membres à un maximum qui ne doit pas être dépassé. Lorsqu'elles ont besoin de bras, elles engagent des employés ou des ouvriers, à titre de simples salariés. Et il n'est pas rare de voir une coopérative de production ouvrière se transformer peu à peu en une société par actions. Il arrive aussi qu'une coopérative devient l'entreprise privée du directeur.

C'est ainsi que le facteur personnel joue dans le mouvement démocratique un rôle considérable. Dans les petites associations il l'emporte souvent sur les

éléments de fait. Mais, même dans les grandes, son influence se manifeste d'une façon frappante.

En Angleterre, par exemple, trois ou quatre hommes, Macdonald, Keir Hardie, Henderson, Clynes jouissent d'une confiance tellement illimitée des masses que, selon l'expression d'un observateur attentif, il est impossible d'agir sur celles-ci autrement qu'à travers ceux-là.

En Italie, le chef suprême des organisations ouvrières professionnelles a pu affirmer que seules les organisations ayant la chance d'avoir à leur tête un bon organisateur sont capables de se constituer et de se maintenir. « Les catégories de métiers les plus diverses, disséminées dans les milieux les plus variés, ne se sont organisées et n'ont pu surmonter les crises que dans la mesure où elles ont trouvé des hommes de valeur et de confiance disposés à travailler pour elles. Celles, au contraire, qui ont eu de mauvais chefs n'ont pas réussi à s'organiser ou ne se sont donné qu'une organisation défectueuse. » (R. Rigola.)

En Allemagne, l'autorité que possédait et possède encore Bebel se manifeste par mille symptômes, depuis la joie avec laquelle il est accueilli partout où il se présente, jusqu'aux efforts périodiques que font aux Congrès les représentants des différences tendances pour le gagner à leur cause. Et les chefs ouvriers se rendent parfaitement compte de l'ascendant qu'ils exercent sur les masses. Ils n'en conviennent pas toujours, par opportunisme politique, mais, le plus souvent, ils tirent de cet ascendant un grand orgueil et ne se font pas faute de s'en vanter.

En Italie et dans d'autres pays, les chefs socialistes ont toujours prétendu que la bourgeoisie et le gouvernement leur doivent de la reconnaissance pour avoir tenu les masses en bride et rempli auprès des foules impulsives l'office de modérateurs. Ce qui revient à dire que les chefs socialistes s'attribuent le

mérite et, par conséquent, le pouvoir d'empêcher la révolution sociale qui, à les entendre, aurait éclaté depuis longtemps, sans leur intervention.

En général, les chefs ne tiennent pas les masses en haute estime. Ayant eu l'occasion de les voir de près et de les apprécier pendant l'exercice de leurs fonctions, les chefs ne craignent pas d'affirmer que les masses sont incapables de gérer leurs propres affaires. Il serait, disent-ils, contraire aux intérêts du parti qu'une minorité de camarades qui suivent et étudient attentivement les questions se laissât déborder par la majorité de ceux qui n'ont aucune opinion personnelle sur ce qui se passe autour d'eux. C'est pourquoi les chefs se prononcent, sinon contre le referendum en général, du moins contre son introduction dans la vie du parti.

Les chefs ouvriers avouent parfois eux-mêmes, avec une sincérité qui frise le cynisme, leur supériorité réelle sur les milices confiées à leur commandement et leur ferme propos de ne pas admettre que celles-ci leur imposent une ligne de conduite. Ils ajoutent même qu'ils se réservent le droit de se révolter, le cas échéant, contre les ordres reçus. Voici, par exemple, ce qu'a dit, à ce sujet, dans un congrès ouvrier, tenu à Rome en 1908, un homme aussi intelligent et instruit que Filippo Turati, le chef le plus influent du parti socialiste italien : « Le groupe socialiste parlementaire est toujours à la disposition du prolétariat, mais à la condition qu'on ne l'oblige pas de faire des choses grotesques. » Et il va sans dire que ce sont les députés eux-mêmes qui ont à juger, dans chaque cas particulier, si les choses qu'on veut les obliger de faire sont ou non « grotesques ».

L'accumulation du pouvoir entre les mains de quelques personnes relativement peu nombreuses, telle qu'elle existe dans le mouvement ouvrier, conduit fatalement à de nombreux abus. Le « représentant »,

tier de se savoir indispensable, se transforme facilement, de serviteur, en maître du peuple. Les chefs qui ont commencé par être les obligés de leurs subordonnés, finissent à la longue par devenir leurs seigneurs : c'est là une vieille vérité déjà énoncée par Gœthe, lorsqu'il a fait dire à Méphistophélès que l'homme se laisse toujours dominer par sa propre créature.

Ce même parti qui s'insurge contre les usurpations de l'autorité constituée de l'Etat, subit comme une nécessité naturelle les usurpations commises par ses propres autorités constituées. Les masses sont beaucoup plus soumises à leurs chefs qu'à leurs gouvernements. Elles supportent de la part de ceux-là des méfaits qu'elles ne supporteraient pas de la part de ceux-ci.

Aux pressions d'en haut, les couches populaires réagissent parfois, ainsi que le prouvent les Jacqueries en France, les guerres des paysans en Allemagne, les révoltes des « Fasci » siciliens en 1893, par des représailles sanglantes, alors qu'elles ne s'aperçoivent seulement pas de la tyrannie des chefs qu'elles se sont donnés elles-mêmes.

Si les masses finissent un jour par ouvrir les yeux sur les violences que les dirigeants de leur parti commettent contre l'idéal de la démocratie, leur étonnement et leur stupeur ne connaissent pas de bornes. Mais s'il leur arrive alors de se révolter, elles montrent, par le sens et le caractère de leurs critiques, combien peu elles se rendent compte de la véritable nature du problème. Elles estiment, en effet, que le meilleur moyen de combattre les maux oligarchiques dont elles souffrent, consiste à renforcer la centralisation du pouvoir du parti, centralisation qui est précisément la source de ces maux.

CHAPITRE V

La lutte pour le pouvoir entre les chefs.

La thèse de la puissance illimitée des chefs dans les partis démocratiques appelle cependant une restriction.

Théoriquement, le chef est lié à la volonté de la masse. Il suffit d'un signe de celle-ci pour qu'il soit obligé de se retirer. Il est à chaque instant amovible et remplaçable. Nous avons vu cependant que, dans la pratique, de nombreux facteurs concourent à assurer aux chefs une très grande indépendance. Il n'en reste pas moins que si le parti démocratique ne peut se passer de chefs autocratiques, il peut du moins les changer. Il en résulte que le défaut le plus grave d'un chef consiste à avoir une confiance trop aveugle dans les masses.

Celles-ci ménagent moins de surprises au chef aristocratique qu'au chef démocratique.

Ce qui caractérise, en effet, essentiellement une démocratie, c'est que sous son règne chacun porte dans son sac un bâton de maréchal.

Il est vrai que la masse est toujours incapable de se gouverner elle-même ; mais il est également vrai que chacun de ses membres, pour peu qu'il réunisse les qualités bonnes ou mauvaises, qui lui permettent de

s'élever au-dessus de la foule, peut conquérir le grade de chef et assumer la direction de celle-ci.

Or, cette ascension de nouveaux chefs entraîne toujours, pour ceux qui sont déjà pourvus et nantis, le danger de céder leurs places à de nouveaux venus. Aussi, le vieux chef doit-il se tenir en contact permanent avec les opinions et les sentiments de la masse à laquelle il doit sa charge, s'avouer son instrument, se soumettre, en apparence du moins, à son bon plaisir.

Il en résulte que la masse semble vraiment dominer les chefs. Mais toutes les fois que le pouvoir de ceux-ci se trouve sérieusement menacé, il s'agit en réalité, le plus souvent, d'un nouveau chef ou d'un nouveau groupe de chefs qui sont en train de s'emparer des masses et de leur inculquer leurs propres idées, opposées à celles des vieux dirigeants du parti.

Il semble alors que ces derniers, s'ils ne veulent pas se plier à la volonté de la masse et se retirer, doivent consentir à partager leur pouvoir avec les nouveaux arrivants. Mais, en y regardant de près, on constate sans peine que leur soumission n'est alors généralement qu'une mesure de prévoyance, destinée à neutraliser l'influence des jeunes concurrents.

L'obéissance, tout au moins extérieure, que les chefs témoignent dans certaines occasions à la masse revêt, chez les plus faibles et les plus rusés d'entre eux, la forme de la démagogie.

Les démagogues sont les courtisans de la volonté populaire. Au lieu d'élever la masse à eux, ils s'abaissent vers elle. Sous la fausse et mensongère assurance, souvent accompagnée de gestes tragi-comiques, que leur suprême ambition est de se prosterner, en humbles esclaves, aux pieds du peuple, les démagogues ne visent, en réalité, qu'à plier ce peuple sous leur joug et à régner en son nom. Pour les plus honnêtes d'entre eux, le secret du succès consiste à « savoir

mettre l'impulsivité aveugle des foules au service de leurs propres plans, mûrement conçus. » (Kochanowsky.)

On a prétendu que les révolutions populaires finissent, en général, par détruire leurs chefs. Et on a cité à ce propos les noms de Cola di Rienzi, de Masaniello, de Michele di Lando pour l'Italie, ceux de Danton et de Robespierre pour la France.

Généralisation à part, cette affirmation repose sur une observation exacte. Mais c'est une erreur d'accuser les foules de s'être insurgées contre leurs chefs et de les rendre responsables de la ruine de ceux-ci. Ce ne sont pas les masses qui ont dévoré les chefs : ce sont les chefs eux-mêmes qui, aidés par les masses, se sont entre-dévorés. Exemple typique : Robespierre fait tomber Danton et est lui-même renversé par les dantonistes qui ont survécu.

La lutte qui surgit entre les chefs et leur jalousie réciproque les poussent à déployer une activité de plus en plus grande et souvent quelque peu artificielle. Les députés démocratiques cherchent à désarmer les adversaires qu'ils comptent dans le parti et à acquérir en même temps un nouveau prestige aux yeux des masses, en faisant preuve au Parlement d'une « formidable activité au service de la cause commune. » C'est ce qu'ils considèrent à la fois comme un devoir démocratique et comme une mesure de précaution personnelle.

Puisque la plupart de ses électeurs et de ses camarades, ne sachant rien de précis sur sa fonction, sont toujours portés à l'accuser de fainéantise, le député se voit obligé de se rappeler de temps à autre à leur souvenir. C'est ce besoin qui a engendré tant de discours, de ces discours que les Allemands appellent *Dauerreden* (discours interminables) et plus d'une scène tumultueuse dans les Parlements autrichien, français, anglais et italien.

On considère, en effet, que le moyen le plus efficace de tenir en haleine l'attention des masses et de les rendre fières de leurs chefs consiste à provoquer des incidents personnels qui sont beaucoup plus intéressants et plus accessibles à l'intelligence du grand public qu'un rapport sur l'utilisation de la force hydraulique ou sur un traité de commerce avec la République Argentine.

A cela s'ajoute encore dans plusieurs pays, et plus particulièrement en Italie, le fait que la presse bourgeoise enregistre les scènes de ce genre avec la plus grande complaisance, sans en omettre le moindre détail, surtout lorsqu'elles ont pour auteurs les députés socialistes. Il en résulte que, même dans les circonstances normales, l'activité oratoire des députés démocratiques est considérable.

En Italie, les députés socialistes se sont vantés d'avoir pris 212 fois la parole du 25 mars au 10 juillet 1909. Ce chiffre représente 20,4 °/₀ de tous les discours qui ont été prononcés à la Chambre dans ce laps de temps, alors que les socialistes ne représentent que 8 °/₀ de l'ensemble des députés.

Une pareille loquacité ne sert pas seulement à maintenir le prestige du parti aux yeux des adversaires, mais répond aussi à l'intérêt de chaque député, qui y voit un moyen d'assurer sa réélection aussi bien contre les ennemis extérieurs que contre les concurrents jaloux qu'il compte au sein même du parti.

Les divergences qui provoquent les luttes entre les chefs peuvent avoir l'origine la plus diverse.

On peut, d'une façon générale, les ranger dans deux catégories : divergences d'ordre personnel, divergences de principe ou d'ordre intellectuel. Mais cette division est purement théorique, car le plus souvent les divergences de principe ne tardent pas à dégénérer en divergences personnelles et celles-ci, à leur tour, honteuses de se montrer dans toute leur

nudité, cherchent à se donner les apparences d'un désaccord portant sur des questions de principe ou de tactique.

L'oligarchie issue de la démocratie est menacée dans son existence par deux graves périls : la révolte des masses et la dictature d'un chef audacieux mettant le mécontentement général au service de son ambition personnelle. Rébellion d'un côté, usurpation du pouvoir de l'autre. Il en résulte, dans les partis populaires modernes, une absence complète de vraie fraternité, c'est-à-dire de confiance réciproque sincère et cordiale. Ils vivent dans un état continuel de lutte latente, d'irritation, état provoqué par la méfiance réciproque des chefs.

Toute oligarchie est soupçonneuse à l'égard de ses propres aspirants, dans lesquels elle flaire non seulement ses héritiers éventuels, mais aussi des successeurs prêts à la supplanter sans attendre sa mort naturelle. C'est, pour nous servir d'une expression *yankee*, une lutte entre les *ins* et les *outs*, entre ceux qui sont dedans et ceux qui attendent dehors, entre les capitaines ou les aspirants au capitanat.

Ceux-ci déclarent la guerre à ceux-là, au nom de prétendus principes immortels, mais en réalité pour des motifs beaucoup moins désintéressés. Aussi se posent-ils dans les réunions en adversaires théoriques, fiers et irréductibles, parlant haut, *talking big things*, enflant la voix, et cela dans le seul but d'intimider les dirigeants du parti et de les amener à céder aux camarades turbulents et impatients une part du butin. Mais souvent les vieux chefs résistent, tiennent ferme ; dans ce cas les opposants changent de tactique, abandonnent l'attitude de combat et s'accrochent au char de triomphe des hommes au pouvoir, dans l'espoir de s'attirer leur faveur et de réaliser ainsi, par une voie détournée, leurs projets ambitieux.

La lutte entre les vieux chefs et les aspirants suspend une menace perpétuelle sur la liberté de la parole et de la pensée. Cette menace existe dans toute organisation démocratique bien ordonnée et solidement constituée.

Les chefs qui détiennent le pouvoir du parti ne dissimulent pas leur velléité de restreindre, autant que possible, la liberté de la parole de ceux de leurs collègues qui ne sont pas d'accord avec eux. C'est pourquoi les détenteurs du pouvoir sont toujours les partisans les plus zélés de la discipline et de la subordination, qu'ils considèrent comme les conditions essentielles de l'existence du parti. Ils vont jusqu'à appliquer la censure aux collègues suspects de velléités de rébellion; ils les obligent à renoncer aux revues indépendantes qu'ils dirigent et à ne publier leur prose que dans les feuilles officielles du parti.

C'est ainsi encore que le parti socialiste allemand défend à ses adhérents de collaborer aux grands journaux bourgeois et, d'une façon générale, à toute publication qui, tout en étant socialiste, échappe, pour une raison ou pour une autre, au contrôle des dirigeants du parti.

Dans sa lutte contre les jeunes, le vieux chef peut compter tout d'abord sur l'appui des masses ellesmêmes.

Les masses de tous les partis ouvriers se méfient naturellement de tout nouveau venu qui n'a pas été introduit dans le parti sur la recommandation officielle des anciens. Cette méfiance devient particulièrement prononcée, lorsque le nouveau venu est un transfuge d'une autre classe sociale. Aussi la nouvelle recrue doit-elle subir une longue quarantaine, avant d'acquérir le droit d'exprimer une opinion personnelle. Cette quarantaine est particulièrement longue dans le parti socialiste allemand et s'explique par

l'existence plus longue de ce parti et par le prestige qui en rejaillit sur ses chefs actuels. Beaucoup de ceux-ci peuvent en effet se considérer comme ses fondateurs et ont beaucoup souffert des persécutions gouvernementales et des rigueurs de la loi contre les socialistes.

Un socialiste qui porte depuis huit ou dix ans dans sa poche sa carte de membre du parti passe souvent dans sa propre section pour un camarade « jeune ». Et ce qui vient encore renforcer ce phénomène, c'est le respect pour l'âge, pour la hiérarchie, si enraciné chez le peuple allemand et dont la démocratie socialiste n'a pas réussi à s'affranchir complètement. Ajoutons enfin que, comme toute bureaucratie fortement constituée, celle du parti ouvrier allemand est exclusiviste par instinct.

Tous ces faits expliquent en grande partie ce manque d'éléments jeunes et capables dont, de l'aveu de nombreux socialistes eux-mêmes, souffre la démocratie socialiste allemande. On est allé jusqu'à qualifier de « congrès de fonctionnaires » les congrès annuels tenus par le parti. Et non sans raison, car les fonctionnaires du parti (et des syndicats) représentent, parmi les délégués aux congrès, une proportion vraiment exorbitante.

Mais c'est dans la composition des rouages supérieurs de l'organisation que les tendances dont nous nous occupons ici se montrent particulièrement actives.

La direction du parti socialiste en Allemagne n'est pas confiée à des jeunes, comme c'est souvent le cas en Italie, ou à des publicistes libres, comme en France, mais à des vieux, à des « anciens », à des fonctionnaires du parti. Et la psychologie conservatrice des masses elles-mêmes vient seconder les aspirations des vieux chefs, car l'idée ne leur viendra jamais à l'esprit de confier le soin de leurs intérêts

à des personnes issues de leur propre sphère, c'est-à-dire n'occupant ni charges ni offices, n'ayant pas fourni une carrière bureaucratique régulière.

Pour combattre les nouveaux chefs, qui sont encore en minorité, les vieux recourent encore, avec un instinct sûr, à une série de procédés plus ou moins honnêtes et qui, s'ils ne leur assurent pas toujours la victoire, n'en retardent pas moins le moment de leur défaite. Faire passer les opposants pour des incompétents, des profanes, des hurleurs, des corrupteurs, des démagogues et des mystificateurs, c'est là un moyen à la portée de tout le monde, et les vieux chefs ne se font pas faute de l'employer.

Mais souvent aussi ils cherchent à justifier leur conduite à l'égard des jeunes par des motifs d'un ordre plus élevé. Ils invoquent notamment la nécessité de maintenir l'intégrité du parti, l'unité de sa doctrine et de sa tactique, intégrité et unité qui pourraient être gravement compromises par l'envahissement de jeunes n'ayant pas subi un stage suffisant et ne possédant pas l'expérience et la compétence nécessaires.

Les vieux chefs déclarent qu'il est de leur devoir de veiller à ce que les masses ne leur donnent pas pour collègues des personnes *indésirables*. Et c'est pour cette raison qu'ils exigent que les collèges n'envoient pas au Reichstag de candidats n'ayant pas subi l'investiture de la direction du parti.

Les vieux chefs cherchent encore à attirer vers eux et à attacher à leur char les nouvelles sous-catégories sociales qui, s'ouvrant à peine à la vie politique, n'ont pas encore de chefs reconnus et puissants. Cela faisant, ils entendent empêcher la naissance de nouveaux courants intellectuels et la concurrence qu'ils pourraient en éprouver.

En Allemagne, les chefs de la démocratie socialiste et ceux de l'organisation syndicaliste voyaient d'abord

d'un œil jaloux et méfiant la naissance du mouvement jeune-socialiste. Mais quand les uns et les autres se sont aperçus que ce mouvement ne pouvait plus être enrayé, ils se sont mis à sa tête et en ont assumé la direction.

Et pour guider ce jeune mouvement, on a créé un « Comité central de la jeunesse ouvrière allemande », composé de quatre représentants pour chacune des trois sections : direction du parti socialiste, commission générale des syndicats et jeunesse socialiste. Ce « Comité central » comprenait donc huit « vieux » contre quatre « jeunes ». Pour justifier cette tutelle imposée aux jeunes, les vieux chefs ont allégué, avec plus d'opportunisme que de logique, l'incapacité des jeunes, et des jeunes seulement, de choisir judicieusement leurs chefs et d'exercer sur eux un contrôle efficace.

Nous sommes loin d'avoir énuméré toutes les armes dont disposent les vieux chefs, installés au pouvoir, pour réduire à l'impuissance les nouveaux concurrents.

Aussi le chemin qui conduit au pouvoir est-il pour ceux-ci excessivement pénible. Il est semé d'embûches et d'obstacles de toutes sortes, et seule la faveur de la masse est capable de l'aplanir.

Il est rare toutefois que la lutte entre les vieux chefs et les jeunes se termine par la victoire complète des premiers. Le plus souvent elle aboutit moins à une circulation qu'à une fusion des élites, autrement dit à un amalgame des deux éléments. En attendant leur heure, et tant qu'elles y voient leur intérêt, les minorités rebelles savent se plier aux circonstances, affecter une obéissance extérieure à la volonté de la majorité, accepter sans le moindre scrupule des ordres du jour qui impliquent leur propre condamnation.

Il faut que l'incompatibilité d'humeur et d'idées

entre la majorité et la minorité devienne absolue, pour qu'il se produise une scission, un fractionnement de la masse en plusieurs partis distincts dont chacun ne tarde pas à affecter à son tour une organisation oligarchique.

Dans les luttes que les différents chefs se livrent pour l'hégémonie, le principe démocratique devient un simple appât destiné à attirer et à leurrer les masses.

Tous les moyens sont bons pour conquérir et conserver le pouvoir. Il est facile de s'en rendre compte, en lisant les discussions qu'a soulevées l'importante question concernant le système à adopter pour la nomination des membres de la direction du parti. Les différentes tendances qui se manifestent à ce propos visent toutes au même but, à savoir au maintien de l'hégémonie d'un groupe donné.

C'est ainsi qu'en France les « guesdistes », qui comptent beaucoup d'adhérents, voudraient voir adopter le principe de la représentation proportionnelle; tandis que les « jauressistes », qui disposent de plus de sections que de membres, ainsi que les « hervéistes », demandent le maintien du système de la représentation locale ou par délégations.

Dans le Parlement américain, chaque parti possède un comité spécial chargé de veiller à ce que ses membres soient assidus aux séances et ne manquent pas à l'appel dans les cas de décisions et de votes ayant une importance particulière.

Lorsqu'un projet de loi de quelque intérêt est sur le point d'être voté, ce comité convoque aussitôt un *caucus*, c'est-à-dire une réunion du groupe parlementaire qui établit en séance privée le sens dans lequel les députés doivent voter. La décision d'un tel *caucus* est obligatoire pour tous ceux qui appartiennent au parti.

Les insubordinations qui se produisent ne peuvent

naturellement pas être punies, tant que dure la législature; mais aux élections qui la suivent immédiatement, le député trop indépendant est sûr de perdre son mandat, car les *managers* du parti qui résident à Washington ne tardent pas à porter à la connaissance des *bosses* l'acte d'indiscipline commis par tel ou tel député.

Le *caucus* le plus important est celui qui précède l'élection du président du congrès. Les idées et les sympathies du *speaker* ayant une influence décisive sur la façon dont seront composées les commissions et par conséquent sur toute la marche de la législature, il en résulte que son élection présente la plus grande importance. Aussi est-elle précédée d'intrigues et de la chasse aux votes qui durent des semaines.

Certes, lorsqu'il s'agit de lois d'importance secondaire, chaque membre du congrès est libre de voter comme bon lui semble. Mais dans les périodes agitées, on exige des membres du parti, en plus de l'obéissance aux décisions du *caucus*, une soumission personnelle à l'autorité des chefs reconnus du parti (*partyleaders*). Cette mesure s'applique plus particulièrement à la Chambre des députés, les membres du Sénat étant généralement très jaloux de leur égalité absolue. En revanche, le *caucus* présente une importance bien plus grande au Sénat, où il fonctionne mieux, puisqu'il comprend rarement plus de 50 personnes, tandis que celui de la Chambre se compose de plus de 200 membres.

Le groupe parlementaire de la démocratie socialiste allemande est, lui aussi, rigoureusement dominé, dans sa structure intérieure, par le principe de la subordination. C'est la majorité qui décide de l'attitude de la fraction (c'est ce qu'on appelle « Fraktionszwang) dans les diverses questions soumises au Reichstag ou aux Landtags. Le vote de la majorité détermine obligatoirement la conduite politique de tous

les députés. Aucun d'eux n'a le droit de s'y opposer.

Aussi le groupe vote-t-il au Parlement comme un seul homme, et cela non seulement dans les questions qui touchent au socialisme, mais aussi dans celles qui ne s'y rapportent qu'indirectement et dans lesquelles chacun devrait pouvoir se décider d'après ses idées personnelles.

Mais il est des cas où toutes ces mesures préventives se montrent inefficaces. Un député qui possède, en dehors du Parlement, l'appui compact des sous-chefs de certaines sections, peut se révolter contre tous ses collègues avec la certitude de la victoire. Les électeurs, socialistes ou non, suivent avec une grande docilité les oscillations et les évolutions de leurs élus.

Les ministres Briand, Viviani, Millerand ont été exclus du parti socialiste français, mais les organisations socialistes de leurs circonscriptions électorales leur sont restées fidèles et ont préféré démissionner du parti en masse plutôt que d'abandonner les hommes qui avaient leur confiance.

Tel fut le cas de John Burns en Angleterre (Battersea) et d'Enrico Ferri en Italie (Mantoue). Il a suffi qu'Enrico Ferri révélât à un certain moment une nouvelle vérité pour produire immédiatement un changement collectif dans les opinions politiques d'une région entière : après avoir été, avec Ferri, révolutionnaire et intransigeante, cette région s'était convertie du jour au lendemain, toujours avec Ferri, au principe de la collaboration de classes et au ministérialisme à outrance.

En Allemagne, il a fallu que les organes suprêmes du parti usassent de toute leur autorité pour détacher, à la dernière minute, les camarades de Chemnitz de leur député Max Schippel et ceux de Mittweida de leur député Otto Göhre, ces deux députés ayant manifesté des velléités d'hétérodoxie.

Dans les partis ouvriers modernes, les députés

appartenant aux minorités réformistes cherchent, par tous les moyens, à opposer à l'autorité des masses organisées du parti celle des masses inorganisées et plus ou moins indifférentes de leurs électeurs. C'est à celles-ci, prétendent-ils, qu'ils doivent avant tout rendre compte de leur conduite politique.

Il est juste de reconnaître qu'en agissant ainsi, ils sont souvent guidés par un pur sentiment démocratique.

C'est ainsi qu'au lendemain du Congrès de Londres (1893), quatre députés socialistes français ont refusé, contrairement aux règles d'admission au Congrès, de faire usage des mandats qui leur ont été conférés par des groupes politiques ou corporatifs. Après des discussions extrêmement violentes, ils n'en ont pas moins fini par être admis en leur simple qualité de députés, après avoir posé la question de principe suivante : un corps électoral important, capable d'envoyer à la Chambre un député socialiste, ne doit-il pas avoir tout au moins les mêmes droits qu'on reconnaît à un cercle socialiste ou à un syndicat ouvrier local, surtout si l'on songe que ce cercle ou ce syndicat se compose le plus souvent d'une petite poignée d'adhérents ?

Ce qui caractérise l'histoire du mouvement ouvrier international, c'est que, malgré sa jeunesse relative, les figures des chefs y apparaissent sur la scène dans des attitudes plus altières et impérieuses que dans l'histoire de n'importe quelle autre classe sociale moderne.

Certes, le mouvement ouvrier nous offre lui aussi des exemples de chefs déchus, parce qu'abandonnés de leurs partisans. Mais ces exemples, d'ailleurs rares, signifient seulement que dans les cas dont il s'agit un nouveau chef, entré en conflit avec le vieux, a fini par l'emporter, grâce à l'appui des masses dont il a réussi à capter la faveur et à con-

quérir la confiance. Mais, le plus souvent, la démocratie, comme telle, ne retire d'une pareille substitution aucun avantage.

Comme les catholiques qui, toutes les fois qu'ils sont en minorité, deviennent des partisans fervents de la liberté, les chefs socialistes, qui sont à la tête de la minorité opposante de leur parti, se posent en ennemis acharnés de toute tyrannie. Ils protestent avec véhémence contre l'esprit étroit et policier des chefs au pouvoir et affectent une attitude irréprochablement démocratique.

Mais, à peine les nouveaux chefs sont-ils parvenus à leurs fins, à peine ont-ils réussi à abattre, au nom des droits lésés de la masse anonyme, l'odieuse tyrannie de leurs prédécesseurs et à s'emparer du pouvoir à leur tour, on voit aussitôt s'opérer en eux une transformation qui finit par les rendre exactement semblables, sous tous les rapports, aux tyrans détrônés.

Dans la vie des Etats monarchiques, une opposition à la tête de laquelle se trouvent des princes héréditaires implique rarement de graves menaces pour la couronne, en tant qu'institution. De même, l'opposition que les chefs-aspirants du parti forment soit contre la personne, soit contre le système des vieux chefs, est rarement dangereuse. Le fait est que les révolutionnaires d'aujourd'hui sont les réactionnaires de demain.

CHAPITRE VI

Bureaucratisme. — Tendances centralisatrices et décentralisatrices.

A l'époque de ce qu'on appelait « le socialisme des émigrants », les socialistes avaient tout le temps de se consacrer à une politique élevée de principes, inspirée par l'internationalisme classique. Tout le genre de vie que menaient ces premiers socialistes, les longs et vifs échanges d'idées, pendant les interminables loisirs, autour du *samovar* bourdonnant, le contact continu avec des hommes d'origines diverses, l'impossibilité de déployer la moindre activité « pratique », — toutes ces conditions leur imposaient la conception d'un socialisme éminemment idéaliste et internationaliste.

Mais plus s'entr'ouvraient pour eux les portes de leurs pays, d'abord pour une propagande pure et simple, ensuite pour un travail positif et constructif, et plus les exigences éphémères de la vie quotidienne du parti prenaient dans les cerveaux socialistes le dessus sur les immortels principes. Ce que leur angle visuel gagnait en précision, il le perdait en ampleur et en grandeur.

De nos jours, le secrétaire de chaque syndicat cherche à enrôler dans son organisation le plus grand nombre possible d'adhérents, à approfondir les subtibilités casuistiques des assurances contre les accidents et l'invalidité, à se familiariser avec les questions

spéciales de l'inspection du travail dans les usines et de la juridiction prud'homale, avec le système des jetons pratiqué dans les magasins coopératifs et avec le contrôle de la consommation du gaz dans la régie municipale.

Mais, au fur et à mesure que les dirigeants des syndicats se spécialisent dans ces questions pratiques, ils perdent la faculté d'embrasser d'un coup d'œil d'ensemble le mouvement ouvrier, sinon dans sa totalité, du moins dans ses manifestations purement syndicales. Plus ils se consacrent à l'étude des questions techniques, et moins il leur reste de temps, de désir et d'intérêt pour l'étude des grands problèmes de philosophie de l'histoire, et en même temps leur façon de juger les questions internationales devient de plus en plus fausse.

Parallèlement à cette évolution, on voit se développer chez eux la tendance à voir un « incompétent », un « intrus », *einen Unberufenen*, dans quiconque cherche à envisager les choses d'un point de vue qui ne soit pas purement technique. Ils se montrent de plus en plus enclins à blâmer, comme se livrant à une activité irrationnelle, voire antisocialiste, tous ceux qui luttent en dehors du milieu étroit du socialisme spécialisé. Cette tendance à la spécialisation exclusive et absorbante, qui rend impossible toute vision plus ample et plus profonde des choses, est un phénomène caractéristique de la vie moderne en général, aussi bien dans ses manifestations pratiques que dans ses manifestations théoriques, scientifiques.

A certains de ces sous-officiers qui occupent les grades inférieurs et moyens de la bureaucratie du parti, on pourrait appliquer ce qu'Alfred Weber a dit de la bureaucratie en général, au cours du Congrès de la Société de Politique sociale, tenu à Vienne en 1909. Le bureaucratisme est l'ennemi juré de la liberté individuelle, de toute initiative courageuse en

matière de politique intérieure. Leur dépendance à l'égard des autorités supérieures étouffe chez la moyenne des employés la personnalité et contribue à imprimer à la société tout entière un cachet étroitement petit, bourgeois et philistin. L'esprit bureaucratique abaisse les caractères et engendre l'indigence morale.

Dans toute bureaucratie, on observe la chasse aux emplois, la manie des promotions, une servilité obséquieuse devant les supérieurs et une attitude hautaine envers les inférieurs.

Wolfgang Heine, qui est, dans le parti socialiste allemand, un des défenseurs les plus courageux de la liberté personnelle et intellectuelle des camarades, toujours sur la brèche pour dénoncer « la tendance à la bureaucratisation et à la suppression de la personnalité », va même, dans sa lutte contre la tyrannie bureaucratique, jusqu'à évoquer, à titre d'exemple impressionnant, le spectre de l'Etat prussien.

Il est vrai, dit-il, que la Prusse est gouvernée d'après des principes homogènes, par une bureaucratie qui peut être considérée comme le modèle du genre; mais il est également vrai que du fait de cette bureaucratie, et malgré ses succès extérieurs, la Prusse est en régression au point de vue intérieur. Si cet Etat est encore capable de produire quelques individualités accusées, il ne peut en aucun cas les tolérer dans son sein; de sorte que sa politique dégénère de plus en plus en une routine mécanique d'où l'esprit est absent. Il est hostile à tout progrès véritable.

On peut même dire que plus une bureaucratie se distingue par son zèle, par son sentiment du devoir et par le dévouement à la cause qu'elle représente, et plus elle se montre petite, étroite, rigide et illibérale.

Comme tout système centralisateur, la bureaucratie

trouve pourtant sa justification dans cette vieille observation que, pour être expédiées d'une façon rapide et précise, la plupart des affaires exigent une certaine unité administrative. Avec le système du fédéralisme, l'exercice d'un grand nombre de fonctions, comme, par exemple, l'exécution de travaux statistiques si importants, ne pourrait jamais se faire de façon satisfaisante.

En Allemagne, l'autorité des chefs s'était manifestée tout d'abord, conformément au caractère du peuple et à l'insuffisante éducation politique des masses, sous une forme monarchique : c'était la dictature illimitée d'un seul.

La première organisation ouvrière, née sur le sol allemand, fut l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*, de Ferdinand Lassalle.

Fondée en 1863, cette organisation subsista jusqu'en 1875, époque à laquelle elle fusionna avec la fraction internationaliste et marxiste du socialisme allemand, dite « fraction d'Eisenach ».

Création personnelle d'un homme extraordinaire, elle portait jusque dans les moindres de ses détails l'empreinte de sa personnalité.

On avait prétendu que cette association lassallienne a été constituée sur le modèle du *Nationalverein*, ligue nationale allemande très puissante à cette époque. Ceci est peut-être vrai quant à sa base, mais ne l'est certainement pas quant à son sommet. L'organisation de l'*Arbeiterverein* représentait bien, comme celle du *Nationalverein*, une société unitaire dont les membres étaient dispersés dans toute l'Allemagne, sans être constitués en sections locales proprement dites. L'adhésion dans l'une ou dans l'autre de ces ligues avait un caractère national et les affiliés dépendaient directement de l'organe central.

Mais cet organe ne se composait pas, dans l'*Arbeiterverein*, comme c'était le cas du *Nationalverein*, de

plusieurs membres : il était représenté par un seul individu. Ferdinand Lassalle, comme plus tard son successeur Johann Baptist von Schweitzer, avait, avec le titre de président du parti des travailleurs allemands, des pouvoirs comparables à ceux du doge de la République de Venise, à cette différence près que son autorité n'était pas limitée, comme celle des doges, par des institutions de contrôle oligarchiques. Le président régnait comme un véritable monarque absolu. Exempt de toute surveillance, il nommait *motu proprio* ses substituts, ses plénipotentiaires et jusqu'à son propre successeur. Il commandait : tous les autres n'avaient qu'à obéir.

Cette structure de l'association répondait non seulement aux qualités personnelles de Lassalle, à son indomptable ambition du pouvoir et à son caractère égocentrique qui faisaient de lui, individu de génie, un si mauvais connaisseur d'hommes, mais aussi à sa conception théorique de la tâche qui incombe à toute organisation de parti. Dans son fameux discours de Ronsdorf, il disait : « Partout où je suis allé, j'ai entendu de la bouche des ouvriers des discours qui peuvent se résumer dans la phrase suivante : Nous devons, de toutes nos volontés éparses, forger un marteau et le mettre entre les mains d'un homme dont l'intelligence, le caractère et le dévouement nous soient une garantie qu'avec le marteau il frappera fort ! »

Et il ajoutait : « Les deux termes opposés que nos hommes d'Etat ont jusqu'ici considérés comme inconciliables, dont la fusion leur apparaissait même comme une véritable pierre philosophale, c'est-à-dire la liberté et l'autorité, ces deux extrêmes, sont unis de la façon la plus intime dans notre association qui représente ainsi le modèle en petit de notre forme sociale prochaine ! »

La dictature n'était donc pas, aux yeux du président,

une simple nécessité momentanée qui s'impose à une organisation en état de lutte, mais bien le but final même du mouvement ouvrier.

Mais depuis la mort de Lassalle, cette conception dictatoriale de l'organisation du parti socialiste allemand s'est considérablement atténuée. La formation d'un socialisme méridional, moins rigide que celui de la Prusse et de la Saxe, et plus jaloux de son autonomie, n'a pas peu contribué à cette atténuation. Mais il n'y a eu qu'atténuation et non disparition complète.

Pendant que se formait en Allemagne l'organisation massive des lassalliens, les chefs de l'Association Internationale adoptaient une forme d'organisation différente. La jalousie réciproque qui animait les représentants des différentes nationalités était déjà en elle-même un obstacle à la constitution, au sein de l'Association Internationale des Travailleurs, d'une dictature personnelle.

Ainsi naquit à Londres le Conseil général, autorité suprême, composé d'une poignée de membres appartenant aux différents pays représentés dans l'Internationale. Les pouvoirs de ce gouvernement étaient, dans beaucoup de matières, à peu près aussi illimités que ceux du président de l'Association lassallienne en Allemagne.

Le Conseil général défendait aux associations qui dépendaient de lui de se donner un président, car il voyait là une mesure contraire au principe démocratique. Mais en ce qui le concernait lui-même, il déclarait avec orgueil, par la bouche du plus compétent d'entre ses membres, que la classe ouvrière a trouvé en lui une « direction commune ».

Il choisissait dans son propre sein les fonctionnaires chargés de la direction des affaires, tels que le trésorier, le secrétaire général et les secrétaires correspondants pour les différents pays, et n'hésitait pas,

à l'occasion, à confier plusieurs charges à une seule et même personne. L'Allemand Engels était chargé, pendant quelque temps, de quatre secrétariats : pour l'Espagne, l'Italie, le Portugal et le Danemark.

Ajoutons que le secrétariat comportait des prérogatives très importantes, telles par exemple que la reconnaissance des sections nouvellement constituées, la concession ou le refus de subsides pécuniaires et la solution de controverses surgissant entre camarades.

Il est incontestable que l'Internationale avait subi pendant quelques années, dans toutes ses manifestations pratiques et théoriques les plus significatives, la domination de la volonté de fer du seul Karl Marx. Le conflit qui existait au sein du Conseil entre l'oligarchie de droit et la monarchie de fait a été la cause intime de la rapide décadence de l'Internationale première manière.

La conduite du Conseil général et celle de Marx en particulier ont été dénoncées comme étant en opposition avec le socialisme, parce que dans leur funeste avidité du pouvoir ces hommes, disait-on, introduisaient dans la politique des ouvriers les principes de l'autoritarisme. Ces accusations partirent pour la première fois du dehors, c'est-à-dire de groupes qui n'étaient pas représentés au Conseil général.

Les accusateurs étaient Bakounine, les Italiens, les Jurassiens. Mais le Conseil général en eut facilement raison. Au Congrès de La Haye, en 1872, les « autoritaires », usant de moyens dont tous n'étaient pas recommandables (en recueillant des mandats, en convoquant le Congrès dans une ville peu accessible à certains des opposants, tout à fait inaccessible à d'autres) remportent sur les « antiautoritaires » une victoire complète.

Mais peu à peu des voix se sont élevées au sein du Conseil même pour blâmer l'ambition démesurée de

Marx. Bientôt celui-ci fut abandonné par la plupart de ses anciens amis. Les blanquistes français se sont séparés de lui avec ostentation, après qu'il eût transféré arbitrairement le siège du Conseil général à New-York. Les deux chefs influents des Unions ouvrières anglaises, Odger et Lucraft, se sont détachés de Marx, parce que, membres du Conseil général, ils n'ont pas été consultés par lui au sujet du Manifeste en faveur de la Commune de Paris qui portait pourtant leurs signatures. Et les émigrants allemands résidant en Angleterre, Jung et Eccarius, ont déclaré ne pas pouvoir collaborer avec des personnes aussi autoritaires que Marx et Engels. Et les oligarques firent ainsi sauter la monarchie larvée qui s'était formée au sein du Conseil.

Lorsque fut fondée en 1889 ce qu'on a appelé la nouvelle Internationale et que les partis socialistes qui se sont constitués entre temps dans différents pays eurent adopté l'habitude de prendre des délibérations en commun dans des congrès *nationaux*, le « concept d'internationalité », pour nous servir d'une expression de Jaeckh, s'est beaucoup transformé.

Afin de pouvoir « sans retard mettre en campagne, partout où éclatait la lutte économique de classes, les forces réunies et organisées de la classe ouvrière tout entière », la vieille Internationale avait imposé au prolétariat international la concentration la plus rigide. La nouvelle Internationale affecte, au contraire, la forme d'un système très lâche, composé d'éléments étrangers les uns aux autres, dont chacun possède une organisation intérieure très rigide, mais qui ne dépasse pas en étendue les limites d'un Etat. En d'autres termes, la nouvelle Internationale est une confédération d'organismes politiques parfaitement autonomes.

La vieille Internationale était une dictature individuelle qui se dissimulait sous des formes oligar-

chiques. La nouvelle peut être comparée aux anciens Etats Généraux des Pays-Bas : elle est une république fédérative, formée de plusieurs oligarchies indépendantes. Le Conseil général de Londres était tout-puissant. Le *Secrétariat socialiste international* de nos jours, qui a son siège à Bruxelles, n'est qu'un office de correspondance, sans aucune espèce d'autorité.

Chaque parti se tient de nos jours continuellement sur ses gardes, afin d'empêcher les autres d'étendre indûment leurs sphères d'influence.

Aussi la portée internationale des résolutions votées dans les congrès internationaux est-elle à peu près insignifiante. Au Congrès socialiste international d'Amsterdam, en 1904, le Belge Anseele a fait clairement comprendre qu'il ne se considérerait pas lié par un vote international qui interdirait aux socialistes de faire partie d'un ministère bourgeois. De même, au Congrès international de Stuttgart (1907), Vollmar repoussa, avec l'assentiment des Allemands, l'ingérence des Français dans la politique militaire de la démocratie socialiste allemande. Il protesta d'avance contre toute résolution internationale réglant la conduite des socialistes de tous les pays en cas de guerre.

Les oligarchies nationales ne sont disposées à reconnaître l'autorité des résolutions internationales que lorsqu'elles veulent se débarrasser d'une fraction gênante de leur parti. Tantôt les chefs de la minorité font authentiquer par une bulle internationale la pureté de leurs sentiments socialistes à l'encontre de la majorité, qu'ils accusent d'hérésie. Tantôt ce sont, au contraire, les chefs de la majorité qui cherchent à triompher, sur le terrain international, des chefs de la minorité dont ils ne réussissent pas à avoir raison dans leur propre pays.

Exemple du premier cas : au Congrès d'Amsterdam (1904), la minorité guesdiste cherche à discré-

diter, devant l'opinion internationale, les idées du grand cousin Jaurès sur la politique intérieure; la manœuvre s'est montrée efficace, puisque les guesdistes ont réussi à attacher Jaurès à leur char et à le tenir prisonnier dans les rangs serrés du parti unifié.

Exemple du deuxième cas : les partis socialistes allemand et italien s'appuient sur les décisions des Congrès internationaux (Paris 1889, Zurich 1893, Londres 1895) pour se débarrasser définitivement de leurs fractions antiparlementaires et anarchistes.

Mais au sein même des partis nationaux, la centralisation est loin d'être absolue. Là aussi on observe des tendances à la décentralisation. Cette décentralisation est l'œuvre de minorités compactes de chefs qui, plutôt que de se soumettre à la direction centrale du parti, préfèrent se retirer dans leur sphère d'action locale (province, commune, etc.).

Les chefs qui font partie de la minorité n'éprouvent aucune sympathie pour une organisation nationale fortement centralisée. Jules César préférait être premier en Gaule que deuxième à Rome. Un Vollmar qui possède sur ses Bavarois une autorité telle qu'il a été surnommé « le roi non couronné de Bavière », ne peut se résigner au rôle d'un deuxième violon dans le concert du socialisme germanique. Plutôt premier à Munich que deuxième à Berlin!

Le mot d'ordre des majorités est : centralisation; celui des minorités : autonomie.

La lutte de celles-ci contre celles-là revêt ainsi les formes d'une véritable lutte pour la liberté; et lorsque les chefs des minorités se sentent très forts, ils vont jusqu'à réclamer la suppression pure et simple de tout organe central du parti.

Au Congrès tenu à Imola en 1902, le chef des réformistes italiens, Filippo Turati, fit, de concert avec ses amis, la proposition de supprimer la direc-

tion du parti : il fallait, disait-il, substituer à cette institution vieille, autoritaire et décrépite l'autonomie complète des organisations locales ou, tout au moins. la remplacer par un organe purement administratif et exécutif, composé de trois employés techniques. C'est du jacobinisme, ajoutait-il, que de vouloir gouverner de haut un parti entier.

Mais les adversaires de cette conception démocratique lui opposent un objection qui n'est pas sans valeur : si on supprime la direction, disent-ils, ce sont les députés qui resteront les maîtres uniques et incontrôlables du parti. Il en résultera que toutes les fois qu'il faudra adopter d'urgence une certaine résolution, c'est le groupe parlementaire représentant, non le parti, mais les masses électorales, qui décidera de la ligne de conduite à suivre.

Les luttes que la question de la centralisation ou de la décentralisation suscite au sein des partis démocratiques modernes, présentent, sous beaucoup de rapports, une très grande importance scientifique.

Si les deux partis adverses lancent dans le débat un grand nombre de raisons théoriques et d'arguments d'ordre moral, il est bon d'insister une fois de plus sur ce fait que l'opposition à la centralisation, internationale ou nationale, n'a rien à voir, chez ses champions, avec le désir de conquérir une plus grande liberté individuelle.

Cette opposition s'explique le plus souvent par des raisons d'ordre pratique, et plus spécialement par les différences économiques, sociales et autres qui séparent les classes ouvrières de différentes régions. Les tendances à l'autonomie locale, provinciale ou régionale naissent, en effet, dans la plupart des cas, de ces différences réelles et inéluctables de milieu.

Vu l'ambiance sociale dans laquelle ils vivent, les socialistes de l'Allemagne du Sud se sentent séparés comme par un océan de leurs camarades du Nord.

S'ils réclament pour eux le droit à l'autonomie et à la tactique ministérialiste, c'est parce qu'ils habitent des pays où le parlementarisme a déjà une histoire glorieuse, remontant à plus d'un siècle, tandis que la Prusse est encore tout imbue d'esprit autoritaire et féodal ; c'est encore parce qu'ils vivent sous un régime agraire où la petite propriété domine, tandis que les provinces centrales et orientales sont plutôt soumises au régime de la grande propriété foncière, de la propriété « latifundiste ». Aussi les différences de classes et de mentalités sont-elles moins accusées dans le Sud que dans le Nord, et le parti ne se trouve pas en présence des mêmes adversaires ici et là.

Dans les luttes toujours vives, souvent violentes, que se livrent les dirigeants du socialisme du Nord et ceux du socialisme du Sud, on retrouve des deux côtés la même accusation : vous appartenez, disent-ils les uns aux autres, à un pays d'une civilisation peu avancée et vous représentez des idées et des théories arriérées. Les « nordistes » affirment que les « sudistes » vivent *encore* dans un milieu petit-bourgeois, pacifique, rural, alors qu'eux-mêmes, avec leur grande industrie, représentent l'*avenir* ; à quoi les « sudistes » rêpondent, non sans orgueil, qu'ils vivent déjà dans des conditions de milieu que leurs camarades du Nord doivent encore conquérir, en détruisant la grande propriété et en supprimant la classe privilégiée des *Junkers*.

Des différences de milieu analogues séparent les socialistes italiens.

En Italie, les socialistes du Sud se dressent également contre ceux du Nord et prétendent que le socialisme du Sud ne comporte pas la même base théorique que celui du Nord. Dans l'ancien royaume de Naples, disent-ils, les conditions réelles, les systèmes locaux de production et de distribution n'établissent pas une délimitation nette et profonde

entre les deux classes qui, d'après le socialisme classique, se trouvent en lutte, en conflit d'intérêts. Aussi la propagande socialiste révolutionnaire. ou marxiste, si on voulait l'introduire dans cette partie de l'Italie, frapperait-elle non seulement les grands et les moyens propriétaires, mais aussi les petits.

Tandis que les socialistes de la vallée du Pô sont des adversaires acharnés des droits sur le blé, parce que ces droits font renchérir la vie des masses ouvrières agglomérées dans les grands centres, les socialistes du Midi se sont à plusieurs reprises prononcés avec vigueur en faveur du protectionnisme, parce que sa suppression dans une région où prolétaires et patrons vivent de l'agriculture, amènerait une véritable crise de la production.

Autre exemple : les socialistes du Nord, où domine le système industriel, désapprouvent l'expédition de Tripoli, tandis que ceux du Sud, où domine le régime agricole, sont des expansionnistes enthousiastes.

A ces raisons pour ainsi dire intrinsèques, parce qu'elles découlent directement des différences objectives séparant les deux régions, s'ajoute encore. pour opposer les socialistes du Sud à ceux du Nord, une raison tirée de l'attitude du gouvernement central.

Cette attitude a été qualifiée de politique à double face : libérale dans le Nord. elle s'est montrée très souvent illibérale dans le Sud, où le gouvernement se trouve trop lié aux coteries locales, seuls arbitres électoraux dans une région où la population ayant le droit de vote est peu nombreuse.

En 1902, sous le ministère Giolitti, cette double attitude du gouvernement a provoqué une sérieuse dissidence au sein du parti : tandis que les socialistes du Nord ne dissimulaient pas leur ardent ministérialisme, ceux du Sud, tout en étant plus réformistes, accablaient le gouvernement des plus graves reproches.

De tout ce que nous venons de dire, il résulte que les diverses tendances à la décentralisation, tout en étant de nature à empêcher la formation d'une oligarchie gigantesque, n'affectent pas le principe oligarchique comme tel : elles ont seulement pour effet la création d'un grand nombre d'oligarchies de moindre extension, mais dont chacune n'est pas moins puissante dans sa sphère d'action limitée.

TROISIÈME PARTIE

L'EXERCICE DU POUVOIR ET SES RÉACTIONS PSYCHOLOGIQUES SUR LES CHEFS

CHAPITRE I

La métamorphose psychologique des chefs.

A l'apathie des foules et à leur besoin d'être guidées correspond, chez les chefs, une soif illimitée du pouvoir. Et c'est ainsi que le développement de l'oligarchie démocratique se trouve favorisé, accéléré par les propriétés générales de la nature humaine.

Dans la plupart des cas, et surtout au début de sa carrière, le chef est sincèrement convaincu de l'excellence des principes qu'il représente. « Le meneur, dit avec beaucoup de raison M. Gustave Le Bon, a d'abord été le plus souvent le mené. Il a lui-même été hypnotisé par l'idée dont il est devenu l'apôtre. »

Dans beaucoup de cas le chef s'est détaché de la masse, dont il n'a été d'abord qu'une molécule, inconsciemment, sans se demander où son acte instinctif allait le conduire, sans poursuivre un avantage, quel qu'il soit. Il y était poussé par une vision plus nette, un sentiment plus profond et un désir plus

ardent du but général, par une impulsivité plus forte, par la souplesse et le sérieux de son caractère, par sa chaude sympathie pour ses prochains.

Ceci est tout particulièrement vrai du cas où le chef, loin de se trouver en présence d'un parti solide, capable d'offrir des emplois rémunérateurs, doit commencer par fonder, par créer son parti. Mais même dans les partis fortement constitués, le chef n'agit pas toujours en vue de ses intérêts personnels.

Tous ceux qui sont devenus les dirigeants des masses n'ont pas commencé par aspirer à le devenir. Tous ceux qui sont « arrivés » ne sont pas nécessairement des « arrivistes ».

Mais celui qui est arrivé ne retourne pas volontiers à la situation obscure qu'il avait occupée auparavant. « Celui qui a été élu une fois fera tout son possible pour être réélu », a dit un des plus honnêtes députés de la Chambre italienne, le professeur de droit pénal Pio Viazzi, membre du groupe républicain.

L'abandon d'une situation publique, obtenue au prix de grands efforts et de nombreuses années de travail est un luxe que seul peut se permettre un grand seigneur ou un homme chez lequel l'esprit de sacrifice atteint un degré exceptionnel. Mais une pareille abnégation est trop au-dessus des forces de l'homme moyen.

La conscience du pouvoir communique toujours à celui qui le possède la vanité de se croire un grand homme. Le désir de dominer, pour le bien ou pour le mal, sommeille au fond de toute âme humaine. Ce sont là des enseignements élémentaires de la psychologie. La conscience de sa propre valeur personnelle et du besoin qu'ont les hommes d'être guidés et dirigés ont pour effet d'inspirer au chef le sentiment de sa supériorité et la conviction qu'il est indispensable. Quiconque a réussi à conquérir le pouvoir cherchera

généralement à le consolider et à l'étendre, à multiplier les remparts autour de sa position, de façon à rendre celle-ci inattaquable et à la soustraire au contrôle de la masse.

Michel Bakounine, le fondateur du socialisme anarchiste, prétendait que la possession du pouvoir transformait en tyran jusqu'à l'ami le plus dévoué de la liberté.

Il est vrai que l'exercice du pouvoir imprime à son détenteur la marque d'un changement profond et ineffaçable, et elle est profondément vraie, cette caractéristique de l'homme politique tracée par Alphonse Daudet : « Bien vite, s'il s'agit de l'affreuse politique, nos qualités tournent au pire : l'enthousiasme devient hypocrisie ; l'éloquence faconde et boniment ; le scepticisme léger, escroquerie ; l'amour de ce qui brille, fureur du lucre et du luxe à tout prix ; la sociabilité, le besoin de plaire, se font lâcheté, faiblesse et palinodie. »

Lorsque les chefs ne possèdent ni fortune personnelle ni autres sources suffisantes de revenus, ils se cramponnent avec ténacité, pour des raisons économiques, à leur emploi qu'ils finissent par considérer comme leur chose, leur bien inaliénable.

Cela est particulièrement vrai des anciens ouvriers devenus meneurs et ayant perdu l'habitude du travail manuel. La perte de leur poste serait pour eux un véritable désastre financier. En leur qualité de chefs, ils ont joui des avantages et des privilèges inhérents à leur état de dominateurs au petit pied ; aussi ne se trouveraient-ils plus à leur aise dans leur ancien milieu. Ils sont désormais inaptes à tout autre travail en dehors de celui de la propagande. Leurs mains ont perdu leurs callosités et ne souffrent tout au plus que de la crampe des écrivains.

De leur côté, les transfuges de la bourgeoisie, après avoir combattu pendant un certain nombre

d'années dans le parti socialiste, sont totalement usés. Jeunes, vifs et enthousiastes, ils sont entrés dans les rangs des ouvriers organisés. Ils n'ont pas tardé à devenir leurs chefs. Mais la vie qu'ils ont menée en cette qualité, quelque grands qu'en aient été les avantages, était faite de fatigues et d'excès, pernicieux pour leur système nerveux. Aussi les a-t-elle vieillis avant l'âge.

Que leur reste-t-il à faire? Ils se sentent étrangers à leurs occupations primitives, d'autant plus étrangers que ces occupations présentent moins de rapports avec le métier politique.

Un avocat pourra encore continuer l'exercice de sa profession, même s'il s'y consacre tout entier, sans être obligé de sortir du parti. La lutte politique et la vie judiciaire ont plus d'un point de contact, étant donné que la lutte politique n'est qu'un plaidoyer continuel. Aussi l'avocat qui participe activement à la vie publique trouve-t-il largement de quoi satisfaire son amour du discours et de la dialectique et plus d'une occasion d'exercer la force de ses poumons et de se livrer à l'art des grands gestes.

Il en est tout autrement du savant, par exemple. Ceux des savants qui ont pris une part active à la vie du parti, soit en qualité de journalistes et de propagandistes, soit comme députés, ont vu leurs aptitudes scientifiques subir une baisse lente, mais progressive. Ils sont morts pour leur discipline, parce que, absorbés par le travail politique quotidien, ils n'ont plus eu le temps d'approfondir les problèmes et de continuer à perfectionner leur culture et à développer leurs facultés intellectuelles.

Mais la transformation psychique que les chefs subissent au cours des années tient à d'autres causes encore.

Pour ce qui est des chefs ouvriers d'origine bourgeoise, on peut dire qu'ils sont venus au prolétariat

soit par sentiment moral, soit par enthousiasme, soit enfin par conviction scientifique. Ils ont franchi le Rubicon, alors qu'ils étaient encore jeunes étudiants, à peine sortis de l'enfance, c'est-à-dire à l'âge de l'ardeur juvénile et de l'optimisme. S'étant mis de l'autre côté de la barricade, à la tête des ennemis de leur classe d'origine, ils ont combattu et travaillé, essuyant des défaites, remportant des victoires.

Puis la jeunesse a passé ; dans leurs combats au service du parti et de l'idéal, ils ont dispersé au vent leurs meilleures années. Les premiers accords du long prélude annonçant la vieillesse commencent à résonner pour eux. Mais avec la jeunesse ils ont également perdu leur idéal qui n'a pas résisté aux amertumes et aux déceptions de la lutte de tous les jours, pas plus qu'aux nouvelles connaissances acquises qui sont souvent en contradiction flagrante avec leur ancienne foi.

Aussi de nombreux chefs socialistes deviennent-ils avec l'âge étrangers à ce que le socialisme contient de plus essentiel, les uns se débattant difficilement contre leur scepticisme, d'autres revenant, consciemment ou non, à l'idéal de leur âge présocialiste.

Mais pour ces désenchantés le retour complet en arrière est impossible. Leur passé les enchaîne. Ils ont une famille qu'ils doivent nourrir. D'un autre côté, leur renom politique exige qu'ils persévèrent toujours dans la même voie. Aussi restent-ils extérieurement fidèles à la cause à laquelle ils ont un jour sacrifié le meilleur d'eux-mêmes. Mais renonçant à l'idéalisme, ils sont devenus opportunistes ; ces anciens croyants, ces altruistes de jadis, dont le cœur fervent n'aspirait qu'à se donner, se sont transformés en sceptiques, en égoïstes dont les actions ne sont plus guidées que par le froid calcul.

Il est certain qu'à mesure qu'un individu conquiert dans son parti des situations de plus en plus élevées,

son monde psychique et mental subit souvent une évolution qui aboutit à une transformation complète. Et quand cette transformation est accomplie, le chef ne voit dans son propre changement qu'un reflet du changement survenu, prétend-il, dans le monde environnant. Les circonstances nouvelles, dit-il, exigent une nouvelle théorie et imposent une nouvelle tactique. C'est de la nécessité psychologique de trouver une explication et une excuse à la métamorphose des chefs qu'est née en grande partie la théorie réformiste et revisionniste du socialisme international.

Ce qui exerce une action particulièrement puissante sur la mentalité des chefs et sur leur composition, c'est le passage brusque de l'opposition à la participation au pouvoir.

Il est évident que dans une période de proscriptions et de persécutions de la part de la société et de l'Etat, la moralité des chefs du parti se maintient à un niveau beaucoup plus élevé que dans une période de triomphe et de paix : ce fait est dû en grande partie à ce que les caractères égoïstes et étroitement ambitieux se tiennent alors à l'écart du parti, ne se souciant nullement de jouer le rôle de martyrs.

Tant que la lutte pour les opprimés ne rapporte à ceux qui y sont engagés que la couronne d'épines, les bourgeois venus au socialisme ont à remplir dans le parti des fonctions qui exigent beaucoup de désintéressement personnel. Ces mêmes bourgeois ne deviennent dangereux pour le socialisme qu'à partir du jour où le mouvement ouvrier, volontairement oublieux de ses principes, s'engage dans les sentiers glissants d'une politique de compromissions.

En Italie, pendant la période des persécutions, tous ceux qui ont observé et étudié impartialement le mouvement socialiste ne tarissaient pas d'éloges sur la valeur morale de ses chefs.

Mais le parti socialiste italien n'a pas plus tôt

achevé sa conversion à l'amitié gouvernementale (vers 1900), que des voix s'élèvent de toutes parts pour déplorer sa déchéance et pour dénoncer l'entrée dans le parti de nombreux éléments qui ne voyaient en lui que l'étrier qui devait les aider à se hisser sur le veau d'or de l'administration publique.

Partout où les socialistes sont maîtres de municipalités, de banques populaires, de coopératives de consommation, partout où ils disposent d'emplois rémunérés, il apparaît évident que leur niveau moral a considérablement baissé et que les ignorants et les égoïstes forment dans leurs rangs la majorité.

CHAPITRE II

L'idéologie bonapartiste.

En tant que chef d'Etat, Napoléon I[er] tenait à passer pour l'élu du peuple. Dans ses actes publics, l'Empereur se vantait de n'être redevable de son pouvoir qu'au peuple français. Après la bataille des Pyramydes, alors que sa gloire commençait à monter vers son zénith, le général exigeait impérieusement que lui fût conféré le titre de *premier représentant du peuple*, qui, jusqu'alors, avait été réservé aux seuls membres des corps législatifs. Lorsque, par son plébiscite, le peuple lui-même l'éleva plus tard au trône de France, il déclara qu'il considérait son pouvoir comme s'appuyant exclusivement sur la masse.

Une dictature personnelle conférée par le peuple, selon les normes constitutionnelles : telle était l'interprétation bonapartiste de la souveraineté du peuple.

Le césarisme de Napoléon III se fondait sur le principe de la souveraineté populaire dans une mesure plus grande encore. Dans sa lettre du 24 mai 1848, adressée de Londres à l'Assemblée nationale, le prétendant à la couronne reconnaissait la République française, issue de la Révolution de Février et fondée sur le suffrage universel. Et il revendiquait en même temps, en sa faveur, et contre le roi Louis-Philippe exilé, un droit posthume à l'insurrection et au trône.

Cette reconnaissance et cette revendication étaient

des conséquences logiques d'un seul et même principe. « En présence d'un roi élu par deux cents députés, disait-il dans cette lettre, je pouvais me rappeler être l'héritier d'un Empire fondé sur l'assentiment de quatre millions de Français; en présence de la souveraineté nationale (résultant du suffrage universel), je ne peux et ne veux revendiquer que mes droits de citoyen français. »

Non content de reconnaître dans la souveraineté du peuple la source de son pouvoir, Napoléon III en a fait encore la base théorique de toute son action pratique.

Il s'est rendu populaire en France en disant qu'il se considérait comme le simple organe exécutif de la volonté collective, telle qu'elle se manifeste dans les élections, et que, comme tel, il se tenait à l'entière disposition de cette volonté, pour tout ce qu'elle pourrait décider. Avec beaucoup d'habileté, il répétait sans cesse qu'il n'était qu'un instrument, une créature des masses.

Alors qu'il était encore président, il a déclaré dans un discours qu'il était prêt, le cas échéant, soit à l'abnégation, soit à la persévérance, en d'autres termes : soit à s'en aller, soit à rester.

C'était le plus pur esprit bonapartiste qui s'exprima par la bouche du garde des sceaux Ollivier, lorsqu'il proclama à la Chambre, au cours d'une des séances orageuses de l'été 1870 : « Nous vous appartenons; vous nous reprendrez quand vous voudrez; nous serons toujours là pour recevoir vos reproches et vos anathèmes. »

Le bonapartisme reconnaît la volonté du peuple sans réserves, jusqu'à lui concéder le droit au suicide : la souveraineté populaire peut aller jusqu'à se supprimer elle-même. Mais, envisagée sous son aspect purement humain, la souveraineté populaire est inaliénable, et si l'on tient compte de la succession des

générations, elle apparaît, en outre, illogique et injuste, les pères ne pouvant revendiquer pour eux le droit moral de lier, par leur renonciation, leurs fils. Partant de cette idée, les démocrates de l'époque napoléonienne réclamaient avec la plus grande énergie la limitation du pouvoir inhérent à la souveraineté, en refusant à celle-ci le droit à sa propre suppression spontanée.

Le bonapartisme est la théorie de la domination individuelle ayant bien son origine dans la volonté collective, mais tendant à s'émanciper de celle-ci et à devenir souveraine à son tour. Il trouve dans son passé démocratique un refuge contre les dangers qui peuvent le menacer dans son présent antidémocratique.

Dans le bonapartisme, le gouvernement de César, ainsi que l'avait noté un esprit sagace des dernières années de l'Empire, devient un organe régulateur de la souveraineté populaire. *Il est la démocratie personnifiée, la nation faite homme.* (E. Laboulaye.) Il est la synthèse de deux concepts antagonistes : démocratie et autocratie.

Une fois son nom sorti de l'urne électorale, l'élu ne souffre plus aucune opposition.

Puisqu'il personnifie la majorité du peuple, toute opposition à son égard est antidémocratique.

Le chef d'une pareille démocratie est irrévocable, puisque la nation qui a parlé ne saurait se contredire.

Il est, de plus, infaillible : en tant que « l'Elu de six millions de suffrages exécute la volonté du peuple, il ne le trahit pas ».

Au nom de la souveraineté du peuple, il est raisonnable et nécessaire que les adversaires du gouvernement soient exterminés, l'élu pouvant se considérer, de plein droit, comme représentant la collectivité qui s'est confiée à lui par un acte de décision spontanée. Ce sont, dit-on, les électeurs eux-mêmes qui exigent

de l'élu d'user de mesures de répression sévères, de recourir à la force, de concentrer dans ses mains toute l'autorité.

Une des conséquences de cette théorie de la volonté populaire se résumant dans l'organe suprême, est que les éléments compris entre l'une et l'autre, à savoir le corps des fonctionnaires publics, doivent être tenus dans la dépendance la plus stricte à l'égard de l'autorité centrale, laquelle, à son tour, dépend du peuple. La moindre manifestation de liberté de la part de la bureaucratie équivaudrait à une rébellion contre la souveraineté des citoyens.

Ce qu'il y a de plus caractéristique dans cette conception, c'est que le pouvoir du chef de l'Etat s'appuie exclusivement sur la volonté directe de la nation. Le bonapartisme ne reconnaît pas d'anneaux intermédiaires. Le Coup d'Etat du 2 décembre 1851 a été présenté par lui comme une émancipation du peuple du joug du Parlement, cette émancipation ayant eu pour corollaire un appel plébiscitaire aux masses.

Victor Hugo comparait les rapports entre le Parlement et le ministère, tels qu'ils étaient en vigueur sous Napoléon III, aux rapports entre un maître et ses serviteurs ; celui-là nommé par l'Empereur, ceux-ci par le peuple.

Cette affirmation, incontestable en fait, était théoriquement inexacte. En théorie, chaque acte accompli par le bonapartisme était parfaitement légitime, alors même qu'il était accompagné d'une effusion de sang. Le plébiscite était comme un bain purificateur qui légitimait toutes les illégalités.

Lorsqu'il eut reçu l'annonce solennelle de son triomphe plébiscitaire, Napoléon III déclara que s'il a commis par son Coup d'Etat une infraction aux lois, ce ne fut que pour raffermir le droit. « Je ne suis sorti de la légalité que pour rentrer dans le droit. » Et sept millions de votes l'ont absous.

La sanction plébiscitaire, trois fois renouvelée par le peuple français au gouvernement illégal du troisième Bonaparte et confirmée par d'innombrables et bruyantes démonstrations de sympathie, offrit au désir de conciliation des républicains accommodants un facile prétexte pour passer de l'opposition à la monarchie. Le césarisme plébiscitaire ne s'appuyait-il pas en effet sur la même base que la république qu'ils rêvaient? Emile Ollivier divisait les formes de gouvernement en deux grandes catégories : gouvernement personnel et gouvernement national, le chef de ce dernier n'étant qu'un « délégué de la nation pour l'exercice des droits sociaux ». De cette façon sa conscience républicaine pouvait être tranquille et sa conversion au bonapartisme apparaître comme logique et conforme à ses principes.

L'histoire des partis et des syndicats modernes, démocratiques et révolutionnaires, présente des phénomènes analogues à ceux que nous venons d'analyser.

Il est facile d'en comprendre les raisons. Le bonapartisme trouve un terrain éminemment favorable chez les foules démocratiques auxquelles il donne l'illusion d'être les patrons de leurs patrons; et en introduisant la procédure de la délégation, il donne à cette illusion une teinte juridique qui plaît aux masses luttant pour leurs « droits ».

La délégation et l'abdication à l'exercice direct du pouvoir par le peuple, s'accomplissent en effet selon toutes les règles, par un acte de la volonté consciente du peuple, en dehors de cette métaphysique intervention divine dont se réclame la monarchie héréditaire et légitime tant détestée. Le chef élu apparaît ainsi comme investi de ses fonctions par le vouloir spontané, voire par l'arbitraire des masses, dont il est la créature. Cette façon d'envisager les rapports entre la masse et les chefs flatte l'amour-propre de chaque

citoyen qui se dit : « Sans moi, il ne serait pas ce qu'il est, c'est moi qui l'ai élu, il m'appartient. »

Il est une autre raison, psychologique et historique, pour laquelle la masse accepte sans protester un certain degré de tyrannie de la part des chefs élus : c'est que la masse subit plus facilement la domination, lorsque chacun de ses membres a la possibilité de se rapprocher du pouvoir et même d'en conquérir une parcelle. Les bourgeois et les paysans français du milieu du XIX[e] siècle, imbus d'idées démocratiques, détestaient la monarchie légitimiste, mais donnaient volontiers leurs votes au troisième Napoléon, parce qu'ils se rappelaient avec quelle facilité leurs pères sont devenus grands dignitaires sous son glorieux oncle. De même, lorsqu'il s'agit de partis, on sent rarement le poids d'une oligarchie dans laquelle les droits de la masse sont codifiés et à laquelle chacun peut participer en principe.

En raison de la procédure démocratique de son élection, le chef élu d'une organisation démocratique est plus autorisé que le chef né de l'aristocratie à se considérer comme l'émanation du vouloir collectif et à exiger de ce fait obéissance et soumission à sa volonté personnelle. « La direction du parti, lit-on dans un journal socialiste, constitue l'autorité que le parti entier s'est donnée et dans laquelle s'incarne l'autorité du parti lui-même. La respecter est donc la règle la plus élémentaire de la discipline démocratique. » L'obéissance absolue que la masse organisée doit à ses chefs découle des rapports démocratiques existant entre celle-là et ceux-ci. Elle n'est que la soumission collective à la volonté collective représentée par ces derniers.

Les chefs eux-mêmes, toutes les fois qu'on leur reproche une attitude antidémocratique, se réclament de la volonté de la masse dont ils sont issus, c'est-à-dire de leur qualité d'élus. Puisque, disent-ils, les

masses nous ont élus et réélus pour chefs, nous sommes l'expression légitime de leur volonté et nous nous confondons avec elles.

L'ancienne aristocratie croyait que la désobéissance aux ordres du monarque était un péché contre Dieu. Dans la démocratie moderne, on croit au contraire qu'il n'est permis à personne de désobéir aux ordres des oligarques, parce que ce serait se rendre coupable envers soi-même, envers sa propre volonté spontanément transférée aux représentants ; la désobéissance constituerait dans ce cas une atteinte au principe démocratique.

Dans les démocraties les chefs fondent leur droit au commandement sur la toute-puissance démocratique des masses. Tout fonctionnaire du parti tient ses fonctions de ses camarades et dépend entièrement de leur bon plaisir. On peut même dire que dans la démocratie chacun se donne lui-même, bien qu'indirectement, les ordres qui lui viennent d'en haut.

Le raisonnement à l'aide duquel on défend la prétention des chefs à l'obéissance des masses est en théorie absolument irréfutable. Mais dans la pratique, l'élection des chefs, et surtout leur réélection se font d'après des méthodes telles et sous des suggestions et d'autres influences coercitives tellement fortes que la liberté de décision des masses s'en trouve considérablement diminuée. Il est incontestable que dans l'histoire des partis le système démocratique se réduit, en dernière analyse, au droit que possèdent les masses d'élire, à des périodes déterminées, des chefs auxquels elles doivent dans l'intervalle une obéissance absolue.

Ces conditions engendrent, aussi bien chez les chefs du parti que chez ceux des syndicats, une mentalité spéciale : les uns et les autres exigent des masses, non seulement qu'elles leur prêtent obéissance, mais encore qu'elles acceptent, exécutent sans murmurer

les ordres qu'eux, les chefs, émettent en toute science et conscience.

Profondément persuadés qu'ils sont au-dessus des critiques de leurs camarades, et par conséquent au-dessus du parti lui-même, ils trouvent tout à fait inconcevable qu'on puisse censurer avec plus ou moins de sévérité les actes de l'autorité suprême. Engels, qui possédait un sens très fin de l'essence de la démocratie, trouvait déplorable que les chefs du parti socialiste ne puissent s'habituer à l'idée que le seul fait d'être revêtu de fonctions et de charges ne confère pas le droit d'être traité avec plus d'égards que n'importe quel autre camarade.

Mais ce qui est particulièrement exaspérant pour les chefs, c'est de voir les camarades non seulement critiquer leurs propositions, mais encore agir contrairement à leurs conseils. En parlant de leurs dissensions avec ceux qu'ils considèrent comme inférieurs par la culture et l'intelligence, ils ne peuvent s'empêcher de faire vibrer contre un pareil manquement à la discipline la corde de l'indignation morale. Ils reprochent un manque de tact et d'éducation aux camarades qui ne se plient pas à leur volonté.

Au cours de la conférence des comités syndicaux qui a eu lieu du 19 au 23 février 1906, et qui marque une date dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand, le camarade Paul Müller, employé d'un syndicat, se plaignit amèrement de ce que ses camarades révolutionnaires du parti socialiste « cherchent à éloigner les membres des syndicats de leurs chefs qu'ils ont cependant élus eux-mêmes. On est allé jusqu'à vouloir soulever ces camarades contre leurs dirigeants. On les a ouvertement poussés à enfreindre la discipline. Car c'est bien à cela qu'on vise, lorsqu'on dit dans les réunions que les camarades doivent tenir tête à leurs chefs ».

Dès qu'un nouveau courant d'opposition se forme

dans le parti, les chefs cherchent à le discréditer immédiatement, en le traitant de démagogie. Et lorsque les camarades, mécontents des dirigeants, s'adressent directement aux masses, un pareil appel, quelque élevés qu'en soient les mobiles, est répudié comme une inconvenance et même stigmatisé comme une méchante tentative de rompre la cohésion du parti. Les auteurs de cette tentative sont tout simplement traités de vulgaires flagorneurs. Et il est à noter, à ce propos, que les chefs, en tant qu'ils disposent des instruments du pouvoir et, par conséquent, du pouvoir lui-même, ont toujours l'avantage d'apparaître avec une auréole de légalité, tandis que les masses ou les sous-chefs rebelles ont toujours contre eux les apparences de l'illégalité.

La parole magique à l'aide de laquelle les chefs ont de tout temps réussi à étouffer les germes d'une opposition gênante, s'appelle : intérêt collectif. On a recours avec une prédilection particulière aux arguments d'ordre militaire. On soutient notamment que, ne fût-ce que pour des raisons d'ordre tactique et afin de maintenir la cohésion nécessaire en face de l'ennemi, les adhérents du parti ne devraient en aucun cas refuser leur confiance aux chefs qu'ils se sont librement donnés.

C'est en Allemagne que l'esprit autoritaire est plus particulièrement développé chez les dirigeants des organisations ouvrières et même chez les chefs du parti socialiste : aussi les uns et les autres n'hésitent-ils pas à attribuer aux adversaires et aux opposants la « criminelle intention » de ne viser avec leurs attaques qu'à « dissoudre la discipline syndicale ». Ce qui, traduit du langage officiel des fonctionnaires des syndicats en celui des fonctionnaires du gouvernement, signifie : « Excitation à la révolte contre les pouvoirs constitués ».

Toute critique, de quelque côté qu'elle vienne, est

condamnée d'avance. « Qu'on n'ôte pas au peuple sa religion ! C'est au nom de ce principe que toute critique un peu vive des défauts objectifs du gouvernement est stigmatisée comme un attentat contre ce gouvernement et que les éléments d'opposition sont mis au ban du parti comme ses démolisseurs et ses ennemis ! » (R. Luxembourg.)

Nous pourrions multiplier les citations et les exemples susceptibles de faire ressortir les nombreux points de contact qui existent entre l'attitude des chefs des partis démocratiques modernes et le système bonapartiste de la « grâce du peuple », érigée en « grâce de Dieu ». C'est un droit de souveraineté qui, né du plébiscite, ne tarda pas à s'imposer comme un pouvoir intangible, inviolable et inamovible.

CHAPITRE III

Identification du parti et du chef (« Le Parti, c'est moi. »)

Nous venons de montrer que dans leurs luttes contre les ennemis intérieurs, les chefs du mouvement ouvrier suivent une tactique et tiennent une attitude qui ne diffèrent pas beaucoup de la tactique et de l'attitude du gouvernement « bourgeois » dans sa lutte contre les éléments « subversifs ».

La terminologie que les pouvoirs constitués emploient dans cette lutte contre les « misérables » est, *reservatis reservandis*, la même dans les deux cas. Les accusations qu'on lance contre les rebelles sont les mêmes, ainsi que les arguments dont on se sert pour défendre l'ordre de choses établi : dans un cas, on invoque la conservation de l'Etat; dans l'autre, celle du parti. Dans les deux cas encore, on fait la même confusion de concepts, lorsqu'il s'agit d'établir les rapports entre chose et personne, entre individu et collectivité.

L'autoritarisme des représentants officiels du parti socialiste allemand, cet autoritarisme qui est une des conditions nécessaires de toute organisation fortement constituée, présente plus d'une analogie frappante avec l'autoritarisme des représentants officiels de l'Empire allemand.

D'un côté, c'est Guillaume II qui conseille aux « mécontents », c'est-à-dire à ceux de ses sujets qui

ne trouvent pas que tout va pour le mieux dans le meilleur des Empires, de secouer la poussière de leurs semelles et de s'en aller. D'un autre côté, c'est Bebel qui crie qu'il est temps d'en finir une bonne fois pour toutes avec les éternels mécontents et les éternels fomenteurs de troubles dans le parti et qui déclare que l'opposition, si elle n'approuve pas la façon de faire de la direction, doit être éliminée du parti.

Y a-t-il entre ces deux attitudes une autre différence que celle qui sépare une organisation volontaire (parti), à laquelle on est libre d'adhérer ou non, d'une organisation coercitive (Etat) à laquelle on ne peut se soustraire, parce qu'on y appartient du fait de la naissance ?

Il n'existe peut-être pas de chef de parti qui ne pense et n'agisse, et, s'il possède un tempérament vif et un caractère loyal, qui ne parle comme parlait, dit-on, le Roi-Soleil : « Le parti, c'est moi. » Le bureaucrate s'identifie complètement avec l'organisation et confond ses intérêts avec les intérêts de celle-ci. Il considère comme une offense personnelle tout blâme objectif adressé au parti par qui que ce soit. D'où l'incapacité de tout chef de parti d'apprécier d'une façon sereine et équitable les critiques des adversaires. Et, inversement, il ne manque pas, toutes les fois qu'il est attaqué personnellement, de reporter ces attaques sur le parti tout entier. Dans les deux cas, il vise à se tirer d'affaire en déplaçant le terrain de la lutte.

Mais si quelques chefs agissent ainsi par calcul, il est juste de reconnaître que chez d'autres cette identification de leur propre personne avec le parti découle soit d'un fanatisme aveugle, soit d'une profonde et sincère conviction.

D'après le révolutionnaire russe Netchaïef, le révolutionnaire a le droit d'exploiter, de tromper, de

voler, de ruiner tous ceux qui n'acceptent pas sans réserves les moyens et les fins qu'il propose, tous ceux qui ne consentent pas à être de la *chair à conspiration*. Son unique objectif doit être d'assurer le triomphe de ses idées essentiellement personnelles et individuelles, sans avoir de comptes à rendre à qui que ce soit : la Révolution, c'est moi! Bakounine a très bien caractérisé cette manière de raisonner en disant qu'elle avait sa source chez Netchaïeff, dans une ambition aussi inconsciente qu'effrayante.

Le despotisme des chefs ne découle pas seulement d'un vulgaire amour du pouvoir et d'un égoïsme immodéré, mais aussi de la conscience de leur propre valeur et des services qu'ils ont rendus à la cause commune. La bureaucratie la plus fidèle à ses devoirs et la plus compétente sera aussi la plus autoritaire.

Voici ce que dit, par exemple, Wolfgang Heine à propos de la corrélation qui existe entre ces deux faits : « Qu'on n'objecte pas que l'incorruptibilité et les capacités de nos fonctionnaires et notre amour pour la grande cause commune opposent une barrière suffisante à la formation d'un pouvoir autocratique au sein du parti. Bien plus : des fonctionnaires connaissant leur métier et s'appliquant à servir avec désintéressement le bien général, comme ceux que nous avons le bonheur de posséder, auront une tendance à vouloir imposer comme des normes inviolables ce qu'ils considèrent eux-mêmes comme juste et convenable; et cela dans une mesure d'autant plus grande qu'ils auront davantage conscience de leur valeur. D'un autre côté, ils n'hésiteront pas à frapper d'ostracisme, dans le prétendu intérêt du parti et comme formant obstacle à son évolution, toute tendance qui s'écartera de leurs idées. »

La même identification mégalomanique de la chose et de la personne se trouve dans toute bonne et incorruptible bureaucratie d'Etat, dans celle de l'Empire

allemand, par exemple. Ici encore, ce phénomène découle de la conscience tranquille et du grand amour du métier qui animent les fonctionnaires allemands.

Parmi les individus dont se compose une pareille bureaucratie, il n'en est peut-être pas un seul qui ne soit prêt à considérer comme un délit contre l'Etat le moindre coup d'épingle dirigé contre sa personne. C'est encore par la même cause qu'on peut expliquer la forte solidarité qui les rend tous unis comme les doigts de la main. Chacun croit incarner une partie de ce Tout qui s'appelle Etat, et cette partie subit nécessairement un dommage dès qu'une autre partie quelconque se trouve lésée.

Qu'on ajoute à cela que le bureaucrate croit facilement et sincèrement qu'il connaît les besoins de la masse mieux que celle-ci ne les connaît elle-même, opinion qui n'est peut-être pas tout à fait fausse dans certains cas, mais constitue le plus souvent un mélange de sotte prétention et de présomptueuse exagération.

Toutefois, le fonctionnaire d'un parti est moins exposé que celui de l'Etat à se transformer en fossile, parce que, dans la plupart des cas, il accomplit des missions qui le maintiennent, dans une certaine mesure, en contact avec les masses : il fait notamment des tournées de propagande, assiste à des réunions publiques, où il prend souvent la parole, etc.. Il est vrai, soit dit en passant, que l'habitude des applaudissements qu'il recueille dans ces occasions ne peut que stimuler sa vanité personnelle.

Au cours du conflit qui s'est élevé entre les chefs et les membres des syndicats allemands sur la question de savoir à qui appartenait le droit de décider la grève, les chefs ont plus d'une fois soutenu cette thèse que, moralement et juridiquement, ce droit n'appartenait qu'à eux, puisque ce sont eux qui fournissent les moyens financiers aux ouvriers en grève. « On

dirait, remarque un critique de cette argumentation, que ce sont ces pauvres fonctionnaires des fédérations qui subviennent aux frais des grèves, avec l'argent pris dans leur poche. » C'est là, en tout cas, le corollaire extrême, la conséquence ultime d'une idéologie oligarchique qui doit conduire fatalement à l'oubli complet des vrais principes démocratiques.

QUATRIÈME PARTIE

ANALYSE SOCIALE DES CHEFS

CHAPITRE I

Introduction : la lutte de classes et son action dissolvante sur la bourgeoisie.

La masse ne possède pas une sensibilité très fine. Des événements se produisent sous ses yeux, des révolutions s'accomplissent dans la vie économique, sans que son âme en subisse des modifications notables. C'est seulement à la longue qu'elle s'éveille à l'influence de conditions nouvelles.

Le peuple supporte passivement, pendant des dizaines et des centaines d'années, des régimes politiques arriérés qui entravent au plus haut degré son progrès juridique et moral. Des pays assez avancés, au point de vue économique, continuent souvent de subir pendant de longues périodes un régime politique et constitutionnel qui repose sur une phase économique antérieure. Mieux que partout ailleurs, nous pouvons aujourd'hui observer ce fait en Allemagne, où une *forme* aristocratique et féodale, engendrée par des conditions économiques déjà dépassées, n'a pu

encore s'adapter à un *contenu* empreint de l'industrialisme capitaliste le plus avancé.

Ces phénomènes historiques, paradoxaux en apparence, sont produits par deux ordres de causes.

Il arrive d'abord que des classes et des sous-classes sociales, représentant une forme économique qui n'existe plus, survivent pour ainsi dire à cette forme ; elles ont réussi à sauver du naufrage assez de prestige moral et de force politique effective pour pouvoir plus tard, à une phase économique plus avancée, maintenir leur domination, même à l'encontre de la volonté explicite de la majorité du peuple.

Mais le plus souvent les classes représentant une économie dépassée ne conservent leur hégémonie sociale que parce que les classes qui représentent l'économie actuelle ou l'économie future ne sont encore conscientes ni de leur force, ni de leur importance politique et économique, ni du tort et de l'abandon dont elles sont victimes dans la société. Aussi ces dernières acceptent-elles avec une résignation fataliste l'ordre de choses existant.

Or, tant qu'une classe opprimée n'a pas réussi à secouer ce fatalisme, tant qu'elle n'est pas devenue pleinement consciente de l'injustice sociale qui l'accable, elle est incapable d'aspirer à l'émancipation.

Ce n'est pas la simple *existence* de conditions oppressives, c'est la *perception qu'en ont les opprimés* qui constitue le moteur intime des luttes de classes au cours de l'histoire. C'est ainsi que l'existence du prolétariat moderne ne suffit pas encore à elle seule à faire naître une « question sociale ». Pour que la lutte de classes ne reste pas à l'état de vague nébulosité, d'éternelle latence, il lui faut le substratum, pour ainsi dire, de la *conscience*. Celle-ci est la condition indispensable de celle-là.

Fait paradoxal : c'est la bourgeoisie qui, sans le

vouloir, veille à ce que le prolétariat prenne conscience de sa situation de classe opprimée. C'est une arme qu'elle forge contre elle-même. Mais l'histoire est pleine de ces ironies.

A la bourgeoisie est échu le sort tragique d'être l'éducatrice de son mortel ennemi économique et social. Ainsi que Karl Marx l'a déjà expliqué dans son *Manifeste communiste*, la principale raison de ce fait réside dans la « lutte incessante » que la bourgeoisie est obligée de soutenir « et contre l'aristocratie et contre ces fractions de sa propre classe dont les intérêts sont en opposition avec le progrès de l'industrie et contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers ». Impuissante à mener cette lutte par ses propres moyens, elle est constamment obligée de « faire appel au prolétariat, de réclamer son aide et de le lancer ainsi dans la mêlée politique ; ce que faisant, la bourgeoisie communique au prolétariat « les « éléments de sa propre culture », c'est-à-dire qu'elle met dans ses mains « une arme dont il se servira contre la bourgeoisie elle-même ».

Mais, sous un autre aspect encore, la bourgeoisie apparaît comme l'éducatrice, comme le professeur d'escrime de la classe ouvrière.

Son contact continuel avec le prolétariat a pour effet de séparer du gros de ses forces une poignée d'hommes qui mettent leurs connaissances et leurs nerfs au service des masses travailleuses. Ils se donnent pour mission d'encourager celles-ci à la lutte contre l'ordre de choses existant, de leur faire sentir et comprendre le défaut d'équilibre du régime économique et social en vigueur.

Ces éléments qui se détachent du bloc bourgeois pour adhérer au prolétariat ne sont jamais, il est vrai, bien nombreux. Mais ce sont les meilleurs. Les individus qui arrivent à faire ce pas peuvent être considérés, jusqu'à un certain point, comme des sur-

hommes. Leur conversion leur est, en effet, dictée le plus souvent par des mobiles désintéressés. Ils sont guidés soit par l'amour du prochain, soit par la pitié, soit par l'aptitude morale à s'indigner contre les iniquités sociales, soit par une profonde connaissance théorique des forces qui agissent dans l'histoire, soit enfin par ce fait qu'ils savent traduire en actes leurs principes avec plus d'énergie et plus de cohérence logique. Or, ce sont ces bourgeois qui, désertant leur classe d'origine, donnent une direction consciente aux instincts encore sommeillants du prolétariat dont ils hâtent ainsi l'émancipation.

La doctrine socialiste est née de réflexions de philosophes, d'économistes, de sociologues et d'historiens. Il n'est pas, dans les programmes socialistes des divers pays, un seul mot qui ne représente la synthèse du travail d'une foule de savants. A quelques exceptions près, les pères du socialisme moderne furent en premier lieu des savants, et seulement en deuxième lieu, des politiciens, au sens strict du mot.

Certes, avant même la naissance du socialisme, il y eut des mouvements prolétaires spontanés, nés d'une aspiration instinctive à une vie économique et intellectuelle plus élevée. Mais c'étaient là des réflexes plutôt que des mouvements conscients, voulus. C'est seulement à partir du jour où la science s'est mise au service de la classe ouvrière que le mouvement *prolétarien* est devenu un mouvement *socialiste*, et la révolte instinctive, inconsciente, sans but et sans direction, une aspiration consciente, relativement claire et rigoureusement dirigée vers un but déterminé.

Les grands précurseurs du socialisme économique et les grands représentants du socialisme philosophique, Saint-Simon, Fourier, Owen ; les fondateurs du socialisme politique, Louis Blanc, Blanqui, Lassalle ; les pères du socialisme scientifique, Marx, Engels, Rodbertus, étaient tous des intellectuels bourgeois.

Combien peu importantes apparaissent, à côté d'eux, la figure de l'apprenti tailleur Wilhelm Weitling et du philosophe autodidacte Pierre Leroux! Seul, le typographe Proudhon s'élève, tel un chêne solitaire, à une hauteur magnifique.

Même parmi les grands orateurs que la cause ouvrière a suscités, au cours de ces dernières années, les ex-bourgeois forment l'énorme majorité, tandis que les hommes appartenant à la classe ouvrière ne constituent que l'exception.

On remplirait de longues pages, si on voulait dresser la liste de tous les grands hommes politiques du socialisme provenant de la classe bourgeoise; on a vite fait, en revanche, de passer en revue les chefs politiques du socialisme d'origine prolétarienne : ce sont Benoît Malon et August Bebel, auxquels on peut, tout au plus, joindre Edouard Anseele. Et encore ceux-ci, bien que connaissant à fond le mouvement ouvrier et organisateurs de valeur, manquent-ils, en tant que théoriciens, de génie créateur.

La présence d'éléments bourgeois au sein du prolétariat, organisé en parti, est un fait qui s'observe dans tous les pays où la classe ouvrière est entraînée dans le mouvement politique. Aussi est-on en droit de se demander (et la question a été posée, en effet) si cette présence d'un grand nombre de transfuges bourgeois dans les rangs du prolétariat n'est pas de nature à affaiblir la théorie de la lutte de classes.

En d'autres termes, il s'agit de savoir si l'Etat de l'avenir, cet Etat où toutes les distinctions de classes seront abolies et dont rêvent, en en précisant plus ou moins les contours, socialistes et constitutionnels, anarchistes et moralistes, néo-chrétiens et néo-criminalistes, — si cet Etat, disons-nous, ne pourrait se réaliser à la suite d'une progressive transformation psychique de la bourgeoisie elle-même, devenue pleinement consciente de l'injustice de ses privilèges

économiques et sociaux. Et, par voie de conséquence, on peut se demander également si la scission aiguë qui, sur le terrain politique, existe entre *partis* de classe, représentant des *intérêts* de classe, n'est pas un jeu inutile et condamnable.

Bref, les bourgeois qui assument la direction du mouvement prolétarien sont-ils de simples déserteurs ou sont-ils, au contraire, des « précurseurs » qui finiront par entraîner toute leur classe dans le camp ennemi? Si cette dernière théorie était vraie, les ouvriers n'auraient qu'à s'armer de patience et à attendre tranquillement que la bourgeoisie ait consommé son suicide social et politique.

Henri Heine et Edmondo de Amicis avaient soutenu cette thèse que la bourgeoisie est en train de se démoraliser, de perdre, avec la foi dans son bon droit, le courage moral de ses idées et le courage physique devant le danger, qu'elle commence à être lasse de l'état de guerre incessant contre la classe prolétarienne.

De plus en plus persuadée que cette guerre ne peut se terminer que par sa propre défaite, elle recule avec horreur devant la vision des ruines qu'elle finira par accumuler. Elle éprouve le besoin de repos, de rénovation, d'idéalisme ; et quand ce besoin aura atteint son paroxysme, ce qui est à peu près fatal, elle passera avec armes et bagages dans le camp ennemi. Le triomphe du prolétariat se trouvera ainsi réalisé sans effusion de sang, sans violence d'aucune sorte, uniquement parce que la classe ouvrière aura su s'imposer par sa supériorité morale, par les promesses d'un avenir fécond, fait de bonté et de justice, qu'elle apporte au monde.

Il est certain que pour défendre ses privilèges avec ténacité et persévérance, la classe privilégiée doit posséder, entre autres qualités, une indomptable énergie qui se concilie facilement avec la cruauté et

l'absence de scrupules, mais se montre particulièrement efficace lorsqu'elle découle de la ferme conviction qu'on a pour soi le bon droit. Or, les idées humanitaires portent précisément la bourgeoisie à douter du bien-fondé de son droit moral et ont pour effet de la décourager et de la rendre, ainsi que le note très bien Pareto, inapte à défendre ses positions.

La propagande a pour but d'ébranler la confiance de l'adversaire en soi-même. Il s'agit notamment de le convaincre de la supériorité des arguments qu'on lui oppose.

Moins que tout autre mouvement, le socialisme méconnaît la grande efficacité du discours, la force irrésistible de la persuasion. C'est précisément à ces moyens qu'il doit les succès grandioses de sa propagande.

Mais la force de persuasion a une limite naturelle qui lui est tracée par les rapports sociaux eux-mêmes. Là où la persuasion veut agir sur les masses populaires ou sur les classes sociales qui ont tout à gagner de leur adhésion au mouvement, la propagande peut, dans des conditions normales, aboutir facilement à des résultats positifs. Mais elle échoue pitoyablement (et l'histoire des luttes sociales fournit plus d'une preuve à l'appui de cette assertion) lorsqu'elle s'adresse à des classes privilégiées, afin de les inciter à abandonner à leur désavantage les positions éminentes qu'elles occupent dans la société.

Il est vrai que la doctrine socialiste a gagné en sa faveur pas mal de « fils de famille » bourgeois et qu'elle s'est emparée de leur âme au point de leur faire abandonner tout le reste : père et mère, amis et parents, position et considération sociales. Sans regrets et sans hésitation, ils ont consacré leur vie à l'œuvre de l'émancipation humaine, telle que la conçoit le socialisme.

Mais il ne s'agit là que de transfuges isolés, et

non de groupes compacts représentant toute une classe économique. La classe à laquelle ils appartiennent ne se trouve nullement affaiblie par le fait de leur désertion.

Une classe, considérée dans son ensemble, ne cède jamais spontanément la position avantageuse dont elle jouit. Elle ne reconnaît aucune raison d'ordre moral assez forte pour l'obliger à abdiquer en faveur de ses « frères malheureux ».

A défaut d'autres mobiles, elle est soutenue par l'égoïsme de classe, par cet égoïsme que le prolétariat possède également, en tant que classe sociale, avec cette différence que chez lui l'égoïsme particulier de classe vient se confondre, en théorie tout au moins, avec l'idéal d'une humanité sans distinction de classes.

L'égoïsme de classe n'est pas également développé chez les différentes catégories et subdivisions de la classe dominante et possédante.

Certains représentants du capitalisme foncier, et plus spécialement les *Junkers* prussiens, déclarent encore aujourd'hui sans ambages qu'on doit envoyer aux galères ou dans des maisons de fous quiconque s'avise de réclamer des droits politiques, économiques ou sociaux menaçant leurs privilèges.

Mais il existe d'autres catégories qui, moins rebelles aux réformes et moins foncièrement égoïstes que les *Junkers*, ne sont pourtant, elles aussi, accessibles à des considérations de justice sociale que dans la mesure où ces considérations ne lèsent pas sensiblement leur instinctif intérêt de classe.

Il est donc parfaitement logique que le prolétariat, constitué en parti de classe, considère la lutte contre toutes les catégories de la bourgeoisie, comme le seul moyen de réaliser un ordre social où la science, la santé et la propriété ne soient pas, comme aujourd'hui, le monopole d'une minorité.

Entre la nécessité où se trouve le prolétariat de combattre la bourgeoisie sur le terrain de la lutte de classes et cette autre nécessité où il se trouve d'insister avec une force particulière sur sa mission proprement humaine, il n'existe aucune contradiction.

Certes, quand il s'agit de conquérir le pouvoir, la persuasion est un moyen excellent, car, ainsi que nous l'avons dit plus haut, la classe qui s'est laissé convaincre, même à son corps défendant, que l'idéal de l'adversaire s'appuie sur des raisons meilleures et possède un contenu moral plus profond, n'aura sans doute plus assez de force pour continuer la lutte : elle aura perdu précisément cette foi dans son bon droit qui seule confère à la résistance une justification morale.

Mais la persuasion seule ne suffit pas, car une classe, quelque convaincue qu'elle soit de la supériorité de la classe adverse, n'en voudra pas moins, hypnotisée par son propre égoïsme collectif, continuer la bataille et ne cédera le plus souvent qu'à la force des faits.

Par toutes ces considérations nous croyons avoir montré que l'entrée d'éléments bourgeois dans les rangs des ouvriers organisés en parti de classe est déterminée principalement par des mobiles *psychologiques* et se présente comme un *processus de sélection spontanée*. Si cet exode partiel de la bourgeoisie doit être considéré comme une suite logique des événements que nous traversons, il ne peut, vu les raisons spéciales qui le provoquent, être interprété comme le signe précurseur de la dissolution de la bourgeoisie dans son ensemble. Aussi dirons-nous, en terminant, que l'issue de la lutte qui se poursuit entre les deux grandes classes représentant des intérêts opposés ne peut en aucune façon dépendre du passage de l'une à l'autre de molécules individuelles, isolées.

CHAPITRE II

Les chefs socialistes d'origine bourgeoise.

Au point de vue de leur origine sociale, les chefs socialistes peuvent être divisés en deux catégories : ceux qui appartiennent au prolétariat et ceux qui appartiennent à la bourgeoisie ou, plus exactement, à la couche intellectuelle de celle-ci. La couche moyenne, petite bourgeoisie, petits agriculteurs, artisans et boutiquiers indépendants, ne fournit qu'un contingent insignifiant de meneurs socialistes. Dans les conditions les plus favorables, les représentants de cette couche moyenne suivent le mouvement ouvrier soit en spectateurs sympathiques, soit à titre de simples adhérents. Mais ils n'en ont pour ainsi dire jamais la direction et le commandement.

De ces deux catégories de chefs, ceux d'origine bourgeoise, bien que le socialisme soit un mouvement opposé à leurs intérêts de classe, sont en général animés d'un idéalisme plus fervent que les chefs d'origine prolétarienne.

Cette différence s'explique facilement par une raison d'ordre psychologique. C'est que le plus souvent le prolétaire n'a pas besoin d'évoluer graduellement vers le socialisme, en faisant violence à ses instincts, en rompant ses attaches traditionnelles : il naît pour ainsi dire socialiste, voire membre du parti.

Dans les pays où le capitalisme existe de longue

date, il s'est formé dans certains milieux ouvriers, voire chez des catégories entières d'ouvriers, une véritable tradition socialiste. Le fils hérite de l'esprit de classe du père, lequel le tient sans doute, à son tour, du grand-père. Ils ont, pour ainsi dire, le socialisme « dans le sang ».

A cela s'ajoute encore que les rapports économiques actuels, avec la lutte de classes qui en est inséparable et à laquelle l'individu, même le plus réfractaire à la théorie du socialisme, ne peut se soustraire, obligent le prolétaire à adhérer au parti du travail. Loin d'être en opposition avec son sentiment de classe, le socialisme en est au contraire l'expression la plus nette et la plus évidente.

Le prolétaire, l'ouvrier salarié, le membre du parti est socialiste, parce que tel est son intérêt le plus immédiat. Le fait d'appartenir au socialisme peut lui causer de grands dommages matériels, tels que la perte de son emploi et même l'impossibilité de gagner son pain. Mais son socialisme ne cesse pas pour cela d'être l'effet spontané de son égoïsme de classe, et il supporte les souffrances qu'il peut avoir à subir d'autant plus allégrement qu'il a la conscience de souffrir pour la cause commune. La reconnaissance et la gratitude plus ou moins explicites de ses camarades lui sont alors un réconfort suffisant.

Le fait est que l'action du prolétariat socialiste est une action de classe et que dans beaucoup de cas cette action, plutôt que de lui nuire, favorise puissamment ses intérêts, même les plus immédiats.

Il en est tout autrement des socialistes d'origine bourgeoise. Parmi ceux-ci, il n'en est guère qui soient nés dans un milieu socialiste. Tous descendent, au contraire, de familles dont la tradition est nettement hostile aux ouvriers ou qui sont tout au moins pleines de dédain pour les aspirations du socialisme moderne. Ici le fils hérite également de l'esprit du père, mais

d'un esprit opposé à celui que reçoit en héritage l'ouvrier : c'est l'esprit de classe de la bourgeoisie. Ce n'est pas le socialisme qu'il a « dans le sang », mais la mentalité capitaliste dans une de ses multiples variétés et, au surplus, un intellectualisme fier de sa prétendue supériorité.

C'est ainsi que les conditions économiques dans lesquelles est née le bourgeois le prédisposent, de même que l'instruction qu'il reçoit à l'école, à n'éprouver que de l'aversion pour les luttes d'une classe ouvrière aux aspirations socialistes. Son ambiance économique le fait trembler pour ses richesses, à la pensée du choc que sa classe aura à soutenir un jour sous la poussée des foules organisées du « quatrième Etat ». Cette idée ne fait que rendre son égoïsme de classe plus aigu, jusqu'à le transformer en une haine implacable.

Son éducation, s'appuyant sur la science officielle, contribue à affermir et à fortifier ses goûts de « jeune maître ». L'influence que l'école et le milieu exercent sur le jeune rejeton est tellement profonde que, lors même qu'il descend de parents sympathisant au socialisme et au mouvement ouvrier, son instinct bourgeois finit le plus souvent par se réveiller en lui et par prendre le dessus sur les sympathies, voire sur les traditions socialistes de sa famille.

Il est, en effet, extrêmement rare de voir les fils et les filles de socialistes intellectuels suivre la voie de leur père. On cite, comme des cas exceptionnels, ceux des enfants de Marx, de Longuet, de Liebknecht, de Molkenbuhr.

Il est certain que la rareté de ces cas est due à des méthodes pédagogiques, n'ayant le plus souvent rien de socialiste, en usage dans plus d'une famille socialiste.

Mais alors même que cette dernière circonstance ne s'oppose pas au développement de la conscience

socialiste chez les enfants, le jeune homme d'origine bourgeoise se ressent fortement de l'action de son milieu social natif. Même après avoir adhéré au parti socialiste, il garde une certaine solidarité avec la classe qu'il vient de déserter et, par exemple, dans ses rapports avec son personnel domestique il conserve toujours une attitude d'employeur, d' « exploiteur », sinon au sens vulgaire, au sens sociologique du mot.

Pour le petit bourgeois, l'évolution vers le socialisme peut encore s'accomplir d'une manière pacifique. Par ses conditions intellectuelles et sociales, il se rapproche beaucoup du prolétariat, surtout de ses catégories les mieux rémunérées, dont il n'est souvent séparé que par une barrière imaginaire, faite de toutes sortes de préjugés de caste.

Mais plus est riche la famille à laquelle appartient le bourgeois, plus elle est attachée à ses traditions de caste, plus la situation qu'elle occupe est élevée, et plus la rupture est difficile et douloureuse : mis au ban de sa propre classe, subissant de ce fait un grave dommage social et matériel, le transfuge voit en même temps ses nouveaux amis se méfier de lui et ne l'admettre dans leurs rangs qu'avec prévention et à contre-cœur.

Pour le fils du grand bourgeois, du haut fonctionnaire, du patricien et du noble féodal, l'adhésion au parti socialiste provoque même souvent une catastrophe.

On lui permet bien de s'abandonner à de vagues et innocentes rêveries humanitaires et même de se qualifier de socialiste dans la conversation privée. Mais dès qu'il manifeste l'intention d'exercer, comme militant affilié au parti, une activité publique et d'accompagner, à titre effectif, l'armée des « rebelles » dans sa marche en avant, le déserteur bourgeois s'acquiert aussitôt dans sa propre classe la réputation

d'un fou ou d'un mauvais sujet. Sa considération sociale tombe au-dessous de zéro, et l'hostilité qui se déchaîne contre lui dans sa classe d'origine va jusqu'à l'obliger de rompre toute attache avec sa propre famille. Les liens de consanguinité les plus délicats et les plus intimes se trouvent brusquement détruits. Parents et frères lui tournent le dos, et souvent d'une façon irrévocable. Il a coupé tous les ponts qui le rattachaient à son passé.

Quels sont les mobiles qui le poussent à agir ainsi? Sous ce rapport, les transfuges bourgeois peuvent être divisés en deux catégories fondamentales.

1. — Il y a d'abord l'homme de science. Celui-ci ne poursuit que des fins objectives qui, à première vue, apparaissent au vulgaire comme dépourvues de toute utilité pratique, sinon fantasques et extravagantes. Capable de sacrifier à la science et à ses résultats tout autre bien, le savant est entraîné vers le socialisme par l'amour désintéressé de ce qu'il considère comme la vérité. Toutefois, même en agissant ainsi, il ne fait qu'obéir à sa nature qui éprouve avant tout le besoin de la cohésion, de la cohérence scientifique.

Tous les psychologues sont, en effet, unanimes à reconnaître que le libre exercice de ses aptitudes procure à l'homme un sentiment de plaisir. Les sacrifices que le savant socialiste s'impose pour le parti augmentent au fond la somme de ses satisfactions personnelles. Si le savant bourgeois qui adhère au socialisme s'expose à des dommages extérieurs, matériels, etc., il se procure en revanche une profonde joie morale et se met en règle avec sa conscience. Et le sentiment qu'il en éprouve peut même, dans certains cas, devenir une ambition : l'ambition de rendre à la cause les plus signalés services.

2. — Après le savant vient l'homme vivant d'une vie sentimentale intime, brûlant pour ainsi dire du feu sacré. Il devient le plus souvent socialiste dans sa jeunesse,

c'est-à-dire à une période de la vie où le contrepoids des préoccupations et des précautions matérielles n'oppose pas encore une digue à la poussée du sang en ébullition et de l'enthousiasme débordant. Il est inspiré par l'ardeur du néophyte et par le besoin de se dévouer à ses semblables. Il éprouve, à lutter contre l'injustice et à se sacrifier pour les humbles et les opprimés, une joie qui rend courageux et combattifs les caractères même les plus timides et les plus paisibles. Ce courage est soutenu par une bonne dose d'optimisme dans l'appréciation de la nature du mouvement socialiste et de sa force morale, par une foi excessive dans l'efficacité de sa propre abnégation, par une fausse conception du rythme de l'évolution et par une profonde illusion sur la proximité et la facilité de la victoire finale.

Dans beaucoup de cas, la foi socialiste s'alimente aussi aux sources d'une certaine sensibilité esthétique, poétique : les personnes douées d'une imagination vive et d'un tempérament vibrant saisissent plus rapidement et se représentent d'une façon plus concrète toute l'ampleur et la profondeur des souffrances humaines. Et même leur imagination s'enflamme d'autant plus que la distance sociale qui les sépare de l'objet imaginé est plus grande. C'est ce qui explique qu'un si grand nombre d'individus, de naissance et d'éducation bourgeoises, aient franchi le seuil du socialisme. C'est ce qui explique aussi la présence dans les rangs socialistes de tant de poètes, d'hommes au tempérament ardent, passionné, fougueux.

Il est difficile de dire si ceux qui adhèrent au socialisme par sentiment sont plus nombreux que ceux qui y adhèrent par conviction raisonnée. Il est probable que les sentimentaux sont plus nombreux parmi ceux qui viennent au socialisme dès leur jeunesse, tandis que ceux qui l'embrassent à l'âge mûr s'y décident le

plus souvent par conviction scientifique. Mais c'est généralement le type mixte qui domine. Nombreux sont, en effet, les bourgeois qui, ayant toujours approuvé le socialisme au point de vue moral, c'est-à-dire estimé qu'il est l'unique solution de la question sociale conforme aux postulats de la justice, n'accordent leur adhésion *effective* à la doctrine que lorsqu'ils ont acquis la conviction (ce qui leur arrive parfois sans qu'ils s'y attendent) que les aspirations de leur cœur sont non seulement justes et belles, mais aussi réalisables. Bref, leur socialisme est fait à la fois de sentiment et de science.

Une enquête sur le socialisme a été faite en 1894 auprès des savants et des artistes les plus illustres de l'Italie. On leur a demandé, entre autres, si leur sympathie, leur indifférence ou leur hostilité à l'égard des fins poursuivies par le socialisme résulte d'une investigation concrète des problèmes dont il se compose ou est d'origine purement sentimentale.

Or, la plupart des personnes interrogées ont répondu que leur attitude à l'égard du socialisme résulte d'une prédisposition psychique renforcée par des convictions objectives.

Malgré leur superbe dédain pour tout ce qui est idéologie et compassion et en dépit de leur matérialisme de façade, les marxistes pourraient bien donner une réponse analogue. Tant qu'ils ne sont pas absorbés par la vie de parti ou plutôt tant qu'ils n'y ont pas succombé, ils font, en effet, preuve d'une rigidité de principes essentiellement idéaliste.

Certes, tous ceux qui sont sympathiques au socialisme ou convaincus de la force théorique de ses principes ne s'enrôlent pas pour cela effectivement dans les rangs du parti.

Beaucoup de personnes ne le font pas, parce qu'elles éprouvent une bizarre répugnance à l'idée d'avoir à manier des matériaux humains qu'elles ne connais-

sent pas ou un dégoût esthétique devant la perspective de se trouver en contact avec des gens mal lavés ou sentant mauvais.

Plus nombreuses encore sont celles que retient la paresse ou l'amour exagéré de la tranquillité, ou encore la peur, plus ou moins justifiée, des conséquences qu'un pareil pas peut avoir pour leur avenir.

Les dernières hésitations tombent parfois devant un fait extérieur qui, insignifiant par lui-même, n'en pousse pas moins aux résolutions extrêmes : tantôt il s'agit d'une injustice sociale criante qui soulève les vagues de l'émotion collective, tantôt c'est un tort personnel dont est victime celui qui hésite encore sur la voie à suivre ou un de ceux qui lui sont chers. Une explosion subite d'égoïsme vient alors achever l'œuvre lente des tendances altruistes.

Dans d'autres cas, un individu qui n'était encore socialiste que dans son for intérieur, sans oser avouer ses sympathies, se voit tout à coup obligé de jeter son masque, parce qu'un ennemi déloyal ou un ami maladroit a cru devoir le dénoncer publiquement, ne lui laissant ainsi que deux issues : ou une retraite honteuse, au prix d'une rétractation non moins honteuse, ou l'aveu public des idées qu'il avait professées jusqu'alors dans le fond secret de sa conscience.

Le nihiliste russe Netchaïeff avait érigé en procédé d'agitation révolutionnaire ce moyen qui consiste à démasquer les subversifs timides, en les dénonçant publiquement comme tels. Il prétendait que le révolutionnaire avait le droit de compromettre tous ceux qui, tout en partageant la plupart de ses idées, ne les partageaient pas encore toutes, afin de rompre ainsi les derniers liens qui les rattachaient à l'ennemi et de les gagner définitivement à la « cause sacrée ».

On a souvent déclaré que toutes les professions libérales ne sont pas également accessibles aux idées socialistes. Les sciences spéculatives, au sens strict du

mot, telles que la philosophie, l'histoire, l'économie politique, la théologie, la jurisprudence seraient tellement imbues de l'esprit du passé que leurs représentants se montrent *a priori* absolument réfractaires à toute idée subversive. La profession juridique, en particulier, impliquerait un certain amour de l'ordre, un attachement à ce qui existe, un respect sacré pour les formes, une lenteur de procédure et, si l'on veut, une certaine étroitesse d'horizon : autant de correctifs naturels aux défauts inhérents à la démocratie.

D'une façon générale, les sciences déductives et morales seraient animées de l'esprit autoritaire et autocratique et leurs représentants auraient un fort penchant pour le doctrinarisme. Les savants, au contraire, qui s'occupent de sciences expérimentales et inductives seraient assez faciles à gagner à la cause du progrès, la méthode d'observation qu'ils suivent les conduisant progressivement à des généralisations de plus en plus vastes. Le médecin, en particulier, dont la profession est une lutte continuelle contre les misères, porterait dans son cerveau et dans son cœur le germe de la conception socialiste.

L'analyse des professions qu'exercent les intellectuels appartenant aux différents partis socialistes ne confirme pas cette construction théorique.

C'est seulement en France et en Italie que nous trouvons, parmi les représentants du socialisme, un nombre assez élevé de médecins ; et, même dans ces deux pays, ce nombre est inférieur à celui des savants purs et des avocats.

En Allemagne, les rapports existant entre les ouvriers socialistes et cette catégorie de médecins dont la situation est la plus malaisée, c'est-à-dire les médecins de caisses de maladie, ne sont rien moins que cordiaux.

Bref, on peut dire que, d'une façon générale, le médecin envisage le socialisme avec plus de tiédeur

et plus de prévention que le philosophe abstrait ou le jurisconsulte libre. Il faut peut-être voir là un effet de l'interprétation matérialiste et conservatrice du monde, tirée de la doctrine darwinienne et haeckelienne, et qui a été en vigueur parmi les médecins au cours de ces quarante dernières années.

Dans quelques pays protestants, en Hollande, en Suisse, en Amérique (mais pas en Allemagne, où l'Etat est vigilant et puissant et l'Eglise rigide et intolérante), on trouve parmi les socialistes pas mal de prêtres. Ils adhèrent au socialisme, dit-on, en vertu de leur sentiment élevé du devoir envers le prochain, mais peut-être aussi pressés par le besoin, aussi fort chez le prédicateur que chez l'orateur populaire, d'être écoutés, suivis, admirés par les foules, croyantes ou non, peu importe.

Et ici nous devons signaler un phénomène assez intéressant, à savoir la présence particulièrement nombreuse de Juifs parmi les chefs socialistes et révolutionnaires.

Les qualités spécifiques de la race hébraïque font de l'Israélite l'homme né pour être meneur de masses, propagandiste et organisateur. Au nombre de ses qualités figurent au premier plan : son fanatisme sectaire qui, pareil à un contage, se communique aux masses avec une facilité étonnante; l'inébranlable confiance suggestive en soi-même, d'où le prophétisme; une grande habileté oratoire et dialectique, une ambition plus grande encore, un besoin irrésistible de se mettre toujours en avant et, *last not least*, une faculté d'adaptation presque illimitée.

Il n'est pas un seul nouveau courant politique ou social de ces soixante-quinze dernières années, où les Juifs n'aient joué un rôle prédominant. On peut même dire que plus d'un mouvement a été créé, provoqué par eux. Ce sont des Juifs qui organisent la révolution, et ce sont encore des Juifs qui organi-

sent la résistance de l'Etat et de la société contre les forces subversives. Le socialisme et le conservatisme ont été forgés par des mains hébraïques et sont imprégnés d'esprit hébraïque.

En Allemagne, par exemple, nous voyons, d'un côté, Marx et Lassalle attiser le feu de la révolution et, d'un autre côté, le Juif Julius Stahl se faire le théoricien génial de la réaction féodale après 1848.

En Angleterre, c'est le Juif Disraeli, fondateur de la *Primrose League*, qui reconstitue le parti conservateur.

Nous voyons encore des Israélites à la tète de mouvements qui dressent les unes contre les autres des nationalités animées d'une haine réciproque mortelle. A Venise, c'est Daniel Manin qui lève l'étendard de la lutte pour la liberté contre les Autrichiens. Pendant la guerre franco-allemande, c'est Gambetta qui organise la défense nationale.

C'est encore Disraeli qui, en Angleterre, invente la grande devise *Integrity of the British Empire*, et en Allemagne les Juifs Edouard Simson, Bamberger, Lasker, qui se font les champions de ce libéralisme teinté de nationalisme qui a si puissamment contribué à la constitution de l'Empire.

En Autriche, les Juifs forment l'avant-garde de presque tous les partis chauvins nationalistes. Parmi les Tchèques, les pangermanistes, les irrédentistes italiens, les nationalistes polonais et plus particulièrement parmi les Magyars, les Juifs constituent les éléments les plus exaltés et les plus portés à exagérer leurs idées et sentiments.

D'ailleurs on peut dire qu'il n'est pas de mouvement que les Juifs ne soient capables d'organiser. On trouve des descendants d'Israël jusque parmi les chefs de l'antisémitisme.

La part des Juifs dans le mouvement ouvrier allemand est particulièrement grande. Nous avons déjà

parlé de Ferdinand Lassalle et de Karl Marx qui furent les deux grands fondateurs de ce mouvement; à ces deux noms on peut encore ajouter celui du Juif Moses Hess qui fut leur contemporain. Etait également Juif Johann Jacoby, le premier homme politique éminent, libéral de vieille marque, qui ait adhéré à la démocratie socialiste. C'est encore un juif qui a fondé la première revue socialiste allemande, l'idéaliste Karl Höchberg, fils d'un riche négociant de Francfort-sur-Mein (1885). Le président habituel des congrès socialistes, Paul Singer, était Juif.

Parmi les quatre-vingt-un députés élus au Reichstag aux avant-dernières élections, il y avait neuf Juifs (chiffre très élevé par rapport à l'ensemble de la population juive en Allemagne, ainsi qu'au nombre total des ouvriers juifs ou des membres du parti d'origine juive). Sur ces neuf députés, quatre professaient la religion mosaïque (Stadthagen, Singer, Wurm, Haase).

Comme théoriciens (Ed. Bernstein, Adolf Braun, Jacob Stern, Simon Katzenstein, Bruno Schönlank), comme journalistes (Gradnauer, Eisner, Joseph Bloch, ce dernier, directeur des *Sozialistische Monatshefte*), comme organisateurs dans les différentes branches de l'activité socialiste (Hugo Heimann, l'initiateur de la politique communale, Leo Arons, spécialiste en matière électorale, Ludwig Frank, organisateur de la « Jeunesse socialiste »), les Juifs ont rendu au parti des services inestimables. On trouve encore des Juifs à la tête de presque toutes les sections locales.

Dans le mouvement socialiste autrichien, le rôle des Juifs est tout à fait prépondérant. Nous ne citerons que les noms de Victor Adler, Ellenbogen, Fritz Austerlitz, Max Adler, F. Hertz, Therese Schlesinger, Eckstein, Dr Diamand, Ad. Braun.

Il en est de même en Amérique (Morris Hillquit, A.-M. Simons, M. Untermann) et, bien qu'à un degré

peut-être moindre, en Hollande (Henri Polak, chef des ouvriers diamantaires, D.-J. Wijnkoop, marxiste indépendant, le député M. Mendels) et en Italie (Elia Musatti, Claudio Treves, G.-E. Modigliano, Arvedo Norlenghi, Ricardo et Adolfo Momigliano, R.-L. Foà et le savant Cesare Lombroso).

Pour ce qui est de la France, le rôle des Juifs dans le mouvement socialiste est très restreint (Edgar Milhaud et les actionnaires de l'*Humanité* en 1901). Mais dans ce pays les Juifs ont pris une part importante à la fondation même du parti. C'est ainsi que le premier congrès constitutif du Parti ouvrier (1879) n'a pu avoir lieu que grâce à la générosité financière du Juif Isaac-Adolphe Crémieux, qui a été gouverneur de l'Algérie sous Gambetta.

Dans beaucoup de pays, comme en Roumanie, en Russie et en Pologne, mais surtout dans ces deux derniers, la direction des partis ouvriers se trouve (abstraction faite des révolutionnaires agraires russes) presque sans exception entre les mains de Juifs. C'est un fait qui frappe tous ceux qui fréquentent les congrès socialistes internationaux.

En outre, la Russie fournit aux partis socialistes d'autres pays pas mal de chefs d'origine juive : Rosa Luxemburg et le Dr Israël Helphant (Parvus), qui combattent en Allemagne; Ch. Rappoport, en France; Anna Kuliscioff et Angelica Balabanoff en Italie; les frères Reichesberg en Suisse; M. Beer et Th. Rothstein en Angleterre.

Il faut encore noter cette circonstance que nombre de chefs socialistes non-juifs ont épousé des intellectuelles juives : ce sont, entre autres, Plechanoff, Kropotkine, Otto Lang, de Brouckère, le Dr Brupbacher, Turati. Et, pour finir cette longue énumération, nous rappellerons encore que la plupart des chefs les plus connus de l'anarchisme allemand sont également juifs (Gustav Landauer, Siegfried Nacht, Pierre Ramus,

Senna Hoj, pseudonyme de Johannes Holzmann).

La facilité d'adaptation et la vivacité intellectuelle des Juifs, dont nous avons parlé plus haut, ne suffisent pas toutefois à expliquer la présence et surtout la force quantitative et qualitative qu'ils possèdent dans le parti ouvrier.

Il ne s'agit pas là de ce qu'on serait tenté d'appeler la « judaïsation » du parti socialiste, c'est-à-dire d'un accaparement du parti par des camarades juifs, parce qu'ils disposeraient de moyens financiers plus grands.

En ce qui concerne l'Allemagne et les pays de l'Europe orientale, le phénomène dont nous nous occupons s'explique par la position spéciale que les Juifs y occupaient hier et y occupent encore aujourd'hui.

Dans ces pays, leur émancipation légale n'est pas encore venue compléter leur émancipation sociale et morale. Le peuple allemand, pris dans son ensemble, n'a pas encore réussi à s'affranchir de la haine du Juif, ou tout au moins d'un vague sentiment de mépris à son égard. L'israélite se voit entravé dans sa carrière, exclu des fonctions administratives et judiciaires, du grade d'officier dans l'armée. Aussi la race hébraïque continue-t-elle à nourrir un vieil et légitime sentiment de révolte contre les injustices qui se perpétuent à son dommage. Et, vu le fond d'idéalisme qui persiste chez cette race dominée par les passions les plus extrêmes, ce sentiment se traduit, plus facilement que chez la race germanique, par une horreur désintéressée de toute injustice et se transforme en une aspiration révolutionnaire vers une grandiose amélioration universelle.

Même riches, les Juifs forment, du moins dans l'Europe orientale, une catégorie de personnes exclues des avantages sociaux que le système politique, économique et idéologique en vigueur assure à la partie

correspondante de la population chrétienne. La société, au sens étroit du mot, se méfie d'eux et l'opinion publique leur est défavorable. Au ressentiment que fait naître une si inique inégalité de traitement s'ajoute souvent, pour les pousser dans les bras du parti ouvrier, cette tendance cosmopolite que leurs destinées historiques ont développée chez les Juifs à un si haut degré. Cette tendance leur permet de franchir d'un bond, tout en gardant leurs caractères nationaux, la barrière que l'accusation bourgeoise de « sans patrie » cherche à opposer à la marée montante de la révolution.

Pour toutes ces raisons, le chemin qui conduit les Juifs au socialisme est presque toujours plus court que celui que doit parcourir l'intellectuel « aryen ». Mais ce fait ne diminue en rien la reconnaissance que le parti socialiste doit aux intellectuels de race judaïque. Et aux intellectuels seulement, car la grande bourgeoisie du commerce et de l'industrie et la petite bourgeoisie, tout en votant souvent aux élections pour les socialistes, se refusent d'une manière absolue à adhérer au parti.

Chez le bourgeois, l'intérêt de classe l'emporte sur l'intérêt de race. Tout différent est le cas des Juifs intellectuels : si on dressait une statistique, on trouverait certainement qu'ils font partie du socialisme dans une proportion de 2 °/₀ à 3 °/₀. Et, si ce parti a pu jusqu'ici résister victorieusement et sans la moindre hésitation à toutes les tentatives de l'antisémitisme qui a pu s'infiltrer jusque dans ses rangs, il ne le doit pas seulement à son aversion théorique pour toute prétention « nationale » et tout préjugé de race; il a agi ainsi, parce qu'il a toujours eu pleine conscience de ses devoirs de reconnaissance envers les Juifs intellectuels.

Le « socialisme antisémite » a fait son apparition vers 1870. Ce fut Eugen Dühring, alors libre docent

à l'Université de Berlin, qui inaugura une croisade en faveur d'un socialisme « allemand ». Il opposa celui-ci au socialisme « juif » de Marx et de ses collaborateurs, socialisme dont la réalisation devait entraîner, à son avis, l'assujettissement complet du peuple à l'Etat, au profit des dirigeants juifs et de leurs acolytes.

Vers 1875. Dühring réunit autour de lui un petit groupe de socialistes berlinois dont faisaient partie Johann Most et l'israélite Edouard Bernstein. Mais l'influence de ce groupe ne résista pas à la grande épreuve de la polémique que son chef eut à soutenir contre Friedrich Engels, le frère spirituel du « Juif Marx ». L'ascendant de Dühring sur les masses socialistes déclinait dans la mesure même où s'accentuait son antisémitisme. Vers 1878, il était complètement mort pour la démocratie socialiste.

Une autre tentative d'entraîner le socialisme dans le courant antisémite a été faite, en 1894, par Richard Calwer, un socialiste aux fortes tendances nationalistes, qui était alors rédacteur du *Braunschweiger Volksfreund*. « Pour un bon écrivain juif, disait-il, il y en a une bonne demi-douzaine n'ayant aucune valeur, mais un aplomb extraordinaire, une faconde inépuisable, une plume fastidieuse et impatiente, et aucune compréhension du socialisme ».

Mais la campagne de Calwer n'eut pas plus de succès que celle de Dühring, le parti socialiste ayant, au Congrès de Cologne (octobre 1893), condamné une fois pour toutes les velléités de nationalisme et d'antisémitisme qui se sont fait jour dans son sein.

Ajoutons encore quelques observations sur le phénomène, bizarre en apparence, des fréquentes adhésions au parti de certains représentants de la ploutocratie.

Il est des personnes bonnes et charitables qui, pourvues en abondance de tout ce dont elles ont

besoin, éprouvent parfois le besoin de se livrer à une propagande en rapport avec leur situation spéciale. Elles désirent, par exemple, faire participer leur prochain au bien-être dont elles jouissent elles-mêmes. Ce sont les riches philanthropes. Le plus souvent, leur conduite découle d'une sorte de sensiblerie ou de sentimentalisme : elles ne peuvent supporter les souffrances d'autrui, moins parce qu'elles éprouvent une véritable pitié pour ceux qui souffrent que parce que la vue de douleurs fait souffrir leurs propres nerfs et choque leur sentiment esthétique.

Dans les cerveaux malades de quelques personnes, dont la richesse n'égale que leur amour du paradoxe, est née cette croyance fantastique que, vu l'imminence de la révolution, elles ne pourront préserver leur fortune qu'en adhérant préventivement au parti ouvrier et en gagnant ainsi la puissante et utile amitié de ses chefs.

D'autres encore, parmi les riches, crurent devoir s'inscrire au parti socialiste parce qu'ils le considèrent comme un refuge contre l'exaspération des pauvres.

Très souvent encore, l'homme riche est amené à se rapprocher du socialisme, parce qu'il éprouve la plus grande difficulté, ainsi que l'a très bien montré Bernard Shaw, à se procurer dorénavant de nouvelles jouissances. Il commence alors à éprouver pour le monde bourgeois un dégoût qui peut finir par étouffer chez lui toute conscience de classe ou, tout au moins, par supprimer chez lui l'instinct qui l'avait poussé jusqu'alors à combattre le prolétariat au nom de sa propre conservation.

Ceci dit, on peut affirmer, sans crainte d'erreur, que la plupart des jeunes bourgeois qui viennent au socialisme le font, pour nous servir d'une expression de Felice Momigliano, en toute sincérité et en toute ardeur de bonne volonté. Ils ne recherchent ni l'approbation du peuple, ni la richesse, ni les distinc-

tions, ni les emplois grassement rétribués. Ils pensent seulement que l'homme doit se mettre en règle avec sa conscience et affirmer sa foi par des actes.

Ces hommes peuvent être ramenés, à leur tour, à deux types : l'apôtre à l'âme charitable, qui comprend tout et voudrait, par une étreinte idéale, embrasser l'humanité entière, et le « croyant » fougueux, rigide, intransigeant.

Mais il existe, parmi les socialistes d'origine bourgeoise, d'autres éléments, moins sympathiques.

Il y a avant tout la phalange de ceux qui sont mécontents « par principe » : les neurasthéniques, les « mauvais coucheurs ».

Plus nombreux encore sont ceux dont le mécontentement tient à des raisons personnelles : les charlatans et les ambitieux.

Beaucoup détestent, consciemment ou non, l'autorité de l'Etat, parce qu'elle leur est inaccessible. C'est la vieille histoire du renard et des raisins trop verts. Ce qui les pousse, c'est la jalousie, la soif inassouvie du pouvoir : la haine et l'envie des cadets pauvres des grandes familles pour leurs frères plus riches et plus heureux.

Il existe encore d'autres types qui se rapprochent de ceux que nous avons énumérés.

Les excentriques d'abord : ceux-ci trouvent naturel que ceux qui sont en bas veuillent atteindre les plus hauts sommets. Mais il est des gens qui sont en haut et éprouvent un besoin irrésistible de descendre en bas, des gens qui se trouvent trop à l'étroit sur leurs sommets et croient qu'on jouit en bas d'une liberté plus grande et d'horizons plus vastes. Ils cherchent la « sincérité », le « peuple », dont ils se sont fait une image idéale. Ce sont des idéalistes qui frisent la folie.

Qu'on ajoute encore à toutes ces catégories celle des déçus et des désenchantés qui n'ont pas réussi à

attirer sur eux l'attention de la bourgeoisie et à s'imposer par leur prétendue supériorité intellectuelle. Ils se jettent bruyamment au cou du prolétariat, le plus souvent avec le vague et instinctif espoir de réussir plus facilement, vu le peu de culture des classes ouvrières, à se mettre en vue et à jouer un rôle : visionnaires, génies incompris, déclassés de toute sorte, bohèmes littéraires, inventeurs méconnus de panacées sociales, ratés, rapins, cabotins, marchands d'orviétan qui prônent dans les foires leurs recettes miraculeuses, farceurs qui songent moins à éduquer les masses qu'à cultiver leur propre moi.

Le parti socialiste exerce sur les esprits une attraction d'autant plus grande qu'il est plus fort, plus vaste et jouit auprès des masses populaires d'une autorité plus grande.

Dans les pays où, comme en Allemagne, l'esprit grégaire est très développé, les petits partis sont condamnés à une existence précaire. Beaucoup de bourgeois croient « trouver dans le grand parti socialiste ce qu'ils ne trouvent pas dans les partis bourgeois : un vaste champ d'activité politique ». (Bebel.) Dans ce dernier cas, et surtout lorsque le parti passe de l'opposition à la collaboration avec le gouvernement, on voit augmenter le nombre de ceux qui ne voient dans le parti qu'un moyen d'assouvir leurs bas instincts et leur vanité; de ceux qui ne voient dans les succès du parti qu'un moyen de faire valoir leur propre personnalité.

Comme le dit très bien Arcoleo, on craint le triomphe de ces gens comme un déchaînement de bêtes faméliques; mais, à les regarder de près, on s'aperçoit qu'on se trouve en présence d'un amas de mollusques avides de proie, mais inoffensifs au fond.

Ceci s'applique aussi bien aux petites circonstances qu'aux grandes. Toutes les fois que le parti ouvrier fonde une coopérative ou une banque populaire qui

offrent aux intellectuels le pain assuré et une situation influente, on voit s'y précipiter une foule d'individus dépourvus de tout sentiment socialiste et qui ne cherchent qu'une bonne affaire. Comme toujours et comme partout ailleurs, le succès signifie dans la démocratie la mort de l'idéalisme.

CHAPITRE III

Les transformations sociales produites par l'organisation

Les nouvelles couches sociales que l'organisation attire dans son orbite impriment à l'ensemble du mouvement ouvrier des modifications qu'on a réunies sous la désignation assez compréhensive d'*embourgeoisement des partis ouvriers*. Cet embourgeoisement est la résultante de trois ordres de phénomènes tout à fait différents.

1° *L'adhésion des petits bourgeois aux partis prolétariens*. — Pour des raisons en majeure partie électorales, le parti recherche l'appui de la petite bourgeoisie. Il en résulte une série de conséquences qui impriment au parti des modifications plus ou moins profondes. Et, tout d'abord, le parti des ouvriers devient le parti du « peuple ». Ses appels ne s'adressent plus seulement aux « frères ouvriers en blouse », mais à « tout le peuple qui produit », à « tout le peuple qui travaille », ces expressions s'appliquant à toutes les classes et à toutes les couches de la société, sauf les oisifs qui vivent de leurs rentes.

Amis et ennemis du parti socialiste ont insisté à plusieurs reprises sur ce fait que les fractions petites-bourgeoises tendent de plus en plus à refouler à l'arrière-plan la fraction ouvrière proprement dite.

Au cours des luttes que le parti socialiste avait livrées aux « Jeunes », au commencement de 1890, l'affirmation qu'un déplacement complet des forces socialistes s'était produit dans le parti, au cours de ces dernières années, avait provoqué une véritable tempête.

Cette affirmation était-elle l'expression de la vérité ou, ainsi que le prétendaient quelques-uns, une indigne « calomnie » ? La question est trop compliquée pour qu'on puisse la trancher par quelques phrases à effet.

Partout où il a été possible d'analyser la composition du parti socialiste, quant aux classes et aux professions de ses adhérents, on a trouvé, en général, que les éléments bourgeois et petits-bourgeois y sont représentés dans une proportion qui, tout en étant considérable, est loin d'être prépondérante.

La statistique officielle du parti socialiste italien donne les chiffres suivants : ouvriers d'industrie 42,27 %. ouvriers agricoles 14,99 %, paysans 6,1 %, artisans 14,92 %, employés 3,3 %, propriétaires, rentiers, divers 4,89 %, étudiants et représentants de professions libérales 3,8 %.

Pour ce qui est de la démocratie socialiste allemande, nous avons montré ailleurs que dans toutes ses sections, sans exception, la proportion des prolétaires est encore plus élevée et oscille entre 77,4 % et 94,7 %. On peut même dire, avec Blank, que s'il est un parti où prédomine l'élément prolétarien, c'est bien le parti socialiste allemand, et ceci s'applique dans une bien plus grande mesure à la masse de ses inscrits qu'à sa masse électorale.

C'est, d'ailleurs, sa relative homogénéité sociale qui le rend si fort, au point de vue électoral, et lui donne une cohésion que les autres partis, surtout ceux de gauche, ne connaissent pas.

Le libéralisme allemand a toujours été, du moins

à l'époque de l'unification de l'Empire, un mélange polychrome de classes, réunies moins par des exigences économiques communes que par des idéologies communes.

Le socialisme, au contraire, puise ses matériaux humains dans la seule et unique classe qui satisfait aux conditions économiques, sociales et numériques, nécessaires pour donner à la lutte contre le vieux monde la plus grande vigueur possible. Bien naïf est celui qui se creuse le cerveau pour savoir si c'est bien le prolétariat, la classe des ouvriers salariés, qui constitue la source à laquelle s'alimente le parti socialiste allemand. Et cette source est loin d'être épuisée.

Il faut donc accepter *cum grano salis* l'affirmation de ceux qui, comme les socialistes anarchistes et les radicaux bourgeois, dénoncent l' « embourgeoisement » du parti, parce qu'on y constate la présence d'un certain nombre de petits industriels et de petits commerçants.

L'embourgeoisement du parti est un fait certain, mais il tient à des causes toutes différentes. Et la principale de ces causes consiste dans la métamorphose que subissent ses chefs d'origine ouvrière et, avec eux, toute l'atmosphère dans laquelle se déroule l'activité politique du parti.

2° *L'organisation ouvrière comme créatrice de nouvelles couches petites-bourgeoises.* — La lutte de classes provoque, par l'action des organes à l'aide desquels elle s'accomplit, des modifications et des métamorphoses sociales dans le parti même qui est appelé à l'organiser et à la diriger. Grâce à elle, certains groupes d'individus, numériquement insignifiants, mais d'une importance qualitative très grande, se trouvent arrachés aux profondeurs de la classe prolétarienne et élevés à la dignité de bourgeois.

Là, où, comme en Italie, le parti du travail com-

prend de nombreux bourgeois, la plupart des postes que ce parti pourrait offrir aux ouvriers sont occupés par des intellectuels.

Il en est autrement dans les pays comme l'Angleterre et surtout comme l'Allemagne, où à la demande de fonctionnaires socialistes correspond une offre très considérable de la part des ouvriers eux-mêmes. Dans ces pays, la direction du parti se trouve principalement entre les mains des ouvriers. Aussi l'entrée dans sa hiérarchie devient-elle l'objet de l'ambition du prolétaire.

Les chefs prolétariens du parti et des syndicats sont un produit indirect de la grande industrie.

A l'aube de l'ère capitaliste, certains ouvriers, plus intelligents et plus ambitieux que les autres, ont réussi, grâce à un travail acharné et en profitant de circonstances favorables, à s'élever à la situation d'entrepreneurs. Mais de nos jours, vu l'accumulation des entreprises et des richesses, et le coût élevé de la production, une pareille transformation ne s'observe plus que dans certaines parties des deux Amériques (c'est ce qui explique, d'ailleurs, l'extension si insignifiante du mouvement socialiste dans ces pays).

En Europe, où il n'existe plus de domaines vierges à exploiter, le *self made man* est devenu une figure préhistorique. Aussi est-il naturel que des ouvriers éveillés aspirent à trouver une compensation au paradis perdu de leurs rêves. Nombreux sont aujourd'hui les ouvriers gardant une réserve de forces et d'aptitudes qui ne trouvent pas une application dans le cercle étroit de leurs occupations professionnelles, souvent dépourvues de tout intérêt et n'exigeant qu'un travail purement mécanique. Or, c'est le plus souvent dans le mouvement ouvrier moderne que les individus en question cherchent et trouvent l'occasion, que leur refuse l'industrie, d'améliorer leur situation.

Un parti aussi gigantesque et aussi magnifiquement organisé que le parti socialiste allemand a besoin, pour son fonctionnement et son entretien, d'un personnel également gigantesque : rédacteurs, secrétaires, comptables, libraires et une foule d'autres employés de tout genre. Or, pour pourvoir à tous ces postes, le parti socialiste allemand ne dispose, ainsi que nous l'avons vu et pour les raisons déjà indiquées, que d'un nombre très restreint de transfuges bourgeois. C'est ce qui explique que la plupart des postes sont occupés par des hommes appartenant à la classe ouvrière, mais qui, à force de zèle et d'étude, ont su gagner la confiance de leurs camarades.

Nous pouvons donc dire qu'il existe une élite ouvrière qui parvient, à la suite d'une sélection naturelle s'opérant au sein du parti socialiste, à exercer des fonctions diamétralement opposées à ses fonctions ou occupations habituelles. Pour nous servir d'une expression qui, tout en manquant de précision scientifique, n'en est pas moins facile à comprendre dans sa grossière évidence, nous dirons que les individus composant cette élite, abandonnent le travail manuel pour le travail cérébral.

Ce changement implique pour les individus qui l'ont subi des avantages considérables, même si l'on fait abstraction de ceux, somme toute incontestables, que le travail intellectuel présente par lui-même.

L'ouvrier devenu fonctionnaire du parti socialiste n'est plus un manœuvre salarié, placé dans une dépendance personnelle, rigoureuse et purement mercenaire à l'égard de l'entrepreneur ou de son représentant à l'usine : il est un homme libre, chargé d'un travail intellectuel pour le compte d'une entreprise impersonnelle.

Mais il y a plus : il est lié à cette entreprise, non seulement par ses intérêts matériels les plus forts, mais aussi par les liens solides de l'idée et de la soli-

darité dans la lutte. Et, nonobstant quelques exceptions susceptibles d'induire en erreur le profane, il est traité d'une façon plus humaine que par n'importe quel entrepreneur particulier.

A l'égard du parti, l'employé n'est pas un simple salarié, mais bien plutôt un associé participant aux bénéfices, étant bien entendu qu'il s'agit ici, non de bénéfices matériels, mais d'avantages de nature (*sit venia verbo !*) purement idéale.

Le genre de vie réservé aux fonctionnaires du parti est loin d'être aussi agréable qu'on serait tenté de le croire. A ce propos, nous ne pouvons que répéter ici ce que nous avons déjà dit ailleurs : en échange du pain quotidien que le parti assure à ses employés et qui ne dépasse que très rarement la juste mesure, ceux-ci ont à fournir une somme de travail énorme et qui ruine prématurément leur santé.

Mais, quoi qu'il en soit, l'ancien ouvrier a de quoi vivre avec dignité et dans une aisance relative. En tant qu'employé à traitement fixe, il mène une existence qui, tout en lui imposant une agitation extérieure, lui assure plus de tranquillité intérieure que l'existence de l'ouvrier salarié. S'il vient à être mis en prison, c'est le parti qui pourvoit à ses besoins et à ceux des siens ; et, plus il est persécuté, plus il a de chances de recevoir un rapide avancement dans sa carrière de fonctionnaire socialiste, avec tous les avantages qu'il comporte.

Le nombre des chefs rétribués augmente rapidement aussi bien dans les syndicats que dans les différents partis socialistes.

Les employés nommés en 1840 par le syndicat des métallurgistes anglais furent les premiers chefs du mouvement ouvrier européen qui aient eu une situation stable et un traitement mensuel. De nos jours les organisations syndicales du Royaume-Uni comptent plus de mille employés.

En Allemagne, les fonctionnaires des syndicats ouvriers étaient en 1898 au nombre de 104; en 1904 ils étaient déjà 677, dont 100 pour les seuls métallurgistes et 70 pour les maçons.

Cette rapide augmentation n'est pas seulement en rapport avec l'extension des syndicats : elle est due surtout aux progrès réalisés dans l'organisation des institutions d'assistance. Il n'est pour ainsi dire pas d'assemblée générale tenue par les Conseils centraux des différentes fédérations où ne soit discutée et délibérée la question de l'engagement de nouveaux fonctionnaires, cette mesure étant rendue nécessaire par la différenciation de plus en plus grande des fonctions syndicales.

La même tendance se manifeste aussi depuis quelques années dans la démocratie socialiste allemande. D'après le rapport de la direction du parti pour l'année 1909, toutes les organisations de district, sauf quelques-unes de peu d'importance, emploient aujourd'hui des secrétaires rétribués. Le nombre des secrétaires de district est de 43, celui des secrétaires de collèges s'est élevé dans l'espace d'une année de 41 à 62. Dans la société de secours mutuel fondée par les fonctionnaires du parti socialiste et des syndicats, le nombre des adhérents est en voie d'augmentation continue : il était de 433 en 1902, de 1.095 en 1905, de 1871 en 1907 et de 2.474 en 1909. Encore est-il des fonctionnaires qui ne font pas partie de cette société.

En abandonnant le travail manuel pour le travail intellectuel, l'ouvrier subit encore une autre transformation qui, elle, affecte toute son existence. Il sort peu à peu du prolétariat pour s'élever à la condition d'un petit-bourgeois.

Au début, nous l'avons vu, il ne s'agissait que d'un changement de sa situation professionnelle et économique : les traitements payés par le parti, pour

modestes qu'ils soient, n'en sont pas moins sensiblement supérieurs au salaire moyen que l'ouvrier gagnait avant d'entrer dans la démocratie socialiste et proportionnés à un train de vie petite-bourgeoise. Au cours du congrès socialiste allemand, Wilhelm Liebknecht lança à la foule des autres chefs, ses camarades de parti, l'apostrophe suivante : « Vous qui êtes réunis ici, vous êtes, au point de vue financier, des aristocrates parmi les ouvriers. Ce que vous gagnez représente les revenus de Crésus pour la population ouvrière de l'*Erzgebierge* ou pour les tisserands de la Silésie.

Sans en faire un capitaliste à proprement parler, la carrière de fonctionnaire élève l'ouvrier au-dessus de sa classe d'origine, d'où en Allemagne la désignation sociologiquement exacte de « gehöbene Arbeiterexistenz » (existence ouvrière d'un niveau élevé). Karl Marx lui-même n'hésita pas à diviser les ouvriers en « Höherklassige » (ouvriers d'une classe supérieure, « ouvriers intellectuels ») et « Arbeiter » (ouvriers proprement dits, ouvriers authentiques).

Ainsi que nous le montrerons encore en détail plus tard, l'ouvrier de jadis devient un ex-ouvrier et, selon les cas, un petit-bourgeois ou même un bourgeois.

Mais en plus de cette métamorphose, il subit encore, malgré son contact fréquent avec les grandes masses ouvrières, une profonde transformation psychologique. L'ouvrier, qui occupe désormais un niveau social plus élevé, n'aura pas toujours la force de résister aux séductions du nouveau milieu dans lequel il se trouve transplanté. Son éducation politique et sociale ne suffira pas toujours à le soustraire aux influences de son nouvel état.

Ce n'est autre qu'August Bebel lui-même qui a attiré à plusieurs reprises l'attention du parti sur les dangers que les chefs font courir à l'unité de sa pensée et à sa pureté de classe. « Les employés proléta-

riens du parti, disait-il, sont des personnes arrivées à un point qu'elles voient leur situation personnelle établie d'une façon à peu près définitive. »

Examinée de plus près, cette circonstance acquiert une grande portée sociale à laquelle on n'a encore accordé, ni *intra* ni *extra muros*, toute l'attention qu'elle mérite. Le mouvement ouvrier a pour la classe ouvrière allemande une importance analogue à celle de l'Eglise catholique pour certaines fractions de la petite-bourgeoisie et de la population rurale. L'un et l'autre servent aux éléments les plus intelligents de ces classes respectives de levier pour leur ascension sociale.

Dans l'Eglise le fils de paysan réussit souvent à gravir certains degrés de l'échelle sociale dont les équivalents dans toutes les autres professions libérales sont restés le monopole de gens titrés ou tout au moins de l'aristocratie de l'argent. On ne trouve pas de fils d'agriculteurs parmi les commandants de corps d'armée ou parmi les préfets, mais on en trouve beaucoup parmi les évêques. Le siège pontifical lui-même est actuellement occupé par un fils de paysans. Or, ce que l'Eglise offre aux paysans et aux petits-bourgeois, c'est-à-dire un moyen relativement facile d'ascension sociale, le parti socialiste l'offre aux ouvriers intelligents.

En tant que source de transformations sociales, le parti socialiste présente des affinités avec une autre institution encore à laquelle il peut être comparé sous beaucoup de rapports : avec l'organisation militaire prussienne. Le fils de famille bourgeoise, qui entre dans l'armée permanente, devient, lui aussi, étranger à sa classe d'origine. S'il réussit à arriver à un grade supérieur, son empereur lui accorde même un titre nobiliaire. De toutes façons, il se *débourgeoise*, pour ainsi dire, adopte les usages et les opinions de son nouveau milieu féodal.

Certes, les officiers ne font que suivre la tendance à la *gentilhommerie* qui entraîne toute la bourgeoisie, mais chez eux ce processus s'accomplit avec une vitesse accélérée et avec une pleine conscience des conséquences qui en découlent. On voit tous les ans plusieurs centaines de fils de la grande et même de la moyenne bourgeoisie embrasser la carrière d'officiers, avec l'unique désir d'élever leur situation et d'acquérir plus de considération sociale. Dans le parti socialiste, la métamorphose sociale de l'individu s'accomplit souvent par nécessité, sans que la volonté de l'individu lui-même y participe. Mais l'effet est le même.

C'est ainsi que le parti socialiste agit sur certaines couches de la classe ouvrière à la façon d'une machine élévatoire. Et plus il s'étend et complique son mécanisme bureaucratique, plus nombreux sont ceux qu'il élève au-dessus de leur situation sociale primitive.

Au parti socialiste est échue la tâche involontaire d'éloigner du prolétariat quelques-uns de ses éléments les plus capables et les plus avisés. Or, d'après la conception matérialiste de l'histoire, la métamorphose sociale et économique entraîne peu à peu une métamorphose idéologique. Aussi chez beaucoup d'ex-ouvriers l'embourgeoisement s'opère-t-il très rapidement.

Certes, nombreux sont encore les ouvriers qui, tout en ayant atteint une situation économique et sociale plus élevée, n'en restent pas moins toute leur vie durant profondément attachés à la cause socialiste. Mais dans ce cas l'ouvrier est, à l'instar du bourgeois, un « idéologue », puisque sa mentalité n'est pas en rapport avec la place qu'il occupe dans la société.

D'autres fois, la métamorphose psychologique dont nous parlons est rendue tout simplement impossible, parce qu'on se trouve en présence d'une mentalité

socialiste tenace et vigoureuse, transmise héréditairement : après le père, nous voyons ses fils et les fils de ses fils, continuer de lutter *toto corde* dans les rangs du parti ouvrier, malgré la situation élevée qu'ils occupent dans le parti. Mais la logique et l'expérience nous apprennent que ce sont là des faits plutôt rares. Ce qu'on voit le plus souvent, c'est que le seul lien qui rattachait le père à la classe ouvrière, à savoir la foi dans le dogme politico-social du socialisme, se relâche chez le fils jusqu'à céder la place à l'indifférence absolue, et parfois à la franche hostilité.

C'est ainsi que le prolétariat a ses transfuges, comme la bourgeoisie a les siens. Les familles ouvrières, que le prolétariat exprime de son sein et auxquelles il assure une situation supérieure, dans l'espoir de rendre ainsi plus efficace la lutte contre la bourgeoisie, finissent par se fondre avec celle-ci, le plus souvent dès la deuxième génération.

Il se produit de la sorte un *échange social* entre la classe qui représente le capital et celle qui représente le travail.

Mais il est à peine besoin de dire que ces échanges, semblables aux rides qui n'affectent que la surface d'une nappe d'eau, ne sont pas de nature à atténuer, et encore moins à éliminer les antagonismes profonds qui existent entre la bourgeoisie et le prolétariat. D'un côté comme de l'autre, ces échanges ne portent que sur des minorités infimes. Il est vrai, cependant, et c'est en cela que réside l'importance sociologique du processus dont nous nous occupons, que ces minorités sont les plus influentes, composées qu'elles sont de *self made leaders*.

3° *La « défense patronale » comme créatrice de nouvelles couches petites-bourgeoises.* — L'embourgeoisement de certaines catégories d'ouvriers n'est pas seulement favorisé par l'appareil bureaucratique du parti, des organisations syndicales et des coopératives de

consommation. Il a encore pour cause ce qu'on est convenu d'appeler la « défense patronale ».

Aux époques de crises, alors que les organisations sont encore faibles et persécutées, comme ce fut le cas en Allemagne au temps de la loi contre les socialistes, de nombreux prolétaires se trouvent jetés sur le pavé, soit à cause de leur fidélité passive au parti ou au syndicat, soit à cause de leur attitude franchement socialiste et « subversive ».

Poussés par la nécessité de se procurer du pain, ces victimes de représailles patronales n'ont pas d'autre ressource que de se rendre indépendants; renonçant à leur ancien métier, ils ouvrent une boutique dans laquelle ils vendent une marchandise quelconque, — légumes, papier, épicerie, tabac, — se font marchands ambulants, deviennent aubergistes, cafetiers, etc.

Le plus souvent, leurs anciens frères de classe les soutiennent avec une solidarité admirable. Ils se font un devoir de ne pas laisser dans la gêne leurs anciens camarades de lutte et les aident à vivre en leur accordant leur clientèle. Il arrive ainsi que beaucoup de ces nouveaux petits-bourgeois réussissent à se rapprocher définitivement des classes moyennes de la société et à s'infiltrer dans leur rangs.

Outre ces victimes de la défense patronale, c'est-à-dire de la lutte pour l'émancipation prolétarienne, il existe pas mal d'ouvriers qui se détournent de leur classe, moins par nécessité que par amour du négoce et par le désir de changer ou d'améliorer leur situation.

Comme *summa summarum* de cet état de choses, il s'est formé une véritable armée d'ex-prolétaires, aujourd'hui petits bourgeois et petits commerçants, qui prétendent tous, au nom d'un droit moral supérieur, que les camarades doivent les soutenir par leurs achats. Le genre de vie de ces petits commer-

çants se réduit souvent, malgré leur bonne volonté et en dépit de leurs efforts, à une sorte de parasitisme social, l'insignifiance des capitaux dont ils disposent les obligeant à offrir aux consommateurs, c'est-à-dire aux ouvriers organisés, des marchandises aussi mauvaises que chères.

Plus important encore est le rôle que jouent dans le socialisme allemand ceux qu'on appelle *Parteibudiger*, c'est-à-dire les camarades aubergistes. A l'époque des lois contre les socialistes, ils avaient à remplir une mission politique d'une importance incontestable. Dans beaucoup de petites villes, les aubergistes affiliés au parti exercent encore aujourd'hui des fonctions multiples et à peu près indispensables : c'est dans leurs locaux que se réunit le comité exécutif de l'endroit, c'est là que les ouvriers se retrouvent pour causer, pour lire leurs journaux, etc. On peut dire, en somme, qu'ils sont les instruments nécessaires de la lutte socialiste locale.

Mais dans les centres plus importants, ils deviennent, avec leur locaux antihygiéniques, une véritable plaie pour le parti. A cela s'ajoute encore que la lutte brutale pour l'existence pousse ces éléments petits-bourgeois à exercer sur l'organisation socialiste la pression la plus indélicate. Et comme ils jouissent sur les camarades d'une influence qui est loin d'être négligeable, le parti est obligé de compter avec cette pression. Dans la plupart des cas, celle-ci se manifeste sous une forme nettement préjudiciable aux intérêts du prolétariat.

Les tentatives faites en Allemagne, surtout depuis 1890, pour encourager les ouvriers à fuir les repaires insalubres des vieilles auberges et à fréquenter les grandes brasseries neuves, aux salles aérées, ont provoqué, et il n'en pouvait être autrement, de la part des cabaretiers socialistes une « opposition énorme ». Les débitants d'alcool, membres du parti, se sont,

pendant de longues années, opposés avec la plus grande énergie à la fondation de maisons du peuple : malgré la sympathie théorique qu'ils pouvaient avoir pour ces institutions, ils craignaient la concurrence préjudiciable à leurs intérêts particuliers qu'elles pouvaient leur causer.

Dans la plupart des cas, cette opposition était restée sans effet. Mais nous connaissons encore aujourd'hui des villes de 20.000 à 30.000 habitants où l'existence d'un *Parteikneipe* qui, malgré son nom, constitue la propriété privée d'un membre du parti, est la cause unique qui ait empêché jusqu'ici l'organisation ouvrière locale de fonder une « maison du peuple ».

Mais les brasseries soi-disant socialistes apparaissent, pour une autre raison encore, comme une véritable calamité pour le parti : elles opposent notamment une digue des plus puissantes au mouvement antialcoolique, qui a pris tant d'extension au cours de ces dernières années et s'est manifesté par la constitution de sociétés de tempérance.

Ce n'est un secret pour personne, dans les sphères socialistes, que longtemps avant le Congrès d'Iéna (1907) le parti se serait ouvertement prononcé contre l'alcoolisme et aurait ensuite appliqué avec plus de rigueur les décisions de ce congrès, si ses dirigeants n'avaient été retenus par la crainte de léser, par les mesures recommandées et même par la simple propagande antialcoolique, les intérêts d'une catégorie influente de petits commerçants affiliés au parti.

Il est naturellement impossible de déterminer, ne serait-ce qu'approximativement, le nombre des individus qui, à la suite des luttes soutenues par la classe ouvrière et des représailles politiques usées par les patrons, sont devenus des « petits bourgeois » indépendants. Ce sont plus particulièrement les marchands de cigares, les épiciers, etc., qui échappent à tout recensement statistique. Les seules données plus

ou moins certaines que nous possédions concernent les aubergistes.

C'est ainsi qu'en 1892 ils figuraient, dans la fraction socialiste parlementaire, au nombre de 4 (sur 35 membres = 11,4 °/₀), en 1903 au nombre de 5 (sur 58 membres = 8,6 °/₀) et en 1906 au nombre de 6 (sur 84 membres = 7,4 °/₀).

Le nombre des aubergistes est également élevé dans les sections socialistes locales de différentes villes.

A Leipzig, on comptait, en 1887, une trentaine de « Parteikneipen ». En 1900, les sections socialistes de Leipzig-Campagne possédaient 84 propriétaires de restaurants et de brasseries (sur 4.855 adhérents = 1,7 °/₀) et celles de Leipzig-Ville 47. En 1905, nous trouvons à Leipzig-Ville 63 aubergistes et restaurateurs (sur 1.681 inscrits = 3,4 °/₀), à Offenbach 76, dont 2 vendeurs de bière en bouteilles (sur 1.668 membres = 4,6 °/₀);

En 1906, Munich possédait, en dehors des marchands de vin, qui figurent, avec les marchands de lait, de cigares, de fromages, etc., sous une rubrique spéciale, 369 restaurateurs et aubergistes, dont 4 cafetiers (sur 6.704 adhérents = 5,5 °/₀); à Francfort-sur-Mein, en plus de 12 vendeurs de bière en bouteilles, 25 restaurateurs et aubergistes (sur 2.620 membres = 1 °/₀); à Marbourg 2 (sur 114 = 1,8 °/₀); à Reinickendorf-Ost, près Berlin, 18 (sur 303 membres = 5,9 °/₀).

Ces chiffres montrent que, dans certaines villes, il y a une auberge sur 20 camarades. Et, comme l'auberge socialiste compte à peu près uniquement sur la clientèle de ces derniers, il en résulte que ce sont ces 20 camarades qui doivent fournir à l'entreprise toutes ses ressources financières.

La meilleure preuve de la force numérique et de l'importance de cette catégorie de membres du parti réside dans ce fait qu'ils ont fondé à Berlin une Asso-

ciation très puissante, la « Ligue berlinoise des aubergistes et hôteliers socialistes ».

Certes, il ne faut pas oublier que cette Association doit en grande partie son origine à des considérations tirées de ce que les hôteliers socialistes ont d'autres tâches à remplir que leurs collègues « bourgeois ». Il est également certain que les membres de cette Association forment une catégorie de socialistes de choix, d'une fidélité éprouvée, ayant rendu au parti d'importants services dans ses campagnes et agitations politiques. Mais il est inévitable qu'une pareille organisation, qui représente des intérêts d'ordre économique, donne souvent du fil à retordre, non seulement à leurs concurrents bourgeois, mais aux socialistes eux-mêmes, et qu'elle tende à former un parti dans le parti.

Pour conclure, nous dirons que la petite bourgeoisie d'origine prolétarienne, bien que ses conditions d'existence ne soient pas notablement supérieures à celles des couches dont elle est issue, forme sous plus d'un rapport, à cause des intérêts particuliers qu'elle représente, un grave obstacle à la marche en avant des phalanges ouvrières. Et encore ne faisons-nous pas entrer en ligne de compte la marque profondément petite-bourgeoise (conséquence de la nouvelle place qu'elle occupe dans le processus économique) qu'elle imprime au parti au point de vue mental.

CHAPITRE IV

Le besoin de différenciation dans la classe ouvrière.

Tout membre de la classe ouvrière aspire à s'élever à une classe supérieure qui lui garantisse une existence meilleure et plus large. S'élever jusqu'à la petite bourgeoisie : tel est l'idéal individuel de l'ouvrier. Pas plus que la bourgeoisie, les foules ouvrières dont se compose le parti socialiste ne représentent une masse grise, uniforme, compacte. Cette constatation n'enlève d'ailleurs rien au fait que, ne vivant que de leur travail et imbus des principes d'organisation socialiste, les travailleurs se sentent, théoriquement tout au moins, unis en face des possesseurs des instruments de production et de la force dont ces possesseurs disposent dans l'Etat.

Il existe chez les masses ouvrières un besoin de différenciation qui échappe facilement aux personnes ne se trouvant pas avec elles en contact permanent. Le genre de travail, le niveau des salaires, les différences de race et de climat produisent de nombreuses nuances, aussi bien dans la façon de vivre que dans les goûts des ouvriers. On a pu dire, dès 1860 : « Entre ouvriers, il y a des catégories et un classement aristocratique. Les imprimeurs prennent la tête, les chiffonniers, les vidangeurs, les égoutiers ferment

la marche. » (E. About.) Entre le typographe et le journalier du même pays, il existe, au point de vue de la culture, de la situation sociale et économique, des différences plus prononcées qu'entre le typographe de tel pays et, par exemple, le petit industriel d'un autre.

La séparation entre les différentes catégories ouvrières se manifeste nettement jusque dans le mouvement syndical.

Nous savons, en effet, que la politique suivie, par exemple, par les fédérations typographiques de l'Allemagne, de la France et de l'Italie s'écarte de celle suivie par les autres fédérations et même de celle du parti socialiste : elle dévie notamment à droite, en ce sens qu'elle est plus opportuniste et plus transigeante.

En Allemagne, la fédération typographique a pour président un Rexhäuser; en France, un Keufer. Les ouvriers diamantaires de la Belgique et de la Hollande présentent les mêmes tendances asocialistes, aprolétariennes, particularistes.

Les éléments aristocratiques de la classe ouvrière, ceux qui, étant mieux payés, se rapprochent le plus de la bourgeoisie, veulent suivre une tactique à eux. L'histoire ouvrière abonde même en exemples qui montrent certaines catégories ou fractions prolétariennes se détachant, dans certaines occasions et sous la poussée de leurs intérêts particuliers, du gros de l'armée et faisant cause commune avec la bourgeoisie.

C'est ainsi que les ouvriers des arsenaux ne sont pas tendres, en général, pour leurs camarades antimilitaristes.

Au Congrès de l'*Independant Labour Party*, tenu à Londres en 1910, le représentant des ouvriers du très important arsenal de Woolwich s'éleva avec violence contre ceux des délégués ouvriers qui voulaient voter une résolution en faveur de la diminution des armements et de l'arbitrage international obliga-

toire, et l'échec qu'a subie à Venise la grève générale de protestation contre la guerre de Tripolitaine est dû, lui aussi, à l'attitude hostile d'une partie des ouvriers des arsenaux.

Le fait même que la cessation du travail le jour du 1er mai n'est que partielle, permet de diviser les ouvriers en deux catégories : ceux qui, grâce à des conditions de vie meilleures et à d'autres circonstances favorables, peuvent « s'offrir le luxe » de fêter le 1er mai, et ceux que la misère et la fortune adverse obligent à travailler.

Ce besoin de différenciation se manifeste encore plus nettement, lorsqu'on considère des groupes ouvriers plus étendus.

Certes, la différence entre *skilled* et *unskilled* est, à l'origine, de nature purement économique et s'exprime dans la diversité des conditions de travail. Mais, avec le temps, cette distinction économique se transforme en une véritable distinction de classe.

Les ouvriers instruits et mieux rémunérés se tiennent à distance, même au point de vue social, des ouvriers sans instruction et mal payés. Ceux-là sont organisés en syndicats, ceux-ci sont des ouvriers isolés. Et les âpres luttes économiques et sociales que se livrent les uns et les autres représentent un des phénomènes les plus intéressants de l'histoire sociale moderne.

Les organisés exigent des non-organisés la plus stricte solidarité et leur refusent, toutes les fois qu'ils sont eux-mêmes en conflit avec les entrepreneurs, le droit au travail. Lorsque leur prétention ne reçoit pas satisfaction immédiate, ils les insultent, en leur appliquant des sobriquets qui ont désormais reçu droit de cité dans la science. En France, du temps de Louis-Philippe, on les appelait *Bourmont* et *Ragusa;* de nos jours, on les appelle : en Allemagne, les *briseurs de grèves;* en Italie, *kroumirs;* en

Angleterre, *blacklegs* (*jambes noires*); en Amérique, *scabs;* dans le Hainaut belge, *gambes de bos;* en France, *jaunes*, *renards*, *bédouins;* en Hollande, *onderkruipers*, etc.

Il est incontestable que les griefs que les organisés formulent contre les non-organisés sont en grande partie justifiés. Mais il est absolument certain que ceux, socialistes et patrons, qui veulent expliquer par des raisons d'ordre moral la lutte que se livrent ces deux catégories d'ouvriers, passent à côté de la question.

Il s'agit là, tout simplement, d'une lutte entre des ouvriers bien payés et les couches les plus pauvres du prolétariat qui ne sont pas encore assez mûres économiquement pour se mesurer avec les patrons et réclamer un relèvement des salaires. On entend même souvent les ouvriers les plus misérables, conscients de leur infériorité, déclarer que les salaires sont déjà assez élevés, alors que leurs compagnons, mieux partagés, qualifient les mêmes salaires de salaires de famine.

Une des plus infatigables parmi les femmes socialistes françaises dit avec raison : « On est presque tenté d'excuser les trahisons de ces supplanteurs, quand on a vu, de ses propres yeux vu, tout le tragique du problème des sans-travail en Angleterre. Dans les grands ports du Sud et de l'Ouest, on voit rangés, le long du mur d'un quai, des milliers et des milliers d'affamés, à la figure hâve, grelottants, qui espèrent se faire embaucher comme débardeurs. Il en faut quelques dizaines. Quand les portes s'ouvrent, c'est une terrible ruée, une véritable bataille. Récemment, un de ces hommes, les côtes pressées, mourut étouffé dans la mêlée. » (Mme Sorgue.)

Les organisés, de leur côté, ne se croient nullement tenus d'être solidaires avec les non-organisés, même dans les cas de misère commune, de chômage.

Les Bourses du Travail allemandes exigent souvent que les subsides qui leur sont accordés, sur les deniers publics, par quelques grandes villes pour la lutte contre le chômage (système dit de Strasbourg), soient distribués exclusivement aux ouvriers organisés, les autres n'étant dignes, d'après elles, d'aucun secours.

Mais les plus fortunés parmi les ouvriers ne se contentent pas de poursuivre, par tous les moyens possibles, leurs camarades moins heureux et dont les modestes prétentions menacent leur élévation économique. Ils vont plus loin encore et tendent à se détacher complètement de ceux-ci. La marque fédérale constitue souvent un brevet de noblesse qui distingue son possesseur de la plèbe.

Cela arrive souvent, alors même que les non-organisés ne demandent pas mieux que de s'unir aux organisés.

Dans presque toutes les grandes unions anglo-saxonnes, on constate cette tendance au corporatisme, à la formation d'aristocraties ouvrières accentuées. Les syndicats, devenus grands et riches, ne cherchent plus à élargir leurs rangs par le recrutement de nouveaux adhérents. Ils rendent, au contraire, les conditions d'admission de plus en plus difficiles, en établissant, par exemple, un droit d'entrée très élevé, en exigeant la production d'un certificat d'apprentissage professionnel régulier, etc.

Par toutes ces mesures, qui sont autant d'obstacles à leur propre extension, ils veulent s'isoler, autant que possible, du reste de la masse ouvrière et obtenir des privilèges dont ils soient les seuls à profiter.

Ce même égoïsme professionnel étroit engendre, surtout parmi les ouvriers américains et australiens, la xénophobie qui s'exprime par la prétention d'éliminer la main-d'œuvre étrangère par des mesures légales telles que la restriction de l'immigration, etc.

Les syndicats ouvriers suivent alors une politique franchement « nationaliste » et, pour éloigner les « non-désirables », ils n'hésitent pas à faire appel à l' « Etat de classe » : ils exercent sur le gouvernement de leur pays une pression qui peut le mettre à deux doigts d'une guerre avec le pays étranger importateur de main-d'œuvre.

On observe également en Europe, bien qu'à un degré moindre, la formation, au sein du mouvement ouvrier, de petits groupes fermés et de coteries (et c'est en cela que consiste la tendance à l'oligarchie), en opposition directe avec les principes théoriques du socialisme.

C'est ainsi que les ouvriers de l'arsenal de Naples exigeant du gouvernement que « le tiers des ouvriers à remplacer soit pris parmi les fils des ouvriers actuels ayant appris le métier paternel », ne sont ni aussi étrangers à notre monde ni aussi arriérés qu'on pourrait le croire au premier abord.

Comme le dit, avec beaucoup de raison, M. de La Grasserie, « la lutte de classes a pour objectif de faire monter la classe inférieure au niveau de la supérieure, et c'est ainsi que les révolutions réussissent souvent, non à démocratiser les eugéniques, mais à eugéniser les démocrates ».

La politique des réformes sociales elle-même, qui trouve dans la législation ouvrière sa plus claire expression, n'apporte pas les mêmes avantages à toutes les fractions de la classe ouvrière.

La même loi, celle par exemple qui élève le minimum d'âge pour l'admission des enfants dans les usines, aura des effets variables d'une fraction à l'autre, selon la force dont disposent les organisations, selon le niveau des salaires, les conditions du marché du travail dans les différentes branches de l'industrie et de l'agriculture.

Aussi ces effets se traduiront-ils, pour certaines

catégories, par une dépression passagère, pour d'autres, par une élévation permanente. Il en résultera une accentuation plus grande de la structure en échelle que le prolétariat présente déjà du fait de la différenciation nationale, locale et technique.

C'est ainsi qu'au sein de la classe ouvrière moderne se dessine une segmentation nouvelle. Dans les flancs du quatrième Etat s'agite déjà le cinquième. Et de là découle pour le socialisme un danger des plus graves : la formation d'une aristocratie ouvrière, relativement peu nombreuse, qui deviendra peu à peu étrangère à cette ardente aspiration révolutionnaire, née de privations et de souffrances, à un système social totalement différent du système actuel.

Sans se dépouiller de ce sentiment essentiellement humain qu'est l'instabilité et dont les millionnaires eux-mêmes n'arrivent pas à se défaire, cette aristocratie ouvrière ne s'en déclarera pas moins personnellement contente et satisfaite de son sort. Et la classe ouvrière se trouvera, de ce fait, coupée en deux parties inégales, sujettes à des fluctuations incessantes.

CHAPITRE V

Les chefs ouvriers d'origine prolétarienne.

Comment et par qui doivent être guidées les masses ouvrières luttant pour leur émancipation économique et sociale ?

Cette question, que des esprits réfléchis n'ont cessé de se poser depuis le début du mouvement prolétarien moderne, a reçu des solutions aussi nombreuses que variées. De toutes ces solutions, nous ne nous occuperons ici que de celle qui vise à confier la direction du mouvement uniquement à des ouvriers, à l'exclusion des intellectuels. Elle s'appuie sur quelques sentences socialistes d'ordre général, sous-entendues ou mutilées, ou interprétées d'une façon étroite, comme, par exemple, le principe énoncé au premier Congrès de l'Internationale à Genève, en 1866, que l'émancipation des ouvriers doit être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes.

Les chefs issus de la masse, prétendent, en outre, les partisans de cette solution, lui sont plus proches par la façon de sentir et de penser, sont plus aptes à la comprendre, éprouvent les mêmes besoins et sont animés des mêmes désirs qu'elle. Il y a, certes, beaucoup de vrai dans cette dernière affirmation, mais c'est en tirer une conclusion trop absolue que de prétendre qu'une fois devenu chef, l'ouvrier gardera

intacte la mentalité qu'il avait alors qu'il combattait encore dans les rangs comme simple soldat.

Le point central de la théorie syndicaliste consiste dans l'action directe du syndicat ouvrier, affranchi de la tutelle de chefs socialistes d'origine bourgeoise, responsable envers lui-même et se suffisant lui-même. Action directe signifie : mise en mouvement du prolétariat, sans l'intermédiaire d'une représentation (indirecte) au Parlement. On la vante comme l'apothéose de l'autonomie prolétarienne. Elle repose sur l'énergie, l'initiative, le courage individuels des travailleurs. Une armée de francs-tireurs, débarrassée de l'impotent état-major de bureaucrates socialistes, mous et routiniers, une armée libre de ses mouvements, autonome et souveraine : tel doit être, d'après la conception syndicaliste, le prolétariat organisé.

Mais si on descend de la lyrique à la prose, on s'aperçoit que, abstraction faite de la différence de tactique, c'est principalement par ses idées relatives à la nature et à l'origine du personnel dirigeant que le syndicalisme diffère de la démocratie socialiste. L'organisation syndicale est dirigée par des individus qui sont ouvriers eux-mêmes.

Et les syndicalistes de prétendre, non sans témérité, que le mouvement ouvrier ne peut en retirer que les plus grands avantages, car un chef ouvrier ne peut agir autrement qu'en pleine conformité avec les intérêts, les désirs et les aspirations de ses camarades. Les ouvriers dirigeant les affaires ne seraient, aussi bien au point de vue intellectuel que sous le rapport moral, que des ouvriers de choix. Le chef ouvrier d'origine ouvrière apparaît, dans cette conception, comme le Messie sauveur, destiné à guérir l'organisation prolétarienne de tous les maux dont elle souffre; il est considéré, pour tout dire, comme le meilleur des chefs possibles.

Il est à peine besoin de dire que c'est caresser une

illusion que de croire qu'en se confiant à des hommes de sa propre classe, le prolétariat gérera ses affaires plus directement qu'en se confiant à des avocats ou à des médecins. Dans un cas comme dans l'autre, il les gère par l'intermédiaire de personnes interposées. Dans le mouvement ouvrier, nous l'avons vu, le chef se trouve dans l'impossibilité absolue de rester fidèle à son ancien métier manuel. Au moment même où un syndicat charge un camarade d'usine d'administrer régulièrement et moyennant une rémunération déterminée les intérêts de la collectivité, il le pousse, sans s'en rendre compte, hors de sa classe, pour le faire entrer dans une classe nouvelle, celle des employés. Le chef ouvrier du prolétariat cesse aussitôt d'être ouvrier, et cela, non seulement au sens technique, professionnel du mot, mais aussi dans son acception psychologique et économique : il devient un intermédiaire, au même titre que son collègue l'avocat ou le médecin.

En d'autres termes : en sa qualité de délégué ou de représentant, le chef d'origine prolétarienne est sujet aux mêmes tendances oligarchiques qu'on trouve chez le déserteur bourgeois, devenu *leader* ouvrier. L'ouvrier de jadis est désormais un *déclassé*.

On a prétendu que le fait de servir de tampon entre les patrons et les ouvriers a développé chez les chefs de syndicats des qualités excellentes et précieuses : habileté et scrupulosité, patience et énergie, fermeté de caractère et probité personnelle.

On est même allé jusqu'à vanter leur chasteté et à leur attribuer cette absence de besoins sexuels qui, à en croire Guglielmo Ferrero, caractériserait tous ceux qui ont une notion rigide de leurs devoirs. On crée une opposition voulue entre les chefs syndicaux et ces Rabagas bavards du révolutionnarisme verbal qu'on rencontre parmi les chefs socialistes, et on attribue aux premiers le sens politique qu'on refuse aux der-

niers, à savoir l'aptitude à se débrouiller dans l'immense complexité de la vie économique et sociale, et l'exacte vision de ce qui est, dans chaque cas donné, politiquement réalisable.

Il y a, dans toutes ces affirmations, une exagération manifeste. Les milieux bourgeois sont trop contents de voir les organisateurs ouvriers se livrer à l'action exclusivement pratique dont ils attendent la défaite du socialisme révolutionnaire. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les chefs des associations professionnelles, abstraction faite de ceux à tendance syndicaliste, représentent un type qui, à beaucoup d'égards, s'écarte notablement de celui de chef socialiste.

Mais le type de chef syndical lui-même varie beaucoup, selon la phase où se trouve le mouvement professionnel. C'est ainsi que pour diriger une organisation pauvre, et servant principalement d'instrument de propagande et de grève, il faut d'autres qualités que pour diriger un syndicat richement pourvu d'institutions d'assistance et poursuivant principalement des résultats pratiques.

Dans le premier cas, il faut surtout de l'enthousiasme et un talent de prédicateur. Le métier de l'organisateur se confond avec la vocation de rebelle et d'apôtre. Et, d'après certains, toutes ces qualités se concilient très bien, surtout au début du mouvement prolétarien, avec la plus complète ignorance. Pendant cette période, la propagande affecte surtout un caractère romantique et sentimental, son objectif étant d'ordre moral plutôt que matériel.

Mais il en est autrement à une période plus avancée. La grande complexité des tâches qui incombent alors aux syndicats et la grande importance qu'acquièrent dans leur vie les questions financière, technique et administrative exigent que l'agitateur cède la place à l'employé ayant des connaissances spéciales.

Au commis voyageur de la lutte de classes se substitue ainsi le bureaucrate rigide et prosaïque, à l'ardent idéaliste le froid matérialiste, au démocrate aux convictions inébranlables (en théorie du moins) l'autocrate conscient. L'activité oratoire recule, à son tour, devant l'activité administrative qui acquiert une importance de premier ordre.

Aussi, la façon dont les chefs ouvriers dirigent le mouvement est-elle, dans cette nouvelle période, moins brillante et bruyante, mais en revanche plus solide, parce que fondée sur une compétence pratique plus sûre.

A partir de ce moment, les chefs se différencient de la masse, non seulement par leurs qualités particulières d'hommes qui, dans les questions professionnelles, possèdent le coup d'œil et la routine : ils en sont encore séparés par la barrière des statuts qui les gouvernent et à l'aide desquels ils gouvernent la masse. Les statuts de la Fédération métallurgique allemande comprennent 47 pages imprimées et sont divisés en 39 paragraphes dont chacun se compose à son tour de 10 à 12 titres. Quel est l'ouvrier qui ne se perdrait pas dans un labyrinthe pareil ?

Le fonctionnaire syndical moderne, surtout s'il se trouve à la tête d'une fédération, doit posséder des notions précises sur une branche donnée de l'industrie et savoir peser, à tout instant, les forces respectives de sa propre organisation et de celle de l'adversaire. Il doit être au courant aussi bien du côté technique que du côté économique de l'industrie : coût de fabrication des marchandises ressortissant à la branche en question, provenance et prix des matières premières, situation générale du marché, niveau des salaires et condition de vie de la classe ouvrière selon les régions. On exige, en outre, qu'il soit à la fois un génie stratégique et un génie diplomatique.

Mais les bonnes qualités professionnelles du chef

ouvrier ne sont pas toujours compatibles avec le régime démocratique. Elles se trouvent même souvent en opposition avec les conditions de ce régime.

C'est généralement chez l'ex-ouvrier que l'ambition du pouvoir acquiert la plus grande intensité. A peine affranchi des chaînes qui faisaient de lui un ouvrier salarié et un serf du capital, il est moins disposé que quiconque à s'imposer de nouvelles chaînes, en devenant le subordonné de la masse. Il cherche, au contraire, à profiter largement de sa liberté. Et parfois il en abuse.

L'expérience nous montre que dans presque tous les pays le chef ouvrier d'origine prolétarienne est capricieux et despotique. Il supporte à contre-cœur les contradictions de ses camarades. Cela tient sans doute aussi à son caractère de parvenu. On sait, en effet, que le parvenu veille jalousement au maintien de sa toute fraîche autorité et voit dans toute critique qu'on lui adresse une tentative de l'humilier et de le diminuer, une allusion intentionnellement maligne à son passé. De même que le juif converti n'aime pas qu'on lui rappelle sa race d'origine, le chef ouvrier issu du prolétariat n'aime pas qu'on fasse allusion à son état de dépendance et à sa qualité d'employé.

Il ne faut pas oublier en outre que, comme tous les *self made men*, le chef de syndicat est d'une vanité extraordinaire. Incapable de comprendre, il ne se lasse pas d'admirer son œuvre et celle de ses collègues. Et, pourtant, cette sérieuse connaissance technique de la vie ouvrière dont les chefs de syndicats tirent tant de vanité, est, du moins chez la plupart d'entre eux, exclusive de toute culture générale, de toute conception philosophique. Ces connaissances ne les empêchent pas non plus d'être accessibles aux avances plus ou moins désintéressées des bourgeois ou d'autres personnes haut placées.

Voici, par exemple, ce que F. Engels écrivait d'An-

gleterre dans une de ses lettres à Sorge : « Ce qu'il y a ici de plus révoltant, c'est que la *respectability* a pénétré dans le sang des ouvriers eux-mêmes. La division de la société en plusieurs couches hiérarchiques, ayant chacune son propre orgueil et un respect inné pour les « betters » ou « superiors », a des racines tellement anciennes et profondes que les bourgeois réussissent encore de nos jours à séduire, par leurs flatteries et leurs louanges, ceux qui sont au-dessous d'eux. Je ne suis pas du tout sûr, par exemple, que John Burns ne soit pas plus flatté d'être dans les bonnes grâces du cardinal Manning, du lord-maire et de la bourgeoisie en général que de jouir de la popularité auprès de sa propre classe. Tom Mann lui-même, que je considère comme le meilleur de tous ces chefs d'origine ouvrière, se plaît à raconter qu'il a été invité à une collation chez le lord-maire. »

En Allemagne, un des rares ouvriers socialistes qui aient approché Guillaume II, n'a pas osé exprimer ses convictions devant le trône et finit par désavouer les principes fondamentaux de son parti. L'histoire vaut la peine d'être racontée.

C'était en 1900. Les représentants de l'Institut Impérial d'Assurances furent invités à la Cour, après l'inauguration du nouveau grand palais de cet Institut. De la délégation qui devait se rendre à cette invitation, faisait partie, entre autres, le plâtrier Buchholz, bien connu dans les milieux syndicalistes. Comme il était, en sa qualité d'ancien combattant, décoré de la Croix de Fer, Guillaume II daigna lui adresser la parole : « Est-il vrai que tous les socialistes sont adversaires de la monarchie? » demanda le Kaiser à Buchholz, dont il ne devait pourtant pas ignorer les opinions politiques. « Pas tous, Sire, » répondit promptement l'interpellé.

Il existe d'ailleurs d'ores et déjà, au sein du prolé-

tariat, une catégorie de directeurs de coopératives, de secrétaires de syndicats, d'hommes de confiance des organisations, dont la psychologie est toute modelée sur celle des classes bourgeoises avec lesquelles ils se trouvent en contact.

Le nouveau milieu exerce sur l'ancien ouvrier une influence puissante. Ses manières se dégrossissent, se raffinent. Dans ses rapports journaliers avec des personnes de plus haute naissance, l'ancien prolétaire apprend à connaître les usages de la bonne société et cherche à se les assimiler.

Il n'est pas rare de voir des députés chercher à masquer le changement qui s'est opéré en eux.

Les chefs socialistes, démocrates chrétiens, syndicaux, etc., issus de la classe ouvrière, aiment à se qualifier d'ouvriers lorsqu'ils parlent aux masses. C'est un moyen de se faire bien voir de celles-ci et de gagner leur affection et leur confiance.

En France, aux élections de 1848, la mode voulait que tous les candidats se proclamassent ouvriers. C'était pour eux non seulement un titre de gloire, mais aussi un titre de succès. Vingt et un d'entre eux réussirent à se faire élire grâce à ce subterfuge.

Ce que ce titre signifie, en réalité, nous le voyons d'après les listes de candidats présentés par les socialistes de nos jours en France, en Italie et ailleurs : on voit notamment figurer sur ces listes des patrons ferblantiers, des boutiquiers (donc des petits bourgeois) qui taisent soigneusement leur qualité de patrons. On a même vu des cas où les mêmes personnes se donnaient pour des ouvriers dans leurs appels électoraux adressés à la classe ouvrière et se qualifiaient de patrons dans leurs appels à la bourgeoisie.

Les ouvriers authentiques portent souvent avec ostentation un signe destiné à révéler leur passé. Au Parlement anglais, où il est d'usage de porter le

haut-de-forme, quelques chefs ouvriers continuent à paraître en béret, en blouse et en cravate rouge.

Mais ce n'est pas en soulignant extérieurement son origine prolétarienne qu'on réussit à supprimer ce phénomène général au sujet duquel M. Jaurès disait, avant qu'il eût adhéré au socialisme : « Les députés ouvriers qui arrivent au Parlement s'embourgeoisent vite, au mauvais sens du mot : ils perdent leur sève et leur énergie première, et il ne leur reste plus qu'une sorte de sentimentalité de tribune. »

Avec une satisfaction banale de soi-même, un sentiment de satiété s'empare facilement de l'ancien ouvrier. Et sa satisfaction s'étend même au milieu qui l'entoure. Toute aspiration progressive dans le sens démocratique le trouve souvent indifférent, voire hostile. Il s'accommode de l'ordre de choses existant avec lequel, de guerre lasse, il finit même par se réconcilier. Quel intérêt peut désormais avoir pour lui le dogme de la révolution sociale? Sa révolution sociale à lui est faite. Au fond, toutes les idées de ces chefs se concentrent maintenant sur un seul désir : qu'il existe encore pendant longtemps un prolétariat qui les délègue et les fasse vivre.

Aussi affirment-ils qu'il s'agit avant tout d'organiser, d'organiser sans fin et que la cause ouvrière ne sera victorieuse que le jour où le dernier ouvrier aura été englobé dans l'organisation.

Comme tous les *beati possidentes*, ils ne sont pas batailleurs. Ils penchent, comme en Angleterre, vers une conception d'après laquelle ouvriers et capitalistes seraient liés entre eux par une sorte de pacte d'alliance et partageraient, bien que d'une façon encore inégale, le produit net du *business* fait en commun.

Cette conception, qui découle de la théorie dite du salaire en échelle, étend un voile sur tous les antagonismes de classe existants et imprime à la fin propre

de l'organisation un caractère purement mercantile et technique.

Si une lutte devient inévitable, le chef en tire prétexte pour entreprendre de longues négociations avec l'adversaire ; plus ces négociations se prolongent, et plus son nom est répété dans le public et dans les journaux. Si, cela faisant, il lui arrive d'exprimer des opinions « raisonnables », il peut être certain aussi bien des éloges des adversaires que de l'admiration reconnaissante des foules.

L'égoïsme personnel, la pusillanimité, la bassesse se concilient chez beaucoup d'entre eux avec un grand fonds de bon sens et de savoir-faire. Les « têtes chaudes » se sont assagies et modérées. En toute conscience, les prolétaires devenus chefs ne croient pas devoir pratiquer une politique agressive qui, loin de donner des résultats nouveaux, ne pourrait que compromettre les résultats déjà acquis.

Le plus souvent, les mobiles égoïstes se rencontrent avec les raisons objectives pour conseiller une politique de temporisation et de modération. C'est sans le vouloir qu'un employé de syndicat allemand a caractérisé les chefs ouvriers en disant : « Je ne veux blâmer personne, mais il est certain que nous serions beaucoup plus intéressés à un changement aussi prompt que possible de l'ordre social, si nous étions restés à l'usine et si nous devions nous contenter de salaires inférieurs à ceux que nous gagnons actuellement. »

La substitution de chefs prolétariens aux chefs bourgeois dans la direction du mouvement ouvrier n'offre donc aucune garantie, théorique ou pratique, contre l'infidélité politique ou morale des chefs.

Les historiens nous apprennent que sur onze représentants du peuple, appartenant à la classe ouvrière, que les élections décrétées par le Gouvernement Provisoire ont fait entrer à la Chambre française, dix ont

abandonné le programme ouvrier sur lequel ils ont été élus.

L'histoire des chefs de la section italienne de l'Internationale (1868-1879) nous offre sous ce rapport un exemple plus caractéristique encore : tandis que les chefs d'origine bourgeoise ou noble, qui étaient en majorité, ont tous fait preuve des plus belles vertus humaines, il s'est trouvé, parmi les chefs d'origine ouvrière, des individus qui se sont signalés par une conduite coupable : Stefano Caporusso, qui se qualifiait lui-même d'ouvrier modèle, s'est emparé de la caisse du cercle socialiste de Naples, et Carlo Terzaghi, qui dirigeait la section de Turin, fut démasqué comme étant au service de la police et chassé du parti.

D'une façon générale, l'histoire du mouvement ouvrier nous apprend que plus le caractère prolétarien d'un parti est accusé, et plus il est exposé aux influences de l'ambiance politique.

Le premier député que le parti socialiste italien, qui n'admettait alors dans ses rangs que des ouvriers manuels, envoya au Parlement (1882), le fondeur de caractères d'imprimerie Antonio Maffi, s'empressa d'adhérer à une fraction bourgeoise de gauche, en déclarant que l'élection d'un ouvrier ne pouvait avoir un caractère d'opposition aux autres classes de la société.

Les chefs des proudhoniens français sous le deuxième Empire, le ciseleur Henri-Louis Tolain et le typographe Fribourg, se sont tournés en 1871 contre la Commune et lièrent partie avec Thiers. Cela leur valut l'exclusion de l'Internationale, de cette même Internationale au premier Congrès de laquelle (Genève 1866) ils exigèrent avec la plus grande énergie le vote d'un article supplémentaire des statuts excluant de l'Internationale tous les éléments intellectuels et d'origine bourgeoise. Ajoutons que Tolain termina

sa carrière dans un fauteuil de sénateur sous la république conservatrice.

Le chef ouvrier anglais Odger, qui fut membre du Conseil général de l'Internationale, abandonna celle-ci après l'insurrection de Paris. Il est vrai qu'il le fit en partie à cause de l'attitude autoritaire de Marx. Mais celui-ci n'avait pas tout à fait tort, lorsqu'il disait qu'Odger ne voulait se servir de l'Internationale que pour gagner la confiance des masses, quitte à leur tourner le dos quand il eût vu que le socialisme était un obstacle à sa carrière politique. L'exemple d'Odger a été suivi par un autre chef ouvrier anglais, membre comme lui du Conseil général, Lucraft, qui se fit nommer par le gouvernement inspecteur scolaire.

Bref, toutes les fois que les mains calleuses d'un ouvrier ont eu l'occasion de tenir le bâton de commandement, les phalanges ouvrières ont été menées à l'assaut de la bourgeoisie avec moins d'entrain que lorsque la direction se trouvait entre les mains d'hommes issus d'autres classes sociales.

Parlant de la conduite politique des chefs ouvriers du prolétariat, un publiciste français a dit que ceux-ci sont intellectuellement et moralement inférieurs aux chefs d'origine bourgeoise, parce qu'ils ne possèdent ni leur éducation ni leur culture.

D'après le même critique, la conduite d'un grand nombre de chefs ouvriers de souche prolétarienne ne peut que contribuer à la culture intensive des tendances antiparlementaires. « Après le règne de la féodalité, nous avons eu le règne de la bourgeoisie. Après la bourgeoisie, aurons-nous le contremaître? Notre ennemi, c'est notre maître, dit La Fontaine. Mais le maître le plus redoutable, c'est celui qui sort de nos rangs et qui, à force de mensonges et de roublardises, a su s'élever jusqu'au pouvoir. » (Flax.)

Les chefs des partis démocratiques ne présentent pas dans tous les pays un type uniforme. Le caractère

national, la tradition historique, etc., font que ce type varie d'un pays à l'autre.

Les Etats-Unis d'Amérique sont essentiellement le pays du dollar. Dans aucun autre pays du monde la vie publique n'est dominée au même degré par la soif de l'or. Certes, la puissance illimitée du capital implique nécessairement la corruption. Mais, en Amérique, la corruption n'a pas seulement pris une extension gigantesque : elle y a été élevée à la hauteur d'une institution. Tandis qu'en Europe elle provoque le blâme et l'indignation, elle ne suscite en Amérique que sourires ironiques. Lecky estime que si l'on voulait juger les Américains uniquement d'après la façon dont ils se comportent dans la vie publique, on s'exposerait à formuler les jugements les plus défavorables et injustes.

L'Amérique du Nord est le pays où les tendances aristocratiques des chefs ouvriers, favorisées par un milieu tout pénétré, ainsi que nous venons de le dire, par un matérialisme grossier et inesthétique, se sont développées en pleine liberté et sur la plus vaste échelle. Les chefs du prolétariat n'ont fait que se conformer, sous ce rapport, aux mœurs créées par le capitalisme, si puissant dans leur pays. Aussi, leur genre de vie porte-t-il un cachet nettement ploutocratique.

Après avoir obtenu de nouveaux taux de salaires et d'autres avantages analogues, les *officials* des syndicats se réunissent en *evening dress* (tenue de soirée), avec les patrons, dans de somptueux banquets. Aux congrès, il est d'usage d'offrir aux délégués étrangers, et même à leurs femmes, des cadeaux précieux (bijoux, etc.). Les mérites spéciaux des chefs sont récompensés par des augmentations de traitement qui atteignent parfois des chiffres énormes.

Il est de notoriété publique que les chefs ouvriers, et plus particulièrement les dirigeants de syndicats

professionnels, ne voient dans leurs fonctions qu'un marchepied pour leur élévation personnelle.

D'après les témoignages de personnes bien au courant de la situation, la classe ouvrière américaine n'a pas produit jusqu'ici de chef dont elle soit en droit de s'enorgueillir. La plupart des chefs exploitent sans vergogne, pour leur profit personnel, les postes qu'ils détiennent, grâce à la confiance de leurs camarades de classe et de travail.

Dans l'ensemble, les chefs ouvriers américains sont décrits comme *cupid and stupid*. Gaylord Wilshire, socialiste lui-même, a tracé du chef socialiste américain ce portrait peu flatteur : « C'est le plus souvent un homme qui, après avoir commis quelque méfait, se met à récriminer contre la société, comme s'il était victime de sa mauvaise organisation. Il est beaucoup plus capable de faire du bruit que de travailler. Il manque généralement d'instruction, et ses idées et prétentions ne sont fondées le plus souvent que sur l'ignorance. »

Les ouvriers intelligents et honnêtes sont tenus par beaucoup de chefs à l'écart de l'organisation. Les capitalistes tiennent ces gens-là tout à fait dans leurs mains. En leur qualité de parvenus sans instruction, les chefs ouvriers sont particulièrement sensibles à la flatterie. Mais c'est là encore le moindre de leurs défauts. Très souvent, ils jouent tout simplement le rôle de valets aux gages du capital. L'*Union Officer* devient alors un *boss* (satellite) de l'adversaire de ceux qu'il administre, un *scab*, ou, pour employer un terme plus significatif encore, un *labor lieutenant of the capitalist class*.

Ce sont les socialistes eux-mêmes qui nous apprennent des choses presque incroyables sur le compte de certaines catégories d'ouvriers américains qui ont acquis une situation privilégiée, mais sont totalement dépourvus de sens moral.

Parmi les syndicats les mieux organisés, il en est qui concluent des traités en règle avec des capitalistes représentant une certaine branche d'industrie, en vue de l'exploitation du consommateur et du partage fraternel du butin.

D'autres fois, les dirigeants d'une Fédération de syndicats organisent, en faveur et avec l'argent de la maison A, des grèves dans la maison B. Et, inversement, beaucoup de grèves qui seraient opportunes et avantageuses pour les ouvriers sont interrompues brusquement, parce que le patron a accordé au chef de l'agitation une rente viagère.

L'absence de tendances socialistes chez les ouvriers américains a suscité l'admiration d'un grand nombre d'écrivains notoires et de grands industriels qui vantent l'intelligence de ces ouvriers et les donnent en exemple aux travailleurs dégénérés et paresseux de l'Europe. Mais leur prétendue intelligence n'empêche pas les ouvriers américains de subir la direction de chefs qui les exploitent et d'être les seuls à ne pas s'apercevoir des méfaits qui s'accomplissent autour d'eux. Ils favorisent même ces méfaits en faisant jeter sur le pavé ceux de leurs camarades qui, plus perspicaces que la masse, se sont attiré l'inimitié des chefs, en découvrant leurs fraudes et en démasquant leurs manœuvres.

Les chefs ouvriers anglais ne se sont pas montrés de beaucoup supérieurs à leurs collègues américains. Pendant le Congrès d'Amsterdam (1906), Bebel raconta dans une conversation privée ce que Marx et Engels lui ont dit autrefois à Londres : « Le socialisme anglais serait certainement beaucoup plus avancé qu'il ne l'est aujourd'hui, si les capitalistes n'avaient pas l'habileté d'entraver le mouvement ouvrier en corrompant les chefs. »

Hyndmann, le grand chef du socialisme marxiste anglais, qui appartient par ses origines à la haute

bourgeoisie et a sacrifié à la cause socialiste un magnifique avenir de diplomate, raconte dans ses Mémoires que de nombreux chefs ouvriers, parmi les plus énergiques et les plus doués, après avoir acquis, grâce aux socialistes d'origine bourgeoise, une véritable culture politique, n'ont pas tardé à vendre à la bourgeoisie cette nouvelle acquisition.

Et les ouvriers ne s'en plaignent pas, parce que, pleins d'admiration pour ce qu'ils appellent la sagacité de leurs chefs, ils ont rendu possible par leurs votes l'ascension progressive de ceux-ci. D'autres connaisseurs du mouvement ouvrier anglais vont même jusqu'à le qualifier d' « abattoir de bonnes réputations ».

C'est ainsi qu'on trouve aux Etats-Unis et en Angleterre, comme partout ailleurs, et peut-être plus que partout ailleurs, une catégorie particulière de chefs ouvriers d'origine prolétarienne. A part quelques nobles exemplaires, cette catégorie se compose pour la plus grande partie de gens à moitié instruits, arrogants et égoïstes. On dirait que Diderot avait pensé à ce type abject et antipathique, lorsqu'il a fait dire à son Lumpazius : « Je serai comme tous les gueux revêtus : je serai le plus insolent maroufle qu'on eût encore vu. »

CHAPITRE VI

Les partis ouvriers et la question dite des intellectuels.

Aux débuts du mouvement ouvrier, ses membres bourgeois et intellectuels jouissent, auprès des masses, d'une très grande estime. Mais il n'en est pas de même aux phases plus avancées. L'estime ne tarde pas à se transformer en hostilité, et on justifie celle-ci par des raisons tirées de deux points de vue opposés et tous deux également faux.

C'est ainsi que, tandis que les uns classent la plupart des intellectuels parmi les réformistes, parmi les socialistes d'extrême-droite, les autres, au contraire, les considèrent comme des ultra-révolutionnaires, comme des socialistes d'extrême-gauche, aux tendances anarchistes.

En Italie, les intellectuels du parti se sont trouvés pris vers 1902 entre deux feux. D'un côté, les réformistes prétendaient représenter la force saine, prolétarienne des organisations économiques des paysans contre les « circoletti ambiziosetti », composés surtout, affirmaient-ils, de bourgeois et de petits-bourgeois. D'un autre côté, les révolutionnaires de l' « Avanguardia Socialista » entrèrent dans la lice au nom de la conscience prolétarienne de classe des ouvriers industriels, contre les fonctionnaires et les chefs bourgeois.

Pour les uns et pour les autres, les intellectuels étaient les boucs émissaires, responsables de toutes les erreurs et de tous les vices dont souffrait le parti. Mais les uns et les autres avaient également tort. Et, tout d'abord, on ne comprend pas pourquoi les transfuges bourgeois doivent nécessairement adhérer à l'extrême droite du parti. Il existe plutôt des raisons d'ordre psychologique et historique de nature à rendre probable la thèse opposée.

1° Commençons par les raisons psychologiques. Se reportant à une époque où « le socialisme était stigmatisé de crime ou de folie, même par des personnes cultivées », Kautsky (qui se trompe, d'ailleurs, en pensant que cette époque est close), fait cette observation judicieuse que le bourgeois venant au socialisme a besoin de plus de fermeté de caractère, de passion révolutionnaire, de profondeur de conviction que le prolétaire.

Les violentes luttes intérieures et extérieures, les jours pleins d'amertume et les nuits sans sommeil au cours desquels a mûri sa foi révolutionnaire, donnent au socialiste issu de la bourgeoisie, et surtout des couches supérieures de celle-ci, une ardeur et une ténacité qu'on rencontre rarement chez le socialiste d'origine prolétarienne. Il a rompu complètement avec le monde bourgeois et se dresse désormais contre lui en ennemi mortel, irréconciliable *a priori*. Aussi, le bon socialiste intellectuel donnera-t-il facilement la préférence, dans les luttes contre la bourgeoisie, à la tendance la plus révolutionnaire.

Mais il est une autre raison encore qui pousse l'ex-bourgeois à faire cause commune avec les socialistes intransigeants : c'est sa culture historique et sa profonde connaissance de la nature intime de la bourgeoisie.

Le prolétaire socialiste n'est pas toujours à même de

se rendre compte de la puissance des adversaires et de la nature des moyens dont ils disposent en vue de la lutte. Il éprouve même, souvent, une naïve admiration devant les tentatives bénévoles de réforme sociale patronnées par certaines sphères bourgeoises. Et, en présence des panacées plus ou moins sérieuses ou trompeuses qui lui sont offertes, il se trouve souvent dans la situation du paysan écoutant bouche bée le charlatan de foire qui lui vante les vertus miraculeuses de ses remèdes.

Au contraire, celui qui sort de la bourgeoisie interprète plus exactement les efforts tentés par sa classe d'origine pour endormir le mouvement ouvrier. Plus expert en la matière, il découvrira plus facilement les vrais motifs des différentes attitudes de l'adversaire. Ce qui paraîtra à son camarade prolétarien un acte chevaleresque et une preuve de l'esprit de conciliation des bourgeois se révélera à ses yeux comme un acte de basse flagornerie, d'ignoble corruption. Ce qu'un socialiste prolétaire considérera comme un grand pas en avant vers le but, sera jugé par lui comme une étape insignifiante sur la route infiniment longue de la lutte de classes.

La différence de niveau intellectuel qui existe entre les représentants d'une seule et même idée, selon qu'ils proviennent du milieu bourgeois ou du milieu prolétarien, doit donc se manifester nécessairement dans la façon dont les uns et les autres conçoivent la réalisation de cette idée et dans la tactique qu'ils suivent envers amis et ennemis.

Le processus psychologique qui s'accomplit chez les socialistes de ces deux catégories, d'origine sociale diverse, repose sur une base logique. Le prolétaire qui n'occupe pas une situation officielle dans le parti, mais n'en possède pas moins sa carte d'adhérent, suit avec attention les multiples progrès que l'idée qui lui est chère accomplit dans tous les

domaines; il constate la croissance du parti, note et éprouve sur lui-même, *in corpore vili*, les améliorations de salaires qu'on a réussi à arracher aux patrons; il est affilié non seulement à la section locale du parti, mais aussi au syndicat de sa branche industrielle, et, dans beaucoup de cas, il est encore membre d'une coopérative de consommation. Les impressions qu'il reçoit et les expériences qu'il a faites dans ces différentes organisations lui procurent souvent une assez grande satisfaction. Il voit l'évolution sociale sous un jour favorable et se montre très optimiste lorsqu'il songe au chemin que sa classe doit encore parcourir pour accomplir sa mission historique. Le progrès social finit par lui apparaître comme un mouvement continu et rectiligne.

Que le prolétariat puisse subir des défaites et des ruines, cela lui paraît invraisemblable, voire tout à fait impossible; et lorsque cela se produit, il n'y voit qu'un phénomène passager. Cet état d'âme le rend généreux et courtois, même envers ses adversaires, et il se montre tout disposé à accepter l'idée de paix et de collaboration de classes. Il est à peine besoin d'ajouter que toutes ces dispositions se retrouvent bien plus accentuées chez les prolétaires qui jouissent, dans le parti, d'une situation officielle plus ou moins en vue;

2° Toutes ces observations sont pleinement confirmées par l'histoire.

Considérons, en effet, et surtout, les révolutionnaires issus de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie : le noble Michel Bakounine, le prince Pierre Kropotkine (tous deux anarchistes), Friedrich Engels, Karl Marx.

En règle générale (et, à ce propos, il ne peut être question que d'une règle limitée par de nombreuses exceptions), l'ex-bourgeois socialiste donnera, dans toutes les grandes questions, la préférence aux

solutions plus radicales, plus intransigeantes, plus strictement conformes aux principes.

Il est vrai aussi, d'un autre côté, que beaucoup de courants « réformistes » étaient fortement imprégnés d'éléments intellectuels. Il est, par exemple, incontestable que si le réformisme n'a pas été créé en Allemagne par la petite phalange groupée autour du périodique *Der Sozialistische Student*, de Berlin, il n'en a pas moins été, dès sa naissance, patronné fortement et avec ostentation par ce groupe. Mais en y regardant de près, on se rend facilement compte que ce sont des chefs du mouvement syndical, c'est-à-dire des personnes d'origine prolétarienne, qui ont imprimé la plus forte impulsion à la tendance réformiste de la démocratie socialiste allemande.

Ce sont d'ailleurs les mouvements ouvriers les plus exclusivistes qui, partout et toujours, ont été le plus pénétrés d'esprit réformiste. Nous rappelerons à ce propos le groupe français de l'Association internationale des Travailleurs, réuni autour de Fribourg et de Tolain ; les trade-unionistes anglais ; le socialisme dit « intégral », qui avait pour organe la *Revue socialiste*, dirigée par le doux ex-journalier Benoît-Malon (l'alarme contre ce socialisme a été donnée tout d'abord par l'étudiant en médecine Paul Brousse, puis par le les marxistes intransigeants, conduits par Paul Lafargue, qui venait de recevoir son diplôme de médecin en Angleterre, et par ce lettré intellectuel qu'est Jules Guesde) ; rappelons encore l' « Independant Labour Party », avec son « Labour Representation Committee », le groupe des socialistes génois, conduit par le vernisseur Pietro Chiesa, et les paysans de Reggio Emilia.

Ce phénomène apparaît déjà dès les premiers débuts du mouvement ouvrier moderne. « Malgré les affirmations contraires, dit avec raison E. Bernstein, il est certain que dans le mouvement chartiste anglais les

intellectuels se distinguaient déjà par leur révolutionnarisme accentué ». En réalité, dans les divergences qui partageaient les chartistes, révolutionnaire n'était pas toujours synonyme de prolétaire, ni modéré synonyme de bourgeois. Les représentants les plus connus de la tendance révolutionnaire étaient des bourgeois, des lettrés et ainsi de suite ; tandis que parmi les chefs d'origine ouvrière, beaucoup étaient partisans d'une tactique modérée.

Laissant de côté la question de savoir si le réformisme est pour la classe ouvrière un bien ou un mal, nous pouvons dire que les chefs ouvriers issus du prolétariat se sont montrés disposés, en règle générale, à orienter leur action de classe à droite. Il suffit de citer les noms d'Anseele en Belgique, de Legien en Allemagne, de Rigola en Italie. Le terme « possibilisme ouvrier » est autre chose qu'une invention malicieuse.

Mais si les intellectuels fournissent un fort contingent de révolutionnaires intransigeants, il ne s'en suit pas qu'ils soient toujours et de parti pris opposés à toute forme d'opportunisme et d' « accommodantisme ». Certes, le chemin qui conduit au socialisme était, au début du mouvement, hérissé d'obstacles et de difficultés et on ne pouvait s'y engager qu'au prix de luttes violentes qui exigeaient une foi inébranlable dans l'idéal et une combativité peu commune. Mais peu à peu ce chemin est devenu plus commode et plus plat. Aussi l'intransigeance, ce ferment créateur d'énergie révolutionnaire, a-t-elle peu à peu perdu sa raison d'être, et le bourgeois qui adhère de nos jours au socialisme se montre moins exclusif que jadis dans le choix des moyens d'action.

L'histoire la plus récente du socialisme nous montre en effet les intellectuels partagés, dans des proportions à peu près égales, entre toutes les tendances dont se compose le mouvement ouvrier moderne.

Pour ne parler que de l'Allemagne, c'est un docteur en médecine, Raphaël Friedeberg, qui a inauguré l'anarcho-socialisme; de lui se rapprochent le tolstoïen-kantien Otto Buck, docteur en philosophie, et Ernst Thesing, docteur en médecine et ancien lieutenant de cavalerie.

Si nous trouvons parmi les réformistes l'avocat Wolfgang Heine, l'ex-étudiant en théologie Richard Calwer, l'ex-étudiant en sciences politiques Max Schippel, le pasteur Göhre, l'ancien professeur de lycée Edward David, le docteur en philosophie Heinrich Braun et beaucoup d'autres intellectuels, on ne doit pas oublier que sur la rive opposée du parti combattent le docteur en philosophie Franz Mehring, le docteur Paul Lensch, la doctoresse Rosa Luxemburg, le docteur Israël Helphant (Parvus), l'ex-étudiant Max Grunwald, l'ex-avocat Arthur Stadthagen, l'avocat Karl Liebknecht et enfin Karl Kautsky, qui ne doit qu'à un accident d'être dépourvu du titre de docteur. C'est ainsi qu'en Allemagne les intellectuels, dans leur ensemble, ne sont ni exclusivement révolutionnaires ni exclusivement réformistes.

La lutte contre les intellectuels au sein du parti socialiste tient à des causes diverses. Si les ouvriers authentiques n'ont pas toujours été les premiers à jeter un cri d'alarme contre l'intellectualisme, il n'en est pas moins vrai que la classe ouvrière s'était toujours méfiée de ceux de ses membres qui provenaient de sphères sociales autres que le prolétariat.

« Le transfuge de la classe bourgeoise, dit avec raison Clara Zetkin, est le plus souvent solitaire et incompris de ses camarades. A la fois étranger et citoyen dans la plaine habitée par ceux qui possèdent et auxquels le rattachent son éducation et ses habitudes, il se sent également étranger et citoyen à la fois sur les hauts sommets où se tient le prolétariat, dont le rapprochent ses convictions. »

C'est précisément sur la personne instruite que la tradition pèse d'un poids particulièrement lourd. Aussi l'accueil plutôt froid que l'intellectuel trouve dans le nouveau milieu lui apparaît-il doublement dur : entré dans le parti par pur idéalisme, il se sent humilié, déçu.

En outre, les masses sont très peu capables d'apprécier la gravité des sacrifices que s'impose un intellectuel en adhérant au parti socialiste. Lorsque Paul Göhre eut raconté, au Congrès de Dresde, comment, par amour de la cause, il a renoncé à sa carrière et à sa fortune, à la situation sociale qu'il occupait, voire à sa famille, divers journaux socialistes lui répondirent que tout ceci n'était, pour nous servir d'une expression courtoise, que du sentimentalisme dont les ouvriers n'ont que faire, et que si les intellectuels font des sacrifices, c'est à eux-mêmes qu'ils pensent, et non à la cause ouvrière. Bref, les camarades se sont montrés totalement insensibles à la grandeur du renoncement que Göhre accomplit pour eux. Le fait est que sur ce point les intellectuels et les prolétaires arriveront difficilement à s'entendre et à se comprendre.

En Allemagne, comme en France, en Italie et jusque dans quelques pays balkaniques, on a lancé contre les intellectuels les accusations les plus graves et les plus terribles.

Il y eut, dans l'histoire de la démocratie socialiste allemande, des périodes (qu'on se rappelle seulement le Congrès de Dresde, au cours duquel toute la question si complexe de la tactique avait paru se réduire à une « question des intellectuels »), où les membres instruits du parti étaient voués au mépris universel. De nos jours encore, ceux qu'on appelle là-bas *Akademiker* sont souvent traités en suspects.

Nombreux sont encore les intellectuels qui croient devoir démontrer aux masses que, malgré la circons-

tance aggravante de leur origine sociale et de leur instruction supérieure, ils sont de bons socialistes. Et cette persistance de vouloir à tout prix, même en dissimulant à l'occasion leurs origines, mettre la main dans la main calleuse de l'ouvrier n'est pas précisément, de la part des intellectuels, une preuve de grand courage.

Mais ne nous laissons pas tromper. Merlino frappe juste, lorsqu'il nous prévient ironiquement que cet état de choses ne dure que jusqu'au moment où les intellectuels réussissent à accaparer la direction du mouvement ouvrier. A partir de cet instant, ils se sentent en sécurité, du moins dans leurs rapports avec les masses, et n'ont plus besoin de travestissement. Et s'ils continuent à affecter quand même des attitudes humbles et démagogiques, ils le font par une vague crainte d'être taxés de tyrans par les partis bourgeois et afin d'échapper aux critiques de leurs concurrents d'origine prolétarienne.

Il est juste de reconnaître que la méfiance à l'égard des intellectuels, tout en étant pour une bonne part un produit artificiel, a ses bons côtés. D'un côté, elle encourage pas mal d'intellectuels excentriques et extravagants, qui croient faire un beau geste en adhérant au parti, à diriger leur vol vers d'autres rivages. D'un autre côté, rien ne serait plus funeste pour les ouvriers que de tolérer une hégémonie exclusive d'intellectuels.

Les études universitaires ne sont pas seulement accessibles à des individus d'élite ayant reçu de la nature des dons exceptionnels. Tout prolétaire d'intelligence moyenne pourrait, s'il disposait des moyens nécessaires, acquérir un titre universitaire avec la même facilité avec laquelle l'acquiert un bourgeois d'intelligence moyenne.

En outre, et surtout, la méfiance que les ouvriers nourrissent à l'égard des transfuges bourgeois fût-elle cent fois plus forte qu'elle ne l'est actuellement, ce

serait encore un bien plutôt qu'un mal : c'est là, en effet, pour la classe ouvrière, le meilleur moyen de s'épargner les déceptions qu'engendrerait une confiance aveugle et illimitée. Ce qui ne veut pas dire qu'en éliminant totalement les intellectuels, la classe ouvrière se mettrait à l'abri de toutes les déceptions possibles.

Il résulte de tout ce que nous venons de dire que la lutte menée contre les intellectuels dans le parti socialiste, malgré toutes les raisons qui peuvent la justifier dans certains cas particuliers, est non seulement souverainement injuste, mais encore tout à fait inopportune et absurde.

Le mouvement ouvrier allemand lui-même, qui a pourtant réalisé un degré très élevé d'organisation technique, ne saurait se passer d'intellectuels. Malgré son caractère nettement prolétarien et tout en ayant à sa tête des chefs d'origine prolétarienne de l'autorité d'un August Bebel, d'un Ignaz Auer, d'un Johannes Timm, d'un Martin Segitz, d'un Adolph von Elm, d'un Otto Hué et de tant d'autres, il est permis d'affirmer que la démocratie socialiste allemande perdrait beaucoup de son prestige si elle éliminait les intellectuels.

D'après Mehring, les intellectuels peuvent être utiles au prolétariat moins comme alliés capables de le seconder dans son action sociale, que comme théoriciens éclairant son chemin.

Il dit : « Si les intellectuels veulent jouer dans le mouvement ouvrier le rôle de militants pratiques et non celui de théoriciens, ils s'exposent à être relégués à un rang tout à fait secondaire. Quelle importance pourrait en effet avoir l'adhésion de quelques centaines d'universitaires, qui n'ont qu'une idée approximative de la pratique ouvrière, à un mouvement comprenant plusieurs millions de travailleurs qui, eux, ont au contraire de cette pratique une idée très nette et exacte? »

Les intellectuels peuvent rendre aux ouvriers des services précieux, s'ils veulent bien se contenter de l'élaboration théorique de la lutte de classes. A eux de démêler le réseau des rapports historiques qui rattachent le mouvement ouvrier à la phénoménologie universelle, d'empêcher les ouvriers de perdre de vue l'unité organique qui existe entre les différents côtés de leur mouvement et le but commun à la réalisation duquel ils doivent tous concourir : la palingénésie sociale. La mission des intellectuels consisterait ainsi à « maintenir présente et vivante la grande finalité du mouvement ouvrier et à faire naître chez les ouvriers, avec la connaissance des rapports sociaux, la certitude de leur prompte victoire ». (F. Mehring.)

Nous ne prendrons pas la défense de l'intelligence du prolétariat contre ceux qui ne voient dans la mission des intellectuels une nécessité historique que parce qu'ils mettent en doute la capacité politique des ouvriers.

Quiconque a suivi avec un peu d'attention l'histoire du mouvement ouvrier international, sait quelle somme énorme de bonne volonté et d'aptitudes se trouve précisément chez cette partie du prolétariat qui, pénétrée de la conscience de classe, a entrepris de lutter pour son émancipation par ses propres forces; il sait l'intelligence, le sentiment du devoir, l'énergie de travail calme et infatigable dont font preuve les ouvriers de tous les pays.

Dirigeant d'une coopérative, employé d'un syndicat professionnel, rédacteur d'un journal socialiste, le prolétaire apparaît, au point de vue technique, comme un modèle dont ses collègues bourgeois, exerçant des fonctions correspondantes, pourraient souvent s'inspirer. Et si, malgré cela, les partis ouvriers internationaux s'en remettent dans plus d'une occasion à leurs membres d'origine bourgeoise du soin de traiter et de développer les questions théoriques et de diriger

la politique pratique quotidienne, il ne faut pas voir dans ce fait un *testimonium paupertatis intellectualis* du prolétariat militant, mais bien plutôt un effet de l'organisation économique de la production moderne. Cette organisation, tout en ne pouvant empêcher le travailleur de développer son *intelligence*, s'oppose pourtant, en monopolisant *ad usum Delphinorum* les biens suprêmes de la civilisation, à ce que l'ouvrier *intelligent* devienne un *intellectuel*.

Certes, la production moderne a besoin de travailleurs intelligents, lesquels lui sont fournis par le prolétariat. Mais elle a besoin aussi d'ouvriers intellectuels, c'est-à-dire d'ouvriers dont l'inteliigence ait reçu une culture appropriée. Et comme ces derniers lui sont fournis par la classe patronale, bourgeoise, il n'est pas dans l'intérêt de l'industrie privée d'ouvrir au prolétariat toutes grandes les portes de l'instruction. Nombreux sont d'ailleurs les propriétaires fonciers qui avouent cyniquement que l'ouvrier ignorant est à leur avis le meilleur.

Il résulte de tout cela que seul le socialiste d'origine bourgeoise possède ce qui manque encore totalement au prolétariat : le temps et les moyens de faire son éducation politique, la liberté physique de se transporter d'un endroit dans un autre et l'indépendance matérielle sans laquelle l'exercice d'une activité politique au sens vrai et propre du mot est inconcevable.

Rien d'étonnant, dans ces circonstances, si le prolétariat dépend encore aujourd'hui, dans une certaine mesure, des transfuges de la bourgeoisie.

Dans la commission élue en 1894, au Congrès socialiste de Francfort, pour l'étude de la question agraire, on ne trouve pas moins de neuf intellectuels sur quinze membres : disproportion manifeste, surtout si l'on tient compte de ce fait que l'élément ouvrier présente, dans l'état-major de la démocratie socialiste,

une grande supériorité numérique sur les transfuges bourgeois. Mais cette disproportion s'explique, si l'on songe qu'une question scientifique ne peut être résolue que par des personnes possédant une culture scientifique.

Et le même fait se produit toutes les fois qu'il s'agit de traiter avec une compétence technique une question juridique, économique, philosophique, bref, une question qui exige des connaissances qu'on n'acquiert qu'à la suite d'études longues et approfondies. Or, l'autodidacte ne possède pas toujours une compétence suffisante.

Il est possible que la démocratisation croissante des institutions de l'Etat et la socialisation progressive de la vie collective, en assurant aux ouvriers de meilleures conditions de travail, rendent le recours aux intellectuels de moins en moins nécessaire, sans toutefois diminuer pour cela la contribution de la bourgeoisie au mouvement ouvrier.

Mais ce sont là des questions se rapportant à un avenir éloigné.

En attendant, les éléments bourgeois que renferment les partis ouvriers auront un rôle des plus importants à remplir. Un mouvement ouvrier politique sans déserteurs bourgeois est inconcevable, comme est inconcevable un prolétariat dépourvu de conscience de classe. Cela est plus particulièrement vrai des débuts du mouvement ouvrier et de sa première jeunesse, mais s'applique aussi, en grande partie du moins, à toutes ses phases ultérieures, à toutes celles que nous connaissons jusqu'à ce jour.

CINQUIÈME PARTIE

ESSAIS DE LIMITATION DU POUVOIR DES CHEFS

CHAPITRE I

Le referendum.

Au point de vue du droit public, la démocratie atteint son apogée dans cet ensemble d'institutions qui existe en Suisse où le peuple possède le droit du referendum et l'initiative dans la proposition des lois.

Or, d'une façon générale, et en ce qui concerne leur organisation intérieure, les partis démocratiques, quand ils n'ont pas repoussé complètement le principe de la souveraineté populaire directe, ne l'ont adopté qu'après de longues hésitations et seulement dans des cas exceptionnels. Ils sont donc, sous ce rapport, inférieurs à plus d'un canton de la Suisse.

C'est ainsi, par exemple, que la démocratie socialiste allemande ne subordonne pas les délibérations de ses congrès, c'est-à-dire des assemblées de délégués de la masse socialiste, à la ratification ultérieure par le parti tout entier. Et même, contrairement à ce qui se passe en France et en Italie, où le vote est basé sur le nombre des adhérents aux sections locales représentées par les délégués, les décisions prises aux

congrès allemands ne le sont qu'à la majorité des délégués présents aux congrès. Nous avons donc ici le parlementarisme à la place de la démocratie.

Certes, chaque membre du parti socialiste a le droit de soumettre au congrès annuel la motion qu'il juge utile. Mais c'est un droit purement nominal. Les propositions individuelles, envoyées par des membres du parti, sont rarement prises en considération par les délégués. En tout cas elles ne sont jamais adoptées. Aussi n'y a-t-il que quelques individus excentriques qui fassent usage de ce droit.

Aux congrès mêmes, une proposition doit réunir dix signatures pour pouvoir être discutée. La seule institution qui se rapproche du droit d'initiative dans les partis socialistes modernes est celle en vertu de laquelle la direction du parti est obligée de convoquer un congrès extraordinaire, lorsqu'un certain nombre de membres l'exigent (quinze sections en Allemagne, un dixième des inscrits en Italie, deux fédérations provinciales ou vingt sections locales en Belgique).

Le referendum a été pratiqué pendant un certain temps par le parti socialiste italien, notamment dans les cas où l'ordre du jour comportait des questions sur lesquelles le précédent congrès n'avait pris aucune décision ou ne s'était pas prononcé d'une façon suffisamment nette.

De 1904 à 1906, la direction a eu recours à ce moyen quatre fois.

Dans un cas, il s'agissait de savoir si, dans les organisations locales, les minorités avaient le droit de se détacher des majorités pour former des sections dites autonomes : sur 1.458 sections consultées, 778 seulement ont fait parvenir leur réponse (166 pour et 612 contre).

Une autre fois, il fallait consulter le parti sur la compatibilité de la franc-maçonnerie et du socialisme,

Le parti n'a pris qu'une part insignifiante à ce referendum; toutefois, la majorité des sections qui ont envoyé leur réponse avait exprimé à ce sujet un avis défavorable.

Des deux autres cas, l'un concernait une affaire milanaise locale, et, dans le dernier, il s'agissait de fixer le siège d'un congrès. Il n'a donc été fait, en Italie, qu'un usage très modéré du referendum, et les résultats ont été médiocres.

En Angleterre, beaucoup de syndicats ouvriers, après avoir pendant quelque temps pratiqué, eux aussi, le referendum, ont fini par y renoncer, parce qu'il en résultait un manque de stabilité tactique, un préjudice pour les finances et pour l'administration.

En Allemagne, où, malgré les réserves de la majorité, quelques circonscriptions ont introduit le referendum pour l'élection de délégués aux congrès, on ne tarda pas à s'apercevoir que ceux-là seuls étaient à même d'obéir dans leurs votes à des raisons purement objectives qui, grâce à leur participation aux réunions, étaient au courant des questions devant être discutées et de l'attitude de chaque candidat à l'égard de ces questions. Aussi se mit-on à combattre l'usage du referendum pour la nomination de délégués comme une mesure inopportune et dangereuse pour le parti, parce qu'elle soustrait l'acte électoral à la souveraineté des assemblées.

En Hollande, où le referendum est obligatoire pour l'élection de la direction du parti socialiste, la participation des masses à la nomination du *Partijbestuur*, en 1909, fut tellement petite qu'elle comprenait à peine la moitié des membres ayant droit au vote.

L'histoire du referendum au sein de la démocratie peut être résumée ainsi : application rare, résultats mauvais.

Le referendum prête à la critique dans la même mesure et pour les mêmes raisons que toute autre

forme de gouvernement populaire direct. Ce qu'on peut lui objecter avant tout, c'est le manque de compétence des masses, ainsi que le manque de temps matériel. Bernstein dit avec raison qu'alors même que les fonctions politiques et administratives les plus importantes seraient seules soumises au vote populaire, l'heureux citoyen de l'avenir trouverait chaque dimanche sur son bureau une telle quantité de questionnaires qu'il en perdrait bien vite toute sympathie pour le referendum.

Mais le referendum se trouve surtout en opposition, dans les questions qui exigent une grande promptitude de décision, avec le caractère politique, militant du parti dont il diminue la facilité de mobilisation.

D'un autre côté, dans les cas particulièrement importants, lorsqu'on voudrait, par exemple (et la proposition en a été faite), déterminer par ce moyen l'attitude que le parti socialiste devrait adopter à l'égard d'une guerre imminente, le referendum se heurterait à l'opposition la plus irrésistible de l'Etat.

Qu'on ajoute enfin à tous ces dangers et inconvénients celui-ci, le plus grave de tous : en posant d'une façon plus ou moins habile les questions et en se réservant l'interprétation des réponses ambiguës provoquées par ces questions ambiguës, les chefs peuvent facilement induire les masses en erreur et leur faire dire tout le contraire de ce qu'elles auraient dit si elles avaient été absolument libres de se prononcer.

Par son caractère absolu et soustrait à toute critique, le referendum favorise la domination d'aventuriers adroits. Le pouvoir du bonapartisme dérive en fait du referendum. Cette institution suppose, en outre, une bureaucratie scrupuleusement consciencieuse, car l'histoire de ce système électoral nous apprend combien il est facile de fausser les résultats d'un plébiscite. Et alors même que les opérations se

déroulueraient avec une régularité parfaite, le résultat du referendum n'aurait pas une valeur démonstrative absolue, car il lui manquerait toujours la force vivifiante de la discussion. Et, pour terminer, disons qu'il est absolument incapable d'exercer une influence quelconque sur le pouvoir exécutif.

CHAPITRE II

Le postulat du renoncement.

La dissolution de la conscience démocratique chez les chefs peut sans doute être retardée, sinon arrêtée, par des facteurs d'ordre purement intellectuel ou idéologique. « Tant que la direction et la représentation du parti se trouvent entre les mains de personnes qui ont vieilli dans la grande tradition du socialisme ». (H. Ströbel.) En d'autres termes, tant que le parti continue à être dominé par une forte *idée* socialiste, les chefs peuvent (mais *peuvent* seulement) conserver, dans certaines conditions, leurs sentiments démocratiques et se considérer comme les simples serviteurs des masses.

Nous avons déjà parlé des moyens, dont quelques-uns assez énergiques, qui ont été proposés en vue d'empêcher l'embourgeoisement des chefs d'origine prolétarienne. Mais ces moyens ne suffisent pas, car il faut encore obtenir la prolétarisation, pour ainsi dire, des chefs d'origine bourgeoise, leur enlever toute possibilité de retourner à leur ancien milieu et les obliger à s'assimiler aux prolétaires, à s'abaisser au niveau de ceux dont ils sont censés être les guides.

Afin d'empêcher la formation (dont nous avons décrit le processus) au sein des partis démocratiques d'une direction autoritaire, on a imaginé une foule de mesures matérielles et idéales.

Parlant des étudiants italiens, Bakounine définit ainsi le rôle que les jeunes transfuges de la bourgeoisie doivent, à son avis, jouer dans les rangs du prolétariat : ni guides, ni prophètes, ni instructeurs, ni docteurs, ni créateurs. Aux jeunes intellectuels, il convient d'être *les accoucheurs de la pensée enfantée par la vie même du peuple*, et d'élever les aspirations aussi inconscientes que puissantes du prolétariat de l'état de confusion à celui de clarté.

Bakounine voyait bien que dans certains pays, tels que l'Italie et la Russie, le mouvement ouvrier ne pouvait se passer du concours d'intellectuels bourgeois, mais il exigeait que ceux qui, par leur naissance, devraient être les adversaires du socialisme fussent soumis, lorsqu'ils adhéraient à celui-ci, à des règles très sévères. Il est permis de le considérer, sous ce rapport, comme un précurseur de Tolstoï.

« La façon de vivre domine le monde des idées et détermine la volonté. » C'est par cet aphorisme, tiré de la conception matérialiste de l'histoire, que Bakounine définit son attitude à l'égard de cette question.

Et il continue : « Si l'homme, né et élevé dans un milieu bourgeois, veut devenir un ami loyal et sincère des ouvriers, c'est-à-dire un socialiste poursuivant l'émancipation de la classe de ceux qui ne possèdent rien, il ne peut le faire qu'à une seule condition : il faut qu'il renonce pour toujours à toutes les habitudes et à toutes les vanités de la vie bourgeoise, qu'il se range sans réserves du côté des ouvriers et voue à la bourgeoisie une hostilité éternelle. S'il ne s'en sent pas capable, il pourra bien, en temps de paix relative et sous l'impulsion de mobiles d'ordre moral, fournir un appui à la cause des ouvriers, mais à chaque conflit un peu grave, l'ancien sentiment de solidarité avec la classe bourgeoise se réveillera en lui dans toute sa force. C'est ainsi qu'a-

près s'être trompé lui-même, il trompera à son tour le parti ouvrier. »

C'était donc avant tout pour des raisons d'ordre *psychologique* que Bakounine exigeait des « socialistes bourgeois », des « intellectuels » un abandon absolu de leur ancienne manière de vivre. Il croyait, en effet, que le monde extérieur exerce une influence décisive sur le monde de la conscience.

Renoncement à soi-même, sacrifice, répudiation de toutes les formes d'existence bourgeoise, telles étaient les conditions auxquelles devaient satisfaire, durant la longue histoire de la révolution en Russie, les guides ouvriers.

On connaît le premier paragraphe du fameux catéchisme révolutionnaire de Netchaïeff (1871), dans lequel était énoncé le principe que le vrai révolutionnaire devait se considérer comme un homme voué à la cause. « Il n'a ni intérêts personnels, ni sentiments, ni affections, ni propriété, pas même un nom. Tout en lui est absorbé par un seul intérêt, exclusif de tous les autres, par une seule passion, une seule pensée : la Révolution. » C'était l'aspiration à l'oubli complet de la vie bourgeoise antérieurement vécue.

Plus importante encore que cette illusoire mortification intérieure était la mortification extérieure qu'une tendance née ultérieurement parmi les socialistes russes mit à la base de leur activité : c'est ce que Bakounine définit incidemment « le bagne dans la vie du peuple ».

La suppression des instincts bourgeois : tel a été le postulat qui avait pendant longtemps dominé l'histoire du socialisme russe; et les apôtres intellectuels, qui provenaient souvent de familles de la plus haute noblesse, devaient obtenir cette suppression, en allant, selon une coutume établie, « dans le peuple » et en s'efforçant de se confondre complètement avec le prolétariat. Telle était la théorie des « narodniki »

(populistes), théorie dont les conséquences pratiques étaient subies avec le plus grand héroïsme.

Abandonnant leur situation sociale, disant adieu à toutes les aises intellectuelles de la ville, renonçant à la poursuite des études et de la carrière bourgeoise, savants, instituteurs, seigneurs, étudiantes juives et jeunes filles de la noblesse se retiraient dans les villages les plus éloignés : travaillant comme ouvriers agricoles, charrons, serruriers, maréchaux-ferrants, etc., ils cherchaient à y acquérir une connaissance aussi profonde que possible du peuple, à gagner sa confiance et finissaient par devenir, toujours en vue de leur grand but révolutionnaire, ses conseillers dans les circonstances les plus variées de la vie.

Après 1870, un mouvement analogue s'était manifesté, avec moins de force, il est vrai, parmi les socialistes intellectuels d'autres pays, mais plus particulièrement parmi les socialistes italiens, que, dans un mouvement de colère injustifiée, Karl Marx avait qualifiés pour cette raison de « déclassés ».

Le sarcasme de cette dénomination, qui équivaut à une insulte, fait apparaître les socialistes italiens sous un faux jour. La doctrine de Bakounine concevait le « déclassement », non comme un fait historique, mais comme un postulat psychologique auquel devait se conformer l'action socialiste des non-prolétaires.

Le déclassé n'était donc pas, d'après cette conception, un homme rejeté par la société, un banqueroutier ou un génie manqué, bref, un déchu *involontaire* : il était, au contraire, un déchu *volontaire*, un individu ayant rompu intentionnellement avec sa société, afin de s'adapter à un milieu étranger et hostile à sa classe d'origine ; un individu qui s'est déclassé lui-même et qui, même si l'on fait abstraction du but qu'il poursuit, inspire le respect à cause

de son esprit de sacrifice et de l'inébranlable fermeté de ses convictions.

C'est un fait historique, dont nous n'avons pas à fournir ici une preuve complète, que les bourgeois du premier mouvement ouvrier italien étaient des déclassés, mais presque uniquement dans le sens bakouninien du mot, et non dans celui que lui attribuait Karl Marx. Le chef le plus connu de la section italienne de l'Internationale, Carlo Cafiero, qui descendait d'une noble et très riche famille, avait mis à la disposition du parti toute sa grande fortune, se contentant de vivre lui-même en bohème pauvre. On peut le considérer à bon droit comme le prototype de ces socialistes idéalistes.

Un pareil idéalisme découlait de la conviction que l'homogénéité sociale parfaite et absolue de toutes les fractions dont se compose le parti socialiste révolutionnaire constitue le seul moyen préventif à peu près sûr contre quelques-unes des tendances les plus dangereuses des chefs. L'identité du genre de vie acquérait de ce fait la valeur d'un postulat moral. Elle était considérée comme une soupape de sûreté, destinée à empêcher, ou tout au moins à arrêter, le développement des formes oligarchiques au sein des partis ouvriers.

De nos jours, le postulat du renoncement n'est plus défendu, et encore avec de timides périphrases, que par quelques romanciers isolés, appartenant au courant anarchique du socialisme. Mais il continue à être en vigueur, sous une forme plus ou moins atténuée, dans certains milieux ouvriers des partis socialistes français et allemand.

Dans un Congrès de guesdistes du nord de la France, il a été décrété que le devoir des députés est de passer leur vie au milieu de leurs camarades.

En Allemagne, on retrouve les traces du même ordre d'idées dans la défense absolue faite aux mem-

bres du parti de collaborer à la presse bourgeoise et de faire partie de n'importe quelle société bourgeoise.

Il est évident que ces tentatives, peu efficaces et peu pratiques, ne touchant qu'au côté idéologique du problème, ont tout au plus pour effet de créer un fanatisme de parti. Elles sont impuissantes à établir une identité parfaite, au point de vue de la mentalité et de l'action, entre les chefs et les masses prolétariennes.

CHAPITRE III

L'action prophylactique du syndicalisme.

Le syndicalisme prêche la nécessité de déplacer le centre de gravité de l'action révolutionnaire du prolétariat, en substituant au parti politique le syndicat professionnel. Ce dernier est conçu comme un organisme politiquement neutre, c'est-à-dire n'adhérant à aucun parti, mais socialiste par la doctrine dont il s'inspire et par le but qu'il se propose.

C'est un grand mérite des syndicalistes d'avoir compris ce qu'aurait de préjudiciable une pratique syndicaliste *isolée*, dépourvue de toute théorie générale et vivant au jour le jour; d'avoir préconisé, avec beaucoup d'énergie, l'union indissoluble de la classe ouvrière, organisée dans les syndicats, et de l'*idée socialiste*, conçue comme *spiritus rector* et comme fin.

Les syndicalistes veulent (et sur ce point ils sont, pour une fois, d'accord avec les hommes politiques du marxisme) répandre parmi les ouvriers syndiqués la conviction que le syndicat ne pourra atteindre définitivement son but qu'en éliminant le capitalisme, c'est-à-dire en mettant un terme au régime économique actuel.

Mais les syndicalistes veulent aussi (et sur ce point, ils sont en opposition ouverte avec tous les autres courants du socialisme contemporain), que le syndicat soit, non seulement le refuge de l'*idée socialiste*,

mais aussi le promoteur de l'action socialiste; qu'il pratique non seulement une *politique syndicale* au sens étroit du mot, mais encore et surtout une *politique socialiste.*

C'est ainsi que le syndicalisme cherche à mettre fin au dualisme du mouvement ouvrier, en substituant au *parti*, n'ayant que des fonctions *politico-électorales*, et aux associations professionnelles, étroitement *économiques*, un organisme plus complet qui représente la synthèse de la fonction politique et de la fonction économique.

Il ne s'agit donc pas, d'après le syndicalisme, de donner au mouvement ouvrier une base autre que l'organisation. Cette base est, au contraire, reconnue comme indispensable.

Le syndicalisme pense, et avec raison, que ce n'est pas en abolissant l'organisation même qu'on supprimerait les maux et les dangers qui en découlent, de même que ce n'est pas en soustrayant le sang à l'organisme humain qu'on prévient l'intoxication du sang ou autres maladies de la circulation. L'un et l'autre seraient des remèdes de charlatans et auraient pour conséquence la mort : ici, de l'organisme humain, là, de l'organisme social et politique.

Le problème consiste plutôt à trouver un moyen de réduire au minimum le principal défaut inhérent à l'organisation, c'est-à-dire la domination de la majorité par la minorité.

Et voilà qu'une école politique, à laquelle appartiennent beaucoup d'hommes intelligents, instruits et généreux, affirme avoir trouvé dans le syndicalisme l'antidote de la démocratie autoritaire. Mais l'antidote de l'oligarchie peut-elle consister dans une méthode qui découle, elle aussi, du principe de la représentation? Il semble plutôt que ce principe même s'oppose d'une façon irréductible à la quintessence démocratique du syndicalisme. En d'autres termes, le

syndicalisme lui-même souffre, à notre avis, d'une antinomie flagrante.

Le grand mérite du syndicalisme consiste dans sa vision nette et pénétrante des dangers de la démocratie bourgeoise. Il a, avec un scepticisme vraiment scientifique, arraché les voiles dissimulant le pouvoir que la démocratie exerce sur l'Etat, en montrant que ce pouvoir n'est que l'hégémonie d'une minorité et qu'il est en opposition aiguë avec les exigences de la classe ouvrière.

« La démocratie prétend continuer l'exploitation des masses productrices par une oligarchie de professionnels de l'intelligence ». (G. Sorel.)

Toutes les luttes que le syndicalisme international a entreprises contre la démocratie socialiste allemande. contre les intellectuels italiens et français et contre les syndicats professionnels constitués sur le type bureaucratique. se réduisent, en dernière analyse, à une lutte contre le démagogisme démocratique.

Mais le syndicalisme se trompe, lorsqu'il attribue à la seule démocratie parlementaire les inconvénients qui découlent du principe de la délégation en général.

Mantica dit, avec raison, que les syndicalistes eux-mêmes n'ont pas réussi à se débarrasser du bagage mental dont sont chargés tous ceux qui appartiennent à un parti quelconque, électionniste ou non. Qu'il le veuille ou non, le parti syndicaliste n'est qu'un parti socialiste plus ou moins revu et corrigé. Les syndicalistes voudraient s'arrêter là où la logique des choses ne permet plus de s'arrêter. Tout ce qu'ils ont écrit sur les partis politiques en général et sur leur frère aîné, le parti socialiste, en particulier, s'applique à eux-mêmes et à toute organisation, sans exception, parce qu'organisation.

Tout bien considéré, on peut même dire que plus le syndicalisme cherche à déplacer l'axe de la poli-

tique ouvrière vers l'action syndicale, et moins il est à l'abri du danger de dégénérer lui-même en une oligarchie.

Même dans les groupes syndicaux révolutionnaires, il est facile aux chefs de surprendre la bonne foi de leurs administrés. Le trésorier d'une grève, le secrétaire d'une association, voire le complice d'un conjuré ou le camarade chargé d'assurer la défense d'une barricade peuvent trahir leurs mandants plus facilement et plus gravement qu'un député ou un conseiller municipal socialiste.

Les syndicalistes français ont souvent insisté, et avec une certaine violence, sur l'action dite directe, comme sur l'unique moyen de faire agir la classe ouvrière comme une masse autonome, non représentée par des tierces personnes, et d'exclure *a priori* toute représentation qui ne peut être que « trahison, déviation, embourgeoisement ». Mais ils restreignent arbitrairement leur théorie unilatérale au seul parti socialiste, comme si les mêmes causes ne devraient pas produire les mêmes effets, lorsque leur action se manifeste sur le terrain du mouvement syndical. Ils raisonnent comme s'ils étaient immunisés contre l'action des lois sociologiques, alors que ces lois possèdent une efficacité universelle.

La structure organique des syndicats ouvriers repose sur la même base que celle du parti ouvrier politique : la représentation des intérêts des masses par des individus spécialement élus à cet effet. Dans les moments décisifs des luttes pour l'augmentation des salaires, les masses ne se représentent pas elles-mêmes, mais sont représentées. Des syndicats sans représentants, sans administration, sous quelque forme que ce soit, n'existent pas et ne sont même pas concevables.

La direction d'un syndicat professionnel est parfois un poste de transition très favorable à la carrière

politique. En Allemagne, 35 dirigeants de syndicats siègent au Parlement, en Angleterre 27. En France, les deux premiers secrétaires permanents de la fédération métallurgique sont devenus députés.

La grève, l'action directe du prolétariat, que les syndicalistes vantent comme la panacée contre tous les maux dont souffre le mouvement ouvrier, offrent aux hommes ayant le goût de la politique d'excellentes occasions de mettre en lumière leur faculté d'organisation et leur aptitude au commandement.

Il en est de même de la grève politique, de la grève générale. Pour les chefs professionnels de la classe ouvrière, la grève économique est souvent ce que la guerre est pour les militaires professionnels. L'une et l'autre procurent des avancements rapides et superbes.

Beaucoup de chefs ouvriers sont arrivés aux plus hautes charges, honorifiques et lucratives, pour avoir dirigé (en anglais : *managed*, manié) une grande grève, ce qui a attiré sur leur personne les regards du peuple et l'attention de l'opinion publique et du gouvernement.

La situation politique que John Burns occupe actuellement en Angleterre, il la doit, en grande partie, à la célébrité que lui a value sa grande habileté stratégique, alors qu'il se trouvait à la tête du vaste mouvement gréviste des dockers de Londres, en 1889. Il donna alors à sa future popularité une base solide et gagna surtout, auprès des catégories les plus importantes d'ouvriers organisés, cette confiance qui devait le conduire plus tard de son modeste atelier de constructeur de machines au palais de ministre du Roi.

C'est là un exemple, parmi tant d'autres, à l'appui de notre affirmation que dans beaucoup de cas la grève, au lieu d'être un champ d'action pour les masses unies et compactes, facilite au contraire le

processus de différenciation et favorise la formation d'une élite de chefs. Le syndicalisme est, dans une mesure plus grande que le socialisme, un parti de combat. Aussi a-t-il, plus que le parti socialiste, besoin d'une direction.

Les syndicalistes repoussent le système de la représentation démocratique et de la bureaucratie. Ils voudraient mettre à la place la « tactique plus combative de l'armée révolutionnaire de la liberté, tactique fondée sur l'habileté éprouvée des chefs. » Le chef ouvrier moderne, disent-ils, ne doit pas être un bureaucrate. Et ils ajoutent que les grands chefs des grèves, comme autrefois les grands chefs des révolutions, surgissent à l'improviste de l'obscurité.

Cette conception répond bien à la vérité historique, mais sa portée serait beaucoup plus grande, s'il était possible de produire la preuve que ces dirigeants de grèves, sortis de l'obscurité et dont les syndicalistes eux-mêmes ne mettent pas en doute la nécessité, ont toujours eu le désintéressement de « s'éclipser », une fois la grève terminée. Or, nous savons que dans la plupart des cas c'est le contraire qui arrive : profitant de la situation qu'ils se sont ainsi acquise, les chefs ne pensent plus qu'à une chose : s'assurer un pouvoir durable.

On a vu des individus devenir puissants et influents, pour s'être bornés à une simple propagande théorique en faveur de la grève et de l'action directe. Ils n'eurent plus alors qu'à se hisser sur les épaules de la masse pour cueillir les pommes dorées de l'arbre de la vie.

Aristide Briand, né à Nantes d'une modeste famille de commerçants, entre dans le parti socialiste à Paris et ne tarde pas à devenir populaire auprès des masses ouvrières par sa défense de la doctrine de la grève générale et de la grève militaire. Il finit par acquérir une célébrité et une autorité telles qu'il lui a fallu

quelques années seulement pour gravir l'échelle de tous les honneurs et arriver au poste de président du Conseil des ministres de son pays.

Le syndicalisme est hostile au démocratisme du parti socialiste et des syndicats « autoritaires », parce que ce démocratisme déforme, à son avis, le principe fondamental du mouvement ouvrier jusqu'à en faire une caricature. Le terrain démocratique, dit-il, ne peut produire que des fruits oligarchiques.

Nul mouvement ne fait ressortir avec autant de relief que le mouvement syndicaliste le droit et l'aptitude de la masse à se gouverner elle-même. Là où la direction supérieure du mouvement se trouve dans leurs mains, comme c'est le cas en France, ils attachent beaucoup d'importance au fait que leur autorité se borne à assurer l'exécution des délibérations prises dans les assemblées souveraines de leurs camarades.

A les entendre, la Confédération générale du Travail, ayant son siège à Paris, est un organe, non de direction, mais de coordination et de diffusion de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière. Ils la prétendent également étrangère au « centralisme » et à l' « autoritarisme ». Toute impulsion, disent-ils, part des masses; quant à eux, ils se bornent à la transmettre.

Dans les grèves, le Comité confédéral joue le rôle, non d'une direction au sens vrai et propre du mot, mais d'un intermédiaire assurant la solidarité ouvrière, d'un élément de « suractivité » et de « polarisation ».

Voilà pour la théorie. Quant à la pratique, les mêmes syndicalistes français se plaignent que dans toutes les questions décisives la masse attend que l'initiative vienne d'en haut et, tant qu'elle ne la reçoit pas, elle reste les bras croisés.

Comme dans tous les groupes caractérisés par une

idéologie ostensiblement démocratique, la domination des chefs prend souvent dans le syndicalisme des formes voilées.

En France il est interdit aux chefs de syndicats, afin de les préserver de tout contact impur, de se faire élire députés. Ils doivent rester en communion constante avec les masses et leur activité doit se dérouler à la pleine lumière du soleil. Il n'en reste pas moins que les exigences de leurs fonctions les obligent souvent, dans l'intérêt même des syndicats, à se mettre en rapport avec les organes de l'Etat; de sorte que leur attitude antiparlementaire consiste très souvent dans ce fait qu'au lieu de traiter avec le gouvernement au grand jour, du haut de la tribune parlementaire, d'où tout le monde pourrait les entendre, ils négocient dans le mystère des antichambres et des couloirs.

Mais la théorie des masses professée par le syndicalisme a un revers qu'il est bon de mettre en lumière.

L'organisation syndicale, prise dans son ensemble, n'embrasse qu'une minorité d'ouvriers organisables : 11 °/₀ en Italie, 23 °/₀ en Angleterre, 42,21 °/₀ (la proportion la plus forte) en Suède. De ces ouvriers, ceux qui prennent une part active à la vie syndicale constituent à leur tour une minorité.

Les syndicalistes se plaignent et se réjouissent à la fois de ce fait : il leur inspire des sentiments qu'il n'est pas aisé de concilier, parce qu'on n'en voit pas le lien logique. Ils se réjouissent d'être débarrassés du poids mort des indifférents et de ceux qui ne sont pas suffisamment mûrs pour le syndicalisme. Cette manière de voir s'inspire sans doute de la vieille idée blanquiste, d'après laquelle les masses trop grandes et intellectuellement hétérogènes paralysent, par leur manque de mobilité, toute action et que seules les minorités conscientes sont belliqueuses et entreprenantes.

S'ils étaient logiques, les syndicalistes tireraient de cet ordre d'idées la conclusion que le mouvement d'ensemble du prolétariat moderne ne peut être que l'œuvre de minorités éclairées. Mais les tendances démocratiques de notre époque les empêchent de formuler une pareille conclusion ou, tout au moins, de l'avouer franchement. S'ils le faisaient, ils se mettraient en opposition avec la démocratie et se proclameraient sans ambages partisans du système oligarchique.

Et pourtant le caractère oligarchique du mouvement syndicaliste se manifeste dans ce fait qu'il exige lui aussi des masses, bien que pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la démocratie, l'obéissance absolue aux ordres de l'*élite* organisée. « Les indifférents, par le seul fait qu'ils ont négligé de formuler leur volonté, n'ont qu'à acquiescer aux décisions prises. » (E. Pouget.) A l'exemple des syndicats réformistes de l'Allemagne et de l'Angleterre, les organisations ouvrières françaises affiliées au syndicalisme révolutionnaire maintiennent donc intact le principe, d'après lequel les organisés auraient le droit de commander aux non-organisés.

On peut alléguer que les organes suprêmes du mouvement ouvrier français ne possèdent pas cette plénitude de pouvoirs dont disposent les grades hiérarchiques correspondants dans d'autres pays, en Allemagne en particulier. Ce fait est exact et tient à plusieurs causes : caractère du peuple, faiblesse de l'organisation, etc.

Mais, même en France, il y a une grande distance de la théorie à la pratique. Et, tout d'abord, les chefs y exercent une forte influence sur les camarades organisés par l'intermédiaire des journaux qui, chacun le sait, ne sont pas rédigés par les masses.

Il y existe en outre toute une hiérarchie de sous-chefs. Le nombre des syndiqués adhérents à la Con-

fédération générale du Travail est d'environ 350.000 tandis que le nombre des abonnés à l'organe central, *La Voix du Peuple*, n'est que de 7.000. Ces abonnés seraient « les plus actifs militants, membres des bureaux et des conseils syndicaux... Par leur intermédiaire se diffuse la pensée confédérale. » Aveu naïf d'une subordination intellectuelle, en opposition avec l'idée syndicaliste.

La grève générale elle-même a été primitivement conçue en France sous forme d'une procédure hiérarchique. Une résolution votée au Congrès de Nantes (1894) spécifiait que la grève générale devait être minutieusement préparée par un comité central de onze membres et par un grand nombre de sous-comités locaux : de là devait venir tout d'abord le mot d'ordre, et par conséquent la direction du mouvement.

Aujourd'hui les syndicalistes répudient cette conception à cause de son caractère jacobin ; ils n'en sont pas moins obligés, malgré la contradiction théorique dans laquelle ils tombent, de s'y conformer dans l'action pratique. Chez quelques théoriciens du syndicalisme français, qui présentent un fort penchant pour l'esthétisme, et plus particulièrement chez Edouard Berth, les germes jacobins de cette théorie ont d'ores et déjà atteint leur plein développement. Plus le syndicalisme gagnera en force, et plus se manifesteront chez lui tous ces effets qui caractérisent aujourd'hui le système de représentation. Nous connaissons d'ores et déjà des chefs du syndicalisme français qui accueillent les critiques des camarades avec une susceptibilité qui n'égale que celle d'un chef de *trade-union* anglaise. C'est que le jeune syndicalisme, tout en étant né de l'opposition contre l'autoritarisme des vieux, ne peut se soustraire aux tendances oligarchiques qui surgissent au sein de toute organisation.

Conserver le pouvoir devient, même pour les syndicalistes, la loi suprême; à tel point qu'abandonnant la vieille tactique qui consistait à profiter des procès que leur intentait le gouvernement, pour prononcer des discours de propagande et parler le langage du héros et du prophète, ils ont au contraire adopté le principe de ne plus agir, dans ces occasions, qu'avec une prudence et une réserve diplomatiques. Georges Sorel lui-même a trouvé cette expression : « dégénérescence progressive du syndicalisme ». Et il écrivit ces paroles : « La Confédération générale du Travail prend de plus en plus l'aspect d'un gouvernement ouvrier. »

CHAPITRE IV

L'action prophylactique de l'anarchisme.

Aux anarchistes revient le mérite d'avoir été les premiers à insister avec énergie sur les conséquences hiérarchiques et oligarchiques des organisations de parti.

Plus que les socialistes et même que les syndicalistes, les anarchistes ont une vision nette des défauts de l'organisation. Ils combattent l'autorité comme la source, sinon de tous les maux du monde, du moins de toute servitude et de tout esclavage. Toute contrainte est pour eux « synonyme de prison et de police ».

Ils savent à quel point l'individualisme des chefs tient en échec et paralyse le socialisme des grégaires. Afin d'échapper à ce péril, les anarchistes ont, en dépit des inconvénients qu'une pareille conduite implique dans la pratique, renoncé à constituer un parti, du moins dans le sens étroit du mot. Leurs adhérents ne sont pas organisés sous une forme stable. Aucune discipline ne les unit. Ils ne connaissent ni obligations, ni devoirs, tels qu'élections, contributions pécuniaires, assemblées statutaires, etc.

D'après cette caractéristique, le type du chef anarchiste doit différer sensiblement de celui du chef socialiste, tel qu'il s'est formé au cours de ces vingt-

cinq dernières années. L'anarchisme ne dispose pas d'une organisation de parti susceptible d'offrir des prébendes, et le sentier qu'il suit ne conduit pas aux honneurs du parlementarisme. L'ambition personnelle y trouve donc, pour se déployer, un champ moins vaste, des tentations moins grandes et des chances de contagion moins nombreuses. Aussi doit-on s'attendre, et c'est là une conséquence qui découle logiquement de la théorie du milieu, à ce que l'idéalisme soit, d'une façon générale, plus accentué chez le chef anarchiste que chez le chef socialiste.

Etranger à l'exercice de la politique, avec toutes ses passions, tous ses appétits et tous ses appâts, il est nécessairement plus objectif dans ses jugements sur les hommes et les choses, plus contemplatif, plus enfermé en lui-même, mais aussi plus rêveur, plus étranger à la réalité. Nous trouvons parmi les chefs de l'anarchie beaucoup d'hommes savants, cultivés et modestes, qui n'ont pas perdu le sens de la vraie amitié et éprouvent un plaisir à la cultiver et à l'entretenir : hommes sincères et grandes âmes, tels Pierre Kropotkine, Elisée Reclus, Christian Cornelissen, Enrico Malatesta et tant d'autres moins connus.

Mais le fait que les chefs anarchistes sont, en général, moralement supérieurs aux chefs des partis organisés et luttant sur le terrain politique n'empêche pas qu'on retrouve chez eux quelques-unes des qualités et prétentions propres aux chefs comme tels, indépendamment du parti auquel ils appartiennent. L'analyse psychologique du caractère de chacun d'eux en fournirait facilement la preuve. La lutte théorique contre toute autorité, contre toute contrainte, lutte à laquelle beaucoup d'anarchistes, parmi les plus éminents, ont sacrifié de nombreuses années de leur vie, n'a pas suffi à étouffer chez eux la naturelle ambition du pouvoir.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que les instruments

de domination dont se sert le chef anarchiste appartiennent à une époque que les partis politiques ont déjà dépassée. Ce sont des moyens d'apôtre et d'orateur : la puissance fulgurante de la pensée, la grandeur des sacrifices, la profondeur des convictions. Leur domination s'exerce non sur l'organisation, mais sur les âmes. Elle découle, non de leur indispensabilité technique, mais de leur ascendant intellectuel, de leur supériorité morale.

Tout en se défendant de vouloir former un parti politique, les anarchistes ne s'en déclarent pas moins partisans du principe de l'organisation dans le domaine économique.

Certains reconnaissent même explicitement la nécessité d'une direction technique des masses, et d'autres se déclarent encore persuadés qu'il suffit de réduire rigoureusement l'œuvre des chefs aux simples fonctions administratives pour éliminer une fois pour toutes ces dissidences, si dangereuses pour l'organisation, qui troublent les rapports entre les chefs et la masse. Comme si la supériorité technique et administrative des chefs ne suffisait pas, à elle seule, à établir aussi leur suprématie sur les masses sous tous les autres rapports !

Bakounine lui-même n'est pas allé jusqu'à exclure le principe de l'organisation et celui de la discipline : il voulait seulement qu'au lieu d'être automatiques, l'une et l'autre fussent volontaires.

Il concevait le régime anarchiste comme une fédération de barricades en permanence et il préconisait l'institution d'un conseil de la commune révolutionnaire, composé de deux délégués par barricade ou d'un délégué par rue ou par quartier, ces délégués étant investis d'un màndat impératif. Le conseil communal ainsi composé choisirait dans son sein les comités exécutifs spéciaux pour toutes les branches de l'administration révolutionnaire de la commune.

La capitale, insurgée et érigée en commune, déclarerait ensuite aux autres municipes du pays qu'elle ne prétend nullement exercer sur eux une suprématie quelconque. Mais elle les inviterait à se donner, eux aussi, une organisation révolutionnaire et à envoyer dans un lieu de réunion convenu des délégués, afin d'établir la fédération des associations, des communes et des provinces insurgées et de fonder ainsi un pouvoir révolutionnaire assez fort pour s'opposer à toute réaction possible.

Marx fit observer avec raison que, pour exécuter quoi que ce soit, les comités exécutifs devraient être munis de pouvoirs et soutenus par la force publique. Le Parlement fédéral n'aurait une raison d'être que s'il était chargé d'organiser cette force publique. En outre, ce Parlement pourrait, de même que le conseil communal, déléguer le pouvoir exécutif à un ou plusieurs comités; ceux-ci se trouveraient de ce fait investis d'un caractère autoritaire que les besoins engendrés par la lutte ne manqueraient pas d'accentuer de plus en plus. En somme, tout le projet bakouninien serait empreint, d'après Marx, d'un autoritarisme à outrance.

A l'exemple des syndicalistes, les anarchistes ont vanté l' « action directe », à laquelle ils attribuent la valeur d'un « principe moral » : « contrairement à la tactique des négociations, des compromissions réciproques, de la voie hiérarchique et du système de la délégation, l'action directe permet de poursuivre l'amélioration du sort des travailleurs et, par conséquent, d'émanciper le prolétariat du capitalisme et de la centralisation politique par l'œuvre personnelle et immédiate des ouvriers eux-mêmes ». (Mühsam.)

Nonobstant cela, l'anarchisme, qui est un mouvement libertaire fondé sur le droit inaliénable de l'homme sur sa propre personne, succombe, au même degré que le parti socialiste, à la loi de l'autorita-

risme, dès qu'il abandonne la région de la pensée pure et dès que ses prosélytes s'unissent en associations ayant pour but l'exercice d'une activité politique quelconque.

F. Domela Nieuwenhuis, ce vieux champion du socialisme anarchiste aux tendances nettement individualistes, a montré qu'il avait une perception aiguë des dangers que présente pour l'anarchisme tout contact avec la *praxis :* ce fut lorsque, à la suite de la fondation de la nouvelle Internationale anarchiste, au Congrès d'Amsterdam de 1907, il s'opposa paternellement aux arguments de l'Italien Enrico Malatesta, anarchiste de l'école de Bakounine.

Après avoir montré la puissance de la société bourgeoise, Malatesta fit observer que ce serait faciliter le triomphe définitif de cette société que de la laisser en présence des forces désorganisées des ouvriers, et il en concluait à la nécessité d'opposer à l'organisation forte des riches une organisation encore plus forte des pauvres.

« Si telle est ta pensée, cher ami, s'écria Nieuwenhuis en s'adressant à Malatesta, tu peux t'en aller tranquillement chez les socialistes. Ils ne disent pas autre chose. »

Déjà, au cours de ce premier congrès anarchiste, se sont manifestés, d'après l'anarchiste hollandais, les symptômes de cette mentalité diplomatique qui caractérise tous les chefs des partis autoritaires.

Ostrogorski avait proposé de substituer à l'oganisation du parti, qui aboutit toujours à des formes antidémocratiques, un système d'associations temporaires qui ne se formeraient qu'en vue de la réalisation d'un but donné et se dissoudraient une fois ce but atteint (*league system*). Il voit dans l'adoption de ce système un moyen de rendre aux luttes politiques cette honnêteté, cette sincérité et cette clarté qui leur manquent aujourd'hui.

Or, l'analyse des partis politiques à laquelle nous nous sommes livrés jusqu'ici nous autorise à douter de l'efficacité de ce moyen. Son adoption ne constituerait pas un progrès sensible, alors même qu'il serait possible de supprimer par un simple décret les organismes qu'ont fait naître l'évolution historique et la nécessité. Si l'anarchisme, qui constitue la vision la plus abstraite et la plus idéaliste de l'avenir, a promis au monde un ordre où toute concentration du pouvoir serait exclue, il n'a pas su fournir dans sa théorie les éléments logiques de cet ordre.

SIXIÈME PARTIE

SYNTHÈSE : LES TENDANCES OLIGARCHIQUES DE L'ORGANISATION

CHAPITRE I

La base conservatrice de l'organisation.

Arrivés à ce point de notre démonstration, nous voyons surgir devant nous deux questions décisives.

La première peut être formulée ainsi : la maladie oligarchique des partis démocratiques est-elle incurable? Nous nous occuperons de cette question dans le chapitre suivant.

Est-il impossible qu'un parti démocratique suive une politique démocratique, un parti révolutionnaire une politique révolutionnaire? Devons-nous considérer comme une utopie non seulement le *socialisme* comme tel, mais encore la simple *politique* socialiste? Telle est l'autre question, et celle-ci comporte une réponse brève.

Dans certaines limites, très étroites, il est vrai, le parti démocratique pourra sans doute, alors même qu'il est soumis à une direction oligarchique, agir sur l'Etat dans le sens démocratique. La vieille caste politique de la société, et plus spécialement l' « Etat »

lui-même, se voient obligés de procéder à une certaine revision d'un grand nombre de valeurs : l'importance qu'on attribue aux masses augmente, alors même qu'elles sont guidées par des démagogues; les organes de la législation et de l'administration s'habituent à céder, non plus seulement aux prétentions venant d'en haut, mais aussi aux exigences venant d'en bas.

Cela peut aboutir dans la pratique à de grands inconvénients, que nous connaissons, d'après l'histoire la plus récente de tous les Etats de régime parlementaire ; théoriquement, ce nouvel ordre de choses signifie un progrès incalculable au point de vue du droit public, qui devient ainsi plus conforme aux principes de justice sociale.

Mais cette évolution subira un arrêt, quand les classes dirigeantes auront réussi à attirer dans l'orbite gouvernementale, pour faire d'eux leurs collaborateurs, les ennemis d'extrême-gauche. L'organisation politique conduit au pouvoir. Mais le pouvoir est toujours conservateur. En tout cas, l'influence exercée sur la machine de l'Etat par un parti d'énergique opposition ne sera que lente, souvent interrompue, et trouvera ses limites dans les limites mêmes que lui opposera la nature de l'oligarchie.

Mais cette constatation n'épuise pas notre tâche, qui consiste à rechercher encore si l'organisation présente des manifestations oligarchiques, même dans sa politique extérieure.

Que la politique intérieure des organisations de parti soit aujourd'hui absolument conservatrice, ou en train de le devenir, c'est là un fait qui ressort nettement de l'analyse à laquelle nous venons de nous livrer. Mais il se pourrait que la politique extérieure de ces organismes conservateurs fût une politique hardie et révolutionnaire; il se pourrait que la centralisation antidémocratique du pouvoir entre les mains

de quelques chefs ne fût qu'un moyen tactique adopté dans le but de terrasser d'autant plus facilement l'adversaire, au moment voulu; il se pourrait que les oligarques ne fussent chargés que de la mission provisoire d'éduquer les masses en vue de la Révolution, et que l'organisation ne fût ainsi qu'un moyen mis au service d'une conception blanquiste amplifiée.

Mais une pareille supposition est en contradiction avec la nature même du parti, lequel cherche au contraire à organiser sur la plus vaste échelle qui se puisse imaginer.

Or, à mesure que l'organisation grandit, la lutte pour les grands principes devient impossible.

C'est un fait d'observation que, dans les partis démocratiques actuels, les vastes conflits d'opinions se déroulent de moins en moins sur le terrain des idées et avec les armes pures de la théorie et dégénèrent vite en diatribes et attaques personnelles. Les efforts tentés pour étendre un pieux voile sur les discordes qui déchirent le parti, constituent l'inévitable conséquence de l'organisation dirigée selon des principes bureaucratiques : son principal objectif consistant à enrégimenter dans le parti le plus de membres possible, elle doit nécessairement considérer toute lutte pour les idées surgissant dans son parti comme un obstacle à la réalisation de ses fins, c'est-à-dire comme un obstacle qu'on doit éviter par tous les moyens possibles.

Cette tendance se trouve renforcée par le caractère parlementaire du parti; car si tout parti aspire à avoir le plus grand nombre possible d'adhérents, le parlementarisme aspire à avoir le plus grand nombre possible de votes.

Or, le principal champ d'action du parti consiste dans l'agitation tendant à enrôler de nouveaux membres. Qu'est-ce, en effet, que le parti politique moderne? Une organisation méthodique des masses

électorales. Le parti socialiste, en tant qu'agrégat politique qui cherche à enrôler à la fois des membres et des électeurs, a un intérêt vital à gagner toujours de nouveaux votes et de nouvelles adhésions.

Toute perte de membres ou de suffrages, voire toute perte de mandats, affaiblit son prestige politique. Aussi doit-on avoir de grands égards aussi bien pour les nouveaux adhérents que pour ceux qui sont seulement susceptibles de s'affilier et qu'on appelle en Allemagne *Mitläufer*, en Italie *simpatizzanti*, en Hollande *geestverwanten*. Pour ne pas effrayer ces gens qui sont encore éloignés du monde idéal du socialisme ou de la démocratie, on s'abstient de pratiquer une politique de principes, sans se demander si l'augmentation quantitative de l'organisation n'est pas de nature à porter préjudice à sa qualité.

Le dernier anneau de la longue chaîne de phénomènes qui confèrent un caractère profondément conservateur à l'essence intime du parti politique, alors même qu'il se pare du titre de révolutionnaire, consiste dans ses rapports avec l'Etat.

Né pour abattre le pouvoir centralisateur de celui-ci, parti de cette conception que, pour triompher de l'organisation de l'Etat, la classe ouvrière n'a besoin que d'une organisation suffisamment vaste et solide, le parti ouvrier a fini lui-même par se donner une forte centralisation, reposant sur les mêmes assises que celle de l'Etat : autorité et discipline. Il est devenu ainsi un parti de gouvernement, c'est-à-dire que, organisé comme un gouvernement en petit, il espère pouvoir un jour assumer le gouvernement en grand.

Le parti politique révolutionnaire est un Etat dans l'Etat : il poursuit le but avoué de ruiner et de démolir l'Etat actuel pour mettre à sa place un Etat totalement différent. Et pour atteindre ce but, qui a pourtant un caractère essentiellement « étatique »,

le parti se sert en théorie de l'organisation socialiste, dont l'unique justification consiste précisément dans le fait qu'il prépare d'une façon patiente, mais systématique, la destruction de l'organisation de l'Etat sous sa forme actuelle.

Le parti subversif organise dans ses cadres la révolution sociale. D'où ses efforts quotidiens pour consolider ses positions, étendre son mécanisme bureaucratique, accumuler des capitaux. Tout nouveau fonctionnaire, tout nouveau secrétaire engagé par le parti est théoriquement un nouvel agent de la révolution; comme toute nouvelle section est un nouveau bataillon et tout nouveau millier de francs fourni par les cotisations des adhérents ou par les revenus de la presse, ou offert généreusement par un bienfaiteur sympathique, est un nouveau trésor de guerre pour la lutte contre l'adversaire.

Mais les directeurs de ce corps révolutionnaire, existant au sein de l'Etat, soutenu par les mêmes moyens et inspiré du même esprit de discipline que lui, ne peuvent à la longue ne pas s'apercevoir du fait suivant : à savoir que leur organisation, quelques progrès qu'elle puisse encore accomplir à l'avenir, ne sera jamais, si on la compare à l'organisation officielle de l'Etat, qu'une faible et minuscule copie de celle-ci. Il en résulte que, dans la mesure où il est humainement possible de le prévoir, toutes ses tentatives de mesurer ses forces avec celles de l'antagoniste seront, à moins d'événements extraordinaires, condamnées à un échec fatal.

La conséquence logique de cette constatation se trouve ainsi en opposition directe avec les espoirs qu'avaient conçus les fondateurs du parti, alors qu'ils tenaient celui-ci sur les fonts baptismaux. Au lieu de gagner en énergie révolutionnaire, à mesure qu'augmentaient ses forces et la solidité de sa structure, le parti a vu se produire dans son sein un phénomène

diamétralement opposé : nous voulons parler des rapports intimes qu'on a constatés entre la croissance du parti et la timidité et la prudence de plus en plus grandes dont s'inspire sa politique.

Le parti, sans cesse menacé par l'Etat dont dépend son existence, s'applique consciencieusement à éviter tout ce qui pourrait irriter celui-ci. La théorie elle-même, autant dire la science du parti, subit à l'occasion des atténuations, des déformations, si l'intérêt de l'organisation extérieure l'exige. L'organisation devient le seul nerf vital du parti.

Dans les premières années de son existence, celui-ci ne se lassait pas de faire ressortir son caractère révolutionnaire, non seulement par la fin qu'il poursuivait, mais aussi par les moyens qu'il savait choisir à l'occasion, sans toujours avoir pour eux une prédilection de principe.

Mais devenu vieux ou, si l'on préfère, politiquement mûr, il n'hésita pas à modifier sa première profession de foi, en se déclarant révolutionnaire « dans le meilleur sens du mot » seulement, c'est-à-dire non plus dans les moyens qui n'intéressent que la police, mais uniquement en théorie et sur le papier.

Ce même parti, qui n'a pas craint un jour de proclamer à haute voix, devant les fusils encore fumants des triomphateurs de Paris, leur enthousiaste solidarité avec les Communards, annonce aujourd'hui au monde entier qu'il répudie la propagande antimilitariste dans toutes les formes susceptibles de mettre un de ses adhérents en conflit avec le code pénal, ne voulant, ajoute-t-il, assumer aucune responsabilité des conséquences qui pourraient en résulter.

Le sentiment de la responsabilité commence à s'éveiller subitement dans le parti socialiste. Aussi réagit-il de toute l'autorité dont il dispose, contre les courants révolutionnaires qui existent dans son sein et qu'il avait envisagés jusqu'ici d'un œil indulgent.

Au nom de la grave responsabilité qui lui incombe et dont il sent maintenant tout le poids, il désavoue l'antimilitarisme, répudie la grève générale et renie toutes les hardiesses logiques de son passé.

Il est évident, et l'histoire du mouvement ouvrier international fournit à l'appui de notre thèse des exemples innombrables, que de cette façon le parti s'immobilise d'autant plus que son organisation s'étend et se fortifie davantage; ce qui revient à dire qu'il perd son élan révolutionnaire, devient inerte et pesant, paresseux non seulement dans l'action, mais aussi dans la pensée.

Il s'attache avec une ténacité de plus en plus grande à ce qu'il appelle « la vieille et glorieuse tactique », c'est-à-dire à la tactique qui lui a permis de grossir ses rangs. Et c'est ainsi que devient de plus en plus invincible son aversion pour toute action agressive.

La peur de la réaction, qui hante le parti socialiste, paralyse chez lui toute action, c'est-à-dire toute manifestation de force, et lui ôte toute énergie pour la lutte quotidienne. Et pour justifier son misonéisme il donne ce prétexte fallacieux qu'il veut réserver l'énergie dont il dispose pour les luttes futures. En d'autres termes: les tendances conservatrices inhérentes à toutes les formes de possession se manifestent également dans le socialisme.

Les hommes du parti ont pendant un demi-siècle travaillé à la sueur de leur front pour créer une organisation modèle. Et aujourd'hui que l'organisation englobe trois millions de travailleurs, plus qu'il n'aurait osé espérer, plus même qu'on ne jugeait nécessaire pour remporter sur l'ennemi une victoire complète, le parti s'est doté d'une bureaucratie, qui par la conscience de ses devoirs, par son zèle et sa soumission à la hiérarchie, rivalise avec celle de l'Etat lui-même; les caisses sont pleines, un réseau com-

plexe d'intérêts financiers et moraux s'est étendu sur tout le pays.

Une tactique énergique, entreprenante, serait de nature à tout compromettre : le travail de plusieurs dizaines d'années, l'existence sociale de plusieurs milliers de chefs et sous-chefs, bref, le « parti » tout entier.

Aussi l'idée d'une nouvelle tactique de ce genre est-elle de plus en plus abandonnée. Elle se heurte dans une égale mesure et contre un sentimentalisme injustifié et contre un égoïsme justifié : l'amour sentimental de l'artiste pour l'œuvre qu'il a créée et qu'il veut préserver intacte, l'intérêt personnel de milliers d'honnêtes pères de famille dont la vie économique est indissolublement liée à l'existence du parti et qui tremblent à l'idée de perdre leur emploi et aux conséquences qu'ils auraient à supporter, si le gouvernement procédait à la dissolution du parti, ce qui pourrait facilement arriver en cas de guerre.

L'organisation cesse ainsi d'être un moyen, pour devenir une fin. Aux institutions et aux qualités qui au début était destinées tout simplement à assurer le fonctionnement de la machine du parti — subordination, coopération harmonieuse des membres individuels, rapports hiérarchiques, discrétion, correction — on finit par attribuer plus d'importance qu'au degré de rendement de la machine.

La seule préoccupation consiste désormais à écarter tout ce qui serait susceptible de s'insinuer dans les roues de son engrenage, menaçant ainsi, sinon l'organisme lui-même, sa forme extérieure représentée par l'organisation.

Alors même qu'il est attaqué et obligé de se défendre, le parti préférera au besoin abandonner de précieuses positions antérieurement conquises et renoncer à d'anciens droits, plutôt que de répondre à l'offensive des adversaires par des moyens qui pourraient « compromettre » le parti.

A mesure qu'augmente son besoin de tranquillité, ses griffes révolutionnaires s'atrophient et il devient un parti bravement conservateur qui continue (l'effet survivant à la cause) à se servir de sa terminologie révolutionnaire, mais qui dans la pratique, ne remplira pas d'autre fonction que celle d'un parti d'opposition constitutionnelle.

Certes, tout cela n'était pas dans la pensée de Karl Marx. Tout cela n'est plus du marxisme. Marx, s'il vivait encore, devrait se révolter contre une pareille dégénérescence. Il serait toutefois possible que, séduit par le spectacle d'une armée de trois millions d'hommes se réclamant de lui, voire jurant *in verba magistri* dans les occasions solennelles, il ne trouvât à son tour rien à dire en présence d'un si grave manquement aux principes énoncés par lui. En tout cas, il est dans la vie de Marx des antécédents qui n'excluent pas la possibilité d'une pareille hypothèse. C'est ainsi qu'il a su fermer les yeux, du moins devant le grand public, sur les fautes graves commises par la démocratie socialiste allemande en 1876.

La période actuelle, qui pourrait s'appeler la période des épigones de Marx, le caractère du parti, qui n'est plus qu'une organisation se consacrant tout entière à l'acquisition de nouveaux membres, qu'un parti de majorité absolue, et son infériorité par rapport à l'Etat font que le but primitivement poursuivi et qui consistait dans la suppression de l'Etat actuel cède peu à peu la place à un but nouveau qui est la pénétration de l'Etat par les hommes et les idées du parti.

La lutte que les socialistes mènent contre les partis des classes dominantes n'est plus conçue comme une lutte de principes, mais comme une lutte de concurrence. Le parti révolutionnaire rivalise avec les partis bourgeois dans la conquête du pouvoir. Aussi ouvre-t-il ses rangs à tous les individus qui peuvent lui être

utiles sous ce rapport ou qui sont tout simplement susceptibles de renforcer, de grossir ses bataillons dans la lutte où il est engagé.

Sa haine va tout d'abord, non à l'adversaire de sa « conception », mais aux rivaux redoutés, à ceux qui aspirent au même but que lui : au pouvoir. Cela faisant, le parti ne perd pas seulement sa virginité politique, à la suite des rapports de toute sorte qu'il contracte avec les éléments les plus divers et qui ont pour lui des conséquences graves et durables : il court encore le risque de perdre son caractère de parti (puisqu'un parti suppose l'accord de tous ceux qui le composent sur la direction à suivre pour atteindre des fins objectives et pratiques communes) et de se réduire ainsi à une organisation pure et simple.

CHAPITRE II

La démocratie et la loi d'airain de l'oligarchie.

Alors que la plupart des écoles socialistes croient qu'il sera possible, dans un avenir plus ou moins éloigné, de réaliser une véritable démocratie et que la plupart de ceux qui professent en politique des idées aristocratiques estiment que la démocratie, malgré les dangers qu'elle présente pour la société, n'en est pas moins réalisable, il existe, d'un autre côté, dans le monde de la science, un courant conservateur qui nie résolument et pour tous les temps une possibilité de ce genre.

Nous avons déjà dit que ce courant jouit d'une faveur particulièrement grande en Italie où il est représenté par un homme de grande valeur, Gaetano Mosca : il proclame qu'un ordre social n'est pas possible sans une « classe politique », c'est-à-dire sans une classe politiquement dominante, une classe de minorité.

Ceux qui ne croient pas dans le Dieu de la démocratie ne se lassent pas de qualifier celle-ci de fable puérile et d'affirmer que toutes les expressions du langage qui impliquent des notions telles que domination des masses, Etat, droits de citoyen, représentation populaire, nation, énoncent seulement un principe légal, non un état de fait réel.

Ils défendent la théorie d'après laquelle les luttes éternelles entre aristocraties et démocraties, dont nous parle l'histoire, n'auraient jamais été que des luttes entre une vieille minorité défendant sa prédominance et une nouvelle minorité ambitieuse qui cherchait à conquérir le pouvoir à son tour, soit en se mélangeant à la première, soit en prenant sa place. D'après cette théorie, ces luttes ne consisteraient qu'en une succession pure et simple de minorités au pouvoir. Les classes sociales qui se livrent sous nos yeux des batailles si gigantesques sur la scène de l'histoire, batailles ayant dans les antagonismes économiques leur cause la plus éloignée, pourraient ainsi être comparées à deux groupes de danseurs exécutant un chassé-croisé.

La démocratie se complaît à donner aux questions importantes une solution autoritaire. Elle est assoiffée à la fois de splendeur et de pouvoir. Lorsque les citoyens eurent conquis la liberté, ils mirent toute leur ambition à posséder une aristocratie.

Gladstone a dit un jour que l'amour de la liberté n'a d'égal, chez le peuple, que son amour pour sa noblesse. On peut dire de même que le plus grand orgueil des socialistes consiste dans l'aptitude à maintenir une discipline qui, tout en étant jusqu'à un certain point volontaire, n'en signifie pas moins la soumission de la majorité, sinon aux ordres de la minorité, tout au moins aux règlements édictés par celle-ci en exécution des ordres de celle-là.

Vilfredo Pareto a même recommandé le socialisme comme un moyen favorable à la création, au sein de la classe ouvrière, d'une nouvelle élite, et il voit dans le courage victorieux avec lequel les chefs du socialisme affrontent persécutions et colères un indice de leur vigueur et la première condition à laquelle doit satisfaire une nouvelle « classe politique ».

Il convient de dire toutefois que la *théorie de la*

circulation des élites, formulée par M. Pareto, ne peut être acceptée qu'avec des réserves, en ce sens qu'il s'agit bien moins souvent d'une succession pure et simple des élites que d'un mélange incessant, les anciens éléments attirant, absorbant et s'assimilant sans cesse les nouveaux.

La nécessité d'un groupe social dominant est sans doute reconnue depuis bien plus longtemps qu'on ne le suppose.

Gaetano Mosca qui, avec Vilfredo Pareto, est de nos jours l'interprète le plus éminent et en même temps le plus habile et le plus autorisé de cette conception, Mosca, disons-nous, tout en disputant à M. Pareto la priorité scientifique de cette théorie, n'en reconnaît pas moins dans Hippolyte Taine et dans Ludwig Gumplowicz ses précurseurs.

Mais, fait moins connu, bien que non moins intéressant, la théorie de Mosca et de Pareto a ses premiers et ses plus considérables ancêtres intellectuels dans l'école même contre laquelle elle dirige de préférence ses flèches, c'est-à-dire parmi les penseurs socialistes et plus particulièrement dans les anciennes théories socialistes françaises : c'est en effet dans celles-ci qu'on peut découvrir les germes de la doctrine que Mosca et Pareto devaient élever plus tard à la dignité d'un système sociologique.

Tout en estimant que le concept de classe sera un jour dépouillé de tout attribut économique, l'école de Saint-Simon ne se figurait pas un avenir sans classes.

Elle rêvait la création d'une nouvelle hiérarchie, fondée non sur des privilèges de naissance, mais sur des privilèges acquis, les hommes possédant ces privilèges étant « les plus aimants, les plus intelligents et les plus forts, personnification vivante du triple progrès de la société » et « capables de diriger celle-ci dans une plus vaste carrière. »

A la tête de leur Etat socialiste, les saint-simo-

niens voulaient mettre ceux qu'ils appelaient les « hommes généreux », ayant la faculté d'assigner à chaque personne son *quantum* de travail social; et pour tenir compte des aptitudes spéciales de chacun, on s'en remettait au jugement discrétionnaire de ces surhommes.

Un des disciples les plus convaincus de Saint-Simon, partisan enthousiaste de la « nouvelle dynastie », obligé de se défendre de l'accusation de vouloir par sa doctrine préparer le terrain au despotisme, n'hésita pas à affirmer que la majorité des hommes doit obéir aux ordres des plus capables : ils le doivent, disait-il, aussi bien par amour de la divinité que par égoïsme personnel, et pour cette raison encore que l'homme, alors même qu'il pourrait vivre isolé, aurait toujours besoin d'un pouvoir social sur lequel il puisse s'appuyer.

La nécessité du commandement, d'un côté, et celle de l'obéissance de l'autre, sont justifiées par des raisons métaphysiques. L'autorité ne serait qu'une « transformation politique de l'amour qui unit tous les hommes en Dieu. Et pouvez-vous lui préférer cette triste indépendance qui aujourd'hui isole les sentiments, les opinions, les efforts et qui, sous un nom pompeux, n'est rien autre chose que l'égoïsme accompagné de tous les maux qu'il enfante? »

Le système des saint-simoniens est d'un bout à l'autre autoritaire et hiérarchique. Les disciples de Saint-Simon ont été si peu choqués par le césarisme de Napoléon III que la plupart d'entre eux y adhérèrent avec joie, croyant y voir la réalisation des principes de socialisation économique.

L'école de Fourier alla plus loin encore. Avec une minutie qui frisait le pédantisme et qui avait plus d'un trait grotesque, Fourier avait imaginé tout un système vaste et complexe et a construit, sous la forme de tableaux appropriés, une hiérarchie sphé-

rique « de mille degrés », comprenant toutes les formes possibles de gouvernement, depuis l' « anarchie » jusqu'à l' « omniarchie », chacune avec ces « hautes dignités » et ses « hautes fonctions » spéciales.

Sorel a relevé avec raison le lien étroit qui rattache le socialisme antérieur à Louis-Philippe à l'ère du grand Napoléon et montré que les utopies saint-simoniennes et fouriéristes ne purent naître et prospérer que sur le terrain de l'idée d'autorité à laquelle le grand Corse avait réussi à donner une nouvelle splendeur. Et d'après Berth, le système entier de Fourier, pour pouvoir fonctionner, exigerait l'ubiquité invisible, mais réelle et indispensable, de Fourier lui-même qui seul serait capable, tel le Napoléon du socialisme, de mettre en action et en harmonie les diverses passions humaines.

Les socialistes de la période suivante, et avant tout les socialistes révolutionnaires, sans nier, pour un avenir éloigné, la possibilité d'un gouvernement démocratique de majorité, contestaient absolument sa possibilité dans le présent.

. Bakounine était l'adversaire de toute participation de la classe ouvrière aux élections. Il était en effet convaincu que dans une société où le peuple est dominé, sous le rapport économique, par une majorité possédante, le plus libre des systèmes électoraux ne peut être qu'une vaine illusion. « Qui dit pouvoir, dit domination, et toute domination présume l'existence d'une masse dominée. »

La démocratie est même réputée le pire de tous les régimes bourgeois.

La république, qui nous est présentée comme la forme la plus élevée de la démocratie bourgeoise, possède au plus haut degré, selon Proudhon, ce « zèle gouvernemental », fanatique et mesquin, qui croit pouvoir tout oser impunément, parce qu'il est toujours à même de justifier ses actes de despotisme

par le commode prétexte du bien de la république et de l'intérêt général. La révolution politique elle-même n'est autre chose qu'un « déplacement de l'autorité ».

La seule doctrine scientifique qui puisse se vanter d'avoir une réponse sérieuse à toutes les théories, vieilles ou nouvelles, qui affirment la nécessité immanente d'une « classe politique », est la doctrine *marxiste*.

Elle identifie (et Bakounine, disciple de Marx, tira de cette identification les extrêmes conséquences) l'Etat avec la classe dominante. Celui-là n'est que le comité exécutif de celle-ci ; ou, pour nous servir de l'expression d'un néo-marxiste moderne, l'Etat n'est qu'un « syndicat formé pour défendre les intérêts du pouvoir existant », opinion dont la théorie conservatrice de Gaetano Mosca se rapproche beaucoup.

Celui-ci a en effet tiré des mêmes données diagnostiques le même pronostic, tout en s'abstenant de lamentations et de récriminations à propos d'un fait qu'il considère, conformément à sa doctrine, non seulement comme inévitable, mais même comme avantageux pour la société.

Un socialiste français qui, notons-le en passant, a su trouver le chemin qui conduit au gouvernement, a poussé la notion marxiste de l'Etat jusqu'à ses extrêmes limites : il a notamment conseillé aux ouvriers d'abandonner les luttes économiques isolées et locales, les grèves partielles, pour donner à l'Etat un assaut d'ensemble, à l'aide de la grève générale, car, disait-il, pour frapper la bourgeoisie il faut détruire l'Etat (Briand).

La théorie marxiste de l'Etat, s'ajoutant à la foi dans l'énergie révolutionnaire des masses et dans les effets démocratiques de la socialisation des moyens de production, aboutit logiquement à la conception d'un nouvel ordre social que l'école de Mosca doit trouver utopique.

D'après les marxistes, le mode capitaliste de production transforme la grande majorité de la population en prolétaires et prépare ainsi ses propres fossoyeurs. A peine devenu adulte et mûr, le prolétariat ne tardera pas en effet à s'emparer du pouvoir politique et à proclamer la transformation de la propriété privée en propriété de l'Etat. Mais par cet acte il s'élimine lui-même, puisqu'il supprime ainsi toutes les différences sociales et, par conséquent, tous les antagonismes de classes.

En d'autres termes, le prolétariat annule l'Etat dans ce qui le caractérise comme Etat. La société capitaliste, divisée en classes, avait besoin de l'Etat en vue de l'organisation de la classe dominante et afin d'assurer à celle-ci le maintien du système de production fondé sur l'exploitation du prolétariat répondant à ses besoins et à ses intérêts. La fin de l'Etat signifie donc tout simplement la fin de l'existence de la classe dominante.

Mais la nouvelle société collectiviste, la société sans classes, qui s'édifiera sur les ruines de l'ancien Etat, aura besoin, elle aussi, de représentants élus. On nous dira que, grâce à l'observation des règles préventives formulées par Rousseau dans le *Contrat social* et reprises plus tard par la *Déclaration des Droits de l'Homme*, grâce notamment à l'application rigoureuse du principe de révocabilité constante de toutes les charges, l'activité de ces représentants pourra être maintenue dans des limites très étroites. Mais il n'en reste pas moins que la richesse sociale ne pourra être administrée d'une façon satisfaisante que par l'intermédiaire d'une bureaucratie étendue. Or, ici surgissent des objections qui conduisent, si on raisonne logiquement, à nier purement et simplement la possibilité d'un Etat sans classes.

L'administration d'une fortune énorme, surtout lorsqu'il s'agit d'une fortune appartenant à la collec-

tivité, confère à celui qui l'administre une dose de pouvoir au moins égale à celle que possède le possesseur d'une fortune, d'une propriété privée. Aussi les critiques anticipés du régime social marxiste se demandent-ils s'il n'est pas possible que l'instinct qui pousse les propriétaires, de nos jours, à laisser en héritage à leurs enfants les richesses amassées, incite également les administrateurs de la fortune et des biens publics dans l'Etat socialiste, à profiter de leur immense pouvoir pour assurer à leurs fils la succession dans les charges qu'ils occupent.

La formation d'une nouvelle minorité dominante sera encore grandement favorisée par la façon spéciale dont, selon la conception marxiste de la révolution, s'opérera la transformation sociale.

Marx prétend qu'entre la destruction de la société capitaliste et l'établissement de la société communiste, il y aura une période de transition révolutionnaire, période économique, à laquelle correspondra une période de transition politique et « pendant laquelle l'Etat ne pourra être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat »; ou, pour employer une expression moins euphémique, nous assisterons alors à la dictature des chefs qui auront eu l'astuce et la force d'arracher aux mains de la société bourgeoise mourante, au nom du socialisme, le sceptre de la domination.

La dictature révolutionnaire a été également prévue dans le programme minimum du parti républicain de Giuseppe Mazzini. Ce point avait même provoqué la rupture entre la Jeune Italie et les éléments socialistes des carbonari.

L'ami et biographe de Gracchus Babeuf, le Florentin Filippo Buonarotti, s'opposait de toutes ses forces au projet de concentrer le pouvoir des carbonari entre les mains d'un seul. Ayant pris pendant quelque temps une part héroïque à la révolution

française, il a eu l'occasion de voir de près les révolutionnaires victorieux, cherchant à maintenir l'inégalité et à former une nouvelle aristocratie. La principale raison par laquelle il justifiait sa conduite était que la dictature individuelle n'était qu'un marchepied qui permet d'arriver à la monarchie.

Il objectait à Mazzini et à ses amis que tous les changements politiques qu'ils rêvaient étaient de nature purement formelle et visaient seulement à la satisfaction de leur besoins personnels, et avant tout à l'acquisition et à l'exercice d'une autorité illimitée.

C'est pourquoi Buonarotti s'opposa au soulèvement armé organisé par Mazzini dans le Piémont, en 1833, et cela par un décret secret dans lequel il défendait à ses camarades carbonari de prêter main-forte aux insurgés, dont le triomphe éventuel ne pouvait, d'après lui, que donner naissance à une nouvelle aristocratie ambitieuse. « La république idéale de Mazzini, écrivait-il encore, ne différait de la monarchie qu'en ce qu'elle comportait une dignité en moins et une charge élective en plus. »

Par ses effets, la dictature d'un individu ne se distingue pas essentiellement de celle d'un groupe d'oligarques. Or, il est de toute évidence que le concept de *dictature* est aux antipodes de celui de *démocratie*. Vouloir mettre celle-là au service de celle-ci, c'est comme si on voulait se servir de la guerre comme du moyen le plus efficace pour défendre la paix ou de l'alcool pour lutter contre l'alcoolisme.

Il est tout à fait probable qu'un groupe social, en possession des instruments du pouvoir collectif, fera tout son possible pour les conserver. Théophraste avait déjà noté que le plus fort désir des hommes qui se trouvent au sommet d'un Etat populaire, consiste moins à acquérir des richesses qu'à fonder peu à peu, aux dépens de la souveraineté populaire, leur propre souveraineté.

Il est, en effet, à craindre que la révolution sociale ne substitue à la classe dominante visible et tangible, qui existe de nos jours et agit ouvertement, une oligarchie démagogique clandestine, opérant sous le faux masque de l'égalité.

On doit reconnaître que les marxistes possèdent une doctrine économique et une philosophie de l'histoire susceptibles d'exercer sur ceux qui pensent une très grande attraction. Mais l'une et l'autre les laissent en défaut, dès qu'ils s'engagent dans le domaine du droit public et administratif, sans parler du domaine psychologique.

Toutes les fois que la théorie socialiste avait voulu entourer de garanties la liberté personnelle, elle a abouti aux nébulosités de l'anarchisme individualiste ou à des propositions qui, à l'encontre des bonnes intentions de leurs auteurs, ne pouvaient faire de l'individu que l'esclave de la masse.

Citons un exemple : pour assurer à la société socialiste une littérature élevée et morale et pour éliminer *a priori* toute production littéraire licencieuse, August Bebel propose de nommer une commission compétente, laquelle déciderait ce qui doit être imprimé et ce qui ne le doit pas.

Mais pour prévenir tout danger d'injustice et protéger la libre manifestation de la pensée, Bebel en ajoute à cette proposition une autre, à savoir que chaque écrivain ait le droit d'en appeler à la collectivité. Inutile de dire qu'une telle procédure présenterait pour la société une impossibilité technique et intellectuelle, parce qu'elle exige que les plus gros volumes soient imprimés à des millions d'exemplaires et distribués au public, afin que celui-ci puisse juger si l'ouvrage est ou non digne d'être publié.

Le problème du socialisme n'est pas seulement un problème économique. Autrement dit, le socialisme ne cherche pas seulement à résoudre la question de

savoir si et jusqu'à quel point il est possible de réaliser une distribution équitable et économiquement productive des richesses. Il implique encore un problème d'administration, un problème de démocratie, aussi bien au sens technique et administratif qu'au sens psychologique.

C'est dans la question individualiste que gît le noyau le plus résistant de tout cet ensemble de questions dont le socialisme a entrepris la solution.

Le socialisme fera naufrage pour n'avoir pas aperçu l'importance que présente pour notre espèce le problème de la liberté ; de même qu'ont fait naufrage toutes les conceptions antérieures au socialisme qui, éblouies par la splendeur du spectacle qu'offrait à leurs yeux l'effet total, oublièrent d'analyser toutes les nombreuses sources de lumière qui concoururent à produire cet effet.

Le jeune parti ouvrier allemand ne se fut pas plus tôt détaché, au prix d'âpres luttes, de la démocratie bourgeoise qui l'avait jusqu'alors traîné à sa suite, qu'un de ses plus sincères amis le mit en garde contre les dangers au-devant desquels il courait.

Dans sa lettre ouverte au comité de l'Association allemande de Leipzig, Rodbertus écrivait ceci : « Vous vous séparez d'un parti politique parce que celui-ci, comme vous le pensez avec raison, ne représente pas suffisamment vos intérêts sociaux. Or, vous avez l'intention de fonder à votre tour un nouveau parti politique. Fort bien. Mais qui vous garantit que les adversaires de votre classe (*die antisozialen Elemente*) ne finiront pas un jour par s'infiltrer dans le parti que vous fondez et par s'en emparer ? »

Cette observation de Rodbertus résume l'essence même du parti politique. Pour voir jusqu'à quel point il était dans le vrai, il convient d'examiner les éléments qui entrent dans la composition d'un parti.

Un parti n'est ni une unité sociale, ni une unité

économique. Sa base est formée par son programme. Celui-ci peut bien être l'expression théorique des intérêts d'une classe déterminée. Mais, dans la pratique, chacun peut adhérer à un parti, que ses intérêts privés coïncident ou non avec les principes énoncés dans le programme.

C'est ainsi, par exemple, que le parti socialiste est le représentant idéologique du prolétariat. Mais il n'est pas pour cela un organisme de classe : il est plutôt, au point de vue social, un mélange de classes, composé qu'il est d'éléments qui ne remplissent pas la même fonction dans le processus économique. Mais le programme étant celui d'une classe, exige néanmoins une apparente unité sociale.

Tous les socialistes comme tels, quelle que soit leur situation économique dans la vie privée, admettent en théorie l'absolue prééminence d'une grande classe : celle du prolétariat. Même les éléments non-prolétariens ou non purement prolétariens, qui sont affiliés au parti, adoptent l'angle visuel de la classe ouvrière et reconnaissent celle-ci comme une classe prépondérante.

Il est donc tacitement convenu que les membres du parti n'appartenant pas à la classe que ce parti représente, renonceront à leur intérêt personnel, toutes les fois qu'il se trouvera en conflit avec l'intérêt de cette classe. Les éléments hétérogènes se soumettent en principe à l' « idée » d'une classe qui leur est étrangère.

Telle est la théorie. Dans la pratique, l'acceptation du programme ne suffit pas à aplanir le profond conflit d'intérêts qui existe entre le capital et le travail.

Or, parmi les membres des couches sociales supérieures ayant adhéré à l'organisation politique des ouvriers, il s'en trouvera quelques-uns qui sauront à l'occasion se sacrifier, c'est-à-dire se « déclasser ». Mais la plupart continueront, malgré l'extérieure com-

munauté d'idées avec le prolétariat, à avoir leurs racines économiques dans des intérêts opposés.

Ce qui décide entre les intérêts, c'est leur force respective, c'est-à-dire les rapports qu'ils présentent avec les principales nécessités de la vie. De sorte que rien ne s'oppose *a priori* à ce qu'il naisse entre les membres bourgeois et les membres prolétariens du parti un conflit économique et que celui-ci, en s'amplifiant, aboutisse à des dissensions politiques. L'antagonisme économique étouffe la superstructure idéologique. Le programme devient alors lettre morte, et sous la bannière « socialiste » il se déroule, au sein du parti, une véritable lutte de classes.

L'expérience nous enseigne que dans leur conduite à l'égard des personnes qui sont à leur service, les bourgeois-socialistes ne subordonnent pas toujours leurs intérêts particuliers à ceux de leur classe adoptive. Malgré toute leur bonne volonté personnelle et malgré la pression que le parti exerce sur eux, les socialistes patrons et industriels ne se comportent pas à l'égard de leurs employés et ouvriers autrement que leurs collègues dont les convictions sont en rapport avec leur fonction économique, c'est-à-dire qui pensent non en socialistes, mais en « bourgeois ».

Mais il existe un autre danger encore : la direction du parti socialiste peut tomber entre les mains d'hommes dont les tendances pratiques sont en opposition avec le programme ouvrier. Il en résultera que le mouvement ouvrier sera mis au service d'intérêts diamétralement opposés à ceux du prolétariat. Ce danger est particulièrement grand dans les pays où le parti ouvrier ne peut se passer de l'aide (et de la direction) de capitalistes qui n'en dépendent pas économiquement; il est minime dans les pays où le parti n'a pas besoin de ces éléments ou est tout au moins en mesure de les tenir à l'écart de la direction de ses affaires.

Quand les chefs, qu'ils soient d'origine bourgeoise ou ouvrière, sont, en qualité d'employés, rattachés à l'organisme même du parti, leur intérêt économique coïncide en règle générale avec l'intérêt de celui-ci. Mais avec cela ne se trouve éliminé qu'un seul aspect du danger. L'autre aspect, plus grave, parce que général et inévitable, réside dans l'opposition qui se déclare entre la masse des adhérents et le groupe des chefs, à mesure que le parti grandit.

Le parti, en tant que formation extérieure, mécanisme, machine, ne s'identifie pas nécessairement avec l'ensemble des membres inscrits, et encore moins avec la classe. Devenant une fin en soi, se donnant des buts et des intérêts propres, il se sépare peu à peu de la classe qu'il représente.

Dans un parti, les intérêts des masses organisées qui le composent sont loin de coïncider avec ceux de la bureaucratie qui le personnifie.

L'intérêt, toujours conservateur, du corps des employés peut exiger dans des situations politiques données une politique défensive, voire régressive, alors que les intérêts de la classe ouvrière exigeraient une politique audacieuse et agressive. Dans d'autres cas, assez rares il est vrai, c'est l'inverse qui peut se produire.

Or, c'est une loi sociale inéluctable que tout organe de la collectivité, né de la division du travail, se crée, dès qu'il est consolidé, un intérêt spécial, un intérêt qui existe en soi et pour soi. Mais des intérêts spéciaux ne peuvent exister au sein de l'organisme collectif, sans se trouver aussitôt en opposition avec l'intérêt général. Plus que cela : des couches sociales remplissant des fonctions différentes tendent à s'isoler, à se donner des organes aptes à défendre leurs intérêts particuliers et à se transformer finalement en classes distinctes.

Les phénomènes sociologiques, dont nous avons

esquissé ici et dans les chapitres précédents les traits généraux, offrent donc aux attaques des adversaires de la démocratie de nombreux points vulnérables.

Ils semblent démontrer jusqu'à l'évidence que la société ne peut subsister sans une classe « dominante », que celle-ci est la condition nécessaire de celle-là et que la classe dirigeante, tout en étant sujette dans sa composition à un fréquent renouvellement partiel, n'en constitue pas moins l'unique facteur dont l'action se manifeste suffisamment durable dans l'histoire du développement humain.

Conformément à cette conception, le gouvernement ou, si l'on préfère, l'Etat ne saurait être autre chose que l'organisation d'une minorité. Et cette minorité impose au reste de la société l' « ordre juridique », lequel apparaît comme une justification, une légalisation de l'exploitation à laquelle elle soumet la masse des ilotes, au lieu d'être l'émanation de la représentation de la majorité.

Cette dernière se trouverait toujours dans l'impossibilité, voire peut-être dans l'incapacité de se gouverner elle-même.

Alors même que les foules mécontentes réussissent à dépouiller les bourgeois de leur pouvoir, il ne s'agirait là, d'après Mosca, que d'une apparence : il surgit toujours et nécessairement, au sein des masses, une nouvelle minorité organisée qui s'élève au rang d'une classe dirigeante. Eternellement mineure, la majorité des hommes se verrait ainsi obligée, voire prédestinée par la triste fatalité de l'histoire, à subir la domination d'une petite minorité issue de ses flancs et à servir de piédestal à la grandeur d'une oligarchie.

Le principe d'après lequel une classe dominante se substitue fatalement à une autre, et la loi que nous en avons déduite, à savoir que l'oligarchie est comme la forme préétablie de la vie en commun des grands agrégats sociaux, ce principe et cette loi, loin d'affai-

blir la conception matérialiste de l'histoire ou de se substituer à elle, la complètent et la renforcent.

Il n'existe aucune contradiction essentielle entre la doctrine d'après laquelle l'histoire ne serait qu'une continuelle lutte de classes, et cette autre d'après laquelle les luttes de classes aboutiraient toujours à la création de nouvelles oligarchies se fusionnant avec les anciennes.

L'existence d'une classe politique n'est pas un fait qui aille à l'encontre du marxisme considéré comme une philosophie de l'histoire : dans chaque cas particulier ce fait n'est en effet que la résultante des rapports existant entre les différentes forces sociales qui se disputent la suprématie, ces forces étant naturellement considérées non au point de vue quantitatif mais au point de vue dynamique.

Le socialiste russe Alexandre Herzen, dont les œuvres présentent un grand intérêt psychologique, prétendait qu'à partir du jour où l'homme est devenu un accessoire de la propriété, et sa vie une lutte continuelle pour l'argent, les groupes politiques du monde bourgeois se sont divisés en deux camps : les propriétaires se cramponnant avec ténacité à leurs millions, et les citoyens ne possédant rien, qui voudraient bien exproprier les premiers, mais ne disposent pas pour cela de la force nécessaire. D'où d'un côté les avares, de l'autre les envieux.

L'évolution historique ne serait qu'une succession ininterrompue d'oppositions, au sens presque parlementaire du mot, qui « parviendraient l'une après l'autre à la possession du pouvoir, passant ainsi rapidement de l'envie à l'avarice ».

C'est ainsi que la révolution sociale n'apporterait aucune modification à la structure intérieure de la masse. La victoire des socialistes ne sera pas celle du socialisme, lequel périra au moment même où triom pheront ses sectateurs.

On est tenté de qualifier ce processus de tragi-comédie, attendu que les masses, après avoir accompli des efforts titaniques, se contentent de substituer un patron à un autre. Il ne reste aux ouvriers que l'honneur de « participer au recrutement gouvernemental ». Résultat assez modeste, si l'on tient compte de ce phénomène psychologique que même le plus pur des idéalistes est impuissant à se soustraire, pendant les quelques années de sa carrière de chef, à la corruption du pouvoir.

Il existe, dans les milieux ouvriers français, le proverbe : « Homme élu, homme foutu. » La révolution sociale se réduirait, comme la révolution politique, à une opération consistant, comme le dit le proverbe italien, à changer de maître de chapelle, la musique restant la même.

Fourier a défini la société moderne comme un mécanisme où règne la licence individuelle la plus effrénée et qui n'offre aucune garantie à l'individu ni contre les usurpations des masses, ni aux masses contre les usurpations de l'individu.

L'histoire semble nous apprendre qu'il n'est pas de mouvement populaire, quelque énergique et vigoureux qu'il soit, qui soit capable de provoquer dans l'organisme social du monde civilisé des transformations profondes et permanentes. C'est que les éléments prépondérants du mouvement, à savoir les hommes qui le dirigent et l'alimentent, finissent par s'éloigner peu à peu des masses et par être attirés dans l'orbite de la « classe politique » dominante. Ils apportent peut-être à celle-ci peu d' « idées nouvelles », mais en revanche d'autant plus de force créatrice et d'intelligence pratique et lui insufflent ainsi une jeunesse nouvelle.

La « classe politique », pour nous servir toujours de l'expression de Mosca, possède incontestablement un sentiment très fin de ses possibilités et de ses

moyens de défense. Elle déploie une force d'attraction et une capacité d'absorption puissantes et qui restent rarement sans effet, même sur ses adversaires les plus acharnés et les plus intransigeants. Au point de vue historique, les antiromantiques sont tout à fait dans le vrai, lorsqu'ils résument leur scepticisme dans cette satire caustique : « Qu'est-çe qu'une révolution? Des gens qui se tirent des coups de fusil dans une rue : cela casse beaucoup de carreaux; il n'y a guère que les vitriers qui y trouvent du profit. Le vent emporte la fumée. Ceux qui restent dessus mettent les autres dessous... C'est bien la peine de remuer tant d'honnêtes pavés qui n'en pouvaient mais ». (Th. Gautier.)

CHAPITRE III

Considérations finales

> A prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le plus grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné.
>
> J.-J. ROUSSEAU, *Contrat social.*

L'existence de chefs est un phénomène inhérent à toutes les formes de la vie sociale. La science n'a donc pas à rechercher si ce phénomène est un bien ou un mal ou plutôt l'un que l'autre. Mais il est en revanche d'un grand intérêt scientifique d'établir que tout système de chefs est incompatible avec les postulats les plus essentiels de la démocratie.

Nous savons maintenant que la loi de la nécessité historique de l'oligarchie se fonde en premier lieu sur une série de faits fournis par l'expérience. Comme toutes les autres lois scientifiques, celles de la sociologie découlent de l'observation empirique. Mais pour ôter à notre axiome son caractère essentiellement descriptif et lui donner cette vertu d'explication analytique qui seule transforme une formule en loi, il ne suffit pas de ramener à un point de vue unitaire les phénomènes pouvant être constatés empiriquement : il faut encore en rechercher les causes déterminantes. Tel est précisément le but de notre recherche.

Or, abstraction faite de la tendance des chefs à s'organiser et à se coaliser, abstraction faite aussi de leur reconnaissance par les masses immobiles et passives, nous pouvons dire dans cette conclusion que la principale cause des phénomènes oligarchiques se manifestant au sein des partis démocratiques consiste dans ce fait que les chefs sont techniquement indispensables.

Le processus, qui a commencé grâce à la différenciation des fonctions du parti, est achevé à la faveur d'un ensemble de qualités que les chefs ont acquises du fait de leur détachement de la masse. Les chefs qui, au début, surgissent *spontanément* et n'exercent les fonctions de chef qu'à titre *accessoire* et *gratuit* deviennent chefs professionnels. Ce premier pas est bientôt suivi d'un second, les chefs professionnels ne tardant pas à devenir des chefs *stables* et *inamovibles*.

Le phénomène oligarchique qui se produit de la sorte trouve donc en partie une explication *psychologique*, c'est-à-dire qu'il découle des transformations psychiques que les différentes personnalités du parti subissent au cours de leur vie. Mais il s'explique aussi, et même en premier lieu, par ce qu'on pourrait appeler la *psychologie de l'organisation elle-même*, c'est-à-dire par les nécessités d'ordre tactique et technique qui découlent de la consolidation de tout agrégat politique discipliné.

Réduite à sa plus brève expression, la loi sociologique fondamentale qui régit inéluctablement les partis politiques (en donnant au mot « politiques » son sens le plus large) peut être formulée ainsi : l'organisation est la source d'où naît la domination des élus sur les électeurs, des mandataires sur les mandants, des délégués sur ceux qui les délèguent. Qui dit organisation, dit oligarchie.

Toute organisation de parti représente une puissance oligarchique reposant sur une base démocra-

tique. On trouve partout électeurs et élus. Mais on rencontre aussi partout un pouvoir presque illimité des élus sur les masses qui élisent. La structure oligarchique de l'édifice en étouffe le principe démocratique fondamental. *Ce qui est* opprime *ce qui devrait être.* Pour les masses, cette différence essentielle entre la réalité et l'idéal est encore un mystère.

Les socialistes croient souvent, et en toute sincérité, qu'une nouvelle élite d'hommes politiques tiendrait ses promesses mieux que la précédente. L'idée de la représentation des intérêts du peuple, idée à laquelle la grande majorité des démocrates, et plus spécialement les grandes masses ouvrières des pays de langue allemande, se cramponnent avec tant de ténacité et de sincère confiance, est une illusion engendrée par un faux effet de lumière, par un effet de mirage.

Dans une des plus délicieuses pages de son analyse du moderne « don-quichottisme », Alphonse Daudet nous montre le « brav' commandant » Bravida, qui n'est jamais sorti de Tarascon, arriver peu à peu à se persuader, sous l'action du brûlant soleil du Midi, qu'il a été à Shanghaï et qu'il y a eu toutes sortes d'aventures héroïques. Tel est à peu près le cas du prolétariat moderne : sous l'influence incessante qu'exercent sur lui des individus qui lui sont intellectuellement supérieurs et habiles parleurs, il finit par se persuader qu'il lui suffit d'accourir aux urnes et de confier sa cause économique et sociale à un délégué pour s'assurer aussitôt une participation directe au pouvoir.

La constitution d'oligarchies au sein des multiples formes de démocratie est un phénomène organique et par conséquent une tendance à laquelle succombe fatalement toute organisation, fût-elle socialiste ou même anarchiste. Haller avait déjà noté que, sous toute forme de convivance sociale, la nature crée

d'elle-même des rapports de domination et de dépendance. La suprématie des chefs dans les partis démocratiques et révolutionnaires est un fait dont on doit tenir compte dans toute situation historique présente ou à venir, alors même que seuls quelques esprits d'élite en auront une conscience nette et précise.

La masse ne sera jamais souveraine que d'une façon abstraite. Aussi la question qui se pose n'est pas celle de savoir comment il est possible de réaliser une démocratie idéale. On doit plutôt se demander jusqu'à quel point et dans quelle mesure la démocratie est désirable, possible et réalisable à un moment donné.

Faisons remarquer à ce propos que la question de la désirabilité fait partie du domaine de la politique et de la *Weltanschauung* générale et dépasse pour cette raison les limites de cet ouvrage. Mais en posant les questions de la possibilité et de la réalisabilité dans des conditions données, on touche au problème fondamental de la politique considérée comme science.

Quiconque ne le comprend pas est, pour nous servir d'une expression de Sombart, ou assez aveugle et fanatique pour ne pas voir que le courant démocratique fait tous les jours des progrès incontestables, ou assez dépourvu d'expérience et de discernement pour ne pas reconnaître que tout régime et toute civilisation portent nécessairement un cachet aristocratique.

La grande erreur des socialistes, erreur qui découle de leurs connaissances psychologiques insuffisantes, consiste à faire preuve, en même temps que d'un pessimisme parfois excessif relativement au présent, d'un optimisme trop rose et d'une confiance trop illimitée relativement à l'avenir.

La conception réaliste des conditions mentales des masses nous montre jusqu'à l'évidence que, même

en admettant la possibilité d'une amélioration morale des hommes, les matériaux humains, dont les politiques et les philosophes ne peuvent faire abstraction dans leurs projets de reconstruction sociale, ne sont pas de nature à justifier un optimisme excessif. Dans les limites de temps accessibles aux prévisions humaines, celui-ci restera l'apanage exclusif des utopistes.

Les partis socialistes sont, comme les syndicats ouvriers, des corps vivant de la vie sociale. Comme tels, ils réagissent avec la plus grande énergie contre toute tentative d'analyser leur structure et leur nature, comme s'il s'agissait de les soumettre à la vivisection. Lorsque la science aboutit à des résultats contraires à leur idéologie *a priori*, ils se révoltent contre elle de toutes leurs forces. Mais leur défense est d'une faiblesse excessive.

Ceux des représentants de ces organisations que leur sérieux scientifique et leur loyauté personnelle empêchent de nier absolument les tendances oligarchiques des démocraties cherchent à les expliquer par une sorte d'atavisme dont les masses n'auraient pas encore réussi à se débarrasser.

Les masses, disent-ils, seraient encore infectées du virus oligarchique parce qu'elles ont été opprimées par de longs siècles d'esclavage et n'ont jamais joui d'une existence autonome. Le régime socialiste aura vite fait de leur rendre la santé et de leur donner toutes les aptitudes dont elles ont besoin pour se gouverner elles-mêmes.

Rien de plus antiscientifique que la supposition que, lorsque les socialistes auront pris possession des pouvoirs publics, il suffira que les masses exercent un léger contrôle pour faire coïncider les intérêts des chefs avec ceux de la collectivité. On ne peut lui comparer que cette autre supposition, aussi antiscientifique qu'antimarxiste, de Jules Guesde (lequel

se dit pourtant marxiste), à savoir que, de même que le christianisme a fait de Dieu un homme, le socialisme fera de l'homme un Dieu.

L'immaturité objective des masses n'est pas seulement un phénomène transitoire, qui disparaîtra avec les progrès de la démocratisation, *au lendemain du socialisme*. Elle est, au contraire, dans la nature même de la masse, en tant que masse, qui, même organisée, est affligée d'une incompétence incurable à résoudre tous les problèmes variés qui se présentent, et cela parce que la masse en elle-même est amorphe et a besoin de division du travail, de spécialisation et de direction. « L'espèce humaine veut être gouvernée, elle le sera. J'ai honte de mon espèce », écrivait Proudhon de sa prison en 1830. L'homme individuel est par sa nature voué à être guidé, et à l'être d'autant plus que les fonctions de la vie se divisent et se subdivisent davantage. Et cela est encore plus vrai du groupe social.

Mais ce serait commettre une grande erreur que de tirer de toutes ces constatations et convictions scientifiques la conclusion qu'il faut renoncer à toute recherche sur les limites des puissances oligarchiques (Etat, classe dominante, parti, etc.) qui se superposent à l'individu. Et ce serait commettre une erreur non moindre que d'en conclure qu'il faut renoncer à l'entreprise désespérée de trouver un ordre social rendant possible la réalisation complète du concept de souveraineté populaire.

En écrivant ce livre, nous n'avions nullement l'intention (et nous l'avons dit dès le commencement) d'indiquer des voies nouvelles.

Il nous a seulement paru nécessaire de faire ressortir la solution pessimiste que l'histoire nous offre de ce problème; et nous avons voulu rechercher si, et dans quelles limites, la démocratie est un idéal qui n'aura jamais pour l'histoire humaine d'autre

valeur que celle d'un critère moral permettant d'apprécier dans ses oscillations et nuances les plus légères le degré d'oligarchie immanente à tout régime social; en d'autres termes si, et dans quelle mesure, la démocratie est un idéal que nous ne pouvons pas nous attendre à voir traduit dans la réalité.

Notre intention était aussi de démolir quelques-unes des faciles et superficielles illusions démocratiques qui troublent la science et induisent les masses en erreur. Et nous avons voulu enfin mettre en lumière quelques tendances sociologiques qui s'opposent au règne de la démocratie et, dans une mesure plus grande encore, à celui du socialisme.

Nous n'entendons pas nier, toutefois, que tout mouvement ouvrier révolutionnaire, et animé d'un sincère esprit démocratique, ne soit à même de contribuer à l'affaiblissement des tendances oligarchiques. Le paysan de la fable confie à ses enfants, sur son lit de mort, qu'un trésor est enfoui dans son champ; le vieux mort, les fils se mettent à remuer avec acharnement la terre. Pas de trésor, bien entendu. Mais ils réussissent, à force de travail inlassable, à acquérir une certaine aisance.

Le trésor de la fable peut très bien symboliser la démocratie.

La démocratie est, elle aussi, un trésor que personne ne pourra jamais mettre à jour. Mais en poursuivant les recherches et en fouillant infatigablement pour trouver l'introuvable, on n'en accomplira pas moins un travail profitable et fécond pour la démocratie.

Nous avons vu, il est vrai, au sein du parti démocratique ouvrier, naître les tendances qu'il était appelé à combattre.

Nous avons vu aussi, grâce à la diversité et à l'inégale valeur des éléments qui composent ce parti, les tendances en question aboutir souvent à des manifestations qui frisent la tyrannie.

Et nous avons pu constater qu'en opposant au légitimisme traditionnel des autorités au pouvoir un bonapartisme brutalement plébiscitaire de parvenus, ces tendances n'en acquéraient aucune supériorité morale ni esthétique.

Quant aux moyens imaginés pour prévenir l'oligarchie, l'histoire en a amplement démontré l'impuissance et l'inefficacité. Toutes les fois qu'on veut s'opposer par des lois à la domination des chefs, ce ne sont pas les chefs, mais les lois, qui finissent par plier et céder.

Mais le principe de la démocratie ne renfermerait-il pas lui-même, sinon le remède, le palliatif de la maladie oligarchique? Lorsque Victor Considérant eut formulé son socialisme « démocratico-pacifiste », il déclara que ce socialisme signifiait, non la domination de la société par les classes inférieures du peuple, mais le gouvernement et l'organisation de la société, dans l'intérêt de tous, par l'intermédiaire d'un groupe de citoyens; « mais l'importance numérique de ce groupe, ajoutait-il, doit augmenter avec le degré de développement social ».

Cette dernière remarque met en relief un point d'une importance capitale. Le propre de la démocratie en général, de celle du mouvement ouvrier en particulier, est en effet de fortifier et d'exciter chez l'individu l'aptitude intellectuelle à la critique et au contrôle.

Nous savons déjà à quel point la bureaucratisation progressive des organismes démocratiques neutralise les effets bienfaisants de cette aptitude. Mais il n'en reste pas moins qu'en vertu même des postulats théoriques qu'il proclame et défend, le mouvement ouvrier suscite souvent, à l'encontre de ses chefs, un certain nombre d'hommes libres qui, soit par principe, soit par instinct, veulent reviser la base sur laquelle s'appuie l'autorité. Poussés par leurs convictions ou par

leur tempérament, ils ne se lassent pas de répéter l'éternelle question du *pourquoi* ultime de toutes les institutions humaines.

Or, cette prédisposition à la libre recherche, qui est un des plus précieux facteurs de civilisation, augmentera à mesure que s'amélioreront et deviendront plus sûres les conditions économiques des masses, et que celles-ci seront admises à jouir, dans une plus grande mesure, des bienfaits de la civilisation.

Une instruction plus étendue implique une capacité de contrôle plus grande.

Ne constate-t-on pas, même de nos jours, que chez les riches l'autorité du chef sur ses camarades, tout en étant parfois très grande, n'est jamais aussi illimitée que dans les classes pauvres?

Pris en masse, les pauvres se trouvent complètement impuissants et désarmés en face de leur chef, leur infériorité intellectuelle ne leur permettant pas de se rendre un compte exact de la direction qu'il suit, ni d'estimer à l'avance la portée de ses actions.

C'est donc à la pédagogie sociale qu'incombe la grande mission d'élever le niveau des masses, afin de les mettre à même de s'opposer, dans les limites du possible, aux tendances oligarchiques qui les menacent.

Nous basant sur l'incompétence foncière des masses, nous sommes donc obligés de reconnaître l'existence de deux lois régulatrices :

1° La tendance *idéologique* de la démocratie à la critique et au contrôle;

2° La contre-tendance *effective* de la démocratie à la création de partis de plus en plus complexes et différenciés, c'est-à-dire de partis de plus en plus fondés sur la compétence d'une minorité.

Toute analyse plus ou moins approfondie des formes sous lesquelles se présente de nos jours la démocratie, est, pour l'idéaliste, une source d'amères déceptions et de triste découragement.

Ceux-là seulement sont peut-être à même de prononcer sur la démocratie un jugement équitable qui, sans tomber dans un sentimentalisme de dilettante, reconnaissent ce qu'il y a de relatif dans tout idéal scientifique et humain. Si l'on veut juger la démocratie, il ne faut en mesurer la valeur idéale que d'après un *tertium comparationis* : l'aristocratie pure.

Les défauts inhérents à la démocratie ne sont malheureusement que trop certains. Il n'en est pas moins vrai que, considérée comme une forme de la vie sociale, elle constitue encore le moindre mal. L'idéal absolu serait une aristocratie d'hommes moralement bons et techniquement capables. Mais où trouver cette aristocratie? On la trouvera quelquefois, très rarement, comme le produit d'une sélection ; mais jamais là où règne le principe de l'hérédité. Aussi la monarchie pure doit-elle être considérée comme l'imperfectibilité incarnée, comme le mal le plus incurable ; au point de vue moral, elle est inférieure à la dictature démagogique même la plus révoltante, dont l'organisme corrompu abrite du moins un principe sain qui permet d'en espérer la guérison.

On peut donc dire que plus l'humanité sera consciente des avantages qu'une démocratie, même imparfaite, présente sur une aristocratie, même fonctionnant relativement bien, et moins il sera probable que la reconnaissance des défauts de la démocratie provoque un retour à l'aristocratie.

Certes, l'aristocratie possède des qualités qui ne s'acquièrent que par l'éducation et que la démocratie aurait tort de négliger, de fausser, de déformer ou de pousser au paradoxe. Mais abstraction faite de ces qualités exquises de savoir-faire et de savoir-vivre, on peut dire que la démocratie souffre précisément de son impuissance à se défaire de ses scories aristocratiques. C'est de là que découlent tous ces dangers dont nous avons parlé et que seul un examen coura-

geux et impartial pourra, sinon supprimer complètement, du moins diminuer dans une certaine mesure.

Les courants démocratiques qu'on constate dans l'histoire ressemblent à des ondes qui se suivent. Ils se brisent tous contre le même écueil. Et à tout instant il s'en produit de nouveaux. C'est un spectacle à la fois réconfortant et attristant.

Dès qu'elles ont atteint un certain degré de développement et de puissance, les démocraties commencent à se transformer peu à peu, en adoptant l'esprit et souvent aussi les formes de l'aristocratie, qu'elles avaient auparavant si âprement combattues. Mais contre la traîtresse se dressent sans cesse de nouveaux accusateurs qui, après une ère de combats glorieux et de pouvoir sans honneur, finissent par se mêler à la vieille classe dominante, cédant la place à des opposants nouveaux qui, à leur tour, les attaquent au nom de la démocratie. Et ce jeu cruel ne prendra probablement jamais fin.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE

LE CARACTÈRE DOMINATEUR DES CHEFS

TROISIÈME PARTIE

L'EXERCICE DU POUVOIR ET SES RÉACTIONS PSYCHOLOGIQUES SUR LES CHEFS

QUATRIÈME PARTIE

ANALYSE SOCIALE DES CHEFS

CINQUIÈME PARTIE

Pages

ESSAI DE LIMITATION DU POUVOIR DES CHEFS

SIXIÈME PARTIE

SYNTHÈSE : LES TENDANCES OLIGARCHIQUES DE L'ORGANISATION

PSYCHOLOG

NEL (Vicomte Georges d'). **Le Nivelle-nt des Jouissances.**

DENSPERGER (F.), Chargé de cours à la bonne. **La Littérature.**

GSON, POINCARÉ, Ch. GIDE, Etc., **Le Maté-lisme actuel** (6ᵉ mille).

ET (A.), directeur de Laboratoire à la Sor-ne. **L'Ame et le Corps** (9ᵉ mille).

ET (A.). **Les Idées modernes sur les fants** (13ᵉ mille).

IN (Dʳ G.). **La Naissance de l'Intel-ence** (40 figures) (6ᵉ mille).

TROUX (E.), de l'Institut. **Science et ligion** (14ᵉ mille).

SON (C.), de l'Institut. **Organisme écono-que et Désordre social.**

JET (J.), avocat à la cʳ d'appel. **La Vie du oit et l'impuissance des Lois** (5ᵉ m.).

JZAT (Albert), docteur ès lettres. **La Phi-sophie du Langage.**

OMARD (Dʳ G.). **Le Rêve et l'Action.**

IGNEBERT (C.), chargé de cours à la Sor-nne. **L'Evolution des Dogmes** (6ᵉ m.).

CHET-SOUPLET (P.), directeur de l'Institut de ychologie. **La Genèse des Instincts.**

NOTAUX (Gabriel), de l'Académie française. **Démocratie et le Travail.**

MES (William), de l'Institut. **Philosophie l'Expérience** (6ᵉ mille).

MES (William). **Le Pragmatisme** (5ᵉ m.).

JANET (Dʳ Pierre), professeur au Collège de France. **Les Névroses** (6ᵉ mille).

LE BON (Dʳ Gustave). **Psychologie de l'Éducation** (15ᵉ mille).

LE BON (Dʳ Gustave). **La Psychologie politique** (9ᵉ mille).

LE BON (Dʳ Gustave). **Les Opinions et les Croyances** (9ᵉ mille).

LE BON (Dʳ Gustave). **La Vie des Vérités** (7ᵉ mille).

LE DANTEC. **L'Athéisme** (12ᵉ mille).

LE DANTEC. **Science et Conscience** (6ᵉ m.)

LE DANTEC. **L'Égoïsme** (8ᵉ mille).

LE DANTEC. **La Science de la Vie.** (6ᵉ m.)

LEGRAND (Dʳ M.-A.). **La Longévité.**

LOMBROSO. **Hypnotisme et Spiritisme** (6ᵉ mille).

MACH (E.). **La Connaissance et l'Erreur** (5ᵉ mille).

MAXWELL (Dʳ J.). **Le Crime et la Société** (5ᵉ mille).

PICARD (Edmond). **Le Droit pur** (6ᵉ mille).

PIERON (H.), Mᵉ de Confˢ à l'Ecole des Hᵗᵉˢ-Etudes. **L'Evolution de la Mémoire** (4ᵉ mil.)

REY (Abel), professeur agrégé de Philosophie. **La Philosophie moderne** (8ᵉ mille).

VASCHIDE (Dʳ). **Le Sommeil et les Rêves** (5ᵉ mille).

VILLEY (Pierre), professeur agrégé de l'Université. **Le Monde des Aveugles.**

HISTOIRE

EXINSKY (Grégoire), ancien député à la Douma. **a Russie moderne.**

IRIAC (Jules d'). **La Nationalité fran-aise, sa formation.**

ENEL (Vicomte Georges d'). **Découvertes Histoire sociale** (6ᵉ mille).

OTTOT (Colonel). **Les Grands Inspirés evant la Science. Jeanne d'Arc.**

LOCH (G.), professeur à la Sorbonne. **La épublique romaine.**

ORGHÈSE (Prince G.). **L'Italie moderne.**

OUCHÉ-LECLERCQ (A.), de l'Institut. **L'Into-rance religieuse et la politique.**

RUYSSEL (E. van), consul général de Bel-que. **La Vie sociale** (6ᵉ mille).

AZAMIAN (Louis), mᵉ de Conférences à la orbonne. **L'Angleterre moderne** (5ᵉ m.)

HARRIAUT (H.). **La Belgique moderne** ᵉ mille).

OLIN (J.), Lᵗ-Colonel. **Les Transforma-ons de la Guerre** (6ᵉ mille).

ROISET (A.), membre de l'Institut. **Les Dé-ocraties antiques** (7ᵉ mille).

ARCIA-CALDÉRON (F.). **Les Démocraties atines de l'Amérique** (5ᵉ mille).

GENNEP. **Formation des Légendes** (5ᵉ m.)

HARMAND (J.), ambassadeur. **Domination et Colonisation.**

HILL, ancien ambassadeur. **L'Etat moderne.**

LE BON (Dʳ Gustave). **La Révolution Française et la Psychologie des Révolutions** (9ᵉ mille).

LICHTENBERGER (H.), professeur adjoint à la Sorbonne. **L'Allemagne moderne** (11ᵉ m.).

MEYNIER (Commandant O.), pʳ à l'École militaire de Saint-Cyr. **L'Afrique noire** (5ᵉ mille).

MICHELS (Robert). Professeur à l'Université de Turin. **Les Partis Politiques**

NAUDEAU (Ludovic). **Le Japon moderne, son Evolution** (8ᵉ mille).

OLLIVIER (E.), de l'Académie française. **Philosophie d'une Guerre (1870)** (6ᵉ mille).

OSTWALD (W.), professeur à l'Université de Leipzig. **Les Grands Hommes.**

PIRENNE (H.), Profʳ à l'Université de Gand **Les Démocraties des Pays-Bas.**

ROZ (Firmin). **L'Energie américaine** (7ᵉ m.)

Bibliothèque de Philosophie scientifiqu

DIRIGÉE PAR LE Dr GUSTAVE LE BON

SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES

BACHELIER (Louis), Docteur ès sciences. **Le Jeu, la Chance et le Hasard.**

BELLET (Daniel), profr à l'École des Sciences politiques. **L'Évolution de l'Industrie.**

BERGET (A.), professeur à l'Institut océanographique. **La Vie et la Mort du Globe** (6e m.).

BERTIN (L.-E.), de l'Institut. **La Marine moderne** (54 figures) (5e mille).

BIGOURDAN, de l'Institut. **L'Astronomie** (50 figures) (5e mille).

BLARINGHEM (L.). **Les Transformations brusques des êtres vivants** (49 figures). (5e mille).

BOINET (Dr), profr de Clinique médicale. **Les Doctrines médicales** (6e mille).

BONNIER (Gaston), de l'Institut. **Le Monde végétal** (230 figures) (8e mille).

BOUTY (E.), de l'Institut. **La Vérité scientifique, sa poursuite** (5e mille).

BRUNHES (B.), professeur de physique. **La Dégradation de l'Energie** (7e mille).

BURNET (Dr Etienne), de l'Institut Pasteur. **Microbes et Toxines** (71 fig.) (5e mille).

CAULLERY (Maurice), professeur à la Sorbonne. **Les Problèmes de la Sexualité.**

COLSON (Albert), professeur à l'Ecole Polytechnique. **L'Essor de la Chimie** (5e m.)

COMBARIEU (J.), chargé de cours au collège de France. **La Musique** (10e mille).

DASTRE (Dr A.), de l'Institut, professeur à la Sorbonne. **La Vie et la Mort** (13e mille).

DELAGE (Y.), de l'Institut et GOLDSMITH (M.). **Les Théories de l'Evolution** (7e mille).

DELAGE (Y.), de l'Institut et GOLDSMITH (M.), **La Parthénogénèse.**

DELBET (P.), professeur à la Fé de Médecine de Paris. **La Science et la Réalité.**

DEPÉRET (C.), de l'Institut. **Les Transformations du Monde animal** (7e mille).

ENRIQUES (F.). **Les Concepts fondamentaux de la Science.**

GUIART (Dr). **Les Parasites inoculateurs de maladies** (107 figures) (5e mille).

HÉRICOURT (Dr J.). **Les Frontières de la Maladie** (8e mille).

HERICOURT (Dr J.). **L'Hygiène mode** (10e mille).

HOUSSAY (F.), professeur à la Sorb **Nature et Sciences naturelles** (7e m

JOUBIN (Dr L.), professeur au Muséum. **Vie dans les Océans** (45 figures) (5e m

LAUNAY (L. de), de l'Institut. **L'Histoire la Terre** (10e mille).

LAUNAY (L. de). **La Conquête minér**

LE BON (Dr Gustave). **L'Évolution de Matière**, avec 63 figures (24e mille).

LE BON (Dr Gustave). **L'Évolution Forces** (42 figures) (13e mille).

LECLERC DU SABLON (M.). **Les Incertitu de la Biologie** (24 figures).

LE DANTEC (F.). **Les Influences An trales** (12e mille).

LE DANTEC (F.). **La Lutte universelle** (1

LE DANTEC (F.). **De l'Homme à la Scie** (8e mille).

MARTEL, directeur de *La Nature*. **L'Évo tion souterraine** (80 figures) (6e m

MEUNIER (S.), professeur au Muséum. **Convulsions de la Terre.** (35 fig.) (5e

OSTWALD (W.). **L'Evolution d'une Scien la Chimie** (8e mille).

PICARD (Émile), de l'Institut, professeur Sorbonne. **La Science moderne** (11e mi

POINCARÉ (H.), de l'Institut, profr à la Sorbo **La Science et l'Hypothèse** (24e mi

POINCARÉ (H.). **La Valeur de la Scie** (18e mille).

POINCARÉ (H.). **Science et Méthode** (11

POINCARÉ (H.). **Dernières Pensées** (8e

POINCARÉ (Lucien), dr au Mre de l'Instru publique. **La Physique moderne** (15e

POINCARÉ (Lucien). **L'Électricité** (11e m

RENARD (Ct). **L'Aéronautique** (68 fig (6e mille).

RENARD (Ct). **Le Vol mécanique. Aéroplanes** (121 figures).

ZOLLA (Daniel), professeur à l'Ecole de gnon. **L'Agriculture moderne.**

PSYCHOLOGIE, PHILOSOPHIE ET HISTOIRE

Voir la liste des ouvrages page 3 de la couverture.

4144. — Paris. — Imp. Hemmerlé et Cie. — 3-14.